

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

30 MAI 1997

**PREFIGURATION DES
RESULTATS DE L'EXECUTION
DU BUDGET DE L'ETAT
POUR 1996**

**transmise par la Cour des comptes
conformément à l'article 77
des lois sur la
comptabilité de l'Etat,
coordonnées le 17 juillet 1991**

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

30 MEI 1997

**VOORAFBEELDING VAN DE
UITSLAGEN VAN DE UITVOERING
VAN DE STAATSBEGROTING
VOOR 1996**

**verstrekt door het Rekenhof
overeenkomstig artikel 77
van de wetten op de
Rijkscomptabiliteit,
gecoördineerd op 17 juli 1991**

(*) Troisième session de la 49^e législature.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

**PREFIGURATION DES RESULTATS
DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT
POUR 1996**

Adoptée en assemblée générale du 28 mai 1997

TABLE DES MATIERES

	Pages
PRESENTATION SYNTHETIQUE	6
PREMIERE PARTIE	
ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET	
CHAPITRE I^{er} — SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR 1996	12
A. Les imputations à la charge du budget	12
B. Les résultats de caisse	14
CHAPITRE II — LES RECETTES	18
A. Généralités	18
B. Les recettes totales	20
C. Les recettes inscrites au budget des Voies et Moyens	22
D. Les recettes transférées aux Communautés et Régions	25
E. Les recettes transférées à la Sécurité sociale	28
F. Les recettes transférées à l'Union européenne	31
CHAPITRE III — LES CREDITS DE DEPENSES	34
A. Les données budgétaires	34
B. Les délibérations du Conseil des ministres ayant autorisé, en 1996, des dépenses au-delà des crédits budgétaires	35
CHAPITRE IV — LES DEPENSES	37
A. Les dépenses effectuées sur les crédits de 1996 — Aperçu global	37
B. Les dépenses sur crédits reportés de 1995	38
C. Les dépassements de crédits	40
CHAPITRE V — LA DETTE PUBLIQUE EN 1996	44
A. L'encours de la Dette publique	44
B. La structure de la Dette publique	47
C. Les charges en intérêts de la Dette publique et taux d'intérêt implicite de la Dette	49
D. La dette consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics	51
DEUXIEME PARTIE	
COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES	
Section 12 — Justice	56
Section 13 — Intérieur	66
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	68
Section 15 — Coopération au développement	71
Section 16 — Défense nationale	78
Section 17 — Service général d'appui policier et Gendarmerie	83
Section 18 — Finances	87
Section 19 — Fonction publique	90
Section 23 — Emploi et Travail	91
Section 26 — Affaires sociales, Santé publique et Environnement	95
Section 31 — Classes moyennes et Agriculture	98
Section 32 — Affaires économiques	103
Section 33 — Communications et Infrastructure	105

TROISIEME PARTIE : ANNEXES**DEPENSES PAR SECTION, DIVISION ET PROGRAMME**

Le tableau des dépenses par programme	108
Section 01 — Dotations	109
Section 11 — Services du Premier Ministre	111
Section 12 — Justice	115
Section 13 — Intérieur	119
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	126
Section 15 — Coopération au développement	130
Section 16 — Défense nationale	132
Section 17 — Service général d'appui policier et Gendarmerie	135
Section 18 — Finances	137
Section 19 — Fonction publique	140
Section 21 — Pensions	142
Section 23 — Emploi et travail	145
Section 26 — Affaires sociales, Santé publique et Environnement	150
Section 31 — Classes moyennes et Agriculture	156
Section 32 — Affaires économiques	161
Section 33 — Communications et Infrastructure	168
Section 51 — Dette publique	172
Section 52 — Financement de l'Union européenne	174
Totaux généraux	175

PRESENTATION SYNTHETIQUE

L'article 77 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat prévoit que, dans le courant du mois de mai suivant l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet à la Chambre des Représentants une préfiguration des résultats de l'exécution du budget. Celle-ci peut donner lieu à une motion motivée de règlement provisoire du budget. Sans posséder le caractère définitif du compte général de l'Etat, cette préfiguration offre déjà une image fidèle de l'exécution du budget. Cependant, alors que la décharge accordée par la loi des comptes possède le caractère d'un quitus par essence définitif, la décharge dont le Gouvernement bénéficie à la suite du vote d'une motion motivée s'appuie sur des résultats encore provisoires de l'exécution du budget et reste dès lors précaire : la Chambre des Représentants pourrait, s'il y a lieu, la remettre en cause en se fondant sur des faits qui, non repris dans la préfiguration, seraient ultérieurement portés à sa connaissance, comme, par exemple, des anomalies ou irrégularités que le contrôle que la Cour exerce a posteriori sur les multiples dépenses non soumises à son visa préalable pourrait mettre en évidence après le dépôt de la préfiguration.

Quelques constatations majeures s'imposent au sujet du degré de réalisation des prévisions de recettes et des autorisations de dépenses contenues dans le budget 1996.

(en milliards de francs)

Recettes 1996 (Voies et Moyens)		
	Prévisions ajustées	Recettes imputées
Recettes fiscales	1.293,9	1.252,7
Recettes non fiscales	151,0	148,9
Total	1.444,9	1.401,6

Les **recettes** fiscales totales ont augmenté de 3,7 % par rapport à 1995, soit une progression supérieure à la croissance nominale du P.I.B. (+3,3 %). La norme fixée par l'accord de Gouvernement est ainsi respectée. En ce qui concerne les recettes inscrites au budget des Voies et Moyens, ce résultat est cependant compensé, d'une part par le recul des recettes non fiscales (-19,5 %) et, d'autre part, par l'augmentation des recettes transférées aux Communautés et aux Régions (+ 3,5 %) et surtout de celles affectées à la Sécurité sociale (+ 25,4 %), de sorte que les ressources du pouvoir fédéral sont demeurées pratiquement à leur niveau de l'année précédente (+ 0,1 %).

En dépit de leur progression, les recettes fiscales sont restées en deçà des prévisions, pourtant ajustées à la baisse en raison des perspectives de croissance plus faibles que prévues. Le résultat a notamment été influencé par la réduction sensible du rendement du précompte mobilier, un recul des recettes prévues en matière de précompte professionnel et une majoration des dégrèvements à l'enrôlement de l'impôt des personnes physiques.

Si elles n'ont plus enregistré en 1996 de versement exceptionnel, les recettes non fiscales ont été influencées notamment par un net accroissement des versements de la Banque nationale de Belgique au Trésor (+ 11,1 milliards de francs), par la contre-valeur des apports en nature au capital de la société patrimoniale SOPIMA (8 milliards de francs) et des mouvements provenant de la Loterie nationale (6,7 milliards de francs).

(en milliards de francs)

Dépenses 1996 (ordonnancements 1996 à charge du budget 1996)		
	Crédits	Ordonnancements
Crédits non dissociés	2.125,6	1.892,9
Crédits d'ordonnancement	36,7	31,8
Sous-total	2.162,3	1.924,7
Fonds budgétaires		426,2
Total	2.162,3	2.350,9

Les **dépenses** budgétaires primaires, c'est-à-dire hors charges d'intérêt, ont subi une augmentation, en termes de caisse, de 2,8 % par rapport à 1995, qui est supérieure à la norme de croissance mesurée par rapport à l'évolution de l'indice général des prix à la consommation en 1996. Cependant, en raison de la diminution constante, depuis plusieurs années, des charges budgétaires d'intérêt de la dette publique, le solde des opérations budgétaires n'enregistre qu'une variation minime par rapport à l'année précédente.

Le solde des opérations de trésorerie s'est établi à + 3,9 milliards de francs (comparé à un déficit de 36,6 milliards de francs en 1995) grâce à un excédent de recettes sur fonds de tiers et a contribué à la réduction du **solde net à financer** de 290,1 milliards de francs en 1995 à 242,8 milliards de francs en 1996.

Cette situation s'est traduite par une **augmentation nominale de la dette publique brute** de 76,3 milliards de francs, en régression par rapport à 1995 (193,7 milliards de francs) et 1994 (262,8 milliards de francs). Outre la baisse du solde net à financer, cette réduction de la croissance de la dette publique est due notamment à l'affectation à l'amortissement de la dette en devises des plus values réalisées sur les ventes d'or effectuées par la Banque nationale de Belgique à concurrence d'un montant de 220,7 milliards de francs.

Enfin, l'augmentation de la dette publique en valeur nette (hors placements de trésorerie) a été exceptionnellement faible en 1996 (+ 7,8 milliards de francs).

*

* * *

L'examen de l'exécution du budget ne se limite cependant pas à ces seules données générales. Par le vote du budget, la Chambre des Représentants accorde des autorisations budgétaires pour des objets bien déterminés, assorties de conditions d'utilisation et dans un cadre légal défini. L'action menée par le Gouvernement en 1996 appelle des commentaires développés dans la partie II et dont les plus saillants sont évoqués ci-dessous.

Au budget du **Ministère de la Justice** figure un fonds organique pour **l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence**, sur lequel une **réserve financière non négligeable** s'est constituée au fil des années (532,2 millions de francs au 31 décembre 1996). La faible utilisation de cette réserve résulte notamment de l'ignorance relative entourant l'existence de ce fonds mais aussi d'une pénurie structurelle de personnel. Ce dernier aspect explique le retard important accumulé dans le traitement des dossiers. A défaut d'une extension de son cadre, la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ne sera pas à même de résorber l'arriéré ni - suite à une modification annoncée de la législation - de traiter les nouveaux dossiers escomptés.

Dans le cadre de l'examen de l'application de la **loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude**, la Cour des comptes a adressé diverses observations au Ministre de la Justice. Elle a attiré son attention sur les implications budgétaires divergentes des décisions des diverses commissions de défense sociale et sur les informations déficientes relatives à celles-ci, dont disposent les gestionnaires du budget. En outre, la Cour des comptes a formulé des observations concernant le cadre juridique insuffisant de l'internement dans les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne et les difficultés d'interprétation en matière d'application de la réglementation INAMI aux internés placés dans des établissements privés et dans les hôpitaux psychiatriques de la Communauté flamande.

Dans le courant de l'année 1996, l'Etat belge a été condamné à payer 116,7 millions de francs dans le cadre du **litige concernant le règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés**. A défaut d'inscription des crédits nécessaires au budget du **Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** pour les années 1996 et 1997, il n'a pu, jusqu'à présent, faire face aux conséquences financières de ces condamnations. La décision de faire désormais supporter ces dépenses par le Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion n'a, à ce jour, produit aucun effet en l'absence d'un protocole entre l'Etat belge et le fonds concernant l'exécution, par ce dernier, de cette nouvelle mission.

Durant l'année 1996, dans le cadre de la **Coopération au développement**, un seul accord d'allègement de dettes a été conclu (avec la Bolivie) pour un montant total de 275 millions de francs. L'accord conclu en 1995 avec le Togo et pour lequel une somme de 94,6 millions de francs devait encore être liquidée en raison de l'insuffisance des crédits inscrits en 1995 n'a, à tort, donné lieu à aucun engagement ou ordonnancement.

Compte tenu de la nécessité d'engager à nouveau des obligations existantes de 172 millions de francs à la charge du crédit non dissocié destiné à l'octroi d'une aide d'urgence, **l'aide d'urgence** a cependant encore fait l'objet, en 1996, d'engagements représentant **880 millions de francs**. Cette somme est considérablement supérieure à celle enregistrée en 1994 et en 1995.

Aucune des initiatives pour lesquelles des crédits ont été inscrits pour la première fois au budget 1996 de la Coopération au développement n'a réellement démarré. Cette situation est due au fait que les arrêtés ou procédures d'exécution font encore défaut.

La concentration des engagements du **Ministère de la Défense nationale** au cours du mois de décembre dénoncée dans le passé par la Cour, bien que réduite de 74 % (en 1995) à 47 % au cours de l'année 1996 n'en est pas moins récurrente et s'explique par la mise en oeuvre tardive des procédures d'achat qui reste conditionnée par l'adoption des tranches annuelles du Plan à moyen terme.

L'utilisation des crédits budgétaires pour engager les contrats qu'il était initialement envisagé de financer au moyen des recettes issues de l'aliénation de biens excédentaires, avait permis dans le passé au département d'éviter l'annulation de ces crédits et ainsi de reporter d'importants moyens à l'année suivante. Cette situation ne s'est plus représentée en 1996, ainsi qu'en témoignent les utilisations des autorisations d'engagement sur ces moyens débudgétisés.

Les dépenses de personnel enregistrées à charge du **Service général d'appui policier** ne concernent qu'une partie réduite du personnel réellement affecté à ce service.

La Cour des comptes a fait observer au Ministre de l'Intérieur que toutes les recettes - et les dépenses corrélatives -consécutives à des **prestations au profit de tiers**, en exécution des articles 54bis et 70bis de la loi sur la gendarmerie, ne sont pas affectées au **fonds budgétaire de la gendarmerie**.

Il en résulte que la Chambre des Représentants n'est pas pleinement informée des moyens mis en oeuvre en 1996 dans le cadre des activités du Service général d'appui policier ni du volume réel des prestations au profit de tiers et que l'intégralité du budget alloué à la gendarmerie pour l'exécution de ses missions légales n'est pas sauvegardée. Des prestations sortant du cadre légal ayant été facturées, la Cour des comptes a interrogé le ministre sur les initiatives envisagées afin que soient définis au niveau législatif des critères objectifs de différenciation entre les missions générales d'un service public de police et celles subordonnées au paiement d'une redevance. La Cour des comptes considère que l'arrêté royal du 23 avril 1997, pris entretemps, ne constitue pas une réponse adéquate à ce propos.

Les ajustements et l'utilisation des crédits du **Ministère des Finances**, destinés à la **restructuration départementale des administrations fiscales**, font apparaître que la réalisation de cette réorganisation est fortement ralenti.

Il résulte des ajustements successifs du crédit destiné à combler les insuffisances des moyens permettant à l'**Office national du Ducroire** d'accorder des garanties pour le compte de l'Etat que le maintien du crédit à une hauteur de 800 millions de francs lors du premier feuilleton d'ajustement était d'une prudence excessive. Cela n'a, en effet, pas empêché une deuxième réduction du crédit pour le fixer à 200 millions de francs. Ce montant est finalement resté inutilisé.

Au **Ministère de l'Emploi et du Travail**, le **Fonds congé-éducation payé** a eu tendance au cours des dernières années à présenter un solde budgétaire (artificiellement) positif par l'interruption toujours plus précoce des paiements dans l'année. Cette manière de procéder a eu pour effet de porter l'encours des dettes à 4,5 milliards de francs à la fin de 1996, un caractère structurel étant ainsi conféré à l'insuffisance réelle en moyens budgétaires et financiers.

Au **Fonds pour l'emploi**, on constate l'existence de soldes considérables au 31 décembre 1996 aussi bien en crédits d'engagement qu'en crédits d'ordonnancement. Cette situation résulte, d'une part, des difficultés rencontrées par les entités fédérées pour affecter les moyens financiers octroyés en vertu d'accords de coopération relatifs au plan d'accompagnement des chômeurs et d'autre part, de l'annulation d'engagements par suite de la suppression ou de la réduction de certains projets.

La sous-évaluation répétée des crédits inscrits au budget du **Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement** et destinés au paiement de l'intervention de l'Etat dans le prix de la **journée d'hospitalisation** entraîne un arriéré qui s'accroît depuis plusieurs années et atteint 12,1 milliards de francs à la fin de 1996. Le retard de paiement, qui en résulte, devenu structurel, a pour effet de transférer auprès des institutions de soins la charge en intérêts d'une dette incombant normalement à l'Etat.

Le **Ministère de l'Agriculture** a été confronté, durant l'année 1996, à une forte augmentation du recours à la garantie du Fonds d'investissement agricole (F.I.A.). Parmi les **subventions en intérêt** dues pour le troisième trimestre 1996, à concurrence de 280,4 millions de francs, dans le cadre du soutien à l'investissement et à l'installation en agriculture (ancienne réglementation), le département a été contraint de reporter le paiement de 144 millions de francs à l'année budgétaire 1997.

Au **Ministère des Affaires économiques**, la faiblesse des recettes réalisées par le fonds destiné à couvrir les frais de fonctionnement du **Centre de traitement de l'information** révèle des perspectives financières difficilement tenables à moyen terme.

Le faible taux d'ordonnancement du crédit dissocié destiné à assurer le paiement des subsides aux **Centres collectifs**, en matière de recherche et développement dans le cadre national, résulte des retards pris dans la procédure administrative.

La réduction prévue au budget du **Ministère des Communications et de l'Infrastructure** de 1996, à concurrence de 2 milliards de francs, du crédit destiné à rémunérer **La Poste** pour l'accomplissement de ses missions de service public de poste financière n'a été compensée qu'en 1997 par une prise de participation d'un montant identique dans son capital. Cette opération, qui a modifié la nature de cette dépense, a eu pour effet de réduire les dépenses budgétaires de l'Etat en 1996 et d'améliorer son besoin net de financement.

Enfin la faible consommation des crédits de cette section traduit un retard dans la mise en oeuvre de certains **travaux à financement fédéral**.

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET

CHAPITRE I - SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR 1996

A. *Les imputations à la charge du budget*

Les résultats de l'exécution du budget 1996, repris dans cette préfiguration, s'établissent, sur la base des données disponibles au 31 mars 1997, à 1.923,3 milliards de francs en recettes, dont 1.401,6 milliards de francs pour les recettes courantes et de capital, et du côté des dépenses, à 2.433,6 milliards de francs en engagements¹ et 2.393,1 milliards de francs en ordonnancements¹, dont 1.681,1 milliards de francs pour les dépenses courantes et de capital.

Les tableaux 1.1., 1.2. et 1.3. ci-après offrent une première confrontation des résultats aux estimations. Une information plus détaillée relative à chacun des éléments d'analyse figure dans les chapitres suivants.

(en milliards de francs)

TABLEAU 1.1. - RECETTES

	Estimations (1)	Imputations (2)	Ecart	Taux de réalisation
<u>Recettes courantes et de capital</u>				
dont : - non affectées	1.391,4	1.349,6	- 41,8	97,0 %
- affectées (3)	53,5	52,0	- 1,5	97,2 %
Total	1.444,9	1.401,6	- 43,3	97,0 %
<u>Produits d'emprunts</u>				
dont : - non affectés	916,8	148,1	- 768,7	16,1 %
- affectés (3)	250,5	373,6	+ 123,1	149,1 %
Total	1.167,3	521,7	- 645,6	44,7 %
<u>Total des recettes</u>				
dont : - non affectées	2.308,2	1.497,7	- 810,5	64,9 %
- affectées (3)	304,0	425,6	+ 121,6	140,0 %
Total général	2.612,2	1.923,3	- 688,9	73,6 %

(1) Loi du 10 juillet 1996 contenant l'ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1996.

(2) Voir Chapitre II, tableau 2.3. (recettes des Voies et Moyens).

(3) Les recettes affectées sont attribuées à des fonds budgétaires organiques (cfr. Tableau des dépenses dans la partie III - annexes).

¹ Dépenses pour années antérieures comprises.

(en milliards de francs)

TABLEAU 1.2. - DEPENSES				
Engagements : obligations à la charge de l'Etat contractées au cours de l'année budgétaire				
	Crédits (1)	Engagements (2)	Ecart	Taux d'utilisation
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2.125,6	1.978,1	- 147,5	93,1 %
Crédits d'engagement	34,9	28,9	- 6,0	82,8 %
Total	2.160,5	2.007,0	- 153,5	92,9 %
Fonds budgétaires		426,6		
Total général		2.433,6		

(1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie III - Annexes.

(2) Les chiffres repris sont les engagements tels qu'ils sont inscrits dans la banque de données de la comptabilité de l'Etat à l'Administration de la Trésorerie.

(en milliards de francs)

TABLEAU 1.3. - DEPENSES				
Ordonnancements : apurement au cours de l'année budgétaire des obligations contractées pendant celle-ci ou antérieurement				
	Crédits (1)	Ordonnancements	Ecart	Taux d'utilisation
Crédits reportés de l'année précédente	126,7	42,2	- 84,5	33,3 %
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2.125,6	1.892,9	- 232,7	89,1 %
Crédits d'ordonnancement	36,7	31,8	- 4,9	86,6 %
Total	2.289,0	1.966,9	- 322,1	85,9 %
Fonds budgétaires		426,2		
Total général		2.393,1		
dont - Amortissements et remboursements (2)		712,0		
- Dépenses courantes et de capital		1.681,1		

(1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie III - Annexes.

(2) Le détail de ces 712,0 milliards de francs est le suivant :

- crédits de l'année 1996 : 710,0 milliards des francs dont :
 - 336,4 milliards de francs à charge du programme 51.45.1.
 - 373,6 milliards de francs à charge du fonds 51-1 - Charges d'emprunts.
- crédits reportés de 1995: 2,0 milliards de francs à charge du programme 51.45.1.

B. Les résultats de caisse

Pour l'année 1996, le solde net à financer s'établit à 242,8 milliards de francs, soit 47,3 milliards de francs de moins qu'en 1995. Ce solde correspond sensiblement à celui prévu lors du contrôle budgétaire du premier trimestre de 1996, qui avait été évalué à 239,9 milliards de francs et satisfait ainsi à l'objectif du Gouvernement visant à ramener le déficit de caisse à 2,9 % du produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants.

Comme l'indique le tableau ci-après, le résultat de caisse des opérations budgétaires se traduit par un déficit de 244,7 milliards de francs, soit une diminution de 2,7 milliards de francs (-1,1 %) par rapport à l'année 1995. Le solde des opérations budgétaires n'enregistre donc en 1996 qu'une variation minime par rapport à celui de l'année précédente, alors qu'entre 1994 et 1995 ce même déficit avait été réduit de 16,7 %.

L'excédent des dépenses de 244,7 milliards de francs est le résultat de la différence entre les décaissements² d'origine budgétaire qui se sont élevés au total de 1.645,5 milliards de francs (dont 1.586,4 milliards de francs résultant de l'exécution du budget de l'année en cours) et le montant des recettes encaissées pour compte du pouvoir fédéral, soit 1.400,8 milliards de francs.

Si l'on se réfère à l'année précédente, les montants précités des recettes et des dépenses budgétaires de l'Etat fédéral n'ont enregistré en 1996 qu'une faible variation (respectivement + 0,23 et + 0,03 %).

Les recettes fiscales³, prises en considération dans le calcul du résultat de caisse précité, ont progressé en 1996 de + 3,0 %, soit de façon plus soutenue qu'au cours de l'année précédente (+ 1,9 %).

Cette progression est cependant presque complètement compensée par l'important recul des recettes non fiscales en 1996 (- 19,5 %)⁴.

Il convient de noter que la norme gouvernementale en matière de croissance des recettes, qui concerne les recettes fiscales totales et est mesurée par rapport à l'évolution du P.I.B. à prix courants, a toutefois pu être respectée⁵. De ce point de vue, les réalisations de l'année 1996 ont été favorablement influencées par des glissements de recettes, notamment pour ce qui concerne les perceptions du mois de décembre 1995⁶.

² Dans l'optique du calcul du solde net à financer, il s'agit des dépenses budgétaires sur la base de caisse, à l'exclusion des dépenses d'amortissement de la dette.

³ Ces recettes font l'objet d'un commentaire plus détaillé au chapitre II, point C ci-après, p. 18.

⁴ Les recettes non fiscales de capital avaient été influencées en 1995 par une recette exceptionnelle de 57,4 milliards de francs au titre du produit de la réalisation de créances détenues sur les Régions par le Fonds d'aide au redressement financier des communes.

⁵ Selon les estimations du Bureau fédéral du Plan, budget économique, février 1997, la croissance du P.I.B. à prix courants s'établirait à 3,3 % en 1996. Sur la base des résultats de caisse au 31 décembre 1996, les recettes fiscales totales de l'année ont progressé de 3,7 %.

⁶ Dans l'exposé général de l'ajustement du budget des recettes et des dépenses pour 1996, le montant global de ces glissements de recettes avait été estimé à 24,9 milliards de francs (Doc. Parl Chambre, 593/1 - 95/96, p. 50).

Les dépenses budgétaires primaires, c'est-à-dire hors charges d'intérêt, sont également soumises à une norme de croissance fixée dans l'accord de Gouvernement, à savoir que leur progression doit être égale ou inférieure à l'inflation (croissance zéro en termes réels).

Sur la base des opérations de caisse du Trésor, les dépenses primaires peuvent être estimées à 1.013,8 milliards de francs⁷, soit une augmentation de 2,8 %, par rapport aux dépenses de l'année 1995 (985,5 milliards de francs)⁸, qui est supérieure à la norme de croissance mesurée par rapport à l'évolution de l'indice général des prix à la consommation en 1996 (+ 2,1 %). Toutefois, sur l'ensemble de la période 1994-1996, la progression des dépenses primaires reste conforme à la norme de croissance précitée (+ 3,6 %).

Depuis plusieurs années, les charges budgétaires d'intérêt de la dette publique sont en diminution constante. Elles peuvent être estimées pour l'année 1996 à 631,7 milliards de francs, soit 7,8 % du P.I.B. contre 8,3 % en 1995. Il convient de relever qu'en 1996 des charges d'intérêt ont été capitalisées à concurrence de 11,1 milliards de francs, alors que cette opération n'avait porté que sur 6,3 milliards de francs l'année précédente.

Au 31 décembre 1996, le solde des opérations de trésorerie s'établit à + 3,9 milliards de francs, alors qu'en 1995 ces opérations s'étaient soldées par un besoin de financement supplémentaire de 36,6 milliards de francs.

Cet excédent de caisse a permis de compenser la moins-value du solde budgétaire et de maintenir ainsi l'impasse de caisse à un niveau compatible avec l'objectif 1996 de réduction du besoin de financement du pouvoir fédéral.

Le montant précité de 3,9 milliards de francs résulte d'une part d'un excédent de recettes de 28 milliards de francs sur les fonds de tiers et d'autre part de la variation négative des opérations de caisse du Trésor (- 24,1 milliards de francs).

En 1995, les modalités de versement des centimes additionnels provinciaux et communaux, plus particulièrement le report du versement des recettes de novembre 1994 au mois de janvier de l'année suivante, ont eu une incidence particulièrement défavorable sur la situation des fonds de tiers enregistrant ces opérations, qui présentait au 31 décembre 1995 un solde à financer de 18,7 milliards de francs.

Cette situation ne s'est pas représentée en 1996 de sorte que les fonds précités se soldent par un excédent de recettes de 18,9 milliards de francs, dont 14,5 milliards de francs ont été encaissés au cours du mois de décembre.

La troisième composante du solde net à financer est constituée par les différences d'émission et d'amortissement des emprunts, qui ont accru en 1996 le besoin de financement de 2 milliards de francs.

Pour déterminer la variation de la dette résultant du solde net à financer au sens large, il convient de prendre également en considération les primes d'émission et d'échange qui dégagent pour cette année un gain de 18,9 milliards de francs. Depuis 1995, ces opérations, qui sont comptabilisées en dehors du solde net à financer, font l'objet d'une imputation budgétaire

⁷ Soit la différence entre les dépenses budgétaires totales (1.645,5 milliards de francs, hors amortissement de la dette publique et financement de l'Union européenne) et les charges d'intérêts évaluées à 631,7 milliards de francs, sur la base de la codification économique des dépenses.

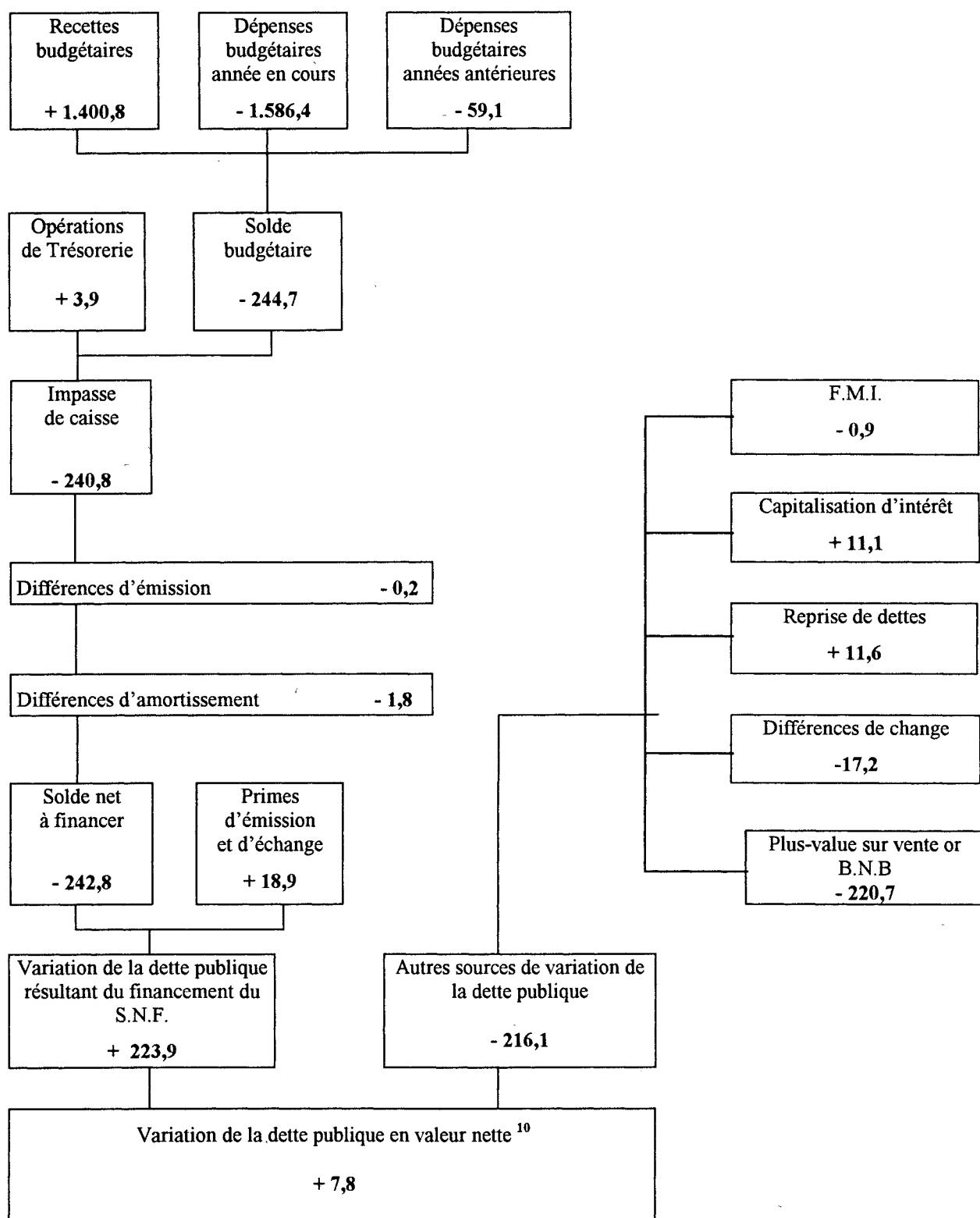
⁸ Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995, Doc. Parl. Chambre, n° 596/1 - 95/96, p. 202.

par répartition au prorata de la durée des titres induisant selon le cas une diminution ou une augmentation des intérêts budgétaires de l'année.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des opérations du Trésor qui ont déterminé en 1996 une variation de la dette publique en valeur nette (hors placements de trésorerie). Cette variation est déterminée pour une part importante par le financement du solde net précité, mais est également influencée par d'autres facteurs tels que la capitalisation d'intérêt, la reprise de dettes ou l'incidence des variations de change sur la dette en devises.

En 1996, l'augmentation de la dette publique en valeur nette a été exceptionnellement faible (+ 7,8 milliards de francs).

Il s'indique de relever ici l'incidence particulière de l'affectation au remboursement de la dette en devises d'une partie des plus-values réalisées par la Banque nationale de Belgique à l'occasion d'opérations d'arbitrage sur or (- 220,7 milliards de francs).

OPERATIONS DU TRESOR PUBLIC EN 1996 (en milliards de francs)(sur base de caisse⁹)

⁹ Les résultats des recettes et dépenses budgétaires sont calculés dans la présentation synthétique ainsi que dans les chapitres IA, II et IV de la préfiguration sur la base des imputations comptables.

¹⁰ Hors placements de trésorerie.

CHAPITRE II - LES RECETTES

A. Généralités

Par recettes totales, on entend l'ensemble des recettes courantes et de capital, fiscales ou non fiscales, perçues par l'autorité fédérale pour son compte propre ou pour compte d'autres pouvoirs, à l'exclusion toutefois des additionnels aux impôts encaissés au profit des pouvoirs locaux.

Les recettes des Voies et Moyens sont déterminées après déduction des ressources affectées ou cédées à d'autres pouvoirs, à savoir les recettes cédées à l'Union européenne, les impôts régionaux et parties d'impôts attribuées aux Communautés et aux Régions ainsi que les recettes affectées au financement alternatif de la sécurité sociale.

La Cour des comptes examine successivement ci-après l'évolution des recettes totales par rapport à l'année 1995 (B), les réalisations des recettes des Voies et Moyens par rapport aux prévisions ajustées (C), les recettes transférées aux Communautés et aux Régions (D), celles affectées au financement du secteur de la sécurité sociale (E) ainsi que l'évolution des ressources perçues pour compte de l'Union européenne (F).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu synthétique de l'ordre de grandeur de ces recettes ainsi que de leur évolution au cours de la période 1995-1996.

(en milliards de francs)

Tableau 2.1. - Evolution des recettes

	1995	1996	Ecarts en %
Recettes totales (dont recettes fiscales)	2.382,7 (2.198,1)	2.429,4 (2.280,5)	+ 2,0 (+3,7)
Recettes cédées à l'Union européenne	85,2	80,3	- 5,7
Impôts régionaux et parts attribuées d'impôts aux Communautés et aux Régions	808,6	836,6	+ 3,5
Recettes affectées au financement de la sécurité sociale	88,4	110,9	+ 25,4
Recettes Voies et Moyens (dont recettes fiscales)	1.400,5 (1.215,9)	1.401,6 (1.252,7)	+ 0,1 (+ 3,0)
P.I.B. à prix courants*	7.936,0	8.195,8	+ 3,3

* selon le budget économique du Bureau fédéral du Plan, février 1997

En 1996, l'évolution des recettes totales a été conforme aux tendances perceptibles dès l'ajustement du budget, à savoir une progression des recettes fiscales (+ 3,7 %), plus marquée que celle qui avait été enregistrée en 1995, ainsi qu'un recul très net des recettes non fiscales (- 19,5 %), qui se sont finalement traduits en termes de réalisations par une croissance moindre (+ 2 %) que celle de l'année précédente (+ 3 %).

Pour atteindre les normes arrêtées par l'accord du Gouvernement du 19 juin 1995, les recettes fiscales totales devaient augmenter dans une proportion en conformité avec la croissance nominale de l'économie. Il apparaît qu'en 1996, cette norme a été respectée, puisque la croissance du produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants est évaluée à 3,3 % (données disponibles fin février 1997).

Les ressources du pouvoir fédéral (Voies et Moyens) se sont stabilisées à leur niveau de 1995 (+ 0,1%). Cette situation trouve son origine dans le fait que l'accroissement des recettes fiscales (+ 3 %), moindre que prévu, a été largement compensé par la contraction des recettes non fiscales (- 44,3 milliards de francs pour les recettes de capital).

Les moyens transférés en 1996 aux Communautés et aux Régions représentent environ 35 % des recettes totales. Ils ont progressé de 3,5 %, soit dans une proportion moindre que les années précédentes, en raison de l'incidence particulière sur les montants versés en 1996 de l'ajustement définitif des paramètres prévus par la loi spéciale de financement pour le calcul des parties attribuées d'impôts.

Les recettes destinées au financement alternatif du secteur de la sécurité sociale ont à nouveau connu une importante progression (+ 25,4 %). Celle-ci provient presque exclusivement du relèvement des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) affectées au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Les moyens affectés à la sécurité sociale se sont élevés en 1996 à 110,9 milliards de francs et complètent les autres recettes du secteur, dont les subsides inscrits annuellement à charge du budget général des dépenses de l'Etat (230,7 milliards de francs). Pour cette année, le financement alternatif représente environ 7,5 % de l'ensemble des ressources des régimes des travailleurs salariés et des indépendants¹¹.

Les recettes cédées à l'Union européenne sont constituées par les droits d'entrée et un pourcentage de la T.V.A. Depuis 1988, des moyens complémentaires (quatrième ressource), calculés sur la base du produit national brut de chaque Etat membre, sont inscrits sous forme d'un crédit budgétaire à charge du Ministère des Finances¹².

En 1996, les recettes perçues par les administrations fiscales pour compte de l'Union européenne se sont élevées à 80,3 milliards de francs, soit une diminution de 4,9 milliards de francs résultant principalement de la réduction progressive du taux de prélèvement sur la T.V.A. des Etats membres, à partir de l'année 1995.

¹¹ Recettes probables pour 1996 (cfr. exposé général 1997, Doc. Parl. Chambre 733/1-96/97, p. 81)

¹² Depuis 1996, ce crédit est inscrit à la section 52 du budget général des dépenses - Ministère des Finances, pour le financement de l'Union européenne.

B. Les recettes totales

(en milliards de francs)

Tableau 2.2. - Recettes totales réalisées

	1995	1996	Ecarts	
			(absolu)	(en %)
RECETTES COURANTES				
<u>Recettes fiscales</u>				
Contributions directes	1.281,8	1.317,9	+ 36,1	+ 2,8
Impôts indirects				
Douanes et Accises	234,6	243,6	+ 9,0	+ 3,8
T.V.A. et Enregistrement	656,1	689,7	+ 33,6	+ 5,1
<i>Total des recettes fiscales courantes</i>	2.172,5	2.251,2	+ 78,7	+ 3,6
<u>Recettes non fiscales</u>	113,6	122,2	+ 8,6	+ 7,7
<i>Total des recettes courantes</i>	2.286,1	2.373,4	+ 87,3	+ 3,8
RECETTES DE CAPITAL				
<u>Recettes fiscales</u>	25,6	29,3	+ 3,7	+ 14,7
<u>Recettes non fiscales</u>	71,0	26,7	- 44,3	- 270,0
<i>Total des recettes de capital</i>	96,6	56,0	- 40,6	- 172,9
TOTAL GENERAL	2.382,7	2.429,4	+ 46,7	+ 2,0

Source : situations mensuelles du Trésor

La méthode d'estimation des recettes fait appel à la notion de « recettes totales », qui permet un suivi et des comparaisons plus pertinentes quant à l'évolution des finances publiques.

En pratique, cette méthode intervient essentiellement pour l'estimation des recettes fiscales courantes, qui est effectuée depuis plusieurs années en prenant en considération des projections macro-économiques spécifiques aux grandes catégories d'impôts.

Les recettes non fiscales font l'objet d'une évaluation directe par les départements concernés au départ des réalisations de l'année écoulée. Actuellement, ces recettes sont constituées exclusivement par les ressources propres de l'autorité fédérale et imputées en totalité au budget des Voies et Moyens.

En 1996, les recettes fiscales courantes ont enregistré une hausse de 78,7 milliards de francs (+ 3,6 %) par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Au moment du contrôle budgétaire du premier trimestre 1996, une augmentation d'un montant de 120,1 milliards de francs (+ 5,5 %) avait encore été prévue. La différence entre les

montants précités, soit 41,4 milliards de francs, représente la moins-value des recettes fiscales courantes totales au regard des prévisions ajustées.

Cette évolution défavorable avait été soulignée dans l'exposé général pour l'année budgétaire 1997¹³, qui faisait état d'une moins-value probable pour l'année en cours s'élevant à 25,9 milliards de francs, attribuée principalement à une perspective de croissance économique plus faible que prévue.

La réévaluation des recettes probables tablait notamment sur une stabilisation du recul des perceptions en matière de précompte mobilier sur intérêts, constatée pour les huit premiers mois de l'année. Cette dégradation s'est toutefois poursuivie au cours du dernier quadrimestre de 1996 avec pour conséquence une moins-value supplémentaire de quelque 8 milliards de francs. Par ailleurs, l'incidence des remboursements par les rôles à l'impôt des personnes physiques a été sous-estimée et s'est traduite pour la période précitée par une diminution des recettes pour un montant du même ordre.

Pour ces recettes, les écarts entre les réalisations de l'année et celles de 1995 mettent en évidence une évolution similaire.

Ainsi, le rendement du précompte mobilier sur les intérêts (autre que sur dividendes) est en recul de 16,7 milliards de francs par rapport aux chiffres de l'année précédente, soit une variation à la baisse de 20,6 %.

L'excédent des remboursements sur les recettes perçues par rôles à l'impôt des personnes physiques a également été plus important que prévu. On notera que cette incidence négative des enrôlements est passée de 21,4 milliards de francs en 1995 à 30,2 milliards de francs en 1996.

En sens inverse, il convient de souligner l'évolution favorable des recettes provenant des versements anticipés (+ 4,5 %), attribuée aux perspectives bénéficiaires des sociétés, ainsi qu'un accroissement des produits des accises (+ 4,8 %), concurremment avec les relèvements tarifaires intervenus à partir du mois d'octobre 1995. En outre, les droits d'enregistrement et divers ont fortement progressé (+ 12,9 %) par rapport aux recettes perçues l'année précédente, dont le rendement avait toutefois été faible.

Les recettes non fiscales courantes et de capital ont évolué globalement selon les estimations réalisées lors de l'ajustement du budget des Voies et Moyens. En effet, les réalisations atteignent 98 % des prévisions ajustées.

Il convient de noter que les recettes non fiscales de capital ne représentent plus qu'un tiers du montant encaissé en 1995 et que dans leur ensemble les recettes non fiscales enregistrent une diminution de quelque 20 % par rapport à l'année précédente.

Depuis plusieurs années, les réalisations sont d'ailleurs caractérisées par des variations erratiques résultant de l'incidence d'importantes recettes non récurrentes, qui influencent de manière significative les écarts relevés entre les résultats d'une année à l'autre.

Ainsi, les recettes non fiscales de capital avaient enregistré en 1995 le versement exceptionnel d'une somme de 57,4 milliards de francs au titre du produit de la réalisation de

¹³ Doc. Parl. Chambre, n° 733/1, 96/97, p.93 et s.

créances détenues par le Fonds d'aide au redressement financier des communes à l'égard des Régions.

C. Les recettes inscrites au budget des Voies et Moyens

(en millions de francs)

TABLEAU 2.3. - RECETTES VOIES ET MOYENS 1996

Nature des recettes	Prévisions ajustées (1)	Recettes imputées (2)	Différence entre les recettes imputées et les prévisions (2) - (1)
1. RECETTES COURANTES			
Section I - Recettes fiscales			
Contributions directes	887.050	852.750	- 34.300
Douanes et Accises	204.080	203.432	- 648
T.V.A. et Enregistrement	202.751	196.505	- 6.246
<i>Total des recettes fiscales</i>	1.293.881	1.252.687	- 41.194
Section II - Recettes non fiscales	125.300	122.248	- 3.052
<i>Total des recettes courantes</i>	1.419.181	1.374.935	- 44.246
2. RECETTES EN CAPITAL			
Section I - Recettes fiscales	--	--	--
Section II - Recettes non fiscales	25.729	26.661	+ 932
<i>Total des recettes en capital</i>	25.729	26.661	+ 932
3. TOTAL GENERAL (dont recettes affectées)	1.444.910 (53.465)	1.401.596 (51.997)	- 43.314 (- 1.468)
4. PRODUIT DES EMPRUNTS (dont recettes affectées)	1.167.309 (250.521)	521.736 (373.634)	- 645.573 (+ 123.113)

Sources : *Budget des Voies et Moyens ajusté pour 1996.*

Ministère des Finances - Situation mensuelle de la Trésorerie de février 1997.

Colonne (1) : prévisions ajustées du budget des Voies et Moyens pour 1996.

Colonne (2) : sommes versées au profit de l'Etat durant l'année budgétaire 1996.

Le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1996 a été ajusté par la loi du 10 juillet 1996.

A la suite du contrôle budgétaire, les estimations initiales des recettes fiscales courantes ont été revues à la baisse, principalement en vue de tenir compte des perspectives moins favorables de croissance économique¹⁴. En dépit de ce premier ajustement, les réalisations de

¹⁴ Le taux de croissance réelle (en volume) du P.I.B. qui avait été estimé lors de l'élaboration du budget initial (octobre 1995) à 2,2 % a été ramené lors du contrôle budgétaire (avril 1996) à 1,5 %, représentant la

l'année budgétaire sont encore inférieures de 41,2 milliards de francs aux estimations (- 3,2 %) et s'élèvent pour l'ensemble de l'année à 1.252,7 milliards de francs.

Pour les impôts directs, cette évolution a été essentiellement caractérisée par une réduction sensible du rendement du précompte mobilier (en particulier le précompte perçu sur les revenus d'intérêt), qui présente une moins-value de 16,7 milliards de francs (- 14,1 %) par rapport aux prévisions budgétaires, par une majoration des dégrèvements à l'enrôlement de l'impôt des personnes physiques (- 7,6 milliards de francs) ainsi que par un recul des recettes prévues en matière de précompte professionnel (- 16,8 milliards de francs).

En fiscalité indirecte, il convient de relever l'incidence sur l'année entière des majorations de taux d'imposition : relèvement de 0,5 % du taux normal de la T.V.A., hausse des accises sur l'essence et le tabac, prélèvement compensatoire sur les véhicules au diesel.

La hausse des droits d'accises a été correctement évaluée. Ceux-ci enregistrent une progression de 4,9 % par rapport aux recettes réalisées en 1995.

L'évolution de la part des recettes de la T.V.A. conservées par l'Etat fédéral a été surestimée lors de l'ajustement du budget de l'ordre de 7,1 % (10 milliards de francs) par rapports aux réalisations. L'écart constaté en pourcentage est toutefois amplifié par le mode de calcul des prévisions inscrites au budget. En effet, celles-ci sont déterminées par différence entre les estimations des recettes totales et des prélèvements effectués sur le produit de cet impôt au profit de l'Union européenne, des Communautés et du secteur de la sécurité sociale. Au niveau des recettes totales, l'écart prévisions/réalisations est de 2 %, soit 12,2 milliards de francs.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, les perspectives conjoncturelles retenues au moment de l'ajustement budgétaire, conjuguées aux mauvais résultats enregistrés en 1995, n'ont pas permis de prévoir la forte hausse des recettes (+ 8,4 %) attribuée à la reprise de la croissance tant en prix qu'en volume des transactions immobilières.

Les recettes non fiscales courantes ont progressé par rapport aux réalisations de l'année précédente de 8,6 milliards de francs. Elles correspondent sensiblement aux évaluations qui avaient été effectuées pour l'année budgétaire 1996 (97,5 %).

Il convient de relever un net accroissement des versements de la Banque nationale de Belgique au Trésor (+ 11,1 milliards de francs) ainsi que le report vers 1996 du versement de la rente de monopole de la Loterie nationale relative à l'année 1995 (+ 2,5 milliards de francs), qui avait été intégré dans les prévisions budgétaires.

Par contre, les résultats de 1996 n'ont plus été influencés par le produit de ventes d'actifs financiers détenus par l'Etat dans des institutions du secteur public. En outre, le dernier versement prévu au titre de rente de monopole sur le chiffre d'affaires de Belgacom (3,1 milliards de francs) n'a pas été réalisé, suite aux accords intervenus en cours d'année entre l'Etat et ses partenaires pour la consolidation stratégique de l'entreprise.

En ce qui concerne les recettes non fiscales de capital, les réalisations ont également atteint le montant des estimations de l'année. Celles-ci se situent nettement en recul au regard

moyenne des hypothèses de croissance retenues à cette époque. Selon les estimations les plus récentes, le taux de croissance réelle du P.I.B. aurait été de 1,4 % en 1996.

des résultats de 1995, qui avaient toutefois été fortement influencés par une recette exceptionnelle de 57,4 milliards de francs (voir point B ci-avant).

Par rapport aux prévisions ajustées, ces recettes enregistrent une plus-value de 3,2 milliards de francs en raison de l'alignement de la redevance de mobilophonie mise à charge de Belgacom sur celle payée en 1995 pour la licence d'exploitation par un second opérateur (9 milliards de francs).

Par ailleurs, les versements de la Loterie nationale en faveur de la Coopération au Développement sont passés de 1,3 milliard de francs en 1995 à 5,5 milliards en 1996, soit une augmentation de recettes de 4,2 milliards de francs. De ce dernier montant, 1,7 milliard de francs aurait toutefois pu être pris en recette au cours de l'année précédente si les dispositions réglementaires avaient été prises en temps voulu.

Il est à remarquer qu'une somme de 8 milliards de francs a été enregistrée en 1996 au titre de la réalisation d'une partie du patrimoine immobilier de l'Etat. Cette somme correspond en fait à la contre-valeur des apports en nature de biens immeubles destinés à constituer le capital de départ de la société patrimoniale, dénommée SOPIMA, S.A..

Conformément aux dispositions de la loi du 16 décembre 1996¹⁵, la cession de ces actifs a été budgétisée par le versement de leur contre-valeur en recette de capital (désinvestissement). Ce montant a été prélevé sur le produit de la consolidation stratégique de Belgacom, via la Société fédérale de participations.

Ce versement correspond, en termes budgétaires, à la réduction du besoin de financement du pouvoir fédéral découlant, selon les règles de la comptabilité nationale, de la cession de ses actifs non financiers sous forme d'apports en nature au capital de départ de la société patrimoniale précitée.

En conclusion, il s'indique de relever l'évolution globale particulièrement faible des ressources du pouvoir fédéral en 1996.

Avec des prévisions ajustées portant sur un montant de 1.444,9 milliards de francs, les recettes Voies et Moyens auraient dû progresser de près de 3 % par rapport aux réalisations de l'année 1995.

Selon les données publiées par l'Administration de Trésorerie¹⁶, les recettes de l'année 1996 atteindraient 1.401,6 milliards de francs, se situant ainsi pratiquement à leur niveau de l'année précédente (+ 0,1 %). Comme souligné précédemment, la croissance des recettes fiscales a été insuffisante pour neutraliser l'incidence du recul prévisible des recettes non fiscales et a fortiori pour entraîner une augmentation en termes réels des ressources du pouvoir fédéral.

¹⁵ Loi du 16 décembre 1996 contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1996 et le deuxième ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1996, chapitre II, article 2.

¹⁶ Dans la situation mensuelle du Trésor de décembre 1996, les recettes pour l'année 1995 sont arrêtées à la somme de 1.400,5 milliards de francs. Le montant des recettes budgétaires 1996 est celui publié dans la situation de février 1997.

D. Les recettes transférées aux Communautés et Régions

La loi spéciale du 16 janvier 1989, relative au financement des Communautés et des Régions, complétée et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant àachever la structure fédérale de l'Etat, a fixé quelles sont les ressources perçues par l'Etat fédéral qui alimentent en tout ou en partie les budgets des Communautés française et flamande et des Régions wallonne, flamande et de Bruxelles-Capitale. Il s'agit principalement, d'une part, des impôts régionaux à ristourner aux Régions et d'autre part, de l'attribution d'une partie du produit de certains impôts (T.V.A. et I.P.P.).

1. Les impôts régionaux

Le tableau 2.4. indique les montants versés en 1996 au titre d'impôts régionaux.

(en francs)

Tableau 2.4 - Impôts régionaux versés en 1996

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total des impôts régionaux
Taxe sur les jeux et paris	927.487.381	902.756.704	320.181.147	2.150.425.232
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	975.874.122	400.070.997	180.266.474	1.556.211.593
Taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées	355.920.044	164.429.568	70.866.738	591.216.350
Droits de succession et de mutation par décès	14.543.473.865	7.848.988.818	6.431.185.131	28.823.647.814
Précompte immobilier	3.259.762.604	683.073.791	471.142.192	4.413.978.587
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux (a)	11.892.779.579	4.827.047.588	2.713.112.392	19.432.939.559
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles (b)	0	0	0	0
Ecotaxes (c)	0	0	0	0
Total des impôts régionaux	31.955.297.595	14.826.367.466	10.186.754.074	56.968.419.135

(a) En vertu de l'article 10, § 2, de la loi spéciale précitée, la part ristournée des droits d'enregistrement s'élève à 41,408 pourcents.

(b) En application de la même disposition, cet impôt n'est pas ristourné aux Régions.

(c) La détermination des frais de perception des écotaxes n'ayant pas été fixée, leur produit net n'est pas encore versé aux Régions. Leur produit brut s'élève à près de 4,6 millions de francs, pour l'année 1996.

2. Les impôts partagés et conjoints

Pour les impôts partagés et conjoints, le tableau 2.5. détaille pour 1996 les montants versés aux Communautés et aux Régions. Ils correspondent aux montants fixés à l'ajustement du budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1996. La colonne n° 4, établie par la Cour des comptes, sur base des paramètres proposés par le Ministre des Finances¹⁷, développe

¹⁷ Lettre du 24 mars 1997, adressée aux Communautés et Régions.

les quotes-parts d'impôts attribuées définitivement pour 1996. La colonne n°5 montre les montants qui seront ajoutés ou déduits, suivant le cas, à l'ajustement du budget des Voies et Moyens 1997 sur les quotes-parts d'impôts attribuées provisoirement pour l'année 1997. L'ampleur du montant net à ajouter à ce titre, soit près de cinq milliards de francs, est, entre autres, due à l'application de l'article 13, § 2 de la loi spéciale en vertu duquel une inflation moyenne de 1,47 % avait été retenue pour l'établissement de l'ajustement du budget des Voies et Moyens de 1996, alors que le taux réel a atteint 2,06 %.

(en millions de francs)

TABLEAU 2.5. - IMPOTS PARTAGES ET CONJOINTS					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Montants ajustés provisoirement pour l'année 1996 *	Ajustement définitif pour l'année 1995	Montants à verser et effectivement versés en 1996 =(1)+(2)	Montants définitifs pour l'année 1996	Montants à intégrer à l'ajustement 1997 =(4)-(1)
COMMUNAUTES					
T.V.A.					
Communauté flamande	199.794,4	-1.775,0	198.019,4	200.962,7	1.168,3
Communauté française	149.341,6	-1.309,3	148.032,3	150.203,4	861,8
Total (a)	349.136,0	-3.084,3	346.051,7	351.166,1	2.030,1
L.P.P.					
Communauté flamande	80.157,5	-391,8	79.765,7	81.363,7	1.206,2
Communauté française	50.008,1	-406,1	49.602,0	50.188,5	180,4
Total (b)	130.165,6	-797,9	129.367,7	131.552,2	1.386,6
REGIONS					
L.P.P.					
Région flamande	169.798,2	-818,2	168.980,0	171.336,6	1.538,4
Région wallonne	106.455,8	-934,2	105.521,6	107.040,9	585,1
Région de Bruxelles-Capitale	29.355,3	-604,6	28.750,7	28.644,2	-711,1
Total (c)	305.609,3	-2.357,0	303.252,3	307.021,7	1.412,4
IMPOTS PAYES EN 1996					
Communauté flamande	449.750,1	-2.985,0	446.765,1	453.663,0	3.912,9
Communauté française	199.349,7	-1.715,4	197.634,3	200.391,9	1.042,2
Région wallonne	106.455,8	-934,2	105.521,6	107.040,9	585,1
Région de Bruxelles-Capitale	29.355,3	-604,6	28.750,7	28.644,2	-711,1
Total (a)+(b)+(c)	784.910,9	-6.239,2	778.671,7	789.740,0	4.829,1

* Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1996 (loi du 10 juillet 1996, M.B. 21 août 1996)

Pour l'adaptation d'une partie de ces moyens à la croissance réelle du produit national brut (P.N.B.) de l'année considérée, le taux de croissance retenu est celui déterminé par la Banque nationale¹⁸, soit 1,5 % pour l'année 1996.

Dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1994¹⁹, la Cour des comptes signalait à ce propos que "la fixation définitive de la croissance réelle du P.N.B. dès l'année qui suit l'année concernée s'avère cependant difficile, en raison des

¹⁸ En application de la décision de la conférence interministérielle du 20 janvier 1995.

¹⁹ Doc. Parl., Chambre, n°16/1 - 1995 (S.E.), p.26.

variations parfois encore importantes qui peuvent affecter le montant du P.N.B. pendant plusieurs années après cette date. A ce propos, le Ministre des Finances a soumis à l'avis de la Cour des comptes la proposition de fixer définitivement cette croissance dès l'année suivante, sur la base des données disponibles à ce moment. La Cour a souligné dans sa réponse²⁰ que l'expérience des dernières années révèle, entre la première estimation de la croissance réelle du P.N.B. calculée par le Bureau du Plan et la fixation ultérieure de cette croissance lors de la publication des comptes nationaux par l'Institut national des statistiques, l'existence de différences importantes. Elle a souligné dès lors que la solution proposée risquait d'aboutir à des montants significativement différents de ceux qui découleraient d'une application plus stricte de la loi de financement".

La Conférence interministérielle du 20 janvier 1995 a entériné les conventions entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, en vertu desquelles le pourcentage de la croissance réelle du P.N.B. servant à établir les montants définitifs pour l'année t-1 de l'impôt des personnes physiques à attribuer aux Régions et Communautés²¹ trouve son origine dans le rapport de la Banque nationale de l'année t et est fixé définitivement, sans révision ultérieure²².

A l'occasion de la présente préfiguration, la Cour des comptes souhaite attirer l'attention de la Chambre des Représentants sur les répercussions financières de cette décision, en particulier du fait de l'influence grandissante de la croissance du P.N.B.²³ sur les montants dus aux Communautés et aux Régions.

Ainsi, les montants définitifs de 1994 et 1995, établis respectivement sur base d'une croissance de 2,30 % et 2,00 % n'ont pas été revus, alors que cette croissance est estimée, aujourd'hui²⁴, respectivement à 2,41 % et à 2,23 %, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Taux de croissance réelle du P.N.B.				
Année	Taux de prise en compte	Taux pris en compte lors du calcul des montants définitifs dus pour 1994	Taux pris en compte lors du calcul des montants définitifs dus pour 1995	Taux pris en compte lors du calcul des montants définitifs dus pour 1996
1993	0.00%	-0.70	-0.70	-0.30
1994	10.00%	2.30	2.40	2.41
1995	15.00%	2.30	2.00	2.23
1996	20.00%	2.20	2.00	1.50
1997	70.00%			1.50
1998	75.00%			
1999	97.50%			

Si cette réestimation de la croissance du P.N.B. avait entraîné une révision des montants transférés pour 1994 et 1995, ceux-ci auraient été augmentés, en faveur des Communautés et des Régions, de 190 millions de francs au total. Le taux de prise en compte de ce paramètre de calcul, encore limité, en vertu de la loi, à 10 et 15 pourcent pour ces deux années, est appelé à croître fortement d'ici 1999, comme l'indique le tableau ci-dessus, et

²⁰ Lettre du 22 juin 1994.

²¹ Et le montant de la dotation de la Communauté germanophone.

²² Ces conventions prévoient néanmoins que les montants établis pour les années ultérieures prennent en compte le pourcentage de croissance réévalué pour le calcul des annuités des années précédentes qui y sont intégrées, annuités calculées sur les quotients de 14,3 % selon les articles 14, 16, 16 bis, 17, 23, 29 et 43 de la loi spéciale précitée.

²³ En application des articles 32 bis, § 2 et 45 bis, § 3 pour la période transitoire, et des articles 33, § 2, 35 ter, § 2, 47, § 2 pour le régime définitif de la loi spéciale précitée.

²⁴ Rapport 1996 de la Banque nationale, présenté le 24 février 1997.

s'appliquera à l'ensemble de l'impôt partagé et de l'impôt conjoint qu'est l'impôt des personnes physiques. En conséquence, la décision prise par la Conférence interministérielle de ne pas revoir ce paramètre pour le calcul des recettes transférées risque de provoquer une évolution à venir de ces recettes qui s'écarterait de manière non négligeable de la liaison à la croissance réelle du P.N.B. voulue par la loi.

3. Les intérêts dus en vertu de l'article 54 de la loi spéciale

En application de l'article 54, § 1er, 3e alinéa, de la loi spéciale précitée, les Communautés et Régions ont payé à l'Etat fédéral des intérêts (dits "intérêts rythme") pour un montant de 1,192 milliard de francs. Ces intérêts s'expliquent par les écarts constatés entre les mensualités régulières versées par l'Etat aux entités fédérées et les recettes fiscales mensuelles variables qu'il a réellement perçues.

Pour les intérêts générés par les soldes dus au 31 décembre 1995, les entités fédérées ont payé 114,7 millions de francs à l'Etat fédéral.

Il convient de noter que, contrairement aux années précédentes, l'Etat a absorbé une partie des soldes dus par les entités fédérées dans les mensualités payées en 1996. Les 8 premiers versements mensuels de 1996 ont été diminués du solde probable de l'année 1995 (5.345,8 millions de francs), par un étalement du remboursement de ce solde. La correction due à l'établissement des montants définitifs pour 1995, à l'ajustement du budget des Voies et Moyens, (- 6.239,2 millions de francs) a été répercutee d'une manière lissée également. Le versement du mois de septembre a absorbé neuf douzièmes de cette différence de 893,4 millions de francs, les trois dernières mensualités de 1996 étant diminuées chacune d'un douzième de celle-ci.

Ce lissage a permis de réduire les intérêts dus sur les soldes et aura aussi de l'influence sur les "intérêts rythme" qui seront dus en 1997, l'écart avec les recettes fiscales devant être légèrement plus petit.

E. Les recettes transférées à la sécurité sociale

1. Le financement alternatif de la sécurité sociale

L'article 89, §1, de la loi du 21 décembre 1994²⁵ portant des dispositions sociales et diverses prévoit que le produit de la cotisation complémentaire de crise est attribué pour l'année 1996 à concurrence de 20.400 millions de francs au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale (F.E.F.) et à concurrence de 2.000 millions de francs au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants (F.E.F.I.).

L'article 89, § 2, de cette loi prévoit que, hormis 140 millions de francs à inscrire au budget du département de la Politique scientifique et la partie du produit de la cotisation complémentaire de crise visée plus haut (22.400 millions de francs), le montant total du

²⁵ Modifié par l'article 88 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales.

financement alternatif de la sécurité sociale est exprimé en pourcentage du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et prélevé uniquement sur celle-ci. De plus, il prévoit que ce pourcentage est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

L'arrêté royal du 22 décembre 1995²⁶ a fixé ce pourcentage, pour 1996, à 13,47639 % du produit de la T.V.A., et instauré un paiement mensuel basé sur les recettes réelles²⁷. Ce pourcentage a été porté à 15,20645 % par l'arrêté royal du 19 juin 1996. Le mécanisme instauré implique que le pourcentage de la T.V.A. attribué en 1996 est calculé sur les recettes réelles de décembre 1995 à novembre 1996 et nécessite donc une régularisation établie sur le produit de la T.V.A. de l'année 1996 (de janvier 1996 à décembre 1996). Le dernier alinéa de l'article 2, § 2 de cet arrêté précise qu'un décompte est établi en janvier 1997.

Du montant ainsi prélevé sur la T.V.A., sont déduits, en vertu de l'article 89, § 3 de la même loi, d'une part 3 milliards de francs en faveur de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.) pour le financement des contrats de sécurité et d'autre part un montant pour l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi (A.L.E.) fixé à 900 millions de francs, pour 1996, par l'arrêté royal du 22 décembre 1995²⁸. Le solde est réparti entre le F.E.F. à raison de 96,12 % et le F.E.F.I. à raison de 3,88 %. De plus un mécanisme de plancher est instauré garantissant au F.E.F. l'indexation du montant de 1995 augmenté de 9.286 millions de francs et au F.E.F.I. l'indexation du montant 1995 augmenté de 886 millions de francs.

En outre, le paiement d'un montant de 3,5 milliards de francs dû au F.E.F. a été, sans base légale, reporté à 1997.

Ces dispositions légales et réglementaires se traduisent donc par des recettes attribuées de la manière suivante :

Dispositions de l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses Montants dus pour 1996					(en francs)
	Recettes à transférer pour 1996, art 89, § 1	T.V.A. transférée en 1996, art 89, § 2 et 3	T.V.A., paiement reporté à 1997	T.V.A. à payer en 1997, art. 89, § 3, régularisation	Total T.V.A. transférée
O.N.S.S.A.P.L.		3 000 000 000	0	0	3 000 000 000
O.N.Em. A.L.E.		900 000 000	0	0	900 000 000
F.E.F.	20 400 000 000	76 265 542 850	3 500 000 000	653 324 784	80 418 867 634
F.E.F.I.	2 000 000 000	3 219 832 566		26 372 245	3 246 204 811
Total	22 400 000 000	83 385 375 416	3 500 000 000	679 697 029	87 565 072 445

Il convient également d'ajouter les recettes dues en vertu des dispositions légales antérieures²⁹ et reportées en 1996 (3,5 milliards de francs au F.E.F.). Les recettes, versées en 1996 aux différents bénéficiaires du financement alternatif de la sécurité sociale, se répartissent dès lors comme suit.

²⁶ Arrêté royal du 22 décembre 1995 portant exécution de l'article 88, § 2 et § 3 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales.

²⁷ En application de l'article 89, § 3, 2^{ème} alinéa de la même loi.

²⁸ Arrêté royal du 22 décembre 1995 fixant pour l'année 1996 le montant destiné au financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi.

²⁹ Dispositions de l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, valables pour l'année 1995.

(en francs)

Recettes versées en 1996			
	Dispositions applicables en 1996	Dispositions antérieures	Total
O.N.S.S.A.P.L.	3.000.000.000	0	3.000.000.000
O.N.Em. A.L.E.	900.000.000	0	900.000.000
F.E.F.	96.665.542.850	3.500.000.000	100.165.542.850
F.E.F.I	5.219.832.566	0	5.219.832.566
Total	105.785.375.416	3.500.000.000	109.285.375.416

Pour le financement de l'encadrement administratif des A.L.E., le gouvernement a effectivement versé, à l'O.N.Em, 900 millions de francs du produit de la T.V.A. attribué à la sécurité sociale, en tranches mensuelles égales de 75 millions. Sur les réserves constituées dans cette activité, 800 millions de francs ont ensuite été prélevés et affectés aux dépenses de chômage pour l'année 1996³⁰, en soulageant à due concurrence les charges du F.E.F..

Outre que ce procédé ne fait pas apparaître clairement le niveau réel de la participation de l'Etat dans l'encadrement administratif des A.L.E., il aboutit à attribuer ces 800 millions de francs au seul F.E.F. en les faisant échapper à la répartition prévue par la loi entre le F.E.F. et le F.E.F.I..

2. La cotisation spéciale pour la sécurité sociale

Le titre XI "Cotisation spéciale pour la sécurité sociale" de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales dispose entre autres que l'Administration des contributions directes calcule le montant net³¹ de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale et la verse au F.E.F.. Dès l'année 1996, l'Etat s'est cependant réservé 2,5 milliards de francs de cette cotisation³². La loi prévoit également que le Roi fixe par arrêté royal, délibéré en Conseil des ministres, les modalités de versement, en ce compris le mode de calcul des intérêts de retard et autres frais administratifs des versements tardifs.

Cet arrêté fait toujours défaut et malgré l'ouverture d'office, en 1996, d'un fonds d'attribution³³ où sont conservés 1.865.592.452 francs au 31 décembre 1996, aucun montant n'a été versé au F.E.F. De plus, l'examen des rôles montre que l'administration doit encore percevoir 1.266.381.907 francs, au 31 décembre 1996, au titre de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale.

³⁰ Arrêté royal du 24 janvier 1997 portant certaines mesures relatives au financement de la sécurité sociale en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

³¹ En application de l'article 110, § 1 de la loi précitée, elle n'enrôle que les montants supérieurs ou égaux à 100 francs.

³² Article 82 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales.

³³ 66.38, intitulé "Cotisation spéciale pour la sécurité sociale"

3. Le ticket modérateur

L'article 43 de la loi-programme du 24 décembre 1993 institue l'immunisation sociale du ticket modérateur, qui doit être établie par l'Administration des contributions directes et remboursée par l'Institut d'assurances maladie-invalidité (I.N.A.M.I.).

Un arrêté royal³⁴, délibéré en Conseil des ministres, doit encore fixer les modalités de versement, en ce compris le mode de calcul des intérêts de retard et autres frais administratifs des versements tardifs. Cet arrêté faisant défaut, aucun remboursement par l'I.N.A.M.I n'a eu lieu, alors que des décomptes établis par l'Administration des contributions directes annoncent une créance, au profit de l'Etat, de 2.125.026.383 francs au 31 décembre 1996.

F. Les recettes transférées à l'Union européenne

Depuis l'année budgétaire 1996, des crédits ont été inscrits à la section 52 du budget général des dépenses - Ministère des Finances, pour le financement de l'Union européenne, à charge de l'allocation de base 40.10.35.10 - Participation de la Belgique à la quatrième ressource (la ressource PNB) de l'Union européenne.

Le budget de l'Union européenne (U.E.) est financé conformément aux décisions du Conseil concernant le système des ressources propres des Communautés européennes³⁵. Ces moyens propres proviennent de quatre sources³⁶ :

- les droits de douane prélevés sur les produits importés de pays extérieurs à l'U.E. ;
- les prélèvements agricoles et les prélèvements sur le sucre et l'isoglucose ;
- une fraction du produit de la T.V.A. perçue par les Etats membres ;
- la ressource PNB³⁷.

Selon le système actuellement en vigueur, les versements à l'Union européenne sont effectués sur une base nette (90 %), déduction faite des frais de perception pour 1996, correspondant à 10 % du montant brut des deux premières ressources (droits de douane et prélèvements) et établis sur base d'estimations des versements de ces ressources propres pour cette année³⁸.

³⁴ Article 43, § 3, 2^{ème} alinéa de la loi-programme précitée.

³⁵ Décision du Conseil du 24 juin 1988 (88/376/CEE, Euratom), Règlement du Conseil du 29 mai 1989 (1553/CEE, Euratom) et décision du Conseil du 31 octobre 1994 (94/728/CEE, Euratom).

³⁶ Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995, Doc. Parl. Chambre, n° 596/1 - 95/96, p. 219 et s.

³⁷ Cette quatrième ressource, instaurée depuis 1988, est basée sur une part (taux d'appel uniforme) du produit national brut (P.N.B.) de chaque Etat membre. Cette part est calculée pour couvrir la totalité des dépenses prévues en complément des autres ressources propres (ressource complémentaire).

³⁸ Cfr. recettes courantes non fiscales, chapitre 18, § 1er, article 16.01, du budget des Voies et Moyens.

Pour 1996, la participation belge au financement de l'Union européenne a été estimée à 3.126.121.143 écus, soit 3,84 % du financement total de l'U.E. Ces recettes ont été ventilées comme suit³⁹ :

	(en écus)
• Droits de douane	855.810.000
• Prélèvements agricoles	42.390.000
• Prélèvements sur le sucre et l'isoglucose	73.710.000
• Recettes T.V.A.	989.870.908
• Recettes P.N.B.	1.015.029.594
• Correction en faveur du Royaume Uni ⁴⁰	149.310.641
TOTAL	3.126.121.143

Ces montants doivent être convertis en francs belges (cours au 1er février 1996, soit un écu = 39,1090 francs belges). Les recettes cédées pour 1996 à l'Union européenne sont donc évaluées à 122.259.471.782 francs.

La situation mensuelle du Trésor, dressée par l'Administration de la Trésorerie, permet d'obtenir un aperçu global des opérations comptables relatives à la part belge dans le financement de l'U.E. « sur base de caisse ». C'est dans le courant de 1996 qu'a été exécuté l'ordonnancement d'une somme de 18.484.664.786 francs à la charge du crédit destiné à la participation P.N.B. belge à l'U.E. (allocation de base 61.10.34.02) pour l'année budgétaire 1995. Cette ordonnance a été visée par la Cour des comptes le 31 janvier 1996 et exécutée le 7 février 1996. La liquidation du montant de 29.783.399.729 francs, pour 1996, a été effectuée en 1997.

Il ressort de la situation mensuelle du Trésor pour le mois de décembre 1996 qu'au cours de l'année budgétaire 1996, la Belgique a cédé à l'U.E. 80.344 millions de francs, au titre de droits de douane et de recettes T.V.A.

Le tableau 2.6. montre les recettes effectivement transférées par la Belgique à l'U.E. en 1996, à savoir les droits d'entrée (y compris les prélèvements agricoles et les prélèvements sur le sucre et l'isoglucose) et la T.V.A. A côté de ces montants, est aussi reprise la contribution P.N.B. belge versée en 1996 à l'U.E. et relative à l'année 1995.

³⁹ Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, Doc. Parl. Chambre, n° 131/16 - 95/96, p. 1043.

⁴⁰ Le système des ressources propres a été rendu plus complexe du fait de la réglementation en matière de réduction en faveur du Royaume-Uni. En vertu de cette réglementation, le Royaume-Uni reçoit une compensation pour les faibles dépenses de l'Union européenne sur son territoire, au moyen d'un remboursement partiel de sa contribution TVA. Cette contribution est tout d'abord fixée de la même manière et avec les mêmes garanties que pour les autres Etats membres ; le montant remboursé influence pour sa part les contributions des autres Etats membres.

Tableau 2.6. Part belge dans le financement de l'Union européenne (en francs)

Recettes transférées à l'U.E. :	
- droits d'entrée	39.405.000.000
- T.V.A.	40.939.000.000
Sous-total	80.344.000.000
Imputé sur crédits 1995 (exécuté en 1996) :	
- contribution P.N.B.	18.484.664.786
TOTAL	98.828.664.786

CHAPITRE III - LES CREDITS DE DEPENSES

A. Les données budgétaires

Les crédits de dépenses pour l'année budgétaire 1996, qui figurent à la colonne 2 du tableau des dépenses (voir Partie III - Annexes), ont été établis en tenant compte des décisions suivantes :

1. Crédits initiaux : crédits inscrits dans la loi du 24 novembre 1995 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996.

2. Ajustements :

- par la loi du 10 juillet 1996 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996 ;
- par la loi du 2 décembre 1996 contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996 - Section Emploi et Travail ;
- par la loi du 16 décembre 1996 contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996⁴¹.

3. Modifications résultant :

- de la répartition partielle du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 18.60.1 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, destiné au financement de projets dans le cadre de l'aide aux pays d'Europe centrale et de l'est (programme PHARE, article 2.18.4 de la loi précitée du 24 novembre 1995, exécuté par arrêté royal du 16 septembre 1996, modifié par arrêté royal du 17 février 1997) ;
- de la répartition partielle du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 19.53.2 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, consacré aux initiatives de formation dans les différents départements et parastataux (article 2.19.3 de la loi précitée du 24 novembre 1995 - arrêté royal du 20 décembre 1996) ;
- des redistributions d'allocations de base concernant les dépenses de personnel entre les programmes d'une même section départementale, autorisées par l'article 1.01.3, § 2, de la loi précitée du 24 novembre 1995 ;
- des autorisations budgétaires (autorisations de dépenses assorties de blocages éventuels de crédits) contenues dans une délibération du Conseil des ministres, prise en vertu de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, et qui n'ont pas encore été régularisées par une loi.

*

* * *

⁴¹ Il n'y a pas eu de projet de troisième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996.

Remarques

a) Redistribution d'allocations de base

La Cour des comptes a refusé l'exécution de l'arrêté royal du 12 juin 1996 transférant dans le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996 une partie du crédit du programme 15.54.1 au programme 14.53.4 (application de l'article 2.15.7 de la loi précitée du 24 novembre 1995), pour le motif que ledit arrêté effectue une redistribution, à concurrence d'un montant de 2,4 millions de francs, d'un crédit dissocié en faveur d'un crédit non dissocié, méconnaissant ainsi la distinction fondamentale entre ces deux catégories de crédits, instaurée par le législateur, d'une part, dans les articles 7, 34 et 35 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat et, d'autre part, dans les tableaux des crédits par programmes figurant chaque année dans le budget général des dépenses⁴².

b) Répartition des crédits provisionnels

La Cour des comptes a fait observer que l'arrêté royal du 16 septembre 1996 portant répartition, pour un montant de 31,0 millions de francs, du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 18.60.1, ne pouvait être que partiellement exécuté, étant donné que, d'une part, il effectue une répartition d'allocations de base d'un crédit non dissocié en faveur de crédits dissociés (allocations de base 11.60.21.01.57 et 14.51.12.31.02), ce qui, comme signalé sous le point a), constitue une méconnaissance de la distinction fondamentale à établir entre les deux catégories de crédits et que, d'autre part, il crée deux nouvelles allocations de base dans un programme 31.52.4 qui ne figure pas au budget général des dépenses, ce qui est contraire aux prérogatives du législateur et aux dispositions de l'article 174, 1er alinéa, de la Constitution, ainsi que de l'article 2 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat⁴³.

L'arrêté royal du 17 février 1997, modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1996 a rencontré l'observation de la Cour des comptes et réduit le crédit provisionnel à répartir de 31,0 millions de francs à 17,2 millions de francs.

B. Les délibérations du Conseil des ministres ayant autorisé, en 1996, des dépenses au-delà des crédits budgétaires

1. Application de l'article 40, § 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

Dans le courant de l'année 1996, le Conseil des ministres n'a pris aucune décision requérant de la Cour des comptes l'octroi d'un visa provisoire pour le paiement de dépenses urgentes.

⁴² Lettres du 28 août 1996.

⁴³ Lettres du 23 octobre 1996.

2. Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

La procédure prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat ne peut être utilisée que dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles. Dans le courant de l'année budgétaire 1996, le Conseil des ministres a pris deux délibérations dans ce sens.

La délibération n° 3153, au sujet de laquelle la Cour des comptes avait fait observer qu'elle ne satisfaisait pas à la condition d'imprévisibilité, a été régularisée dans le premier feuilleton d'ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996. En ce qui concerne la délibération budgétaire n° 3154, au sujet de laquelle aucune observation n'a été formulée, aucun projet de loi de régularisation n'a encore été déposé.

Les dépenses auxquelles ces délibérations ont donné lieu ont atteint au total 115,5 millions de francs pour les crédits non dissociés. Les blocages compensatoires d'autres crédits (uniquement pour la délibération n° 3154) se sont élevés au total à 85,0 millions de francs pour les crédits dissociés d'engagement et d'ordonnancement.

(en millions de francs)

DCM	Date	Département	Programme	Crédit accordé	Objet
3153	17.04.1996	Affaires sociales, Santé publique et Environnement	26.40.0	+ 30,5 Cnd	Exécution de larrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 9 février 1995 dans l'affaire SPRL Alloo-Van De Capelle et consorts
3154	22.12.1996	Coopération au développement	15.54.1	+ 85,0 Cnd	Aide à la région des Grands Lacs
				- 85,0 Ce	
				- 85,0 Co	

CHAPITRE IV - DEPENSES

Le présent chapitre examine l'utilisation des crédits alloués, tant en engagement qu'en ordonnancement.

Un aperçu global de l'ensemble des engagements et des ordonnancements effectués à la charge des crédits alloués pour 1996 est tout d'abord fourni, pour chacune des sections départementales, regroupées en grandes cellules, comme dans l'exposé du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996 (tableau 4.1 au point A ci-après).

La partie centrale de la préfiguration concerne l'examen des dépenses par programmes et est analysée à la PARTIE II. Les commentaires et les observations de la Cour des comptes sur l'exécution des programmes du budget général des dépenses y figurent. Le tableau des dépenses, qui comprend les données statistiques par programme, est repris à la PARTIE III - Annexes.

Le point B du présent chapitre dresse un tableau des ordonnancements effectués en 1996 à la charge des crédits reportés du budget de l'année budgétaire 1995 en vertu des dispositions de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Afin d'obtenir une vue exhaustive de l'exécution du budget 1995 en matière de crédits non dissociés, le tableau 4.2 donne un aperçu des ordonnancements exécutés en 1995 sur les crédits alloués pour cette année là⁴⁴.

Enfin, les dépassements de crédits constatés font l'objet d'un commentaire au point C.

A. les dépenses effectuées sur les crédits de 1996 - aperçu global

Le tableau 4.1. fournit un aperçu condensé de tous les engagements et ordonnancements effectués en 1996 sur les crédits de 1996 pour chacune des sections départementales.

Les montants repris dans les colonnes 2 et 3 représentent respectivement le montant total des engagements et des ordonnancements effectués en 1996 sur les crédits non dissociés, sur les crédits dissociés et sur les crédits variables.

Les pourcentages indiquent l'importance de chaque cellule et section dans l'ensemble des dépenses (que ce soit du point de vue des engagements ou des ordonnancements).

⁴⁴ Une répartition plus détaillée « par programme », comme pour les crédits de l'année en cours, ne paraît pas souhaitable vu l'ampleur assez limitée de ces opérations.

TABLEAU 4.1 - DEPENSES SUR CREDITS DE 1996 (données au 31 mars 1997)

Cellule/sections (1)	Engagement (2)		Ordonnancement (3)	
	en millions de francs	%	en millions de francs	%
A. Dette publique	1.405.290,4	57,7	1.354.402,0	57,6
B. Cellule autorité				
01 - Dotations	11.647,0	0,5	11.647,0	0,5
11 - Services du Premier Ministre	25.252,0	1,0	19.996,6	0,9
12 - Justice	33.845,8	1,4	31.066,8	1,3
13 - Intérieur	11.119,9	0,5	10.063,2	0,4
14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur	10.536,4	0,4	8.272,7	0,4
15 - Coopération au développement	17.890,0	0,7	15.125,1	0,6
16 - Défense nationale	90.646,8	3,7	82.947,2	3,5
17 - Service d'appui policier et Gendarmerie	27.296,7	1,1	26.652,2	1,1
18 - Finances	52.237,0	2,2	49.235,8	2,1
19 - Fonction publique	16.170,1	0,7	16.000,3	0,7
Sous-total	296.641,7	12,2	271.006,9	11,5
C. Cellule sociale				
21 - Pensions	235.355,8	9,7	234.928,0	10,0
23 - Emploi et Travail	22.230,0	0,9	22.221,5	0,9
26 - Affaires sociales, Santé publique et Environnement	315.259,5	13,0	308.775,5	13,2
Sous-total	572.845,3	23,6	565.925,0	24,1
D. Cellule économique				
31 - Classes moyennes et Agriculture	15.286,2	0,6	17.229,7	0,7
32 - Affaires économiques	8.748,2	0,4	8.539,8	0,4
33 - Communications et Infrastructure	104.982,0	4,3	104.021,1	4,4
Sous-total	129.016,4	5,3	129.790,6	5,5
E. Divers				
52 - Contribution à l'U.E.	29.783,4	1,2	29.783,4	1,3
Total général	2.433.577,2	100	2.350.907,9	100

B. Les dépenses sur crédits reportés de 1995

Le tableau 4.2 donne une vue générale du volume global des crédits (colonne 2), des dépenses (colonne 5) et du taux d'utilisation final (colonne 6) des crédits non dissociés pour l'année budgétaire 1995, pour chacune des sections départementales. A cet effet, les ordonnancements à la charge des crédits de l'année budgétaire 1995 (colonne 3) ont été ajoutés

aux ordonnancements effectués sur les crédits reportés de l'année budgétaire 1995 (colonne 4)⁴⁵.

(en millions de francs)

TABLEAU 4.2 - DEPENSES SUR CREDITS NON DISSOCIES 1995 ET SUR CREDITS REPORTES DE 1995 A 1996 (données au 31 mars 1997)

Sections (1)	Total des crédits non dissociés pour 1995 (2)	Ordonnancements 1995 sur crédits 1995 (*) (3)	Ordonnancements 1996 sur crédits reportés 1995 (4)	Ordonnancements totaux (5)	Taux d'utilisation final en pourcent (6)
01 - Dotations	12.148,1	12.096,6	0,0	12.096,6	99,6
11 - Services du Premier Ministre	18.641,4	17.921,0	541,5	18.462,5	99,0
12 - Justice	34.511,8	30.706,3	2.525,5	33.231,8	96,3
13 - Intérieur	10.177,5	7.593,4	1.929,0	9.522,4	93,6
14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur	10.182,3	7.054,9	1.978,4	9.033,3	88,7
15 - Coopération au développement	10.877,3	8.267,3	1.683,8	9.951,1	91,5
16 - Défense nationale	84.336,1	71.149,0	11.582,1	82.731,1	98,1
17 - Service d'appui policier et Gendarmerie	26.355,8	25.669,0	619,5	26.288,5	99,7
18 - Finances	82.621,8	68.801,3	3.358,3	72.159,6	87,3
19 - Fonction publique	775,8	411,5	86,1	497,6	64,1
21 - Pensions	190.067,4	189.581,3	383,6	189.964,9	99,9
22 - Classes moyennes	6.473,2	6.436,7	26,6	6.463,3	99,8
23 - Emploi et Travail	22.656,7	19.233,1	3.288,0	22.521,1	99,4
24 - Affaires sociales	251.403,5	246.936,8	1.176,7	248.113,5	98,7
25 - Santé publique et Environnement	59.300,3	54.579,7	4.180,4	58.760,1	99,1
31 - Agriculture	5.944,5	5.023,5	643,8	5.667,3	95,3
32 - Affaires économiques	8.249,4	7.070,1	726,3	7.796,4	94,5
33 - Communications et Infrastructure	113.806,3	109.335,6	3.994,1	113.329,7	99,6
51 - Dette publique	925.057,3	858.975,8	3.455,5	862.431,3	93,2
TOTAUX	1.873.586,5	1.746.842,9	42.179,2	1.789.022,1	95,5

(*) Les chiffres de la colonne 3, concernant les ordonnancements 1995 à la charge des crédits non dissociés de 1995, diffèrent légèrement des données reprises dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget 1995, parce qu'il a été tenu compte d'un certain nombre d'opérations comptables effectuées après le dépôt de ladite préfiguration.

⁴⁵ En vertu des dispositions de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés dès le commencement de cette année pour ordonner toute dépense engagée pendant l'année budgétaire révolue.

C. Les dépassements de crédits

La règle veut que les ministres ne peuvent faire aucune dépense au-delà des crédits⁴⁶ qui leur sont accordés par le législateur, au sein des différents programmes du budget général des dépenses. Cette interdiction des dépassements de crédits s'applique aux engagements comme aux ordonnancements de dépenses.

Comme le montrent les développements qui suivent, l'exécution du budget en 1996 n'a donné lieu que de manière sporadique à des cas de dépassement de crédits.

a) Les dépassements de crédits d'engagement

Le contrôle et la comptabilité des engagements sont confiés aux contrôleurs des engagements que le Roi⁴⁷ désigne à cet effet dans les départements. Pour prévenir les dépassements de crédits, ces contrôleurs doivent accorder leur visa préalable aux dépenses les plus importantes, à savoir les contrats de plus de 100.000 francs et l'octroi de subsides de plus de 50.000 francs.

Dans le tableau des dépenses (Partie III - Annexes), les montants de la colonne 3 indiquent les engagements enregistrés en 1996 dans la comptabilité des contrôleurs des engagements. Par comparaison avec les montants de crédits accordés (colonne 2), un certain nombre de dépassements de crédits apparaissent.

b) Les dépassements de crédits d'ordonnancement

La Cour des comptes est chargée de contrôler l'imputation correcte des dépenses et veille à ce que les crédits accordés ne soient pas dépassés. La loi dispose qu'aucune dépense ne peut être faite sans le visa préalable de la Cour des comptes, sauf dans les cas expressément prévus⁴⁸. Une importante exception au visa préalable concerne les dépenses fixes (rémunérations, pensions, abonnements), sur lesquelles la Cour ne peut exercer un contrôle qu'a posteriori⁴⁹.

c) Commentaires

- Sur les crédits 1996

Des dépassements, s'élevant à 16.441.912 francs sur les crédits d'engagement et à 16.388.327 francs sur les crédits d'ordonnancement, ont été constatés. Le tableau ci-après donne un aperçu par programme⁵⁰.

⁴⁶ Article 28 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

⁴⁷ Ibidem, articles 48 et 49 ; plus particulièrement : arrêté royal du 31 mai 1966 et arrêté ministériel du 8 juillet 1966.

⁴⁸ Article 40 des mêmes lois.

⁴⁹ Article 41 des mêmes lois.

⁵⁰ Dans le tableau des dépenses (partie III - Annexes), (colonne 5), l'attention est attirée sur les dépassements de crédit par un astérisque après un taux d'utilisation supérieur à 100 %

(en francs)

Tableau 4.3. - CREDITS 1996 : ENGAGEMENTS ET ORDONNANCEMENTS EFFECTUES AU-DELA DES CREDITS			
Programme		Montant du dépassement	
		en engagement	en ordonnancement
01	<u>Dotations</u>		
	01.31.1 - Liste civile	2.077.887	2.077.887
	01.31.4 - Dotation au Prince Philippe	262.711	262.711
	01.31.5 - Dotation à la Reine Fabiola	309.037	309.037
	01.32.3 - Remboursements au Sénat dans le cadre de l'article 50 de la Constitution coordonnée	13.200.000	13.200.000
11.	<u>Services du Premier Ministre</u>		
	11.52.0 - Subsistance	130.453	130.543
12	<u>Justice</u>		
	12.56.2 - Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	8.705	8.705
31	<u>Classes moyennes et Agriculture</u>		
	31.57.0 - Subsistance	53.585	-
33	<u>Communications et Infrastructure</u>		
	33.57.0 - Subsistance	399.534	399.534
TOTAL		16.441.912	16.388.327

Des dépassements de crédits aux programmes 01.31.1, 01.31.4 et 01.31.5 ont été constatés. Il convient de remarquer que le versement de ces dotations s'opère de la même manière que les dépenses fixes, hors visa préalable de la Cour des comptes.

Les dépassements de crédits au programme 01.32.3 résultent, en réalité, du second feuilleton d'ajustement qui a réduit ce crédit de 13, 2 millions de francs. En pratique, cette réduction de crédit a été effectuée par un blocage de crédits au programme 01.32.6, à due concurrence. Les versements visés au programme 01.32.3 avaient été effectués préalablement au dépôt du second feuilleton d'ajustement.

Les dépassements aux programmes 11.52.0, 12.56.2 et 33.57.0 ont été provoqués par l'imputation de dépenses de personnel, sur des allocations de base pour lesquelles aucun crédit n'a été inscrit pour l'année budgétaire 1996.

Le dépassement sur le programme 31.57.0 (Ce) provient de l'imputation de dépenses de personnel au moyen d'engagements simultanés, de sorte qu'il n'a plus été possible d'ordonnancer sur des engagements pris auparavant.

- Sur les crédits reportés de 1995

Compte tenu du total des dépenses qui ont été faites au 31 décembre 1996 à la charge des crédits accordés pour l'année 1995, les dépassements de crédits atteignent au total 212.059.582 francs. Il n'y a pas eu de nouveaux ordonnancements sur ces crédits en 1996.

c) Dépassements d'allocations de base

Outre les cas signalés ci-dessus de dépassements de crédits, existent un certain nombre de cas de dépassements d'allocations de base effectués sans que le crédit de programme soit dépassé.

Répartis par section, il s'agit des montants suivants⁵¹ :

Section	crédits 1996	
	engagement	ordonnancement
11 - Services du Premier Ministre	431.481	193.316
13 - Intérieur	5.846.823	589.615
14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur	57.008	789.025
15 - Coopération au développement	391.350	-
18 - Finances	362.229	24.607
19 - Fonction publique	250.921	250.921
21 - Pensions	2.347.742.700	2.347.742.700
26 - Affaires sociales, Santé publique et Environnement	1.145.179	1.145.179
31 - Classes moyennes et Agriculture	37.008	37.008
32 - Affaires économiques	77.708	77.708
33 - Communications et Infrastructure	37.008	37.008

Il ressort de cet aperçu que des dépassements relativement importants se sont produits dans les sections suivantes :

- 13 - Intérieur, essentiellement suite à l'imputation de dépenses fixes (allocations de base 11.04) au-delà des crédits d'engagement prévus ;
- 14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur, principalement suite à l'imputation de montants ajustés en monnaie étrangère, à charge de crédits dissociés d'ordonnancement ;

⁵¹ A l'exclusion des dépassements d'allocations de base qui ont provoqué un dépassement du crédit de programme.

- 15 - Coopération au développement, suite à l'imputation de dépenses fixes au-delà des crédits d'engagement prévus ;
- 21 - Pensions, suite à l'imputation erronée de dépenses fixes en 1996 aux allocations de base de 1995 (ancienne numérotation). Cette imputation erronée doit encore être rectifiée par l'Administration de la Trésorerie ;
- 26 - Affaires sociales, Santé publique et Environnement, essentiellement suite à l'imputation de dépenses fixes (allocations de base 11.03 et 11.04) au-delà des crédits prévus.

CHAPITRE V - LA DETTE PUBLIQUE EN 1996

A. L'encours de la dette publique

Au 31 décembre 1996, l'encours de la dette publique atteignait 9.605,8 milliards de francs, soit une augmentation de 76,3 milliards de francs par rapport au 31 décembre 1995. Considérant que la dette publique avait augmenté en 1995 de 193,7 milliards de francs et en 1994 de 262,8 milliards de francs, on peut confirmer la tendance de ces dernières années à une augmentation de moins en moins rapide de l'endettement.

Cette réduction de la croissance de la dette publique est clairement due, en 1996, à deux facteurs : la baisse du solde net à financer (de - 290,1 milliards de francs en 1995 à - 242,8 milliards de francs en 1996) et, surtout, à l'évolution favorable des différents postes, repris dans la situation mensuelle du Trésor, permettant le passage du solde net à financer à la variation nominale de la dette⁵². En 1995, ces postes avaient permis de freiner l'augmentation de la dette à concurrence de 96,4 milliards de francs. En 1996, ils ont entraîné, pour leur part, une réduction de la dette publique de quelque 166,5 milliards de francs résultant de l'affectation à l'amortissement de la dette en devises au cours des derniers mois de 1996 des plus-values réalisées sur les ventes d'or effectuées par la Banque nationale de Belgique à concurrence d'un montant de 220,7 milliards de francs⁵³.

En outre, l'encours officiel de la dette publique au 31 décembre 1996 ne reprend pas encore la situation des engagements en capital sur les opérations d'arbitrages et d'options, tel que le Ministre des Finances s'était proposé de le faire dans sa lettre à la Cour des comptes du 31 décembre 1996, par l'intermédiaire d'un swap multi-devises. La Cour a donné son accord au ministre sur cette proposition dans sa réponse du 21 janvier 1997, de sorte que de ces engagements n'ont été pris en considération qu'à partir de la situation de la dette publique de janvier 1997.

On peut cependant estimer que si ces opérations avaient été intégrées dans la situation de la dette publique dès la fin du mois de décembre 1996, la dette aurait augmenté d'environ 20 milliards de francs par le biais du poste « différences de change ».

Dans le cadre de la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat, la Cour des comptes présente aussi la notion de dette en termes de "dette nette". Celle-ci se distingue du montant total de la dette publique brute par le fait qu'elle ne comprend pas l'encours des placements que le Trésor a effectués dans le cadre de ses opérations de gestion (au 31 décembre 1996 : 77,3 milliards de francs, soit 68,5 milliards de plus qu'au 31 décembre 1995). Les variations de ces réserves financières sont en effet erratiques et n'ont aucune signification pour l'appréciation de l'évolution des finances publiques. La dette nette (ou dette

⁵² Il s'agit en l'occurrence des primes d'émission et d'échange, des différences de change, des capitalisations d'intérêts, des placements de trésorerie, des opérations avec le F.M.I. et, en 1996, des plus-values sur les ventes d'or de la B.N.B.

⁵³ Cette affectation de la plus-value susmentionnée s'est effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 octobre 1996 portant des mesures relatives à la Banque nationale de Belgique en application des articles 2 et 3, § 1er, 1° et 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

publique au sens strict) s'élevait au 31 décembre 1996 à 9.528,5 milliards de francs, ce qui correspond à une augmentation de 7,8 milliards de francs par rapport au 31 décembre 1995. Pour la première fois depuis de nombreuses années, cette dette nette est donc restée pratiquement stable.

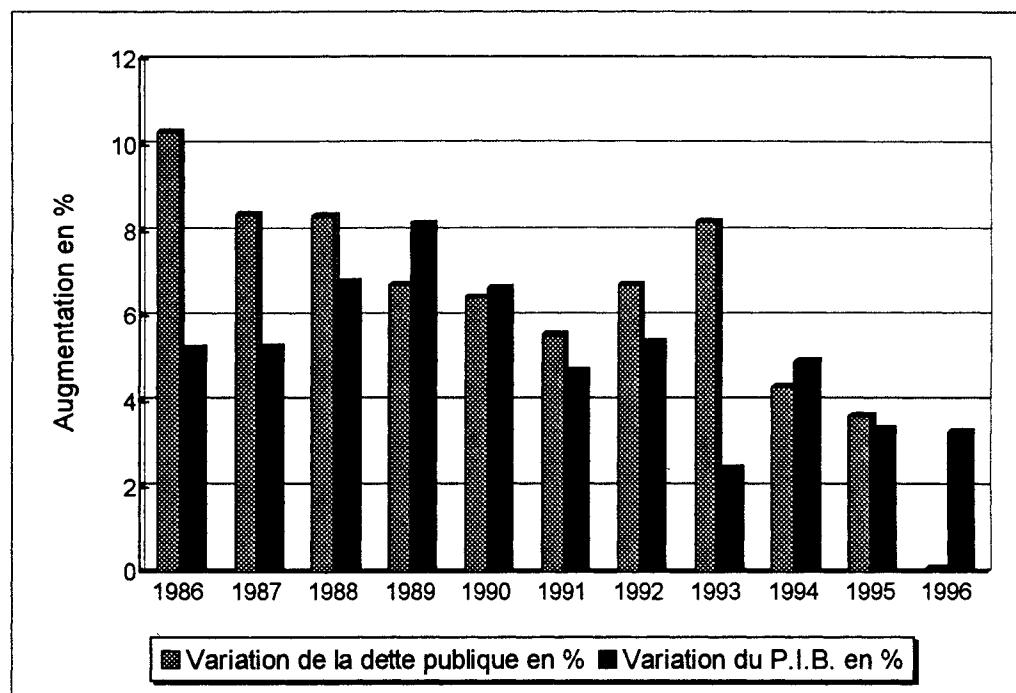
TABLEAU 5.1. - EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN BELGIQUE (au sens strict)				
	Encours au 31 décembre		Accroissement nominal	
	(en milliards de francs)	en % du P.I.B. (1)	(en milliards de francs)	en %
1986	5.418,3	108,5	503,7	10,2
1987	5.872,5	111,7	454,2	8,4
1988	6.362,3	113,3	489,2	8,3
1989	6.788,2	111,8	425,9	6,7
1990	7.224,6	111,6	436,4	6,4
1991	7.626,5	112,5	401,9	5,6
1992	8.138,8	113,9	512,2	6,7
1993	8.806,1	120,4	667,3	8,2
1994	9.186,1	119,6	380,0	4,3
1995	9.520,7	120,0	334,6	3,6
1996	9.528,5	116,2	7,8	0,08

(1) Valeur du P.I.B. calculée en normes européennes (comptes SEC)

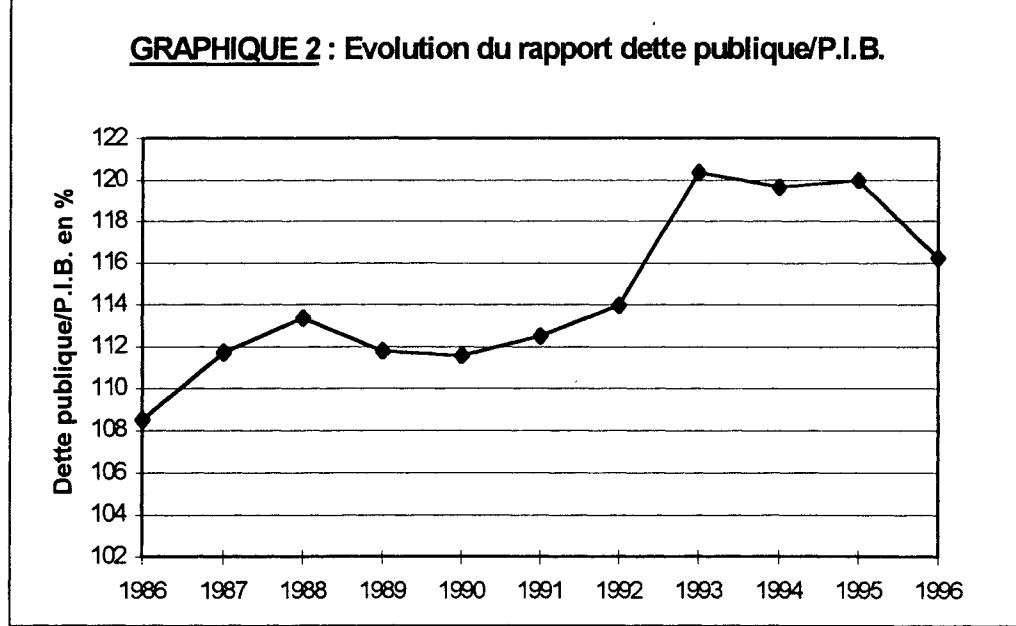
Sources : 1986 : INS ; 1987 - 1996 : ICN - BNB

Il est à noter que le rapport dette publique/P.I.B., indiqué dans le tableau 5.1. et dans le graphique 2 ci-dessous, est différent du taux d'endettement, qui constitue l'un des critères de convergence du Traité de Maastricht. Au sens du Traité, le taux d'endettement tient compte de la dette publique consolidée, et non de la dette publique au sens strict. En outre, au contraire de la dette publique consolidée, cette dette publique au sens strict n'est pas fixée en fonction des normes SEC.

GRAPHIQUE 1: Evolution comparée de la dette publique et du P.I.B.



GRAPHIQUE 2 : Evolution du rapport dette publique/P.I.B.



B. La structure de la dette publique

La structure de la dette en valeur brute est décrite au tableau 5.2.

TABLEAU 5.2. - COMPOSITION DE LA DETTE PUBLIQUE BRUTE AU 31 DECEMBRE 1996		
(en francs)		
Dette consolidée (long terme)		Par rapport au 31.12.1995
Dette en BEF:		
dette directe :	6.785.562.320.115	+ 4,9 %
dette indirecte :	213.170.558.190	- 9,4 %
Total :	6.998.732.878.305	
Dettes en devises :	658.693.072.682	- 17,6 %
TOTAL DE LA DETTE CONSOLIDÉE	7.657.425.950.987	+ 2 %
Dette à moyen terme	386.650.000	- 74,1 %
Dette à court terme		
En BEF:	1.872.562.491.353	+ 7,7 %
En devises :	75.421.637.666	- 73,6 %
TOTAL DE LA DETTE A COURT TERME	1.947.984.129.019	- 3,7 %
DETTE PUBLIQUE TOTALE	9.605.796.730.006	+ 0,8 %
dont		
en BEF:	8.871.682.019.658	+ 5,1 %
en devises :	734.114.710.348	- 32,4 %

En ce qui concerne la structure de la dette publique, deux facteurs ont joué un rôle en 1996 :

- 1) Afin de protéger les coûts de financement contre le risque de taux d'intérêt, tant en francs belges qu'en devises étrangères, la politique de consolidation de la dette publique a été poursuivie, bien que de manière plus marginale que les années précédentes. La part de la dette consolidée dans la dette totale est ainsi passée de 78,7 % au 31 décembre 1995 à 79,7 % au 31 décembre 1996.
- 2) Conformément à la politique de réduction de la dette en devises préconisée par la Banque nationale de Belgique, lorsque la situation générale et monétaire le permet, cette dette a été fortement réduite, à savoir de 351,2 milliards de francs. La part de la dette en devises dans le total de la dette publique est ainsi passée de 11,4 % au 31 décembre 1995 à 7,7 % au 31 décembre 1996. Une telle politique a notamment été rendue possible grâce au surplus appréciable du compte courant de la balance des paiements de l'UEBL, lié à un apport en devises étrangères qui ont pu être affectées à la diminution de la dette en devises, sans qu'il ait dû être fait appel aux réserves en devises des autorités monétaires belges. En outre, les plus-values réalisées par la Banque nationale de Belgique sur les ventes d'or, placées sur des comptes financiers et dont seuls les intérêts avaient bénéficié jusqu'ici au Trésor, ont été mises à la disposition de celui-ci en décembre 1996. Le Trésor les a utilisées, à raison de

220,7 milliards de francs, pour rembourser une part importante de la dette en devises à court terme, qui a ainsi diminué de près de 74 % par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 5.3. - EVOLUTION DE LA DETTE EN DEVISES

	(en milliards de francs)	% de la dette totale
31 décembre 1990	1.111,7	15,4
31 décembre 1991	1.107,3	14,3
31 décembre 1992	1.010,5	12,2
31 décembre 1993	1.520,0	16,8
31 décembre 1994	1.349,5	14,5
31 décembre 1995	1.085,3	11,4
31 décembre 1996	734,1	7,7

D'une manière générale, la structure de la dette publique au 31 décembre 1996 était déjà très proche de la structure du portefeuille type de la dette publique telle qu'elle a été définie dans les directives émises par le Ministre des Finances, en exécution de l'art. 8, § 2, de la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget des Voies et Moyens pour 1997. Pour rappel, le portefeuille type est basé sur le « Benchmark Debt Portfolio », soumis par le ministre au début de cette même année 1997 à la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Représentants. Le Benchmark Debt Portfolio devrait désormais faire office de référence pour une gestion optimale de la dette, laquelle implique, pour un niveau déterminé de risque, un coût de financement minimal de la dette.

La dette débudgeatisée est passée pour sa part de 75,7 milliards de francs au 31 décembre 1995 à 72,5 milliards de francs au 31 décembre 1996.

(en milliards de francs)

TABLEAU 5.4. - DETTE DEBUDGETISEE

	SITUATION A LA FIN DE		
	Décembre 1994	Décembre 1995	Décembre 1996
Constructions de bâtiments	3,3	4,4	5,7
Administrations locales et Santé publique	22,9	20,8	18,8
Divers	1,3	1,1	0,8
Office national du Ducroire	11,6	11,5	11,3
BELFIN (financement de la SABENA)	16,8	16,8	16,5
Assainissement de l'INCA et de l'OCCH	11,2	9,5	7,8
SFI	0,0	11,6	11,6
	67,1	75,7	72,5

C. Les charges en intérêt de la dette publique et le taux d'intérêt implicite de la dette

Comme durant l'exercice précédent, on constate en 1996 une baisse des charges d'intérêt, laquelle s'explique essentiellement par le climat de détente des taux, qui sont revenus à 3 % environ pour le court terme à trois mois (certificats de trésorerie) et à moins de 6 % pour l'OLO de référence à 10 ans⁵⁴.

Les charges en intérêt comprennent :

- a) les dépenses imputées ou à imputer sur les crédits budgétaires pour charges d'intérêt ;
- b) les intérêts capitalisés lors d'adjudications d'échange de titres anciens contre des OLO (repris au tableau 5.5. dans la colonne « Liquidations sous forme de titres »).

Ces charges d'intérêt se sont réduites de 660,5 milliards de francs en 1995 à 643 milliards de francs en 1996. Avec une dette de 9.529,5 milliards de francs au 31 décembre 1995, le taux d'intérêt implicite de la dette⁵⁵ est ainsi passé de 7,1 % en 1995 à 6,7 % en 1996.

Ce taux d'intérêt implicite n'est toutefois qu'une notion théorique et non le reflet immédiat des taux du marché. Il représente approximativement la moyenne des taux de l'ensemble des emprunts aussi bien à long terme qu'à court terme, en francs belges et en devises étrangères. Malgré son caractère quelque peu artificiel, ce taux joue un rôle fondamental dans les modèles utilisés pour établir des prévisions à moyen et long termes relatives au déficit public et au taux d'endettement des pouvoirs publics (rapport entre la dette et le produit intérieur brut), ainsi que dans la détermination d'un éventuel effet boule de neige des intérêts de la dette.

Pour ce qui est de l'effet que les primes d'émission et d'échange concernant la dette consolidée en francs belges ont eu sur les charges d'intérêt, deux constatations peuvent être effectuées pour l'année 1996 :

- 1) le principe de proratisation des primes d'émission⁵⁶ appliqué depuis l'année 1995 a réduit les charges budgétaires d'intérêt pour 1996 à raison d'un montant total de 1,1 milliard de francs ;

⁵⁴ Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995, Doc. Parl. Chambre n° 596/1 - 95/96, p. 240.

⁵⁵ Le taux d'intérêt implicite de la dette est le rapport entre les intérêts payés au cours d'année et la dette existante au 31 décembre de l'année précédente.

⁵⁶ Ce principe implique que les primes d'émission et d'échange sont considérées comme des intérêts qui sont perçus ou versés lors des émissions ou des adjudications d'échange d'emprunts consolidés en francs belges, selon qu'il s'agit de primes positives ou négatives, et qui doivent être répartis *prorata temporis* sur la durée restante des emprunts en question, afin d'ajuster les charges d'intérêt annuelles de ceux-ci.

- 2) le solde des primes d'émission et d'échange enregistrées en 1996 a été largement positif (près de 20 milliards de francs) en raison, notamment, de la baisse des taux d'intérêt au cours de cette même année. En raison du principe de proratisation susmentionné, ce solde positif produira surtout des effets favorables sur les charges budgétaires d'intérêt afférentes aux années budgétaires postérieures à 1996.

(en milliards de francs)

TABLEAU 5.5. - TAUX D'INTERET IMPLICITE DE LA DETTE						
Total de la dette publique	Montant des intérêts				TOTAL	Taux d'intérêt implicite de la dette publique
	Année	Dépenses sur crédits budgétaires (*)	Liquidations sous forme de titres			
Au 31.12.1987 5.872,5	1988	457,5	35,4	492,9	8,4 %	
Au 31.12.1988 6.362,3	1989	506,5	49,1	555,6	8,7 %	
Au 31.12.1989 6.788,2	1990	586,5	31,6	618,1	9,1 %	
Au 31.12.1990 7.224,6	1991	617,9	4,7	622,6	8,6 %	
Au 31.12.1991 7.751,0	1992	678,7	21,2	699,9	9,0 %	
Au 31.12.1992 8.288,7	1993	687,0	32,9	719,9	8,7 %	
Au 31.12.1993 9.073,0	1994	690,3	22,0	712,3	7,9 %	
Au 31.12.1994 9.335,8	1995	654,2	6,3	660,5	7,1 %	
Au 31.12.1995 9.529,5	1996	632,0	11,0	643,0	6,7 %	

Sources : Administration de la Trésorerie - Budgets.

(*) Source : Exposé général des budgets des recettes et dépenses pour l'année budgétaire 1997 (Doc. Parl. Chambre, n° 733/1 - 96/97, p. 205).
Pour 1996, il a été tenu compte des paiements effectués.

D. La dette consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics.

Le règlement de la Communauté européenne n°3605/93, adopté par le Conseil du 22 novembre 1993, relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, annexé au Traité instituant la Communauté européenne, définit le concept de dette des pouvoirs publics, à prendre en considération pour l'examen du respect de la norme d'endettement, comme la valeur nominale de tous les engagements bruts en cours à la fin de l'année du secteur « administrations publiques », à l'exception des engagements dont les actifs financiers correspondants sont détenus par ce même secteur.

Selon les indications provisoires de la Banque nationale de Belgique, la dette brute consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics représentait à la fin de 1996 un montant de 10.654 milliards de francs⁵⁷.

Depuis 1990, le montant des actifs financiers émis et détenus au sein des pouvoirs publics a varié entre 160 milliards et 281 milliards de francs⁵⁸. A la fin du mois de

⁵⁷ Rapport annuel de la Banque nationale de Belgique 1996, tableau XIV - Encours de la dette des pouvoirs publics, p. 126.

septembre 1996, ces actifs représentaient 251 milliards de francs. Les autres actifs financiers détenus par les pouvoirs publics, dont il ne peut être tenu compte pour fixer le niveau de la dette selon l'optique de Maastricht, puisque les émetteurs de ces titres n'appartiennent pas au secteur des pouvoirs publics, ont oscillé durant la même période entre 510 et 727 milliards de francs environ.

Dans le contexte de la monnaie unique, il est important que la dette consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics soit le reflet le plus fidèle de la situation bilantaire réelle des pouvoirs publics, notamment au niveau de ses composantes d'actifs. Ces dernières années, les autorités belges ont ainsi été incitées à placer leurs liquidités dans des créances émises par d'autres institutions appartenant à l'ensemble de pouvoirs publics. Le 22 janvier 1997, en Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Représentants, le ministre des Finances a justifié ce procédé par la nécessité de consolider, dans une certaine mesure, la gestion des différentes trésoreries décentralisées des administrations publiques. A défaut, toujours selon le ministre, la structure actuelle des différents niveaux de pouvoir de l'Etat belge aboutirait à surévaluer l'ampleur de la dette des pouvoirs publics dans notre pays.

Pour l'essentiel, ces opérations de placements en valeurs mobilières émises par les pouvoirs publics ont un caractère permanent, même si certaines opérations concernent plus particulièrement l'encours de trésorerie de fin d'année, à l'occasion de placements à très court terme. Ces dernières opérations sont cependant restées d'une ampleur limitée.

D'un point de vue technique, les pouvoirs publics recourent essentiellement à deux formules pour réaliser les opérations de placements :

- * le placement direct de liquidités auprès d'une autre autorité publique ;
- * l'achat de titres, émis par l'Etat fédéral ou un autre pouvoir public, sur le marché secondaire.

Dans certains cas, ces différentes formules ne se sont pas révélées suffisamment flexibles pour rencontrer les conditions recherchées en termes de date, de durée et de montant des placements, notamment pour les placements à très court terme de fin d'année. Subsidiairement, une troisième technique a dès lors été utilisée, basée sur les opérations de cession-rétrocession.

D'une manière générale, la technique financière qui apporte la plus grande flexibilité en matière de placement à très court terme est en effet celle des cessions-rétrocessions de titres, également connue sous le terme anglophone de « repurchase agreement » ou encore de « repo ». Cette technique a connu ces dernières années un large essor et constitue même actuellement le principal moyen d'intervention de la Banque nationale de Belgique, compte tenu de sa souplesse d'action, pour gérer les liquidités dans le cadre de la politique monétaire.

Une opération de cession-rétrocession porte sur la vente au comptant de valeurs mobilières et comporte simultanément, entre les mêmes parties, un rachat à terme des mêmes valeurs. La durée de tels contrats est généralement très courte, parfois même d'un jour.

Cependant, en vertu des règles comptables applicables aux établissements de crédit, les titres doivent rester inscrits au bilan de la partie cédante et ne peuvent donc, d'un point de vue

⁵⁸ Encours à la fin de chaque trimestre depuis 1990 jusqu'au 3ème trimestre 1996.

comptable, être considérés comme un placement dans les valeurs mobilières concernées pour la partie qui les a acquises⁵⁹.

Pour éviter cet écueil, à la fin de 1995, une formule particulière a été élaborée, qui concilie les avantages de souplesse des opérations de cession-rétrocession avec la garantie que les placements ainsi opérés pourront être déduits du total de la dette de l'ensemble des pouvoirs publics. Cette formule recourt à l'intervention du Fonds des Rentes, agissant comme tierce personne entre l'organisme financier prêteur de titres publics et l'administration publique désirant opérer des placements de liquidités⁶⁰.

Cette technique particulière comprend plusieurs opérations successives distinctes, mais indissociables :

- * au départ, une opération de cession-rétrocession, permettant de fixer avec souplesse la date et la durée de l'opération, est conclue entre le Fonds des Rentes et l'intermédiaire financier, qui cède ainsi au Fonds des certificats de trésorerie émis par une autorité publique pour le montant du placement recherché ;
- * le Fonds des Rentes revend ensuite au comptant, dans le cadre d'une opération triangulaire, les certificats acquis par l'opération de « repo », au même organisme financier, qui les recéde immédiatement, toujours au comptant, à une administration publique. En même temps, le Fonds des Rentes conclut un rachat à terme (correspondant à la date d'échéance prévue pour le placement) de ces certificats avec cette dernière administration publique ;
- * à l'échéance du placement, la conclusion effective de la revente à terme, telle que prévue, des certificats entre l'administration publique et le Fonds des Rentes, solde définitivement l'opération triangulaire, évoquée ci-dessus, entre l'organisme financier, le Fonds des Rentes et l'administration publique ;
- * les certificats rachetés à terme par le Fonds des Rentes serviront enfin à la conclusion de la deuxième branche du « repo » initial, c'est-à-dire la rétrocession des titres à l'organisme financier.

Pour l'intermédiaire financier, les opérations se résument en fait à un simple « repo ». En outre, comme les certificats achetés au comptant, dans le cadre de l'opération triangulaire, sont immédiatement revendus dans les mêmes conditions, les différentes opérations ne fournissent à ce dernier aucune plus-value.

Comme l'achat au comptant et la revente à terme des certificats de Trésorerie constituant l'opération de placement de l'administration publique ont été conclus avec des personnes juridiques différentes, l'opération ne pourrait être considérée du point de vue

⁵⁹ Cette règle comptable n'empêche pas pour l'acheteur de bénéficier de la pleine propriété des titres, qui peuvent être ensuite négociés dans le marché.

⁶⁰ Pour rappel, le Fonds des Rentes est un établissement public autonome ne faisant pas partie des administrations publiques dont le bilan doit être pris en considération pour déterminer l'endettement des pouvoirs publics au sens défini par les accords de Maastricht, de sorte que sa position bilancière reste neutre dans le montage financier.

comptable comme un « repo »⁶¹, de sorte que les certificats seraient, pour la durée du placement, repris dans la situation bilantaire du pouvoir public concerné et donc être déduits à due concurrence de la dette consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics.

L'utilisation de cette technique spécifique est cependant restée marginale par rapport aux autres formes de placements en valeurs mobilières et limitée à des placements à très court terme de fin d'année. Ainsi, à la fin de l'année 1995, de semblables opérations ont été réalisées avec la Communauté française à concurrence d'un montant nominal, en certificats de Trésorerie, de 25,7 milliards de francs. A la fin de 1996, des opérations similaires ont été montées avec trois organismes ressortissant au secteur de la sécurité sociale, pour un montant nominal, en certificats de Trésorerie, de 8,6 milliards de francs. Pour les deux années, les opérations ont porté sur des placements de fin d'année d'une durée de trois jours à un peu plus d'un mois.

⁶¹ Pour être qualifiée de « repo », les phases de cession et de rétrocession ultérieure doivent être conclues entre les mêmes parties.

DEUXIEME PARTIE
COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS CONCERNANT LES
PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES

SECTION 12 - JUSTICE

1. Programme 12.40.0 - Administration centrale : programme de subsistance

Le fonds destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence a accumulé au fil des années une réserve de moyens non négligeable, qui s'élevait à 532,2 millions de francs pour 1996. La faible utilisation de ces moyens peut notamment s'expliquer par l'ignorance relative entourant l'existence de ce fonds et une pénurie structurelle de personnel. Ce dernier aspect explique le retard important accumulé dans le traitement des dossiers. La modification, annoncée, de la législation en cette matière aura pour effet d'encore accroître considérablement le nombre de dossiers. A défaut d'extension des moyens (en matière de personnel et de membres de la commission), la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ne sera pas à même de résorber l'arriéré ni de traiter les nouveaux dossiers attendus.

Fonds organique 12-1 : Fonds spécial destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence

(en millions de francs)

Fonds 12-1	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	351,8	351,8	351,9	351,9
Recettes	250,0	227,5	250,0	227,5
Disponible	601,8	579,3	601,9	579,4
Dépenses	76,0	59,0	76,0	47,2
Solde au 31.12.1996	525,8	520,3	525,9	532,2

Le tableau ci-dessous fait apparaître une importante augmentation, au fil des années, des recettes affectées au fonds organique pour l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence, créé par la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres. Pour rappel, ces recettes proviennent essentiellement d'amendes additionnelles imposées à la suite d'une condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle. Cette contribution s'élevait initialement à 5 francs (article 29 de la loi précitée) et a été, ensuite, portée à 10 francs par condamnation (article 3 de la loi-programme du 24 décembre 1993). Cette contribution est soumise aux accroissements prévus par les dispositions relatives aux centimes additionnels sur les amendes pénales.

(en millions de francs)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Solde au 1.1	11,3	62,6	96,3	134,8	227,9	351,9
Recettes	61,5	63,0	67,6	139,5	186,4	227,5
Disponible	72,8	125,6	163,9	274,3	414,3	579,4
Ordonnancements	10,2	29,3	29,1	46,4	62,4	47,2
Solde au 31.12	62,6	96,3	134,8	227,9	351,9	532,2

Les dépenses du fonds (cfr. les montants d'ordonnancement mentionnés dans le tableau) ont augmenté régulièrement au cours des années, sans jamais toutefois atteindre le volume des recettes annuelles. En outre, comme l'indique le tableau ci-dessous, compte tenu des plafonds administratifs (crédits variables) inscrits dans le budget, les dépenses ont été régulièrement surestimées.

(en millions de francs)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Crédits variables	25,0	31,8	45,0	59,4	70,0	80,5
Ordonnancements	10,2	29,3	29,1	46,4	62,4	47,2
Déférence	14,8	2,5	15,9	13,0	7,6	33,3

La sous-utilisation des moyens du fonds et des crédits variables inscrits au budget peut s'expliquer comme suit :

- d'abord, la relative ignorance de l'existence du fonds et de la commission (instituée par l'article 30 de la loi et se composant de deux chambres), qui statue sur les demandes d'octroi d'une aide provisionnelle, d'une aide ou d'un complément d'aide ;
- ensuite, l'insuffisance du personnel des services de la commission (actuellement, la commission ne dispose que de deux membres du personnel à temps plein et d'un juriste occupé à mi-temps, provenant du secrétariat de la Commission de la protection de la vie privée).

Cette situation explique sans doute partiellement le retard accumulé dans le traitement des dossiers (pour obtenir une aide provisionnelle, il faut en moyenne 16 mois ; pour prendre une décision portant octroi d'une aide, il faut en moyenne 22 mois). Parmi les 658 dossiers non clôturés au 28 février 1997, 336 (soit 51 % des dossiers à l'examen) datent encore de la période 1988-1995.

La loi du 1er août 1985 est actuellement en cours de profonde révision, notamment à la suite des événements survenus en Belgique depuis août 1996. On peut donc raisonnablement s'attendre à un afflux de nouvelles requêtes auprès de la commission. Il apparaît clairement

que, dans ce cas, les moyens existant actuellement et le personnel affecté suffiront à peine à mener à bien des missions légales étendues, et encore moins à résorber l'arriéré actuel.

De même, cette adaptation de la législation aura des répercussions importantes sur les importantes ressources actuellement disponibles, en supposant que la commission pourra effectivement disposer de plus de moyens et de personnel et que de nouvelles chambres seront créées.

2. Division organique 51 - Administration des établissements pénitentiaires

2.1. Mesures judiciaires alternatives (fonds de sécurité O.N.S.S. - A.P.L. et allocation de base 51.03.33.06)

Au fonds de sécurité de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, une somme de 200 millions de francs était disponible, en 1996, pour la réalisation de projets communaux en matière de mesures judiciaires alternatives.

Les projets approuvés par le Conseil des ministres en 1995 et 1996 ont toutefois tardé à être mis en oeuvre, de sorte qu'en 1996, des interventions financières n'ont été versées que pour un montant total de 76,1 millions de francs.

Au cours de l'année 1995, des subsides destinés aux organismes chargés de l'accompagnement thérapeutique d'auteurs d'agressions sexuelles ont, à tort, été imputés à l'allocation de base 51.03.33.06 destinée à des subsides aux organismes d'accueil et de guidance agissant dans le cadre des travaux d'intérêt général. A l'occasion de l'ajustement du budget 1996, une allocation de base spécifique (51.03.33.07) a été créée à cet effet.

2.1.1. Fonds de sécurité ONSSAPL

Dans le cadre du "Plan global", il a été décidé de créer un fonds de sécurité de 3 milliards de francs auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSS - APL - articles 69 à 72 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales).

Par le biais de ce fonds, le ministre de l'Intérieur peut accorder une intervention financière aux communes pour des recrutements supplémentaires, notamment, pour l'accompagnement de travaux d'intérêt général (service assuré par les auteurs de faits répréhensibles), si l'autorité locale a conclu une convention à ce propos avec le ministre de la Justice.

Un arrêté royal du 12 août 1994⁶² détermine les conditions générales dans lesquelles l'accompagnement de certaines mesures judiciaires alternatives à l'emprisonnement, à la détention préventive ou aux poursuites peut donner lieu à un subside. Par une circulaire du 7 mars 1995, remplacée par une circulaire du 12 septembre 1996, le ministre de la Justice a précisé les conditions d'octroi des subventions.

⁶² Arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie, modifié par l'arrêté royal du 30 août 1996.

Aux termes de cette circulaire, les projets communaux peuvent être subsidiés pour l'accompagnement de :

- travaux d'intérêt général et formation dans le cadre de la probation⁶³ ;
- travaux d'intérêt général, formation et traitement dans le cadre de la médiation pénale⁶⁴ ;
- mesures alternatives en remplacement de la détention préventive⁶⁵ ;
- mesures alternatives en remplacement d'une décision prise par le juge de la jeunesse.

Le Conseil des ministres du 10 novembre 1995 a décidé de réserver pour 1996 un montant de 200 millions de francs, à porter éventuellement à 250 millions de francs, pour les projets communaux en matière de mesures judiciaires alternatives.

Le Conseil des ministres a, jusqu'à la fin de 1996, approuvé cinq séries de projets communaux (Conseil des ministres des 13 octobre, 8 et 22 décembre 1995, ainsi que des 3 mai et 20 décembre 1996). Au total, il s'agit de 112 projets de 79 villes et communes, dotés d'une intervention totale annuelle de 178,4 millions de francs.

Conformément à l'arrêté royal du 12 août 1994, les conditions spéciales d'octroi des subsides figurent, soit dans des conventions spécifiques conclues avec les communes, soit dans des contrats de sécurité et de société. Pour un nombre considérable de projets, le personnel est mis à la disposition d'une ASBL (ou d'une fondation).

Les projets ont été mis en oeuvre lentement. C'est ainsi qu'à la mi-1996, environ 60 % des projets approuvés en Conseil des ministres des 13 octobre et 8 décembre 1995 et 3 mai 1996 n'étaient pas encore opérationnels, c'est-à-dire que le personnel n'avait pas encore été recruté. A la fin de février 1997, tel était toujours le cas d'environ 10 % des projets. Il en est résulté qu'en 1996, un montant de 76,1 millions de francs seulement a été versé à titre d'interventions financières.

2.1.2. Allocation de base 51.03.33.06 - Subsides à des organismes d'accueil et de guidance agissant dans le cadre des travaux d'intérêt général

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	25,8	25,8	23,0	89 %

Outre l'octroi de subsides aux communes par le biais du fonds de sécurité de l'ONSS - APL, un subside est également accordé à des ASBL, dans le cadre de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives, à charge du budget du Ministère de la Justice (allocation de base 51.03.33.06).

⁶³ Articles 1er en 1 bis de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la protection, modifiée par la loi du 10 février 1994.

⁶⁴ Article 216 ter du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 10 février 1994.

⁶⁵ Article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Les conditions générales de l'octroi de subsides applicables à cette deuxième forme d'aide figurent dans un arrêté royal du 6 octobre 1994⁶⁶. Il doit s'agir de projets ayant un caractère novateur ou nécessitant un personnel spécialisé.

Un montant total de 16,9 millions de francs (montant engagé : 19,9 millions de francs) a été liquidé pour les projets engagés à la charge du budget 1995, qui, en général, devaient se prolonger jusqu'en septembre 1996.

Un montant total de 25,8 millions de francs a été engagé à la charge du budget 1996 pour ces projets, courant, pour la plupart, jusqu'en septembre 1997.

En outre, à la charge de ce même crédit, un montant de 20 millions de francs a été engagé en 1995⁶⁷, pour l'octroi de subsides, en 1995 et en 1996, à des organismes chargés de l'accompagnement thérapeutique d'auteurs d'agressions sexuelles, dans le cadre de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs. Ces subsides ont donc à tort été imputés sur l'allocation de base précitée, comme l'a signalé la Cour des comptes au Ministre de la Justice⁶⁸. A l'occasion de l'ajustement du budget 1996, une allocation de base spécifique 51.03.33.07 a été créée.

2.2. Internement (allocation de base 51.11.12.31)

A l'instar des années précédentes, les dépenses réelles de 1996 pour les internés dans les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne et dans les établissements privés ont également dépassé le montant fixé à cet effet à charge de l'allocation de base 51.11.12.31.

Dans le cadre de l'examen de l'application de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, la Cour des comptes a adressé diverses observations au Ministre de la Justice. Dans sa lettre, elle a attiré son attention sur les implications budgétaires divergentes des décisions des diverses commissions de défense sociale et sur les informations déficientes relatives à celles-ci, dont disposent les gestionnaires du budget. En outre, la Cour des comptes a formulé des observations concernant le cadre juridique insuffisant de l'internement dans les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne et les difficultés d'interprétation en matière d'application de la réglementation INAMI aux internés placés dans des établissements privés et dans les hôpitaux psychiatriques de la Communauté flamande.

Le ministre a répondu que le problème des dépenses consacrées aux internés était soumis à un examen approfondi. Une adaptation de la législation a d'ailleurs été annoncée.

⁶⁶ Articles 12 et 13 de l'arrêté royal du 6 octobre 1994 portant les mesures d'exécution concernant les travaux d'intérêt général et la formation.

⁶⁷ En 1995, l'allocation de base 51.03.33.06 comportait des crédits d'un montant de 43,3 millions de francs, qui a été entièrement engagé ; 37,1 millions de francs ont été ordonnancés au cours des années 1995 et 1996.

⁶⁸ Lettre du 21 mars 1996.

(en millions de francs).

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	1.090,0	1.090,0	808,0	74 %

Les crédits destinés à la nourriture, à l'entretien et au transport de détenus et d'internés (allocation de base 51.11.12.31) s'élevaient en 1996 à 1.090 millions de francs.

Cette année encore, plus de la moitié de ces crédits ont été affectés aux frais d'entretien de personnes internées sur la base de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude .

Ces personnes sont placées dans les établissements suivants par les commissions de défense sociale :

- établissements pénitentiaires, à savoir les sections psychiatriques et les sections de défense sociale des établissements pénitentiaires ;
- établissements publics qui ne dépendent pas du Ministère de la Justice, à savoir les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne et de la Communauté flamande ;
- établissements privés.

Les dépenses pour internés engagées en 1996 sur l'allocation de base précitée s'élèvent à :

- 482,5 millions de francs pour l'internement dans les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne ;
- 57,5 millions de francs pour l'internement dans des établissements privés.

Les dépenses ordonnancées pour 1996 s'élèvent aux montants suivants :

- 502,1 millions de francs pour les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne ;
- 79,6 millions de francs (provisoirement) pour les établissements privés.

Comme c'était le cas les années antérieures, des crédits supplémentaires seront nécessaires.

Les dépenses également imputées à l'allocation de base visée pour l'internement dans les établissements pénitentiaires ne peuvent provisoirement pas être déterminées..

La Cour des comptes a consacré à l'application de la loi du 1er juillet 1964 un examen qui a, notamment, donné lieu aux observations suivantes à l'adresse du ministre de Justice⁶⁹.

Son Collège a attiré l'attention sur les effets budgétaires divergents des décisions prises par les diverses commissions de défense sociale, selon que l'internement a lieu dans un établissement pénitentiaire, dans un établissement public ne dépendant pas du Ministère de la

⁶⁹ Lettre du 6 novembre 1996.

Justice ou dans un établissement privé, dans ce dernier cas, avec ou sans remise en liberté à l'essai assortie de la condition d'hébergement obligatoire.

La Cour des comptes a d'ailleurs attiré l'attention sur le fait que l'Administration des établissements pénitentiaires, responsable de la liquidation des créances résultant des décisions des commissions susmentionnées, ne dispose manifestement pas d'informations suffisantes pour pouvoir remplir sa mission budgétaire de façon optimale. Son Collège s'est référé à cet égard aux sous-estimations répétées de crédits concernant l'allocation de base 51.11.12.31.

L'internement dans les hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne est régi par un arrêté du Régent du 10 février 1948. La Cour des comptes a constaté que cet arrêté était clairement insuffisant pour servir de cadre juridique aux rapports entre, d'une part, l'Etat (Ministère de la Justice) et, d'autre part, la Région wallonne et les hôpitaux psychiatriques, organismes dotés, depuis le 1er janvier 1996, de la personnalité juridique⁷⁰.

C'est ainsi qu'il n'apparaît pas clairement, sur la base dudit arrêté, quel est le nombre et, éventuellement, quelles sont les catégories d'internés admis dans les établissements, ni en quoi consiste l'entretien et le traitement des internés. En vertu du même arrêté, le remboursement doit être effectué par le Ministère de la Justice au prix forfaitaire de la journée d'entretien. La Cour des comptes a constaté que les remboursements effectués par le département n'ont cependant pas exclusivement un caractère forfaitaire.

En ce qui concerne l'internement dans des établissements privés et dans les hôpitaux psychiatriques de la Communauté flamande, la Cour des comptes a constaté que l'application de la réglementation INAMI⁷¹ donnait lieu à des problèmes d'interprétation, tant dans le chef du Ministère de la Justice que de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Le Ministre de la Justice a répondu⁷² que le problème des dépenses pour internés était soumis à un examen approfondi au sein de l'Administration des établissements pénitentiaires. En outre, une commission interdépartementale « internement » prépare une nouvelle législation.

⁷⁰ Décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne.

⁷¹ Arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

⁷² Lettre du 6 février 1997.

3. Division organique 56 - Juridictions ordinaires

3.1. Frais d'installation (allocation de base 56.02.12.07)

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	8,7	2,3	0,4	5 %

Le crédit (fixé à 8,7 millions de francs) destiné à l'aménagement de nouveaux locaux et au paiement des frais de déménagement des juridictions ordinaires n'a été utilisé que très partiellement (6,4 millions de francs n'ont pas été engagés). En effet, ces dépenses sont liées à la construction ou la rénovation de bâtiments de justice par la Régie des bâtiments, projets qui ont subi un retard considérable.

3.2. Frais de justice en matière répressive (allocation de base 56.03.12.40)

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	1.097,9	1.097,9	1.070,6	98 %

Lors de l'ajustement du budget 1996, le crédit accordé avait été augmenté de 55,3 millions de francs. La plus grande partie de cette majoration, soit 49,6 millions de francs, a été affectée à un remboursement à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

De 1928 à 1988, les greffiers payaient les frais de justice urgents en matière répressive au moyen de provisions accordées par les receveurs de l'Enregistrement et des Domaines. Le Ministère de la Justice remboursait les dépenses susmentionnées aux greffiers, de sorte que le niveau des provisions n'était pas affecté. Ce régime était basé sur un accord non formalisé entre les ministères des Finances et de la Justice. Depuis 1988⁷³, le Ministère de la Justice assure lui-même la constitution de la provision susmentionnée.

Le crédit supplémentaire visé avait pour but de permettre le remboursement de toutes les provisions accordées par les receveurs de l'Enregistrement et des Domaines ; tel n'a cependant pas été le cas en 1996.

Les dettes, estimées à 30,3 millions de francs, envers le Moniteur belge, relatives à la publication des faillites (pour les années 1993-1996) n'ont pas été payées non plus.

⁷³ Arrêté royal du 3 août 1988 modifiant le règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Ces carences tiennent à l'augmentation des frais de justice en matière répressive en général et au paiement prioritaire des prestations accomplies par des tiers.

4. Division Organique 58 - Police judiciaire (télécommunications)

En ce qui concerne le fonctionnement du réseau de télécommunication de la police judiciaire (allocation de base 58.02.12.01), la Cour des comptes a constaté une absence frappante de contrôle budgétaire et financier interne. En 1994, le passage du réseau de la police judiciaire à un autre standard technique combiné à l'application des procédures de contrôle permanent a occasionné des dépenses non budgétisées exceptionnellement élevées. L'examen de l'opportunité de la solution de remplacement qui s'imposait, à savoir la connexion au réseau actuel du département de la Justice (cf. infra) a eu lieu trop tard. Une partie (soit 15,3 millions de francs) des dépenses facturées pour 1995 a dû être liquidée, à la fin de 1996, à la charge d'une autre division organique que celle de la police judiciaire (à savoir sur l'allocation de base 56.02.12.01)⁷⁴.

Suite aux dépenses facturées pour 1996, ce transfert a également eu des conséquences en ce qui concerne les crédits budgétaires de la même année. Une redistribution d'allocations de base s'est avérée indispensable pour couvrir les frais de fonctionnement visés : 40 millions de francs ont été prélevés sur le crédit pour investissements (allocation de base 58.02.74.01, d'un montant de 141,1 millions de francs) et ajoutés au crédit pour frais de fonctionnement (allocation de base 58.02.12.01).

Les marchés relatifs à la connexion au réseau actuel du Ministère de la Justice ont été attribués à la fin 1996 (allocation de base 58.02.74.01).

5. Projets d'informatisation du département

5.1. Informatisation de l'Administration centrale (allocation de base 40.02.74.01)

Un important projet d'informatisation pour toutes les entités relevant administrativement du département, en particulier les juridictions ordinaires, consiste à réaliser un réseau de télécommunication intégré, pour lequel le marché initial (estimé à 39 millions de francs) a été attribué à la fin de 1994.

En 1996, des marchés de gré à gré (d'un montant de 21,3 millions de francs) ont été attribués pour l'extension (notamment en faveur des brigades de la police judiciaire, cfr. point 4 ci-dessus) et la sécurité du réseau.

Un autre projet important est l'informatisation du service bâtiments et matériel, responsable de l'hébergement, de l'équipement et du fonctionnement des services de l'ordre judiciaire et de la police judiciaire. Le marché d'informatisation de ce service, attribué en 1995 pour un montant de 29,3 millions de francs, n'a pu être réceptionné que partiellement, à concurrence de 11,3 millions de francs, dans le délai contractuel, c'est à dire en 1996. A la suite d'un avenant, un montant de 18 millions de francs a été engagé à la charge du budget 1996 pour couvrir les prestations restant à exécuter.

⁷⁴ Lettre du 23 janvier 1997.

5.2. Informatisation des établissements pénitentiaires (allocations de base 51.02.74.01 et 51.03.12.11)

Dans le cadre du plan pluriannuel d'informatisation du département, 70 millions de francs étaient disponibles au budget 1996⁷⁵ pour l'informatisation des établissements pénitentiaires (fonctionnement intégré de différentes applications : gestion du greffe, personnel, budget, calcul relatif à l'exécution de la peine).

Au cours de l'année 1996, un certain nombre de marchés de matériel ont été attribués pour un montant de 49,6 millions de francs (fourniture de serveurs, de PC et d'imprimantes ainsi que l'installation de réseaux de transmission locale de données).

Les crédits d'ordonnancement (11,3 millions de francs) destinés au système informatique pour le calcul de la date de fin de peine (allocation de base 51.03.12.11), inscrits à l'occasion de l'ajustement du budget 1996, n'ont, une fois de plus, pas été utilisés ; la dernière phase du projet n'a, de nouveau, pu être réceptionnée en 1996. La même situation s'était déjà présentée en 1995.

5.3. Informatisation des juridictions ordinaires (allocation de base 56.02.74.01)

L'informatisation des services des juridictions ordinaires se poursuit. Dans ce cadre, les marchés importants suivants, ont notamment été attribués en 1996 :

- informatisation des parquets généraux et des greffes correctionnels des cours d'appel (121,2 millions de francs) ;
- extension de l'informatisation des tribunaux de première instance (78,3 millions de francs).

De plus, la fourniture de matériel informatique aux magistrats eux-mêmes a finalement été entamée. En 1996, des marchés d'un montant de 120 millions de francs ont été attribués dans ce cadre (fourniture de PC avec CD ROM, fourniture de logiciels et d'imprimantes).

Une partie non négligeable (51,4 millions de francs) des crédits engagés en 1995 à l'allocation de base susmentionnée (482 millions de francs) s'avérait, au début de 1997, ne pas avoir été ordonnancée.

La surestimation des engagements provisionnels en est une cause. Une autre raison en est - comme pour les années précédentes - la liquidation difficile de marchés informatiques dans les services du Ministère de la Justice (Centre de traitement informatique et Service bâtiments et matériel)⁷⁶.

La réalisation du projet Mammouth, approuvé à la fin de 1991 (allocation de base 56.03.74.14), à savoir l'informatisation des tribunaux de police, des sections de police des parquets et des justices de paix (attribution initiale d'un montant de 930 millions de francs), a encouru un retard en 1996. Celui-ci était déjà apparu clairement lors de l'ajustement du budget 1996, lorsque les crédits d'ordonnancement de ladite allocation de base avaient été réduits de 50 millions de francs.

⁷⁵ Doc. parl. , Chambre, n° 131/15 - 95/96, p. 142.

⁷⁶ Lettres du 21 mars 1996, et du 3 février 1997.

SECTION 13 - INTERIEUR

1. Programme 13.51.9 - Population et élections : allocation de base 51.94.12.25 - Dépenses électorales

Au cours de l'année 1996, des crédits disponibles d'un montant de 23 millions de francs ont été prélevés sur l'allocation de base 51.95.12.26 et transférés à l'allocation de base 51.94.12.25. Sur cette somme, un montant de 2 millions était destiné à l'organisation d'élections en Bosnie-Herzégovine. La Cour des comptes a refusé de viser cette dépense en raison de l'absence de tout fondement juridique pour l'octroi de ce subside et de la violation du principe de spécialité budgétaire qu'elle entraînait.

(en millions de francs)				
	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	23,0	23,0	0,0	0 %

Les moyens inscrits à cette allocation de base sont destinés à supporter les frais d'organisation des élections incombant à l'Etat.

Les prochaines élections (tant législatives qu'européennes) ne devant en principe avoir lieu qu'en 1999, aucun crédit n'avait été prévu au budget 1996 initial.

Toutefois, compte tenu de l'existence de crédits disponibles à l'allocation de base 51.95.12.26 - Frais résultant du renouvellement du stock de cartes d'identité, deux redistributions ont été opérées dans le courant de l'année pour un montant total de 23 millions de francs.

De ce montant, 21 millions de francs ont été réservés à l'acquisition de papier destiné à l'organisation des élections législatives (dépenses prévues initialement au budget 1997).

Les 2 millions de francs restants ont été affectés à l'organisation d'élections en Bosnie-Herzégovine.

En vue d'effectuer cette dernière dépense, une ordonnance a été soumise au visa de la Cour des comptes en novembre 1996. Elle en a refusé le visa⁷⁷ vu l'absence de fondement juridique de ce subside et compte tenu de l'imputation budgétaire sur une allocation de base réservée aux dépenses courantes du département.

⁷⁷ Lettre du 8 janvier 1997.

2. Programme 13.54.2 - Inspection générale de l'équipement : allocation de base
54.21.74.08 - Crédit destiné à la réalisation du réseau national informatique des services de secours (RINSIS)

Dans le cadre du projet RINSIS, il résulte du rythme de réalisation des prestations antérieurement commandées que les commandes faites en 1996 risquent de ne pas connaître d'exécution dans un délai proche. En outre, divers retards dans la réalisation de ce projet ont déjà entraîné à ce jour de nombreux frais supplémentaires.

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation	Taux d'utilisation
ce	65,0	47,6	73%
co	142,0	128,2	90%

Même si les montants consommés (tant en engagement et qu'en ordonnancement) des crédits destinés à la réalisation du projet RINSIS ne suscitent aucun commentaire particulier, il faut néanmoins relever que de nombreux montants engagés en 1996 à la charge de cette allocation de base ne pourront être ordonnancés qu'après la réalisation de commandes antérieures dont l'exécution n'est toujours pas intervenue. Plus particulièrement, il s'agit de commandes passées pour l'équipement de divers centres "100". Bien que quatre phases d'exécution du projet aient à ce jour fait l'objet d'engagement, la réalisation de la première de ces phases, pour lesquelles des crédits ont été engagés en 1993 et en 1994, n'a toujours pas été mise en oeuvre alors que le délai de livraison prévu variait de 14 à 19 mois.

De plus, divers retards dans l'exécution du programme RINSIS sont à l'origine de nombreux frais supplémentaires. Ainsi, la fourniture de certains appareils a été retardée par suite de la non-conformité de ceux-ci au cahier spécial des charges; ce contretemps a lui-même nécessité des prestations complémentaires exécutées par une autre firme, chargée d'assurer le suivi du marché. D'autre part, le déménagement de divers centres "100" a empêché dans plusieurs cas la réception du matériel commandé, occasionnant ainsi des frais de stockage supplémentaires.

SECTION 14 - AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Projets d'informatisation BELEXTEL et INBUD du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Dans le courant de l'année 1996, il a été décidé de mettre définitivement un terme au projet BELEXTEL. Des négociations sont en cours entre les parties en vue d'un règlement financier définitif. A la fin de l'année 1996, les moyens nécessaires ont été engagés pour permettre l'acquisition d'un système de messagerie informatique analogue d'une autre marque.

Au sujet du contrat INBUD, dont les résultats n'avaient pas davantage été satisfaisants, aucune information n'a plus été reçue au cours de l'année 1996.

1.1. Allocation de base 40.03.74.10 - Développement de l'informatique : non-exécution du projet BELEXTEL et équipement des postes diplomatiques d'un nouveau système d'échange de données

(en millions de francs)				
	Crédit initial	Crédit ajusté	Utilisation	Taux d'utilisation
Ce	0,0	20,0	20,0	100 %
Co	66,5	41,0	0,0	0 %

Comme en 1994 et 1995, les crédits inscrits pour le développement de l'informatique, à savoir le projet BELEXTEL, sont également restés inutilisés en 1996. Les crédits initiaux ont toutefois été ajustés dans le courant de l'année⁷⁸.

L'avenant au contrat BELEXTEL signé le 27 février 1995 a complètement manqué son but, à savoir la résolution des problèmes existants et l'adaptation du système en fonction des techniques actuelles. Le 15 avril 1996, l'association momentanée qui assure la réalisation du projet a été constituée en défaut. Les deux parties ont désigné un expert, qui a procédé à une évaluation technique du projet. Actuellement, le département et l'association momentanée sont engagés dans des négociations en vue d'un règlement financier définitif.

Afin de poursuivre le développement du système de messagerie informatique entre l'administration centrale et les postes diplomatiques et entre les postes diplomatiques eux-mêmes, le département a décidé d'équiper d'un autre système les postes qui ne fonctionnent

⁷⁸ Le crédit d'engagement a été majoré de 20 millions de francs par la loi du 16 décembre 1996 contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996. Par la loi du 10 juillet 1996 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, le crédit d'ordonnancement de 66,5 millions de francs a été réduit de 25,5 millions de francs.

pas encore suivant le système BELEXTEL. A cet effet, un nouveau crédit d'engagement a été inscrit par la loi du 16 décembre 1996. Bien que ce crédit ait été intégralement engagé, aucun ordonnancement ne s'en est suivi jusqu'à présent.

1.2. Allocation de base 41.03.74.10 - Projet INBUD : informatisation de la gestion du budget, des acquisitions et de l'inventaire pour l'administration centrale et pour les postes diplomatiques

(en millions de francs)			
	Crédit accordé	Utilisation	Taux d'utilisation
Co	11,0	0,0	0 %

Le crédit d'ordonnancement de 11 millions de francs inscrit pour l'informatisation de la gestion du budget, des acquisitions et de l'inventaire de l'administration centrale et des postes diplomatiques, qui devait être réalisée par l'association momentanée BELEXTEL, n'a, comme en 1995, pas non plus été utilisé en 1996. Depuis que la Cour des comptes a fait observer, le 6 juillet 1995, qu'elle ne pouvait marquer son accord sur un paiement ne correspondant pas à des services faits et acceptés, plus aucune information n'est parvenue à propos du contrat INBUD.

2. Règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés

Dans le courant de l'année 1996, l'Etat belge a été condamné à payer 116,7 millions de francs dans le cadre du litige concernant le règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés. A défaut d'inscription des crédits nécessaires au budget général des dépenses pour les années 1996 et 1997, il n'a pu, jusqu'à présent, faire face aux conséquences financières de ces condamnations.

La décision de faire désormais supporter ces dépenses par le Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion n'a, à ce jour, produit aucun effet en l'absence d'un protocole entre l'Etat belge et le fonds concernant l'exécution, par ce dernier, de cette nouvelle mission.

A l'occasion de l'examen du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1997⁷⁹, la Cour des comptes a fait observer que, par jugements rendus les 7 mars et 24 mai 1996 dans le cadre du litige concernant le règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés, l'Etat belge a été condamné au paiement de 116.684.646 francs en principal, majorés des intérêts moratoires.

A défaut d'inscription des crédits nécessaires au budget général des dépenses pour les années 1996 et 1997, le gouvernement n'a pu, jusqu'ici, faire face aux conséquences financières de ces condamnations. La facture en est actuellement augmentée d'environ 8 millions de francs, compte tenu du taux d'intérêt légal en vigueur.

⁷⁹ Doc. Parl., Chambre, n° 734/3 - 96/97, p. 70.

Entretemps, le gouvernement a décidé que le Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion prendrait en charge les indemnités dues dans le cadre de la zaïrianisation. Cette décision a été traduite dans l'arrêté royal du 20 décembre 1996⁸⁰ pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. Ce faisant, les dépenses exposées dans le cadre de la zaïrianisation ne figurent plus au budget général des dépenses, sinon indirectement sous la forme d'une intervention de l'Etat dans les charges d'amortissement du Fonds belgo-congolais. Les dépenses potentielles sont évaluées actuellement à 178,6 millions de francs au moins et à 1.968,5 millions de francs au plus, au cas où tous les dossiers introduits seraient finalement mis à la charge de l'Etat fédéral.

Le protocole mentionné dans l'arrêté royal (article 1er, alinéa 4, de l'arrêté royal du 20 décembre 1996), à conclure entre l'Etat belge et le fonds en vue de préciser les modalités relatives à l'exécution de cette nouvelle mission du fonds, n'a, à ce jour, pas encore été finalisé.

⁸⁰ Arrêté royal du 20 décembre 1996 relatif à l'intervention du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion dans le paiement des indemnités dues par l'Etat belge en exécution des dispositions du "Protocole portant règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés ayant appartenu à des personnes physiques belges et échanges de lettres y relatifs" en application des articles 2, § 1er, et 3, § 1er, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

1. Programme 15.54.1 - Coopération bilatérale (Fonds de la coopération au développement)

Durant l'année 1996 dans le cadre de la Coopération au développement, un seul accord d'allégement de dettes a été conclu (avec la Bolivie) pour un montant total de 275 millions de francs. L'accord conclu en 1995 avec le Togo et pour lequel une somme de 94,6 millions de francs devait encore être liquidée en raison de l'insuffisance des crédits inscrits en 1995, n'a, à tort, donné lieu à aucun engagement ou ordonnancement.

Le blocage administratif, à raison de 795 millions de francs, appliqué aux crédits destinés au financement des projets des organisations non gouvernementales a dû, comme prévu par la Cour des comptes à l'occasion du contrôle budgétaire 1996, être réduit à néant par des redistributions de crédits, à concurrence de respectivement 500 millions de francs pour les crédits d'engagement et 750 millions de francs pour les crédits d'ordonnancement.

Compte tenu de la nécessité d'engager à nouveau des obligations existantes de 172 millions de francs à la charge du crédit non dissocié destiné à l'octroi d'une aide d'urgence (fixé à 1.052 millions de francs), l'aide d'urgence a encore fait l'objet, en 1996, d'engagements représentant 880 millions de francs. Cette somme est considérablement supérieure à celle enregistrée en 1994 (engagements d'un montant de 253,5 millions de francs) et en 1995 (engagements d'un montant de 320,2 millions de francs).

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	3.330,7	3.152,2	1.861,3	56 %
Aa	0,6	0,5	0,5	89 %
Ce	7.632,7	6.449,1	-	-
Co	7.915,1	-	5.781,9	73%

1.1. Allocation de base 54.13.54.30 - Allègement de la dette de pays en voie de développement (via l'Office national du Ducroire)

					(en millions de francs)
	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation	
Ce	550,0	275,0	-	50 %	
Co	667,2	-	367,2	55 %	

En exécution de la décision du Comité ministériel des relations extérieures du 18 janvier 1991, le budget de la Coopération au développement contient chaque année des crédits dissociés afin de réaliser des opérations d'amortissement de dettes de pays en voie de développement, à l'intervention de l'Office national du Ducroire.

Un seul accord d'allègement de dettes a été conclu dans le courant de 1996 (le 19 décembre), en faveur de la Bolivie, pour un montant de 275 millions de francs, ce qui a entraîné une utilisation limitée (50 %) des crédits d'engagement. Cette sous-utilisation s'explique également par la non-réalisation de deux opérations de « DEBT SWAP » prévues initialement en faveur du Bénin (150 millions de francs) et de la Côte d'Ivoire (125 millions de francs). Ces opérations consistent à convertir une dette étrangère d'un pays en voie de développement en projets de développement financés en monnaie locale. Le lent déroulement des négociations entre l'Office national du Ducroire et les pays concernés au sujet de la partie des prêts à rembourser a empêché la signature et l'imputation budgétaire des accords.

Un montant total de 367,2 millions de francs a été ordonné sur les crédits d'ordonnancement 1996, ce qui correspond à l'encours des engagements au 31 décembre 1995. L'accord d'allègement de dettes en faveur de la Bolivie, mentionné ci-dessus, a été liquidé dans le courant du mois de mars 1997 à la charge des crédits d'ordonnancement de 1997.

Enfin, il convient de signaler qu'en l'absence de crédits d'engagements suffisants en 1995, l'engagement de l'opération au profit du Togo en 1995 a été limité au montant du solde disponible à l'époque, soit 49.484.064 francs⁸¹. Le solde de l'accord (94.569.212 francs), payable avant le 15 mars 1996, n'a, à tort, été ni engagé, ni ordonné, en 1996, si bien qu'en réalité, les crédits utilisés devraient être augmentés à due concurrence⁸².

⁸¹ La Cour des comptes a adressé le 11 mars 1996 une lettre à ce propos au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement.

⁸² Le 30 janvier 1997, la Cour des comptes a adressé à ce propos une deuxième lettre au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement.

1.2. Allocations de base 54.14.54.40 - Projets et interventions en matière de coopération au développement et 54.14.54.41 - Coopération financière

(en millions de francs)

	Crédit initial	Crédit ajusté	Utilisation	Taux d'utilisation
Projets (54.14.54.40)				
Ce	2.112,9	1.892,9	1.876,7	99 %
Co	1.962,9	1.632,9	1.120,5	69 %
Coopération financière (54.14.54.41)				
Ce	1.837,2	1.690,2	1.688,3	100 %
Co	2.212,3	1.972,3	1.784,1	90 %

Bien que, pour ces deux allocations de base, aucune sous-utilisation des crédits d'engagement n'ait été constatée lors de l'exécution du budget pour 1996, ce taux d'utilisation doit être vu à la lumière d'une réduction, dans le courant de l'année budgétaire, des crédits initialement accordés.

A la suite de deux redistributions de crédits et d'une délibération budgétaire (n° 3154), l'allocation de base 54.14.54.40 a été réduite de respectivement 220 (Ce) et 330 (Co) millions de francs. L'allocation de base 54.14.54.41 a été réduite de respectivement 147 (Ce) et 240 (Co) millions de francs à la suite de redistributions de crédits et de la délibération budgétaire précitée. Les crédits libérés étaient destinés au financement de projets d'ONG (allocation de base 54.16.54.62) et à l'aide d'urgence (allocation de base 54.18.35.80).

Comme en 1995 - fût-ce dans une moindre mesure⁸³ -, ces réductions suscitent l'impression que ces allocations de base ont également été utilisées en 1996 en tant que réserve en vue de compenser des dépenses supplémentaires effectuées sur d'autres allocations de base.

Le département explique le taux d'utilisation des crédits d'ordonnancement de l'allocation de base 54.14.54.40 en invoquant les réformes réalisées au sein de l'administration, l'évolution politique dans certains pays partenaires, le retard d'initiatives ou de décisions dans des pays partenaires et la présentation tardive des pièces justificatives par les cocontractants.

⁸³ En 1995, l'allocation de base 54.14.54.40 (Ce et Co) a été réduite de 665,5 millions de francs et l'allocation de base 54.14.54.41 (Ce et Co) de 405 millions de francs.

1.3. Allocation de base 54.16.54.62 - Projets des organisations non gouvernementales agréées

(en millions de francs)			
	Crédit accordé	Utilisation	Taux d'utilisation
Ce	2.356,3	1.555,5	66 %
Co	2.504,3	1.527,8	61 %

Le 9 mai 1996, le Conseil des ministres a, dans le cadre du contrôle budgétaire pour 1996, décidé de procéder au blocage administratif, à concurrence de 795 millions de francs, des crédits de l'allocation de base 54.16.54.62.

Dans son commentaire du projet d'ajustement du budget de l'Etat pour 1996, la Cour des comptes a fait observer que le montant des crédits restants hypothéquerait fortement l'exécution des projets initialement envisagés. Cette critique se trouve confirmée dans la constatation déjà formulée sous le point 1.2, à savoir qu'à la suite de redistributions successives, les crédits d'engagement et d'ordonnancement effectivement disponibles sur cette allocation de base ont été augmentés de 500 et 750 millions de francs.

1.4. Allocation de base 54.17.35.70 - Interventions dans les contrats de formation des entreprises en faveur des pays en voie de développement

(en millions de francs)				
	Crédit initial	Crédit ajusté	Utilisation	Taux d'utilisation
Ce	225,0	81,4	42,6	52 %
Co	225,0	76,5	44,6	58 %

Bien que les crédits initiaux aient été ajustés à plusieurs reprises en cours d'année budgétaire, cette allocation de base présente encore, comme pour l'année budgétaire 1995, une sous-utilisation importante.

Le taux d'utilisation est étroitement lié aux contrats commerciaux conclus avec succès à l'étranger par des entreprises belges et à la réalisation, effective ou non, de formations conformes au schéma d'exécution initial.

Le budget 1997 ne prévoit, toutefois, plus que 25 millions de crédits d'engagement et d'ordonnancement pour ces interventions, après quoi ce système de subventions sera supprimé dans sa forme actuelle.

1.5. Allocation de base 54.18.35.80 - Aide d'urgence

(en millions de francs)				
	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	1.052,0	1.052,0	374,8	35,6 %

Les crédits non dissociés initialement fixés à 700 millions de francs ont été, en plusieurs fois, portés à 1.052 millions de francs, en vue de faire face aux besoins humanitaires urgents

dans la région des Grands Lacs ; une somme de plus de 300 millions de francs a été engagée à cette fin.

L'utilisation a également été influencée par la transformation d'un crédit dissocié en 1995 en un crédit non dissocié en 1996. En l'absence d'un crédit d'ordonnancement dissocié pour la liquidation des obligations existantes à la fin de 1995 - ce qui a été refusé par le département du Budget -, ce solde, d'un montant de 172 millions de francs, a, de nouveau, dû être engagé à la charge des crédits non dissociés de l'année budgétaire 1996. Compte tenu de cette dernière opération, on obtient cependant un montant d'engagements de 880 millions de francs, qui est considérablement supérieur, par exemple, aux montants respectifs de 1994 (engagements à concurrence de 253,5 millions de francs sur un crédit de 425 millions de francs) ou 1995 (engagements à concurrence de 320,2 millions de francs sur un crédit de 500 millions de francs).

L'ordonnancement limité a été influencé par une observation de la Cour des comptes⁸⁴ tendant à la diminution de l'intervention financière dans les frais d'opérations d'aide d'urgence mentionnées dans l'arrêté royal du 6 avril 1995. Depuis lors, seule l'avance de 50 % sur le montant de l'intervention, telle que stipulée dans l'arrêté, est ordonnancée dans une première phase ; le solde est liquidé après dépôt et vérification des justifications prévues dans l'arrêté.

2. Programme 15.54.3 - Coopération via des institutions internationales

Allocation de base 54.31.35.11 - Participation de la Belgique au Fonds européen de développement

(en millions de francs)				
	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en l'ordonnancement
Cnd	2.257,2	1.470,8	1.470,8	65 %

La sous-utilisation des crédits s'explique en grande partie par le blocage administratif de 600 millions de francs réalisé au cours du contrôle budgétaire 1996. Cette mesure concernait la participation de la Belgique au budget de réserve du Fonds européen de développement. A la suite, notamment, du retard dans l'exécution des programmes, il est devenu très difficile, ces dernières années budgétaires, de déterminer le montant exact de la contribution annuelle. Cette situation a amené l'administration à contrôler les fondements des estimations budgétaires auprès de l'administration européenne concernée.

3. Programme 15.54.5 - Fonds de survie pour le Tiers Monde

(en millions de francs)				
	Engagement		Ordonnancement	
(Fonds 15-1)	Budget	Réalisations	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	0,0	0,0	2.456,6	2.706,6
Autorisations d'engagement	750,0	750,0		
Recettes			950,00	1.016,1
Disponible	750,0	750,0	3.406,6	3.722,7
Dépenses	750,0	564,8	722,0	666,7
Solde au 31.12.1996	0,0	185,2	2.684,6	3.056,0

⁸⁴ Lettre du 26 janvier 1996 au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement.

L'utilisation partielle (75 %) de l'autorisation d'engagement est due au retard encouru dans la réalisation de trois programmes d'organisations non gouvernementales (Guinée : 71 millions de francs, Burkina Faso : 49 millions de francs et Erythrée : 25 millions de francs) et à la nécessité de poursuivre l'élaboration d'un projet au Kenya (40 millions de francs belges), en collaboration avec la F.A.O.

Les recettes supplémentaires enregistrées en 1996 s'expliquent par un rattrapage du versement des contributions de la Loterie nationale initialement prévues pour 1995.

4. Ordonnancements à la charge de crédits reportés de 1995

Il ressort du tableau ci-dessous que, compte tenu du montant de l'encours des engagements à la fin de 1995, plusieurs crédits non dissociés reportés de 1995 n'ont donné lieu que dans une mesure très limitée à des ordonnancements en 1996. On peut très probablement en déduire que les engagements effectués en 1995 ne correspondaient que dans une mesure limitée à la conclusion d'engagements réels.

(en millions de francs)				
Allocation de base	Libellé	Encours fin 1995	Ordonnancements en 1996	Taux d'utilisation
54.11.34.10	Dépenses coopérants bilatéraux	140,5	70,1	50 %
54.12.34.20	Bourses stages Belgique	56,0	30,9	55 %
54.16.34.60	Dépenses coopérants ONG	178,8	13,1	7 %
54.16.34.64	Stages groupes	65,7	35,1	53 %
54.41.34.10	Dépenses coopérants dans le cadre de la coopération universitaire	39,1	12,1	31 %
54.60.42.03	Versements à l'OSSOM pour le personnel missionnaire	114,8	43,6	38 %

5. Nouvelles initiatives

Aucune des initiatives lancées en 1996 n'a réellement démarré. Cette situation est généralement due au fait que les arrêtés ou procédures d'exécution font encore défaut.

Allocations de base (Cnd)	Libellé	Crédit autorisé	Utilisation engagement	Taux d'utilisation en engagement
54.16.35.68	Mise au travail de jeunes demandeurs d'emploi dans des projets de développement	10,0	0,0	0 %
54.16.35.69	Coopération avec ONG locales	10,0	1,0	10 %
54.44.35.52	Coopération institutionnelle universités	50,0	14,2	28 %

La non-utilisation des crédits de l'allocation de base 54.16.35.68 s'explique par l'intervention tardive, par le biais de l'arrêté ministériel du 25 février 1997, des mesures d'exécution de l'arrêté royal organique du 29 avril 1996.

A l'allocation de base 54.16.35.69, le crédit initial de 50 millions de francs, inscrit à l'occasion du contrôle budgétaire de 1996, a été ramené à 10 millions de francs à la suite d'une redistribution de crédits. Sur ce dernier montant, une somme de 1 million de francs seulement a été engagée. Cette utilisation limitée résulte de l'imprécision qui affecte les modalités d'utilisation de ces subventions. Les options politiques et la définition des responsabilités en matière d'exécution de ces interventions sont actuellement en préparation.

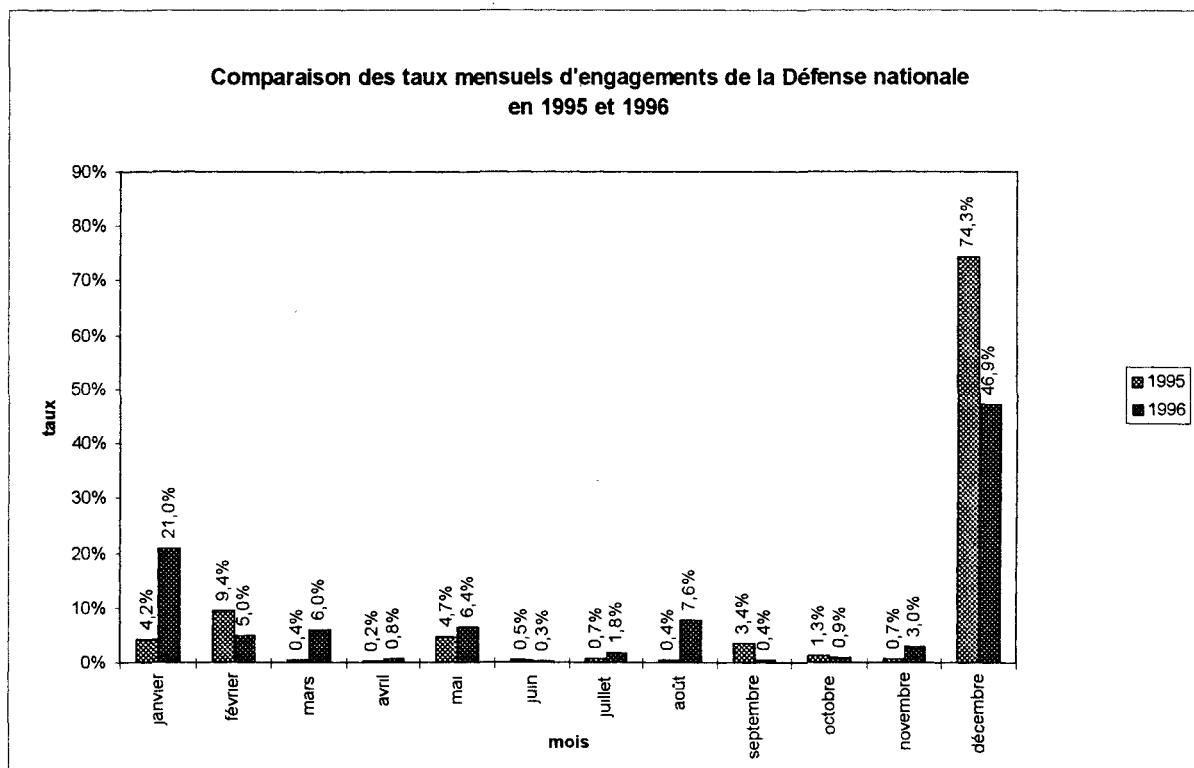
La sous-utilisation des crédits prévus à l'allocation de base 54.44.35.52 est due au fait que ce nouveau programme n'a pu démarrer qu'au cours du second semestre de 1996 (les modalités d'exécution n'ont même pas encore été complètement concrétisées) et que sa réalisation se déroule plus lentement que prévu.

SECTION 16 - DEFENSE NATIONALE

1. Utilisation des crédits dissociés d'engagement

La concentration des engagements au cours du seul mois de décembre, déjà dénoncée par la Cour des comptes, a été réduite de 74% en 1995 à 47% au cours de l'année écoulée. Malgré les résultats obtenus, cette situation s'explique par la mise en oeuvre tardive des procédures d'achat, laquelle reste conditionnée par l'adoption des tranches annuelles du Plan à moyen terme. Une telle pratique aboutit à réduire les avantages d'une planification plus cohérente des programmes d'acquisitions militaires qu'impliquait ce Plan.

Au cours de l'année 1995, 74% des crédits dissociés d'engagement de la Défense nationale avaient été utilisés au cours du seul mois de décembre. La Cour des comptes avait dénoncé cette situation, notamment par suite des conséquences qu'impliquait ce fait sur le bon fonctionnement des contrôles interne et externe. Comme le montre le tableau ci-dessous, cette concentration a été atténuée en 1996, puisque la Défense nationale a réduit ce taux d'utilisation à 47% au cours du dernier mois de l'année.



L'amélioration constatée en 1996 doit cependant être nuancée par les considérations suivantes :

1. Le taux de 21 % constaté en janvier correspond aux engagements provisionnels pris pour différents contrats d'entretien et au soutien à l'infrastructure OTAN.

2. La diminution des engagements en décembre 1996 s'explique en partie par le fait que deux importantes procédures d'achat n'ont pu aboutir dans le courant de l'année⁸⁵. Le département n'a en effet été en mesure de n'engager que 74% des crédits dissociés⁸⁶ inscrits au budget de la Défense nationale. C'est donc un montant de 2.521 millions de francs qui est ainsi tombé en annulation en fin d'année budgétaire⁸⁷.

La récurrence - même atténuée - de cette concentration d'engagements en fin d'année tient au fait que les ordonnateurs évitent d'entamer les procédures d'achat avant le début de l'année budgétaire.

A la remarque formulée par la Cour à ce sujet, le Ministre de la Défense nationale avait objecté⁸⁸ que l'autorisation d'entamer les actes préparatoires des marchés d'acquisition majeurs était conditionnée par l'approbation par le Conseil des ministres des tranches annuelles du Plan à moyen terme et qu'en l'absence de celle-ci, l'Inspection des Finances opposait son veto sur toute demande d'accord préalable pour ces mêmes procédures.

Outre l'arythmie qu'elle induit, cette pratique a pour effet de réduire de façon sensible le délai de concrétisation des contrats d'acquisition militaires et, en conséquence, de limiter l'impact du Plan à moyen terme dont l'objet était d'assurer, au-delà de la seule année budgétaire, une programmation plus cohérente des marchés militaires.

2. Utilisation des moyens extrabudgétaires

Dans le cadre de la préfiguration de l'exécution du budget 1995, la Cour avait dénoncé la préférence donnée à l'utilisation des crédits budgétaires pour engager des contrats qu'il était initialement envisagé de financer de préférence au moyen des recettes issues de l'aliénation du matériel et des domaines excédentaires. La consommation de ces crédits pour l'achat de matériel prévu dans le Plan à moyen terme conditionnel avait permis au département d'éviter leur annulation, et ainsi de reporter d'importants moyens à l'année suivante. Cette situation ne s'est plus représentée en 1996, ainsi qu'en témoignent les utilisations des autorisations d'engagement sur ces moyens débudgétisés.

En janvier 1993, le Conseil des ministres avait décidé de limiter jusqu'en 1997 le budget annuel de la Défense nationale à 98 milliards de francs courants.

Ce gel budgétaire a eu pour conséquence de limiter la marge disponible pour les crédits destinés aux dépenses d'investissement, dépenses dont le montant est établi après déduction des dépenses de personnel et de fonctionnement. Cet effet a encore été accru par l'insuccès des mesures de dégagement de personnel ainsi que par la décision prise en 1994 de réservier chaque année un crédit d'un milliard de francs aux opérations à caractère humanitaire.

⁸⁵ Dans l'hypothèse où la Défense aurait engagé la totalité de ses crédits dissociés, cette proportion passait de 47% à 60%.

⁸⁶ Les principaux contrats conclus sont :

- l'acquisition de 40 missiles air-air et de 8 missiles d'entraînement AMRAAM pour les F-16 (570 millions)
- la modernisation des sonars de frégates (442 millions)
- une tranche de construction de bâtiments à l'Ecole royale militaire (385 millions de francs)

⁸⁷ Il convient également d'ajouter la sous-consommation des autorisation d'engagements en crédits non dissociés (216,5 millions) et en crédits variables (220,4 millions)

⁸⁸ Question n°140 de M. Lode Vanoost (Chambre des Représentants SO 1996-1997. Questions et Réponses n°55, p. 7425) et question n°609 de M. Cuyt (Chambre des Représentants SE 1995-1996. Compte rendu analytique COM du 16 juillet 1996)

Pour atténuer les conséquences de ce blocage, deux mesures ont été prises :

1. d'une part, l'autorisation accordée au Ministre de la Défense nationale d'utiliser le produit de la vente du matériel et des domaines devenus excédentaires à de nouvelles dépenses d'investissement ;
2. d'autre part, l'autorisation accordée au ministre d'utiliser les recettes résultant de la participation belge aux opérations humanitaires en vue de couvrir des dépenses exposées dans le cadre de ces mêmes opérations.

Ces deux types de dépenses et de recettes font l'objet d'inscriptions sur des comptes de trésorerie et sont en conséquence débudgétisés.

Dans le cadre de la préfiguration de l'exécution du budget 1995, la Cour avait dénoncé la préférence donnée à l'utilisation des crédits budgétaires pour engager des contrats qu'il était initialement envisagé de financer de préférence au moyen des recettes issues de l'aliénation du matériel et des domaines excédentaires. La consommation de ces crédits pour l'achat de matériel prévu dans le Plan à moyen terme conditionnel⁸⁹ avait ainsi permis au département d'éviter leur annulation, et ainsi de reporter d'importants moyens à l'année suivante.

Cette situation ne s'est pas représentée cette année, ainsi qu'en témoignent les données reprises dans le tableau ci-dessous. La relative sous-utilisation de certaines des autorisations d'engagement s'explique en partie par les délais nécessaires à l'aboutissement des procédures d'achat et par l'absence des ressources suffisantes en début d'année.

Evolution de l'encours des engagements

(en millions de francs)

	Encours des engagements au 01.01.1996	Autorisations d'engagement	Utilisation d'engagement	Liquidation	Encours des engagements au 31.12.1996	Moyens disponibles non encore engagés au 31.12.1996
Vente de biens immeubles	89,6	500,0	308,9	145,5	253,0	37,4
Aliénation de matériel excédentaire	196,1	2800,0	1589,8 ⁹⁰	85,9	1700,0	784,8
Opérations humanitaires	945,3	(moyens disponibles)	431,7	331,0	1046,0	731,8
Restitution de biens en RFA	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1231,0	3.300,0	2330,4	562,4	2999,0	1554,0

L'augmentation des moyens disponibles en terme de caisse semble contredire cette évolution, mais s'explique notamment par le caractère tardif des engagements, lequel a pour conséquence de reporter les premiers paiements au-delà du 31 décembre 1996.

⁸⁹ Le Plan à moyen terme conditionnel ne devait être exécuté qu'à charge des recettes générées par l'aliénation du matériel excédentaire dans les limites fixées par le cavaliers budgétaires y afférents

⁹⁰ Essentiellement, l'achat de véhicules blindés de transport de troupes pour brigades paracommando (montant global : 1.413,2 millions de francs).

Situation de caisse

(en millions de francs)

	Solde au 01.01.1996	Recettes	Dépenses autorisées	Dépenses effectuées	Solde au 31.12.1996
Compte des intérêts F16 ⁹¹ (article 2.16.13 du BGD modifié par l'article 2.16.2 du 1er ajustement)	562,8	356,0	300,0	206,3	712,5
Miscellaneous income ⁹¹	345,9	82,1	0	0	428,0
Vente de biens immeubles (article 2.16.14 du BGD modifié par l'article 2.16.3. du 1er ajustement)	232,0	204,0	150,0	145,5	290,5
Vente de matériel excédentaire (article 2.16.20 du BGD modifié par l'article 2.16.4 du 1er ajustement)	1564,5	1006,2	1650,0	85,9	2484,8
Fonds comptables du SAS (article 2.16.3 du BGD ajusté)	800,4	-	400,0	400,0	389,2 ⁹²
Opérations humanitaires (article 2.16.21 du BGD)	1661,8	440,9	2108,7	331,0	1771,7
Insuffisance rations-vivres (article 2.16.23 du BGD)	351,1	0	56,3	56,3	276,0 ⁹²
Expositions Musée Royal de l'Armée	0	0	0	0	0
Restitutions de biens en Allemagne	0	0	0	0	0
Sommes versées à titre « conservatoire » sur un compte de trésorerie ⁹³	0	433,3	433,3	433,3	0
TOTAL	5518,5	2522,5	5098,3	1658,3	6352,7

3. Application de l'article 2.16.20 du budget 1996 relatif à l'aliénation de matériel devenu excédentaire.

Cet article permet au ministre d'aliéner le matériel devenu excédentaire par suite du plan de restructuration des forces armées adopté en janvier 1993 par le Conseil des ministres. Les principales conventions passées en exécution de cette disposition au cours de l'année 1996 sont les suivantes :

- Contrats de vente :

1. vente à la France de trois chasseurs de mines tripartites (en ce compris les fournitures et les prestations associées) pour un montant global de 2.850 millions de francs. Les paiements s'étaleront en 1996 et en 1997 ;
2. vente à l'armée brésilienne de 89 chars de combat Léopard1A1 ainsi que des pièces de rechange, des munitions et des outils nécessaires pour un montant total de 15.210.670

⁹¹ Données établies sur base d'un taux de change 1 dollar pour 33 francs belges.

⁹² L'inadéquation arithmétique du solde de fin d'année s'explique par des recettes et des dépenses effectuées dans le cadre des missions traditionnelles de ces comptables.

⁹³ Par la délibération budgétaire n° 281, le Conseil des ministres du 28 mars 1996 a requis de la Cour que, conformément à l'article 14 de sa loi organique, elle vise avec réserve une ordonnance de 433,3 millions de francs précédemment annulée au motif qu'en l'absence d'un accord définitif entre les parties, le versement de cette somme sur un compte de trésorerie n'avait pour seul objet que d'empêcher l'annulation, en fin d'année, des crédits d'ordonnancement disponibles. Un accord étant intervenu au cours du mois de juillet 1996, cette somme a été versée à l'armée américaine. Un montant complémentaire de 107,7 millions de francs a été prélevé sur les moyens budgétaires.

dollars américains. Ce contrat peut cependant être résilié si l'Etat belge ne parvenait pas à obtenir de licence autorisant l'exportation de ces armes ;

3. vente à une société commerciale de 100 camions MAN cargo WO/W pour le prix de 12,6 millions de francs ;
4. vente à une société commerciale de 212 camionnettes UNIMOG 1,5T pour 4 millions de francs.

- Convention d'échange :

Le Ministre de la Défense nationale a signé une convention d'échange avec une société commerciale par laquelle il cède divers moteurs d'avions en échange de commandes de kits de modification et de pièces de rechange pour le moteur F-100. La valeur des pièces échangées a été estimée par le département à 150 millions de francs, soit 10 % de la valeur de ces pièces au prix d'acquisition.

- Cession à titre gratuit :

La Belgique a cédé à la Bulgarie 10.000 paires de bottines usagées (valeur estimée : 2 millions de francs).

SECTION 17 - SERVICE GENERAL D'APPUI POLICIER ET GENDARMERIE

1. Division 40 - Service général d'appui policier : dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, telles qu'elles découlent de l'exécution du budget du Service général d'appui policier, ne représentent qu'une fraction des dépenses de personnel effectives de ce service. Les dépenses de personnel enregistrées ne concernent, en effet, qu'une vingtaine de membres du personnel sur plus de trois cents personnes qui sont, en réalité, occupées au Service général d'appui policier. La Chambre des Représentants se voit ainsi privée de toute possibilité de connaître les ressources mises en oeuvre en 1996 dans le cadre des activités du Service général d'appui policier.

Dans la division organique 40 - Service général d'appui policier, qui comprend les programmes 17.40.0 - Subsistance et 17.40.1 - Contrat avec le citoyen : statistique policière et concertation pentagonale, figurent deux allocations de base destinées à la couverture des frais de personnel de l'équipe adjointe au Comité directeur (allocation de base 40.01.11.04) et des points d'appui "statistique" et "concertation pentagonale" (allocation de base 40.11.11.04).

Les deux allocations de base s'élèvent ensemble à 35 millions de francs. Sur cette somme, 30,6 millions de francs ont, selon le département, été affectés au paiement des rémunérations et des indemnités d'une vingtaine de membres du personnel de l'équipe adjointe au Comité directeur et des points d'appui.

Ces chiffres ne donnent cependant pas une image fidèle des frais de personnel du Service général d'appui policier en 1996.

Le Service général d'appui policier a été créé en 1994⁹⁴ avec la mission de contribuer à une meilleure collaboration des services de police générale et à une meilleure coordination de la politique générale des ministres de la Justice et de l'Intérieur en matière de police et de gestion des services de police. Ce service n'est devenu pleinement opérationnel qu'en 1996 et a disposé, en réalité, non seulement des vingt membres du personnel susmentionnés, mais, en fait, de plus de 300 membres du personnel, répartis entre un comité de direction et quatre divisions⁹⁵.

Cette situation ne se reflète nullement dans les chiffres d'exécution du budget étant donné que la majorité de ces membres du personnel sont dotés du statut d'agents détachés des trois grands services de police (gendarmerie, police communale et police judiciaire) ou de personnel non-fonctionnaire de police, mis à disposition en exécution des dispositions de l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 1994. A ce jour, les traitements et indemnités de ces agents et fonctionnaires restent à la charge des départements d'origine. Cette imputation est contraire au principe de la transparence du budget et aux principes du budget par programmes, constitué de programmes d'activités dans lesquels doivent être groupés les moyens affectés à la réalisation d'objectifs précis et à l'exécution des activités y afférentes.

⁹⁴ Arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le Service général d'appui policier.

⁹⁵ Il s'agit des divisions prévues dans l'arrêté royal : appui opérationnel, coopération policière internationale, télématique et appui en matière de politique policière.

Par cette présentation, la Chambre des Représentants se voit privée de toute possibilité de connaître le coût des différentes activités du Service général d'appui policier.

2. Remploi des moyens provenant des prestations au profit de tiers effectuées par la gendarmerie

La Cour des comptes a fait observer au Ministre de l'Intérieur que toutes les recettes - et les dépenses corrélatives - consécutives à des prestations au profit de tiers, en exécution des articles 54bis et 70bis de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, ne sont pas affectées au fonds budgétaire de la gendarmerie.

Il en résulte que la Chambre des Représentants n'est pas pleinement informée du volume réel de ces prestations et que l'intégralité du budget alloué à la gendarmerie pour l'exécution de ses missions légales n'est pas sauvegardée.

La Cour des comptes a enfin constaté que les arrêtés d'exécution prévus par les dispositions précitées n'ont pas encore été pris et que des prestations sortant du cadre légal ont été facturées. Le ministre a été interrogé sur les initiatives envisagées afin que soient définis au niveau législatif des critères objectifs de différenciation entre les missions générales d'un service public de police et celles subordonnées au paiement d'une redevance. La Cour des comptes considère que l'arrêté royal du 23 avril 1997, pris entretemps, ne constitue pas une réponse adéquate à ce propos.

La loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses a inséré deux articles nouveaux dans la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

Le premier (54bis) autorise le Ministre de l'Intérieur, à la demande d'une commune, à faire effectuer temporairement par ce service fédéral de police, contre paiement, des prestations au profit de communes qui, pour des raisons qui ne leur sont pas imputables, disposent d'un corps de police moins important que celui prévu par la norme minimale de sécurité. Les modalités d'application de cette autorisation doivent être fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Au moment de l'adoption de cet article, trois conventions étaient conclues depuis plus d'un an.

L'examen des accords conclus indique qu'il s'agit de contrats de services aux termes desquels la gendarmerie substitue son action à celle d'un corps de police inexistant. La réalité du prix auquel la gendarmerie facture ces prestations n'a pas donné lieu à observation. Tous les coûts chiffrables, directs ou indirects, ont en effet été pris en compte.

Le second (article 70bis) autorise la gendarmerie à effectuer des prestations occasionnelles au profit de tiers, contre paiement, pour autant qu'elles aient un caractère humanitaire ou culturel ou contribuent à une aide à la nation⁹⁶. Les modalités du paiement des prestations sont déterminées par le Roi.

⁹⁶ Antérieurement, le remploi de ces prestations était autorisé par une disposition légale reproduite d'année en année dans le budget général des dépenses.

Les recettes consécutives à ces prestations (articles 54bis et 70bis) doivent, en principe, être affectées au fonds budgétaire de la gendarmerie⁹⁷ afin de résERVER le budget qui lui est alloué à l'exécution de ses missions légales. La loi du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires a prévu, en ce qui concerne la gendarmerie, un fonds pour prestations contre paiement, qui peut être utilisé pour des dépenses de personnel, de fonctionnement ou d'investissement, non autrement définies.

Tout en soulignant la qualité du suivi administratif des droits constatés et des recettes⁹⁸, la Cour a fait observer au Ministre de l'Intérieur que toutes les recettes consécutives à des prestations au profit de tiers ne sont pas affectées au fonds budgétaire de la gendarmerie⁹⁹. D'importantes recettes et dépenses figurent uniquement dans la comptabilité de la gendarmerie, tandis que d'autres sont destinées au budget des Voies et Moyens, sans affectation particulière¹⁰⁰. Il en résulte que la Chambre des Représentants n'est pas pleinement informée du volume réel de ces prestations et que l'intégralité du budget alloué à la gendarmerie pour l'exécution de ses missions légales n'est pas sauvegardée. La Cour estime conforme aux principes de la comptabilité publique et aux objectifs du législateur que soient affectées au fonds budgétaire toutes les recettes afférentes aux prestations contre paiement effectuées sous le couvert des articles 54bis et 70bis de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

En outre, la Cour des comptes déplore que les arrêtés d'exécution prévus par ces articles n'étaient pas encore pris au 31 mars 1997 alors que ceux-ci sont d'application depuis le 2 janvier 1996.

Par ailleurs, la Cour a constaté que des prestations sortant du cadre fixé par les dispositions légales précitées font l'objet de facturations (ouverture d'un point de contrôle supplémentaire à l'aéroport national et escorte des transports de fonds interurbains).

En principe, tant la police des frontières que la protection des personnes et des biens relèvent des missions légales des services de police générale.

La Cour a dès lors interrogé le Ministre de l'Intérieur sur le caractère légal de ces missions et de ces facturations, ainsi que sur les initiatives envisagées afin que soient définis au niveau législatif des critères objectifs de différenciation entre les missions générales d'un service public de police et celles subordonnées au paiement d'une redevance.

Par arrêté du 23 avril 1997¹⁰¹ pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, le Roi a modifié la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie (avec effet rétroactif au 1er janvier 1997) et autorisé le Ministre de l'Intérieur à subordonner l'exécution de certaines missions de police administrative au paiement d'une redevance.

⁹⁷ En exécution de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, une loi organique peut créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses, dont elle définit l'objet, certaines recettes imputées au budget des voies et moyens.

⁹⁸ Un comptable des recettes devrait être désigné à dater du 1er janvier 1998.

⁹⁹ Lettre du 9 avril 1997.

¹⁰⁰ Les recettes et dépenses estimées de l'année étaient de 27,8 millions de francs dans le budget 1996 ajusté, alors que les recettes réelles au 31 octobre 1996 étaient de plus de 104 millions de francs.

¹⁰¹ Moniteur belge du 30 avril 1997.

En raison du caractère très général de ces nouvelles dispositions, la Cour des comptes considère qu'elles ne constituent pas une réponse adéquate concernant les critères objectifs souhaités.

Elle se réfère à ce propos aux commentaires qu'elle a formulés le 12 mai 1997 au sujet du projet d'ajustement du budget de l'Etat pour l'année budgétaire 1997.

SECTION 18 - FINANCES

1. Programme 18.50.9 - Restructuration départementale des administrations fiscales

Les ajustements de crédits destinés à la restructuration départementale des administrations fiscales et leur utilisation font apparaître que la réalisation de cette réorganisation s'est fortement ralentie. En deux ans, sur un crédit total initialement voté de 895,3 millions de francs, 197,4 millions de francs seulement ont été ordonnancés.

					(en millions de francs)
	Crédit initial	Crédit ajusté	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
A.B. 50.93.12.01	47,8	0,0	0,0	0,0	-
A.B. 50.93.12.07	170,0	50,0	0,0	0,0	0 %
A.B. 50.93.12.28	250,0	100,0	49,3	9,1	9 %
A.B. 50.93.74.01	245,0	95,0	93,8	93,4	98 %
A.B. 50.93.74.05	82,5	0,3	0,0	0,0	0 %
Total	795,3	245,3	143,1	102,5	42 %

La note de politique générale du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1996¹⁰² annonçait la poursuite de la restructuration des administrations fiscales. Deux des étapes les plus importantes de celle-ci devaient être réalisées en 1996, à savoir la création des centres communs de contrôle et le démarrage de la nouvelle procédure contentieuse.

L'analyse du crédit inscrit au programme créé pour isoler l'ensemble des coûts de cette restructuration¹⁰³ révèle un retard dans la réalisation des objectifs fixés.

Le regroupement physique des services des administrations des Contributions directes et de la T.V.A. en centres communs de contrôle d'une part, et en une administration unique du recouvrement d'autre part, pourtant prévu pour le 1^{er} juillet 1996¹⁰⁴, n'a pas eu lieu : aucun engagement, et donc aucun ordonnancement, n'affecté les crédits prévus pour les frais de déménagement et d'installation (allocation de base 50.93.12.07 : 50 millions de francs) et pour l'achat de mobilier (allocation de base 50.93.74.05 : 0,3 million de francs).

¹⁰² Doc. Parl., Chambre, n°131/13 - 95/96, p. 2.

¹⁰³ A l'occasion de sa préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995 (Doc. Parl., Chambre, n°596/1 - 95/96, p. 263), la Cour avait indiqué que ce nouveau programme ne faisait toutefois pas apparaître la totalité des coûts liés à la restructuration, certaines dépenses non récurrentes y ayant échappé.

¹⁰⁴ Cf. Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, Doc. Parl., Chambre, n°131/15 - 95-96, p. 515.

L'intégration des réseaux informatiques de l'Administration des Contributions directes (Belconet) et de celle de la T.V.A. (Bethernet), dont la première phase consiste en la pose d'un câblage universel dans les bâtiments, est, quant à elle, en cours de réalisation : 49,3 millions de francs ont été engagés en 1996 – dont 9,1 millions de francs seulement ordonnancés – sur les 100 millions de francs inscrits à cette fin à l'allocation de base 50.93.12.28. L'ordonnancement de ces dépenses aura lieu principalement en 1997 (report de crédit de 40,2 millions de francs pour 1997).

Par ailleurs, des ordonnancements à concurrence de 94,9 millions de francs ont été pris en 1996, à charge du crédit destiné aux mêmes fins en 1995, s'élevant à 100 millions de francs et entièrement reporté. En 1997, par contre, aucun crédit n'est prévu.

L'intégration des réseaux informatiques exige également l'achat de matériel informatique. Le crédit prévu à cet effet (allocation de base 50.93.74.01 : 95 millions de francs) a connu un taux d'ordonnancement de 98 %.

Cette intégration, comme le soulignait la note de politique générale pour 1995, « est de toute façon indispensable, même sans la fusion des services, tant les données relatives à un impôt présentent un intérêt lors du contrôle de l'autre impôt et réciproquement »¹⁰⁵ et ne peut, dès lors, être considérée comme un indice probant de l'exécution de la fusion des administrations fiscales.

En deux ans, sur un crédit total initialement voté pour ce programme de 895,3 millions de francs, 197,4 millions de francs seulement ont été ordonnancés.

2. Programme 18.61.2 - Promotion de l'exportation

Il résulte des ajustements successifs du crédit destiné à combler les insuffisances des moyens permettant à l'Office national du Ducroire d'accorder des garanties pour le compte de l'Etat que le maintien du crédit à une hauteur de 800 millions de francs lors du premier feuilleton d'ajustement était d'une prudence excessive. Cela n'a, en effet, pas empêché une deuxième réduction du crédit pour le fixer à 200 millions de francs. Ce montant est finalement resté inutilisé.

					(en millions de francs)
	Crédit initial	Crédit ajusté (1 ^{er} ajustement)	Crédit ajusté (4 ^e ajustement)	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement
A.B. 61.28.51.02	873,0	800,0	200,0	0,0	0,0

Le crédit attaché à ce programme est, à concurrence de 200 millions de francs (allocation de base 61.28.51.02), destiné à suppléer à l'insuffisance du fonds de réserve spécial de l'Etat, constitué auprès de l'Office national du Ducroire et afin de permettre à ce dernier d'honorer les obligations découlant de l'octroi de garanties qu'il a accordées pour le compte de l'Etat.

Au budget initial de 1996, le crédit octroyé s'élevait à 873 millions de francs.

¹⁰⁵ Doc. Parl., Chambre, n°1540/21 - 93/94, p.4.

Lors du premier ajustement qui prévoyait une diminution de 73 millions de francs, la Cour des comptes¹⁰⁶ avait fait observer que le maintien d'un crédit de 800 millions de francs lui paraissait, d'après les informations et les estimations de l'Office national du Ducroire, d'une prudence excessive.

Si, dans sa réponse¹⁰⁷, le ministre reconnaissait la sous-utilisation de ce crédit au cours des années récentes, il insistait également sur le caractère aléatoire de sa consommation étant donné qu'elle est fonction de recettes imprévisibles (primes encaissées) et de dépenses incertaines (indemnités à payer). Enfin, étant donné la possible liquidation d'une indemnité d'environ 300 millions de francs à charge de l'Etat pour un contrat en Turquie, il affirmait qu'une réduction trop importante du crédit ne laisserait subsister aucune marge de sécurité.

A l'occasion du quatrième ajustement du budget général des dépenses¹⁰⁸, le crédit de 800 millions de francs a été réduit à 200 millions de francs. Ce montant est finalement resté inutilisé, tant en engagement qu'en ordonnancement.

Pour l'année 1997, un crédit initial de 200 millions de francs a été inscrit au budget général des dépenses.

¹⁰⁶ Doc. Parl., Chambre, n°594/3 - 95/96, pp. 33 et 34.

¹⁰⁷ Ibid., p.62.

¹⁰⁸ Doc. Parl. Chambre, n°764/1 - 96/97, pp. 10, 48 et 49.

SECTION 19 - FONCTION PUBLIQUE

Programme 19.40.0 : programme de subsistance

Le budget général des dépenses 1996 avait initialement prévu un crédit de 1,1 million de francs pour couvrir les indemnités dues par l'Etat à des tiers du fait d'actes fautifs imputables aux services regroupés au sein de la Fonction publique (allocation de base 40.03.34.01). Ce crédit a été porté à 90 millions de francs lors du contrôle budgétaire afin de tenir compte d'une décision judiciaire.

Cette dernière concerne un litige survenu lors de la passation, en 1980, d'un marché de fournitures que le Conseil d'Etat a par la suite annulé¹⁰⁹. Le soumissionnaire évincé avait alors introduit une action en réparation du dommage subi, sur base de l'article 1382 du Code civil. Le jugement rendu par le Tribunal de première instance, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 28 septembre 1995, reconnut la responsabilité de l'Etat.

Si le principe de l'indemnisation était ainsi établi, il n'en alla pas de même du montant de celle-ci, l'expert désigné par le tribunal ayant établi deux estimations, une de 81 millions de francs¹¹⁰ correspondant au montant proposé par le département, l'autre de 171 millions de francs¹¹¹ correspondant pour sa part à la demande de la firme évincée. Le jugement définitif n'est pas attendu avant la fin de l'année 1997.

Bien qu'engagé en décembre 1996, le crédit mentionné de 90 millions n'a toujours fait l'objet d'aucun ordonnancement même sur base du montant estimé de l'incontestablement dû. Le retard apporté dans ce paiement entraîne la débition d'intérêts moratoires estimés, sur une base trimestrielle, à 600.000 francs.

¹⁰⁹ Arrêt n°28315 du 30 juin 1987.

¹¹⁰ Dont 46,4 millions au titre d'intérêts moratoires (montant arrêté au 31 décembre 1996).

¹¹¹ Dont 97,6 millions au titre d'intérêts moratoires (montant arrêté au 31 décembre 1996).

SECTION 23 - EMPLOI ET TRAVAIL

1. Programme 23.56.1 - Promotion sociale des travailleurs

Au cours des dernières années, le Fonds congé-éducation payé a présenté un solde budgétaire (artificiellement) positif découlant de l'interruption toujours plus précoce des paiements dans l'année. Cette manière de procéder a eu pour effet de porter l'encours des dettes à 4,5 milliards de francs à la fin de 1996, un caractère structurel étant ainsi conféré à l'insuffisance réelle en moyens budgétaires et financiers.

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	1.524,0	1.524,0	1.524,0	100 %

Fonds organique 23-2 : Congé-éducation payé

(en millions de francs)

Fonds 23-2	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	211,8	211,8	211,9	211,9
Recettes	1.065,0	1.048,6	1.065,0	1.048,6
Réduction années antérieures	-	0,1	-	0,1
Disponible	1.276,8	1.260,5	1.276,9	1.260,6
Dépenses	1.265,8	1.260,3	1.265,0	1.260,3
Solde au 31.12.1996	11,0	0,2	11,9	0,3

Le congé-éducation payé a été instauré par la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales¹¹². Il concerne le droit des travailleurs du secteur privé de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pendant un nombre d'heures correspondant au nombre d'heures que comportent les cours suivis. Les formations pour lesquelles le congé-éducation payé peut être octroyé sont énumérées par la loi et peuvent être réparties entre formations professionnelles et formations générales.

Les charges financières des formations générales, constituées par les charges salariales et les cotisations sociales, sont entièrement supportées par l'Etat. Il s'agit d'une modification

¹¹² Et plus particulièrement le chapitre IV, section 6 : "octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs" (articles 108 à 144).

par rapport au système des crédits d'heures pour lequel les charges de ce type de formations étaient réparties à part égale entre l'Etat et les employeurs.

Le coût de la formation professionnelle est supporté pour moitié par l'Etat. L'autre moitié est puisée dans une cotisation spéciale due par les employeurs qui occupent les travailleurs remplissant les conditions requises pour prétendre au congé-éducation (indépendamment du fait que ceux-ci en fassent usage ou non). Cette cotisation s'élève à 0,04% des salaires servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale.

Sachant que les dépenses de formations générales représentent 10% des dépenses totales du congé-éducation payé, l'Etat aurait dû contribuer à concurrence de 55% au financement global du régime. En réalité, la contribution de l'Etat n'a atteint ce taux que très exceptionnellement. Un contrôle effectué par la Cour des comptes¹¹³ a démontré que, chaque année, un solde budgétaire (artificiellement) positif était créé du fait de l'interruption des paiements toujours plus tôt dans l'année. Cette manière de procéder a eu pour conséquence de porter le volume de l'encours de dette à plus de 6,5 milliards de francs au 31 décembre 1994. L'Etat a toutefois limité sa contribution annuelle à 1,024 milliard de francs, majorés d'un montant complémentaire destiné à l'apurement des dettes accumulées dans le passé¹¹⁴. Pour les années budgétaires 1995 et 1996, ce montant a été fixé à 500 millions de francs. Les contributions des employeurs ont été simultanément majorées. En outre, depuis 1993, diverses dispositions réglementaires ont été prises afin de limiter les dépenses du système¹¹⁵.

A la suite de ces mesures, le volume de l'encours de dettes a été réduit à 5,7 milliards de francs fin 1995 et à 4,5 milliards de francs fin 1996. Ce dernier montant comprend les dettes impayées par suite tant d'un manque de crédits (2,4 milliards de francs) que pour des raisons administratives : dossiers incomplets, manque de personnel (2,1 milliards de francs).

Pour l'année budgétaire 1997, la contribution totale de l'Etat est maintenue à 1,024 milliard de francs, augmenté du montant de 500 millions de francs déjà cité. Pour sa part, la contribution des employeurs, estimée à 850 millions de francs (soit le produit de la cotisation de 0,04 % sur les salaires), a été majorée d'un montant de 500 millions de francs, en contrepartie de l'effort analogue supplémentaire consenti par l'Etat. Le financement de cette contribution additionnelle des employeurs sera prélevé sur le produit de la cotisation patronale pour la promotion d'initiatives en matière d'accueil d'enfants de la période 1995-1996¹¹⁶.

Il importe cependant de noter qu'en dépit des efforts fournis et restant à consentir, l'encours des dettes ne se résorbera pas complètement. En effet, les projections indiquent que, pour les prochaines années budgétaires, le déficit en moyens financiers atteindra un montant supérieur au milliard de francs.

¹¹³ Examen relatif au programme d'activités 23.56.1 du Ministère de l'Emploi et du Travail -promotion sociale des travailleurs (congé-éducation payé), transmis aux Chambres législatives et au ministre le 9 novembre 1994.

¹¹⁴ Arrêté royal du 28 mars 1995 modifiant les articles 110, 111, 113, 120, 121 et 137 bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, confirmé par l'article 43 de la loi du 22 décembre 1995 visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi.

¹¹⁵ Arrêté royal du 28 mars 1995 modifiant les articles 8, 14, 16 et 19 de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 pris en exécution de la section 6 - octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et arrêté royal du 28 mars 1995 modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 portant modification de la liste des formations qui entrent en ligne de compte pour le congé-éducation payé.

¹¹⁶ Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7,§2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (article 14).

2. Programme 23.56.4 - Remise au travail

Outre le retard accumulé dans le cycle de financement du plan d'accompagnement des chômeurs, on constate l'existence de soldes importants au Fonds pour l'emploi. Les soldes effectifs s'élèvent en effet au 31 décembre 1996 à 2.994 millions de francs en crédits d'engagement et à 3.432,1 millions de francs en crédits d'ordonnancement. Ils dépassent donc les estimations budgétaires respectivement de 2.335,3 millions de francs et de 2.755,5 millions de francs. Cette situation résulte, d'une part, des difficultés rencontrées par les entités fédérées pour affecter les moyens financiers octroyés en vertu d'accords de coopération relatifs au plan d'accompagnement des chômeurs et d'autre part, de l'annulation d'engagements par suite de la suppression ou de la réduction de certains projets en faveur des groupes à risque.

(en millions de francs)				
	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	3.625,7	2.826,8	2.826,8	78%

Fonds organique 23-3 : Fonds pour l'emploi

(en millions de francs)				
Fonds 23-3	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	1.935,7	1.935,7	2.543,6	2.543,6
Recettes	1.000,0	1.606,9	1.000,0	1.606,9
Réductions années antérieures	-	1,6	-	-
Disponible	2.935,7	3.544,2	3.543,6	4.150,5
Dépenses	2.277,0	550,2	2.867,0	718,4
Solde au 31.12.1996	658,7	2.994,0	676,6	3.432,1

Les recettes réalisées par ce fonds pour l'année budgétaire 1996 sont constituées par les retenues suivantes :

- une cotisation de 308 millions de francs (0,15% de la rémunération brute des travailleurs)¹¹⁷ à la charge des employeurs qui ne consacrent pas un effort équivalent en faveur de l'insertion de groupes à risques au sein de leur entreprise. Le taux, initialement fixé à 0,20% pour 1996, a toutefois été réduit à 0,15%¹¹⁸;
- une contribution à la charge de l'employeur à hauteur de 1.298,9 millions de francs (0,05% de la rémunération brute des travailleurs)¹¹⁹.

Les dépenses de ce fonds sont imputées aux allocations de base suivantes :

¹¹⁷ Loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (article 15).

¹¹⁸ Loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi (article 30).

¹¹⁹ Loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (article 19).

* 56.40.33.15 - *Initiatives en faveur des groupes à risque :*

Par suite de la reprise totale en 1995 des initiatives pour l'accueil des enfants par le Fonds des équipements collectifs créé auprès de l'Office national des allocations familiales¹²⁰ d'une part, et de la réorientation des moyens disponibles du Fonds pour l'emploi en faveur du plan d'accompagnement des chômeurs, d'autre part, aucun crédit d'engagement n'avait plus été inscrit au budget initial de 1996 et seul un montant de 842,2 millions de francs en crédits d'ordonnancement y a été prévu. Lors de l'ajustement de ce budget, des crédits d'engagement ont été introduits à concurrence de 17 millions de francs, les crédits d'ordonnancement étant de leur côté réduits de 235,2 millions de francs. Finalement, au cours de l'année budgétaire 1996, les crédits utilisés en engagement et en ordonnancement n'ont respectivement atteint que 12,9 millions de francs et 166,7 millions de francs. En outre des engagements pris en 1995 (425 millions de francs) et en 1996 (1,6 million de francs) ont été annulés.

* 56.41.42.01 - *Dépenses à l'Office national de l'Emploi relatives au plan d'accompagnement :*

L'accord de coopération du 13 février 1996 conclu entre l'Etat, les Communautés et les Régions, relatif au plan d'accompagnement des chômeurs, a prévu l'octroi d'un montant maximum de 160 millions de francs à l'Office national de l'Emploi et aux organismes régionaux chargés du suivi du plan d'accompagnement des chômeurs.

Les retards constatés dans le remboursement des frais de suivi spécifique s'expliquent par les nombreuses difficultés rencontrées par l'ONEm pour justifier ceux-ci. A la fin de février 1997, seuls les frais relatifs à l'année budgétaire 1993 et aux deux premiers trimestres de 1994 avaient été remboursés. Aucun remboursement de frais liés à des activités du plan d'accompagnement pour les années budgétaires 1995 et 1996 n'avait encore été constaté à ce moment.

* 56.41.45.02 - *Dépenses aux Régions et Communautés relatives au plan d'accompagnement :*

Les paiements relatifs au plan d'accompagnement doivent, en principe, être effectués au moyen d'avances et d'un décompte établi sur la base de pièces justificatives. La Cour des comptes a attiré l'attention à diverses reprises sur le retard constaté dans ce cycle de paiement¹²¹.

Pour l'année budgétaire 1996, le budget initial prévoyait 1.350 millions de francs en crédits d'engagement et 1.800 millions de francs en crédits d'ordonnancement. Les crédits ont été portés à 2.100 millions de francs lors de l'ajustement. Au cours de l'année budgétaire 1996, ils n'ont fait l'objet d'engagements et d'ordonnancements qu'à raison respectivement de 537,2 millions et de 551,6 millions de francs.

L'examen du financement du plan d'accompagnement a fait apparaître que de nombreux paiements doivent encore être effectués pour des activités concernant l'année budgétaire 1995 et qu'aucune avance n'a été faite pour les activités concernant l'année budgétaire 1996.

¹²⁰ Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995. Doc. parl., Chambre, n°596/1 - 95/96, p. 268

¹²¹ 151e Cahier d'observations, pp. 170 et suivantes ; Commentaires et observations sur les projets de budgets de l'Etat pour l'année budgétaire 1995. Doc. parl., Chambre, n°1545/3 - 93/94, pp. 91-92 ; Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1995. Doc. parl., Chambre, n°596/1 - 95/96, p. 268.

SECTION 26 - AFFAIRES SOCIALES, SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

1. Programme 26.53.1 - Hospitalisations

La sous-évaluation répétée des crédits destinés au payement de l'intervention de l'Etat dans le prix de la journée d'hospitalisation avait entraîné un arriéré de 9 milliards de francs au 31 décembre 1995. Cet arriéré s'est encore accru au cours de l'année écoulée jusqu'à représenter 12,1 milliards de francs à la fin de 1996. Cette hausse importante trouve son origine, d'une part, dans la sous-estimation des crédits budgétaires et, d'autre part, dans la forte augmentation de l'ensemble des dépenses du secteur des soins de santé au cours de l'année 1996. Le retard de payement, devenu structurel, a pour effet de transférer auprès des institutions de soins la charge en intérêts d'une dette qui incombe normalement à l'Etat.

(en millions de francs)				
	Crédits accordés	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	39.951,1	39.894,1	39.678,5	99 %
aa	1,6	1,5	1,3	81 %
Ce	14,9	8,1		
Co	8,1		7,9	98 %

Parmi les crédits non-dissociés inscrits au programme hospitalisations, un montant de 38,2 milliards de francs était destiné au payement de l'intervention de l'Etat dans le prix des journées d'hospitalisation.

Cette participation financière de l'Etat, reprise sous l'allocation de base 53.12.34.36, consiste en :

- a) un remboursement équivalent à 25% du coût supporté lors de chaque admission d'un patient donnant droit à une intervention dans le cadre de l'assurance obligatoire en matière de soins de santé ou dans le cadre des législations spécifiques sur les centres publics d'aide sociale ou sur l'Institut national des Invalides de guerre¹²² ;
- b) une intervention destinée aux établissements de soins universitaires pour lesquels le coût de la journée d'hospitalisation est entièrement mis à charge du budget fédéral¹²³.

En vue d'obtenir le remboursement du prix de la journée d'hospitalisation dans le cadre de l'assurance obligatoire en soins de santé, les hôpitaux doivent introduire leurs factures auprès des organismes assureurs qui, après contrôle, liquident le montant total de l'assurance soins de santé. A leur tour, les organismes assureurs demandent le remboursement de l'intervention de l'Etat au moyen de relevés trimestriels¹²⁴.

¹²² Article 100 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

¹²³ Article 102 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

¹²⁴ Au cours de l'année budgétaire t, l'Etat liquide ses interventions sur la base des factures introduites pendant le troisième et le quatrième trimestre de l'année t-1 et pendant le premier et le deuxième trimestre de l'année t.

Dans ses commentaires sur le projet de budget général des dépenses pour l'année 1997¹²⁵, la Cour des comptes avait attiré l'attention sur l'existence d'un arriéré de paiement dû par l'Etat, évalué à la fin de l'année 1995 à 9 milliards de francs. Les causes de cet arriéré de paiement étaient :

- ◆ d'une part, la sous-estimation des crédits au cours des années 1992 et 1993;
- ◆ d'autre part, le fait que, de 1993 à 1995, les subventions complémentaires aux hôpitaux universitaires, prévues par l'article 102 de la loi sur les hôpitaux, n'avaient pas été suffisamment prises en considération dans l'évaluation des crédits.

Néanmoins, le crédit prévu en 1997 (soit 37,8 milliards de francs) s'est avéré inférieur à celui inscrit dans le budget précédent (38,2 milliards de francs).

L'arriéré constaté au 31 décembre 1995 s'est sensiblement aggravé au cours de l'année écoulée par suite de l'augmentation du prix de la journée d'hospitalisation qui avait servi de base de calcul à l'intervention de l'Etat dans cette matière lors de l'établissement du budget de l'année 1996. Cette augmentation doit être mise en rapport avec celle constatée dans tous les secteurs des prestations de soins.

Selon les renseignements fournis par l'INAMI, le montant global du prix de la journée d'hospitalisation au cours de l'année 1996 a été supérieur de 8% aux données prises en compte lors de l'établissement du budget des soins de santé¹²⁶.

Compte tenu de cet accroissement des coûts non envisagé à l'origine, l'insuffisance des crédits inscrits à charge de l'allocation de base 53.12.34.36, pour couvrir l'arriéré, peut être évaluée à 12,1 milliards de francs à la fin de l'année 1996. Sans nier l'exactitude des propos tenus par le Ministre du Budget quant à l'absence d'influence de cet arriéré sur le besoin net de financement des pouvoirs publics¹²⁷, il faut cependant signaler que le retard apporté dans le paiement de cette créance a pour effet d'améliorer artificiellement la situation de la dette publique fédérale¹²⁸ et de grever la situation de caisse des institutions de soins en transférant auprès de celles-ci la charge des intérêts qui aurait normalement dû être supportée par l'Etat.

Bien que le subside de l'Etat soit payé directement aux organismes assureurs et qu'en conséquence il n'existe pas à proprement parler de dettes de l'Etat envers les institutions de soins, l'accroissement de l'arriéré de paiement dû par les pouvoirs publics a des effets néfastes sur la trésorerie des hôpitaux, puisqu'il aggrave de façon structurelle le solde des factures impayées par les organismes assureurs. En effet, alors qu'au 31 décembre 1995, ce solde était évalué à approximativement 42,9 milliards de francs, il s'est fortement accru pour atteindre au 31 décembre 1996 le montant global de 69,6 milliards de francs (dont 61,5 milliards au profit des institutions de soins). L'augmentation de ce solde a pour origines :

¹²⁵ Doc. Parl., Chambre, n°734/3-96/97, p.84

¹²⁶ Les dépenses réelles sont évaluées à 109,4 milliards de francs alors que l'objectif budgétaire était de 101,2 milliards de francs.

¹²⁷ « En termes de calcul du besoin net de financement et de l'effort budgétaire à réaliser, la prise en compte de ces arriérés n'a aucune incidence en 1997 puisque les dépenses sont comptabilisées à ce niveau dans les comptes nationaux sur la base des droits constatés et non pas des paiements effectifs » (Question n°23 de M. ANCIAUX du 14 février 1997 publiée dans le Bulletin des Questions et Réponses, Sénat, du 25 février 1997, p. 1918).

¹²⁸ En effet, si l'Etat avait effectivement liquidé les sommes dues, les paiements auraient aggravé à due concurrence le solde net à financer et, partant, auraient nécessité le recours à l'emprunt pour un montant équivalent.

- ♦ la forte augmentation des dépenses en matière de prestations de soins. Selon les plus récentes évaluations, celles-ci se situeraient à un niveau supérieur d'environ 25 milliards de francs aux objectifs budgétaires globaux. Ces dépenses additionnelles ne pourront pas être financées grâce aux seuls moyens perçus par les organismes assureurs¹²⁹ ;
- ♦ l'insuffisance des crédits budgétaires prévus en matière d'intervention dans le prix de la journée d'hospitalisation au budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (environ 3,1 milliards de francs) dont il a été fait mention ci-dessus.

¹²⁹ Il a cependant été prévu que des emprunts pour un montant global de 20 milliards de francs seraient contractés à charge de l'INAMI et de l'ONSS afin de permettre le financement partiel de ces dépenses supplémentaires.

SECTION 31 - CLASSES MOYENNES ET AGRICULTURE

1. Programme 31.52.2 - Actions du Fonds agricole

L'accroissement du solde dudit fonds au 31 décembre 1996 découle principalement de la non-réalisation des dépenses estimées en matière d'aides aux revenus dans le secteur de l'agriculture et d'avis en matière de gestion d'entreprise.

Fonds organique 31-3 : Fonds agricole

(en millions de francs)

Fonds 31-3	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	162,9	162,9	162,9	162,9
Recettes	687,1	669,8	687,1	669,8
Disponible	850,0	832,7	850,0	832,7
Dépenses	752,7	514,6	684,7	514,6
Solde au 31.12.1996	97,3	318,1	165,3	318,1

Pour compenser la perte de revenus découlant des fluctuations monétaires dans les secteurs bovin et légumes sous verre, le Conseil des ministres a décidé, le 10 novembre 1995, d'apporter une aide nationale aux revenus agricoles dans le cadre d'un règlement du Conseil de l'Union européenne¹³⁰ pour un montant total de 800 millions de francs, réparti sur trois ans. Au budget de l'année 1996 un crédit de 240 millions de francs a été inscrit pour le secteur de la viande bovine et un crédit de 160 millions de francs pour le secteur des légumes sous verre. Pour cette année, les réalisations ne se sont élevées qu'à 242 millions de francs, tant en engagement qu'en ordonnancement. Le programme prévu n'avait en effet pas été approuvé par la Commission européenne.

Le département de l'Agriculture a décidé de réservé l'aide de 480 millions de francs, répartie sur trois ans, en faveur du secteur de la viande bovine, à l'octroi d'une aide nationale supplémentaire dans le cadre de la réévaluation du cours vert¹³¹. Ce programme a été accepté, le 10 juillet 1996, par la Commission européenne et intégré dans la législation belge par le biais d'un arrêté royal¹³². L'aide prévue pour 1996 a ensuite été effectivement liquidée.

Pour le secteur « légumes sous verre », un nouveau programme a été introduit, pour 1996, auprès de la Commission européenne en vue de l'octroi d'une aide directe à hauteur de 160 millions de francs¹³³. La Commission n'a toutefois approuvé ce programme que le 12 novembre 1996 et il a été inséré dans la législation belge par le biais d'un arrêté

¹³⁰ Règlement (CE) Nr. 2611/95 du Conseil du 25 octobre 1995 prévoyant la possibilité d'accorder une aide nationale de compensation des pertes de revenus agricoles causés par des mouvements monétaires dans d'autres Etats membres.

¹³¹ Règlement (CE) Nr. 1527/95 du Conseil du 29 juin 1995 déterminant les compensations relatives à des baisses des taux de conversion agricole pour certaines monnaies.

¹³² Arrêté royal du 30 octobre 1996 modifiant l'arrêté royal du 4 août 1996 déterminant les compensations relatives à des baisses de certains taux de conversion agricoles.

¹³³ En application de l'article 92 du Traité C.E.E.

ministériel¹³⁴. Les dépenses envisagées n'ont, dès lors, plus pu être réalisées au cours de cette année. Pour les années suivantes, l'octroi d'aides à ce secteur s'effectuera de manière indirecte, par le subventionnement d'associations horticoles agréées. L'enveloppe globale de 320 millions de francs est toutefois maintenue.

Sur les 130 millions de francs prévus pour mesures d'accompagnement relatives à l'introduction d'une comptabilité ainsi qu'au démarrage de groupements, services et autres actions destinées à plusieurs exploitations, seul un montant de 75,5 millions de francs a été versé. En effet, en matière de subventions pour les conseils de gestion, il existe un arriéré d'un an (5400 avis), occasionné par l'entrée en vigueur tardive des arrêtés d'exécution requis. L'arrêté initial¹³⁵ n'était applicable qu'aux années budgétaires 1989 à 1993. Or, le nouvel arrêté¹³⁶, applicable à partir de l'année budgétaire 1994, n'a été pris que le 5 septembre 1996.

2. Programme 31.52.3 - Politique structurelle et pêche maritime

Les crédits ouverts n'ont pas permis de liquider qu'une partie des subventions-intérêts accordées dans le cadre des aides aux investissements et à l'installation en agriculture. En outre, au cours de l'année budgétaire 1996, le Ministère de l'Agriculture a été confronté à une forte hausse du recours à la garantie du Fonds d'investissement agricole (FIA). Les crédits prévus n'ont pas permis au département d'intervenir de manière structurelle au niveau des coûts.

(en millions de francs)

	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
cnd	463,6	458,3	318,4	69 %
co	2.749,0		2.749	100 %

Le département a dû reporter à l'année budgétaire 1997 le paiement de 144 millions de francs de subventions-intérêts dues, à concurrence de 280,4 millions de francs pour le troisième trimestre de 1996, dans le cadre des aides aux investissements et à l'installation (ancienne réglementation)¹³⁷.

Le département de l'Agriculture a été également confronté, en 1996, à une forte hausse du recours à la garantie du FIA. Outre l'accroissement sensible du nombre des faillites dans le secteur de l'agriculture et de l'horticulture, cette hausse s'explique également par la possibilité, offerte depuis 1996 aux organismes de crédit, de demander des provisions. A terme, cette technique réduit la charge d'intérêt totale du FIA, mais occasionne, les premières années, une forte hausse des dépenses. A la fin du mois de décembre 1996, le montant dû à la charge du département a, dès lors, été estimé à 1,6 milliards de francs minimum par le Service de financement de la politique agricole.

¹³⁴ Arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant les modalités relatives à la demande et à l'octroi d'une aide nationale pour les producteurs de légumes sous verre ou de chicons.

¹³⁵ Arrêté royal du 26 février 1991 relatif à l'octroi de subventions aux exploitants agricoles ou horticoles qui font appel à un service de gestion.

¹³⁶ Arrêté ministériel du 5 septembre 1996 relatif à l'octroi de subventions aux exploitants agricoles ou horticoles qui font appel à un service de gestion. Cet arrêté ministériel a été pris sur la base de l'arrêté royal du 21 mars 1986 relatif à l'octroi de subventions pour encourager la tenue de comptabilités de gestion agricoles ou horticoles et favoriser le développement de groupes de gestion, modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 1996.

¹³⁷ Allocation de base 52.30.31.20.

3. Programme 31.54.1 - Contrôle des matières premières pour l'agriculture et Fonds des matières premières

Les nouvelles rétributions instaurées n'ont pu être perçues du fait de l'absence des arrêtés d'exécution nécessaires.

Fonds organique 31-2 : Fonds des matières premières

Fonds 31-2	Engagement		Ordonnancement		(en millions de francs)
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation	
Solde au 1.1.1996	19,1	19,2	19,1	19,2	
Recettes	63,0	81,6	63,0	81,6	
Disponible	82,1	100,8	82,1	100,8	
Dépenses	68,8	68,8	68,8	58,8	
Solde au 31.12.1996	13,3	32,0	13,3	42,0	

Deux nouvelles rétributions ont été prévues pour l'année budgétaire 1996 : d'une part, des rétributions relatives aux engrains et fourrages et, d'autre part, des rétributions relatives aux interventions dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'à la dénaturation et à l'ajout de poudre de lait. Ces rétributions n'ont toutefois pu être perçues du fait de l'absence des arrêtés d'exécution nécessaires. Le déficit en recettes a toutefois pu être compensé par les produits des laboratoires d'analyse nationaux, réalisés principalement dans le cadre de la lutte contre les hormones.

4. Programme 31.54.2 - Actions du Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux

Les nouvelles recettes n'ont pu être perçues en l'absence des arrêtés d'exécution requis.

Fonds organique 31-4 : Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux

Fonds 31-4	Engagement		Ordonnancement		(en millions de francs)
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation	
Solde au 1.1.1996	55,9	55,8	55,9	55,8	
Recettes	71,0	83,6	71,0	83,6	
Disponible	126,9	139,4	126,9	139,4	
Dépenses	90,5	51,9	90,5	50,8	
Solde au 31.12.1996	36,4	87,5	36,4	88,6	

Les tarifs relatifs à la délivrance de certificats phytosanitaires datent encore des années cinquante. Ils ont été revus par le Conseil du fonds. L'application des tarifs révisés devrait entraîner une augmentation sensible des rétributions et les premières recettes étaient prévues dans le courant du deuxième semestre 1996. Ces recettes n'ont pu être réalisées. En effet, les arrêtés d'exécution requis n'ont, à ce jour, pas encore été pris.

En outre, de nouvelles recettes ont été prévues en ce qui concerne les cotisations obligatoires pour l'agrément phytosanitaire des entreprises et les prestations de contrôle supplémentaires. Ces recettes n'ont cependant pu être réalisées à défaut des arrêtés d'exécution requis.

5. Programme 31.55.2 - Actions du Fonds pour la santé et la production des animaux

En 1996, le Bureau d'intervention et de restitution belge (BIRB) a préfinancé des paiements pour une somme totale de plus de 139 millions de francs et le Fonds pour la santé et la production des animaux a remboursé au BIRB un montant total de plus de 153 millions de francs. Le solde du fonds de roulement du BIRB s'élevait donc à 14 millions de francs au 31 décembre 1996.

Le BIRB préfinancera sans intérêt les dépenses supplémentaires au cas où les réserves du Fonds pour la santé et la production des animaux ne suffiraient plus. La constitution d'un fonds de roulement au BIRB n'a plus été retenue.

Fonds organique 31-1 : Fonds pour la santé et la production des animaux

Fonds 31-1	Engagement		Ordonnancement		(en millions de francs)
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation	
Solde au 1.1.1996	1.016,3	971,2	1.065,7	1.020,1	
Recettes	1.336,0	1.111,0	1.336,0	1.111,1	
Disponible	2.352,3	2.082,2	2.401,7	2.131,2	
Dépenses	752,7	634,0	802,4	655,3	
Solde 31.12.1996	1.599,6	1.448,2	1.599,3	1.475,9	

Le Fonds pour la santé et la production des animaux comporte 4 secteurs, à savoir les secteurs bovin, porcin, volailles, laits, et produits laitiers. Les recettes réalisées sont attribuées exclusivement à ces secteurs, qui sont gérés de manière totalement indépendante. Ces recettes sont principalement constituées par les cotisations obligatoires des secteurs concernés et la participation de l'Union européenne dans les programmes de lutte contre les maladies animales. Jusqu'à présent le secteur volailles n'est toujours pas opérationnel, parce que les arrêtés d'exécution requis n'ont pas encore été pris.

La préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1994 et celle pour 1995¹³⁸ signalaient déjà que la perception des cotisations obligatoires à la charge des secteurs bovin et porcin auprès des abattoirs ne se déroulait pas de manière efficace. En avril 1997, les soldes cumulés de cotisations dues pour la période 1991-1996 s'élevaient encore à 1.344,3 millions de francs. Pour la période 1989-1990, le fonds ne peut pas fournir de chiffres fiables, de sorte que les chances d'une récupération totale ou partielle de ces sommes sont, dans la situation actuelle, extrêmement minimales, et ce en l'absence d'une comptabilité correcte.

¹³⁸ Doc. parl. Chambre, n° 16/1 - 1995 (S.E.), pp. 100 et svtes ; Doc parl., Chambre n° 596/1-95/96, pp. 275 et svtes.

Pour ce qui est du secteur bovin du fonds, un crédit de 14 millions de francs a été inscrit au budget 1996 en vue de l'octroi d'avances à un organisme comptable¹³⁹. Il s'agissait, à l'origine, de constituer à l'aide de ce crédit et des réserves dudit secteur un fonds de roulement à mettre à la disposition du BIRB, afin que ce dernier soit en mesure de payer rapidement les indemnités d'abattage, pour le compte du fonds. En 1996, le BIRB a préfinancé des indemnités pour un montant total de 139.010.393 de francs et le fonds lui a remboursé une somme totale de 153.010.839 de francs. Le solde du fonds de roulement du BIRB s'élevait dès lors à 14.000.446 de francs au 31 décembre 1996.

Les lignes de politique générale du budget 1996 justifiaient à titre supplémentaire la création d'un fonds de roulement en indiquant qu'une partie des réserves du fonds serait mise à la disposition des secteurs en attendant une décision définitive sur la base d'un mémorandum qui sera établi en la matière par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture. La Cour des comptes a déjà formulé ses critiques à sujet à l'occasion de son rapport sur le projet de budget de l'Etat pour l'année budgétaire 1996¹⁴⁰.

Le Conseil des ministres a décidé, le 12 décembre 1996 que le fonds constituera une réserve dont les plafonds pour les secteurs bovin, porcin et produits laitiers sont fixés au niveau des montants prévus au 31 décembre 1996, soit respectivement 784, 1.000 et 133 millions de francs. Pour le secteur volailles, le plafond sera fixé au terme de négociations à mener avec le Conseil du fonds. Les réserves ne produisent pas d'intérêts en faveur des secteurs concernés. Le BIRB préfinancera sans intérêt les dépenses supplémentaires en cas d'épuisement des réserves du Fonds. La constitution d'un fonds de roulement au BIRB n'a donc manifestement plus été retenue.

¹³⁹ A.B. 55.20.81.30 - Octroi d'avances à un organisme comptable

¹⁴⁰ Doc. parl., Chambre n° 194/3-95/96, pp. 77 et 78.

SECTION 32 - AFFAIRES ECONOMIQUES

1. Programme 32.64.1 - Traitement de l'information

La faiblesse des recettes réalisées par le fonds organique inscrit à ce programme révèle des perspectives financières difficilement tenables à moyen terme.

(en millions de francs)

Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre de traitement de l'information (Fonds 32-1)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 1.1.1996	45,3	45,3	70,1	70,1
Recettes	26,0	12,8	26,0	12,8
Disponible	71,3	58,1	96,1	82,9
Dépenses	32,7	13,8	32,7	22,0
Solde au 31.12.1996	38,6	44,3	63,4	60,9

Le Fonds organique 32-1 est destiné à couvrir les frais de fonctionnement du Centre de Traitement de l'information (C.T.I.) liés à la fourniture aux secteurs public et privé de services de diffusion électronique de données dans le cadre des systèmes Belindis et Belgostat et à la promotion de celle-ci.

Bien qu'encore estimées à 26 millions de francs lors de l'ajustement du budget général des dépenses, les recettes attribuées au fonds se sont, à peine, élevées à 12,8 millions de francs. La chute régulière de ces recettes, de l'ordre de 58 % au cours des trois dernières années, conduit, malgré la subsistance d'un solde important, à s'interroger sur la viabilité du fonds à moyen terme.

La plus grande part des moyens de celui-ci est, en effet, constituée de contributions apportées par des administrations publiques en contrepartie des services fournis. La perte récente par le fonds de deux des plus importants de ces « clients », à savoir le Ministère de l'Emploi et du Travail et la gendarmerie, laisse, dès lors, craindre une aggravation de la tendance constatée.

La croissance probable, dans un proche avenir, du recours des actuels utilisateurs de Belindis à un accès direct au réseau Internet risque, par ailleurs, de rendre plus malaisée encore la couverture par le fonds du coût des abonnements à diverses banques de données, qui constitue l'essentiel de ses dépenses de fonctionnement.

2. Programme 32.70.1 - R&D dans le cadre national

Le faible taux d'ordonnancement du crédit dissocié destiné à assurer le paiement des subsides aux Centres collectifs résulte des retards pris dans la procédure administrative.

	Crédit accordé	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation
Subventions aux Centres collectifs (A.B. 70.10.31.27)				
- année courante (Ce)	270,9	261,1	-	96 %
(Co)	270,9	-	119,2	44 %
- régularisation encours I.R.S.I.A. au 01/01/1996 ¹⁴¹	158,5	158,5	-	100 %

Jusqu'à la fin de l'année 1995, la subvention des Centres collectifs était assurée par l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.). Suite à la dissolution de celui-ci, les subventions devaient être, pour la première fois en 1996, payées directement par le département.

L'arrêté royal qui devait permettre la régularisation, à charge du budget général des dépenses de 1996, de l'encours des engagements contractés par l'I.R.S.I.A. en 1994 et 1995, soit respectivement 9,4 et 146,8 millions de francs¹⁴², a finalement été pris le 26 septembre 1996, de sorte que les versements n'ont pu être effectués que tardivement, en fin d'année budgétaire.

Le schéma de financement des nouvelles subventions a, quant à lui, été approuvé par le Conseil des ministres du 20 décembre 1996. Ni l'arrêté royal d'octroi de celles-ci, ni l'accord à conclure avec les centres pour en fixer les modalités de versement n'ont encore été pris. Aucun ordonnancement n'a, par conséquent, pu être effectué, sur les 121,5 millions de francs qui auraient pu être payés si la procédure d'attribution avait suivi son cours normal.

La Cour des comptes attire l'attention sur les importantes difficultés que ces retards risquent d'occasionner dans la réalisation des programmes de recherche scientifique des Centres collectifs et indique que la faiblesse des ordonnancements effectués porte à 300,4 millions de francs le montant total de l'encours des engagements au 1^{er} janvier 1997.

¹⁴¹ Cf. article 2.32.4 du budget général des dépenses 1996.

¹⁴² Cf. article 2.52.4 du budget général des dépenses 1998.

¹⁴² La sous-estimation de ce dernier montant nécessitera toutefois la prise d'un nouvel arrêté royal – actuellement en préparation – permettant l'engagement supplémentaire, à titre de régularisation, de 15,9 millions de francs à charge du budget général des dépenses de 1997. Sur ce montant, 2,4 millions de francs ont cependant déjà fait l'objet d'un engagement dès 1996.

SECTION 33 - COMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE

1. Programme 33.41.5 - Entreprises publiques

A l'occasion de son examen des projets de budgets de l'Etat pour 1996, la Cour des comptes avait fait observer¹⁴³ la réduction, à concurrence de 2 milliards de francs, du crédit destiné à rémunérer La Poste pour l'accomplissement de ses missions de service public de « poste financière »¹⁴⁴, par rapport au montant de 10 milliards de francs prévu dans le premier contrat de gestion conclu entre l'Etat et l'entreprise publique. Cette diminution devait être compensée par une prise de participation d'un montant identique dans son capital¹⁴⁵.

La réalisation de cette opération a été confiée, par arrêté royal du 23 décembre 1996, à la Société fédérale de Participations, en mission déléguée. Cette décision n'est toutefois devenue exécutoire que le 5 mars 1997, date de la publication dudit arrêté au *Moniteur belge*.

Outre le fait que l'apport visé n'est, par conséquent, intervenu que bien au-delà de la fin de l'année budgétaire à laquelle le crédit réduit se rapportait, la Cour rappelle que cette opération, qui a modifié la nature de cette dépense, a eu pour effet de réduire les dépenses budgétaires de l'Etat et d'améliorer son besoin net de financement.

2. Programme 33.56.2 - Travaux à financement fédéral

La faible consommation des crédits dissociés traduit un retard dans la mise en œuvre de certains travaux.

	Credit accordé ¹⁴⁶	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation
A.B. 56.21.63.15 (ce)	30,0	14,0	-	47 %
(co)	30,0	-	24,6	82 %
A.B. 56.21.73.01 (ce)	11,5	11,3	-	99 %
(co)	112,0	-	108,1	97 %
A.B. 56.21.73.02 (ce)	28,5	0,0	-	0 %
(co)	30,0	-	14,4	48 %
A.B. 56.21.73.03 (ce)	2.434,5	1.578,5	-	65 %
(co)	1.701,2	-	1.214,3	71 %
A.B. 56.21.73.04 (ce)	0,0	0,0	-	-
(co)	75,0	-	51,9	69 %
total (ce)	2.504,5	1.603,8	-	64 %
(co)	1.948,2	-	1.413,3	73 %

¹⁴³ Doc. Parl., Chambre, n°194/3 - 95/96, p. 110.

¹⁴⁴ Allocation de base 41.51.31.01.

¹⁴⁵ Cf. Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996, Doc. Parl., Chambre, n°131/16 - 95/96, p. 977.

¹⁴⁶ Après reventilations entre allocations de bases.

Des crédits d'engagements destinés à la réalisation des travaux à financement fédéral, 900,7 millions de francs, soit 36 %, sont tombés en annulation. Plus du quart (soit 534,9 millions de francs) des crédits votés en ordonnancement sont également restés inutilisés.

En particulier, aucun engagement n'a été réalisé à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 56.21.73.02 et relatif à la liaison ferroviaire Quartier Léopold - Schuman - Josaphat. Le crédit d'ordonnancement n'a, quant à lui, été utilisé qu'à 48 %. La réception tardive de l'étude d'impact, préalable à la demande de permis d'urbanisme et d'environnement, et les délais d'établissement du cahier des charges par la Région de Bruxelles-Capitale sont à l'origine de cette sous-consommation.

La faiblesse des engagements imputés sur le crédit consacré aux travaux d'infrastructure prévus par l'Accord de coopération du 15 septembre 1993 entre l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale, destiné à promouvoir le rôle de capitale nationale et européenne de Bruxelles (allocation de base 56.21.73.03), trahit, elle aussi, d'importants retards. Le budget global du projet n'a, en effet, été adopté que le 25 avril 1996, lors de la réunion du comité d'accompagnement. La Région n'a, de plus, approuvé ce programme que le 6 juin suivant. Les délais d'obtention des autorisations nécessaires¹⁴⁷ ont également contribué à ralentir l'avancement des dossiers.

Des contrebouches semblables avaient déjà nécessité le report, à la fin de 1994, d'une tranche de 808 millions de francs, et de 610 millions de francs l'année suivante. Le second avenant à l'Accord de coopération, approuvé par le Conseil des ministres le 21 mars 1997 et qui garantit un budget de 2 milliards de francs en engagement pour la réalisation d'un nouveau programme d'investissements, devrait entraîner l'inscription au budget de l'année 1997 des engagements non réalisés en 1996.

Il convient enfin de signaler que les retards accumulés dans l'exécution du programme de travaux de voirie au profit du Conseil de la Communauté européenne ont nécessité l'attribution, par reventilations, de 11,5 et 112 millions de francs de moyens supplémentaires, respectivement en engagement et en ordonnancement, à l'allocation de base 56.21.73.01¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Les délais maxima prescrits par l'Accord de coopération sont, en moyenne, largement dépassés : le retard total moyen d'un dossier d'obtention des permis requis s'élève à 215 jours.

¹⁴⁸ La justification du budget général des dépenses indiquait, en effet, que, les travaux étant terminés, seuls devaient être prévus les crédits d'ordonnancement nécessaires au paiement contractuel d'études, soit 10 millions de francs (Doc. Parl. Chambre, 131/16 - 95/96, p. 1013).

**TROISIEME PARTIE
DEPENSES PAR SECTION, DIVISION ET PROGRAMME**

ANNEXES

LE TABLEAU DES DEPENSES PAR PROGRAMME

Les données contenues dans ce tableau sont présentées par programme, conformément à la structure légale du budget général des dépenses. Elles ont trait aux crédits alloués en 1996 et à leur utilisation, tant en engagement qu'en ordonnancement, telle qu'elle ressort des écritures enregistrées par la Cour (voir partie I, Chapitre IV). Pour quelques catégories particulières de dépenses, les règles suivantes ont été appliquées :

- **dépenses fixes** : toutes les ordonnances émises durant l'année sont prises en compte ;
- **ouverture de crédit** : toutes les ordonnances de disposition sur ouverture de crédit émises durant l'année budgétaire sont prises en comptes, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures ;
- **paiements effectués à l'étranger** : les ordonnances définitivement imputées sont prises en compte et, à défaut, les ordonnances d'imputation provisoire ;
- **dépenses exposées sur les caisse des comptables** : toutes les ordonnances relatives à des dépenses de caisse réelles sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures ;
- **fonds organiques** : les données relatives aux soldes au 1er janvier 1996 ont été fournies par l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses. Le cas échéant, les annulations d'engagements sont portés en déduction des dépenses d'engagement ;

La colonne 5 du tableau signale le taux d'utilisation des crédits en ordonnancements. Un taux supérieur à 100 pour cent indique un dépassement du crédit. Dans ce cas, le pourcentage est assorti d'un astérisque. Un taux de 0 pour cent accompagné d'un astérisque annonce que des dépenses sont imputées à charge d'un programme pour lequel aucun crédit n'a été accordé.

III. 1

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
		(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 01 - MINISTÈRE DES FINANCES,
POUR LES DOTATIONS.

DIVISION 31 - DOTATIONS A LA FAMILLE ROYALE

01.31.1 - Liste civile	cnd	253,9	256,0	256,0	101 *
01.31.2 - Dotation à la Famille Royale	cnd	14,8	14,7	14,7	99
01.31.4 - Dotation au Prince Philippe	cnd	13,9	14,2	14,2	102 *
01.31.5 - Dotation à la Reine Fabiola	cnd	46,9	47,2	47,2	101 *
Totaux pour la division 31 :	cnd	329,5	332,1	332,1	101 *

DIVISION 32 - DOTATIONS AUX ASSEMBLEES NATIONALES
LEGISLATIVES

01.32.1 - Sénat	cnd	1.760,5	1.760,5	1.760,5	100
01.32.2 - Chambre des Représentants	cnd	2.778,0	2.778,0	2.778,0	100
01.32.3 - Remboursements au Sénat dans le cadre de l'article 50 de la Constitution coordonnée	cnd	44,2	57,4	57,4	130 *
01.32.4 - Contrat avec le citoyen : renouveau administratif (médiateur parlementaire)	cnd	30,0	0,0	0,0	0
01.32.5 - Dotation aux Membres belges du Parlement européen	cnd	130,6	130,6	130,6	100
01.32.6 - Dotation aux Partis politiques - Sénat	cnd	314,0	300,8	300,8	96
01.32.7 - Dotation aux Partis politiques - Chambre des Représentants	cnd	313,0	313,0	313,0	100
Totaux pour la division 32 :	cnd	5.370,3	5.340,3	5.340,3	99

DIVISION 33 - AUTRES DOTATIONS

01.33.1 - Cour d'Arbitrage	cnd	168,0	168,0	168,0	100
----------------------------	-----	-------	-------	-------	-----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
01.33.2 - Dotation à la Communauté germanophone	cnd	3.171,3	3.171,3	3.171,3	100
01.33.3 - Dotation à la Commission communautaire commune	cnd	1.084,6	1.084,6	1.084,6	100
01.33.4 - Cour des Comptes	cnd	1.371,4	1.371,4	1.371,4	100
01.33.7 - Comité permanent de contrôle des services de Police (loi du 18 juillet 1991)	cnd	107,0	106,6	106,6	100
01.33.8 - Comité permanent de contrôle des services de renseignements (loi du 18 juillet 1991)	cnd	77,2	72,7	72,7	94
Totaux pour la division 33 :	cnd	5.979,5	5.974,6	5.974,6	100
TOTAL 01 MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS.	cnd	11.679,3	11.647,0	11.647,0	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
		(2)	(3)	(4)	(5)	
SECTION 11 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE.						
DIVISION 01 - CABINET DU PREMIER MINISTRE						
11.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	115,7	111,7	94,0	81	
	aa	4,2	4,2	4,2	100	
Totaux pour la division 01 :	cnd	115,7	111,7	94,0	81	
	aa	4,2	4,2	4,2	100	
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE						
11.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	78,5	78,1	63,5	81	
	aa	0,5	0,5	0,4	80	
Totaux pour la division 02 :	cnd	78,5	78,1	63,5	81	
	aa	0,5	0,5	0,4	80	
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT. ADJOINT AU PREMIER MINISTRE (NOUVEAU)						
11.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	67,6	65,8	58,8	87	
	aa	0,3	0,2	0,2	67	
Totaux pour la division 11 :	cnd	67,6	65,8	58,8	87	
	aa	0,3	0,2	0,2	67	
DIVISION 40 - CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE						
11.40.0 - Subsistance	cnd	142,2	141,0	135,9	96	
11.40.1 - Bistel	cnd	91,9	90,0	77,6	84	
	ce	86,5	83,0			
	co	28,1		9,8	35	
11.40.2 - BELGA	cnd	47,3	47,3	23,7	50	
11.40.3 - Interventions sociales	cnd	78,1	78,1	78,1	100	
11.40.4 - Information	cnd	133,4	130,5	84,1	63	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DÉ 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	ordonnancement (5)
		engagement	ordonnancement		
11.40.5 - Soutien aux activités du Gouvernement	cnd	8,8	8,3	7,6	86
Totaux pour la division 40 :	cnd	501,7	495,2	407,0	81
ce	86,5	83,0			
co	28,1		9,8		35
DIVISION 52 - SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT					
11.52.0 - Subsistance	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
Totaux pour la division 52 :	cnd	0,0	0,1	0,1	0 *
DIVISION 54 - COMMISSION NATIONALE PERMANENTE DU PACTE CULTUREL					
11.54.0 - Subsistance	cnd	30,5	30,3	29,8	98
Totaux pour la division 54 :	cnd	30,5	30,3	29,8	98
DIVISION 56 - CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME					
11.56.1 - Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (art.10 de l'A.R. du 28.02.1993)	cnd	77,7	77,7	58,3	75
Totaux pour la division 56 :	cnd	77,7	77,7	58,3	75
DIVISION 60 - SERVICES FEDERAUX DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET CULTURELLES - PARTIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
11.60.0 - Programme de subsistance	cnd	527,6	504,5	479,6	91

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement
			engagement	ordonnancement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
11.60.1 - Recherche et développement dans le cadre national	cnd ce co	188,7 6.144,4 2.522,6	146,0 5.787,0	119,7 2.438,2	63 97
Fonds : fonds de remplacement de remboursement d'avances récupérables, de redevances, et de rétributions pour travaux effectués pour compte de tiers					
I Fonds 11-1	I budget	I engagement	I	I ordonnancement	I
I solde au 1.1.1996	I	I 813,0 I	I 813,0 I	I 844,7 I	I 854,5 I
I recettes	I	I 97,0 I	I 53,3 I	I 97,0 I	I 53,3 I
I disponible	I	I 910,0 I	I 866,3 I	I 941,7 I	I 907,8 I
I dépenses	I	I 36,0 I	I 19,3 I	I 37,2 I	I 15,4 I
I solde au 31.12.1996	I	I 874,0 I	I 847,0 I	I 904,5 I	I 892,4 I
11.60.2 - Recherche et développement dans le cadre international	cnd ce co	6.323,4 2.022,6 613,3	6.313,5 1.925,1	6.288,3 558,1	99 91
11.60.3 - Etablissements scientifiques de fédéraux et assimilés	cnd aa	2.762,3 1,9	2.681,1 0,0	2.582,9 0,0	94 0
11.60.4 - Enseignement - Formation - Activités éducatives	cnd aa	109,7 2,0	109,6 2,0	98,3 2,0	90 100
Totaux pour la division 60 :	cnd aa ce co fen fon	9.911,7 3,9 8.167,0 3.135,9 36,0 37,2	9.754,7 2,0 7.712,1 19,3 15,4	9.568,8 2,0 2.996,3 15,4	97 51 96 41
DIVISION 61 - SERVICES FEDERAUX DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET CULTURELLES - PARTIE EDUCATION ET CULTURE					
11.61.1 - Activités culturelles communes	cnd	163,9	162,4	136,0	83
11.61.2 - Relations extérieures	cnd	143,1	143,0	140,9	98
11.61.3 - Institutions culturelles nationales	cnd	1.410,4	1.402,1	1.398,9	99

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	
11.61.4 - Enseignement - formation (hors politique scientifique) et investissements scolaires	cnd 3.193,4 aa 0,2 ce 4,0 co 4,0	3.190,8 0,2 1,6 1,6	3.190,8 0,2 1,6 1,6	100 100 40
11.61.5 - Charges du passé Education nationale - Onderwijs	cnd 160,2	155,9	58,5	37
11.61.6 - Dotations aux Communautés flamande et française	cnd 1.761,1	1.761,1	1.761,1	100
Totaux pour la division 61 :	cnd 6.832,1 aa 0,2 ce 4,0 co 4,0	6.815,3 0,2 1,6 1,6	6.686,2 0,2 1,6 1,6	98 100 40
TOTAL 11 SERVICES DU PREMIER MINISTRE.	cnd 17.615,5 aa 9,1 ce 8.257,5 co 3.168,0 fen 36,0 fon 37,2	17.428,9 7,1 7.796,7 19,3	16.966,5 7,0 3.007,7 15,4	96 77 95 41

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	
	(2)	(3)	(4)	(5)	

SECTION 12 - MINISTERE DE LA JUSTICE.

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

12.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	63,3	63,0	57,9	91
	aa	7,4	7,4	0,8	11
Totaux pour la division 01 :	cnd	63,3	63,0	57,9	91
	aa	7,4	7,4	0,8	11

DIVISION 40 - ADMINISTRATION CENTRALE

12.40.0 - Programme de subsistance	cnd	1.536,6	1.477,1	1.208,5	79
	aa	63,4	63,4	41,4	65
Fonds : fonds spécial destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence (art. 28 à 41 loi 1.8.1985) (ancien 66.01 C)					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 12-1	I	I	I	I
I		budget	réalisation	budget	réalisation
I					
I	solde au 1.1.1996	I	351,8 I	351,8 I	351,9 I
I	recettes	I	250,0 I	227,5 I	250,0 I
I	disponible	I	601,8 I	579,3 I	601,9 I
I					
I	dépenses	I	76,0 I	59,0 I	76,0 I
I					
I	solde au 31.12.1996	I	525,8 I	520,3 I	525,9 I
I					

12.40.1 - Représentation du département	cnd	11,9	7,6	5,9	50
12.40.3 - Etudes et documentation	cnd	16,8	16,8	2,1	13
	aa	0,2	0,2	0,2	100
12.40.4 - Collaboration internationale	cnd	4,1	2,4	2,4	59

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
12.40.5 - Mesures de sûreté	cnd	15,0	14,3	0,0	0
Totaux pour la division 40 :	cnd	1.584,4	1.518,2	1.218,9	77
	aa	63,6	63,6	41,6	65
	fén	76,0	59,0		
	fon	76,0		47,2	62
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES					
12.51.0 - Programme de subsistance	cnd	6.565,5	6.357,5	5.953,7	91
	aa	1,9	1,9	1,4	74
	co	11,3		0,0	0
12.51.1 - Entretien et aide aux détenus	cnd	1.198,0	1.196,5	899,8	75
Totaux pour la division 51 :	cnd	7.763,5	7.554,0	6.853,5	88
	aa	1,9	1,9	1,4	74
	co	11,3		0,0	0
DIVISION 53 - MONITEUR BELGE					
12.53.0 - Programme de subsistance	cnd	507,0	491,8	393,1	78
	aa	5,7	5,7	3,1	54
Totaux pour la division 53 :	cnd	507,0	491,8	393,1	78
	aa	5,7	5,7	3,1	54
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE LA SURETE DE L'ETAT					
12.55.0 - Programme de subsistance	cnd	530,1	489,0	459,8	87
	aa	2,2	2,2	0,0	0
12.55.1 - Mesures de sûreté	cnd	34,4	32,7	32,7	95
12.55.4 - Sécurité nucléaire	cnd	23,8	20,1	18,9	79
Totaux pour la division 55 :	cnd	588,3	541,8	511,4	87
	aa	2,2	2,2	0,0	0
DIVISION 56 - JURIDICTIONS ORDINAIRES					
12.56.0 - Programme de subsistance	cnd	16.608,7	16.396,9	15.372,6	93
	aa	57,0	57,0	53,6	94
	co	137,0		136,4	100
12.56.1 - Assistance judiciaire	cnd	445,0	445,0	0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement (3)	ordonnancement (4)	ordonnancement (5)
12.56.2 - Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	cnd	0,0	0,0	0,0	0 *
Totaux pour la division 56 :	cnd	17.053,7	16.841,9	15.372,6	90
	aa	57,0	57,0	53,6	94
	co	137,0		136,4	100
DIVISION 57 - JURIDICTIONS MILITAIRES					
12.57.0 - Programme de subsistance	cnd	227,4	195,1	190,5	84
Totaux pour la division 57 :	cnd	227,4	195,1	190,5	84
DIVISION 58 - POLICE JUDICIAIRE					
12.58.0 - Programme de subsistance	cnd	2.779,4	2.754,7	2.579,8	93
	aa	5,1	5,1	4,9	96
12.58.1 - Etudes et documentation	cnd	9,7	9,1	5,4	56
12.58.2 - Collaboration internationale	cnd	30,2	29,0	25,6	85
12.58.4 - Institut national de Criminalistique et de Criminologie	cnd	143,0	123,4	91,6	64
Totaux pour la division 58 :	cnd	2.962,3	2.916,2	2.702,4	91
	aa	5,1	5,1	4,9	96
DIVISION 59 - CULTES ET LAICITE					
12.59.0 - Aides aux cultes reconnus - Subsistance	cnd	3.336,2	3.332,2	3.319,0	99
	aa	8,9	8,9	0,0	0
12.59.1 - Laïcité	cnd	122,4	122,4	110,2	90
Totaux pour la division 59 :	cnd	3.458,6	3.454,6	3.429,2	99
	aa	8,9	8,9	0,0	0
DIVISION 62 - COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE					
12.62.0 - Programme de subsistance	cnd	37,1	31,2	26,2	71
Totaux pour la division 62 :	cnd	37,1	31,2	26,2	71

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	(5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)		
DIVISION 63 - SERVICE DE POLITIQUE CRIMINELLE - CONTRAT AVEC LE CITOYEN					
12.63.0 - Programme de subsistance	cnd	33,0	27,2	22,1	67
Totaux pour la division 63 :	cnd	33,0	27,2	22,1	67
TOTAL 12 MINISTERE DE LA JUSTICE.	cnd	34.278,6	33.635,0	30.777,8	90
	aa	151,8	151,8	105,4	69
	co	148,3		136,4	92
	fen	76,0	59,0		
	fon	76,0		47,2	62

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation			Taux d'utilisation (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)		

SECTION 13 - MINISTRE DE L'INTERIEUR.

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

13.01.0 - Fonctionnement du cabinet	cnd	78,7	66,9	62,3	79
Totaux pour la division 01 :	cnd	78,7	66,9	62,3	79

DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE

13.02.0 - Fonctionnement du cabinet	cnd	49,8	45,1	44,7	90
Totaux pour la division 02 :	cnd	49,8	45,1	44,7	90

DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX

13.40.0 - Programme de subsistance	cnd	319,4	309,6	282,4	88
	aa	0,2	0,2	0,2	100
13.40.1 - Protocole	cnd	11,7	11,3	10,4	89
13.40.3 - Révision de la comptabilité communale	cnd	20,9	18,1	16,6	79
	aa	0,1	0,0	0,0	0
13.40.4 - Financement des provinces et des communes	cnd	4.048,4	4.048,4	4.047,8	100
	aa	31,1	30,9	30,9	99
13.40.5 - Secrétariat permanent de la politique de prévention - Contrat avec le citoyen	cnd	36,2	35,0	33,5	93
	aa	0,5	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 40 :	cnd	4.436,6	4.422,4	4.390,7	99
	aa	31,9	31,1	31,1	97

DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DE LA LEGISLATION ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

13.51.0 - Programme de subsistance	cnd	278,6	274,3	263,7	95
13.51.1 - Contentieux	cnd	30,0	30,0	29,2	97
13.51.4 - Milice	aa	0,1	0,0	0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	(5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)		
13.51.6 - Objecteurs de conscience		cnd	8,0	0,0	0,0	0
Fonds : fonds des objecteurs de conscience						
I Fonds 13-1	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I
I budget	I	réalisation	I	budget	I	I
I solde au 1.1.1996	I	18,3 I	18,3 I	33,9 I	33,9 I	I
I recettes	I	0,0 I	0,2 I	0,0 I	0,2 I	I
I réductions visas ann. ant.	I	I	1,3 I	I	I	I
I disponible	I	18,3 I	19,8 I	33,9 I	34,1 I	I
I dépenses	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	I
I solde au 31.12.1996	I	18,3 I	19,8 I	33,9 I	34,1 I	I
13.51.7 - Cimetières militaires	cnd	26,1	25,2	12,1	46	
13.51.9 - Population et élections	cnd	251,4	187,8	138,3	55	
	ce	3,0	1,6			
	co	3,0		2,6	87	
Fonds : Registre national - fonds spécial pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature exposés lors de l'exécution de prestations au profit d'autorités ou d'organismes publics ou privés						
I Fonds 13-2	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I
I budget	I	réalisation	I	budget	I	I
I solde au 1.1.1996	I	261,3 I	261,4 I	269,8 I	269,8 I	I
I recettes	I	200,0 I	219,4 I	200,0 I	219,4 I	I
I réductions visas ann. ant.	I	I	0,4 I	I	I	I
I disponible	I	461,3 I	481,2 I	469,8 I	489,2 I	I
I dépenses	I	183,3 I	131,1 I	183,3 I	118,7 I	I
I solde au 31.12.1996	I	278,0 I	350,1 I	286,5 I	370,5 I	I
Totaux pour la division 51 :	cnd	594,1	517,3	443,3	75	
	aa	0,1	0,0	0,0	0	
	ce	3,0	1,6			
	co	3,0		2,6	87	
	fen	183,3	131,1			
	fon	183,3		118,7	65	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation (5)																																																																														
			engagement (3)	ordonnancement (4)																																																																															
	(1)																																																																																		
DIVISION 54 - DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE																																																																																			
13.54.0 - Programme de subsistance	cnd aa	810,7 1,8	740,4 1,8	645,0 1,7	80 94																																																																														
13.54.1 - Inspection générale des opérations et de la formation	cnd	44,7	33,9	16,6	37																																																																														
13.54.2 - Inspection générale de l'équipement	cnd ce co	110,6 397,7 664,3	83,0 370,1	38,2	35																																																																														
Fonds : fonds d'acquisition pour compte des agglomérations, intercommunales et communes, de matériel et d'objets d'équipement concernant le fonctionnement des services d'incendie et de la sécurité contre l'incendie et l'explosion																																																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>I</th><th>I</th><th>Engagement</th><th>I</th><th>Ordonnancement</th><th>I</th></tr> <tr> <th>I</th><th>I</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I</th></tr> <tr> <th>I</th><th>I</th><th>budget</th><th>I réalisation</th><th>I budget</th><th>I réalisation</th></tr> <tr> <th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I solde au 1.1.1996</td><td>I</td><td>223,8 I</td><td>340,3 I</td><td>62,3 I</td><td>178,8 I</td></tr> <tr> <td>I recettes</td><td>I</td><td>112,0 I</td><td>155,2 I</td><td>112,0 I</td><td>155,2 I</td></tr> <tr> <td>I désaffectation</td><td>I</td><td>-220,8 I</td><td>-220,8 I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td></tr> <tr> <td>I réductions visas ann. ant.</td><td>I</td><td></td><td>18,5 I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I disponible</td><td>I</td><td>115,0 I</td><td>293,2 I</td><td>174,3 I</td><td>334,0 I</td></tr> <tr> <td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td></tr> <tr> <td>I dépenses</td><td>I</td><td>115,0 I</td><td>108,7 I</td><td>131,9 I</td><td>42,5 I</td></tr> <tr> <td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td></tr> <tr> <td>I solde au 31.12.1996</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>184,5 I</td><td>42,4 I</td><td>291,5 I</td></tr> </tbody> </table>						I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I	I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I	I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I solde au 1.1.1996	I	223,8 I	340,3 I	62,3 I	178,8 I	I recettes	I	112,0 I	155,2 I	112,0 I	155,2 I	I désaffectation	I	-220,8 I	-220,8 I	0,0 I	0,0 I	I réductions visas ann. ant.	I		18,5 I	I	I	I disponible	I	115,0 I	293,2 I	174,3 I	334,0 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I dépenses	I	115,0 I	108,7 I	131,9 I	42,5 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I solde au 31.12.1996	I	0,0 I	184,5 I	42,4 I	291,5 I
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I																																																																														
I	I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I																																																																														
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation																																																																														
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																														
I solde au 1.1.1996	I	223,8 I	340,3 I	62,3 I	178,8 I																																																																														
I recettes	I	112,0 I	155,2 I	112,0 I	155,2 I																																																																														
I désaffectation	I	-220,8 I	-220,8 I	0,0 I	0,0 I																																																																														
I réductions visas ann. ant.	I		18,5 I	I	I																																																																														
I disponible	I	115,0 I	293,2 I	174,3 I	334,0 I																																																																														
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																														
I dépenses	I	115,0 I	108,7 I	131,9 I	42,5 I																																																																														
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																														
I solde au 31.12.1996	I	0,0 I	184,5 I	42,4 I	291,5 I																																																																														
13.54.3 - Direction des études et de la documentation	cnd	7,7	5,6	2,4	31																																																																														

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
13.54.4 - Fonds pour les risques d'accidents majeurs					
Fonds : fonds pour les risques d'accidents majeurs					
I Fonds 13-6	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I budget	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 1.1.1996	I 126,6 I	I 126,6 I	I 332,1 I	I 332,1 I	I 332,1 I
I recettes	I 143,0 I	I 140,8 I	I 143,0 I	I 140,8 I	I 140,8 I
I réductions visas ann. ant.	I	I 77,1 I	I	I	I
I disponible	I 269,6 I	I 344,5 I	I 475,1 I	I 472,9 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I dépenses	I 205,5 I	I 338,8 I	I 215,5 I	I 106,2 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 31.12.1996	I 64,1 I	I 5,7 I	I 259,6 I	I 366,7 I	I
13.54.5 - Fonds pour les risques d'accidents nucléaires					
Fonds : fonds pour les risques d'accidents nucléaires					
I Fonds 13-8	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I budget	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 1.1.1996	I 198,6 I	I 198,6 I	I 301,4 I	I 301,4 I	I 301,4 I
I recettes	I 104,0 I	I 106,3 I	I 104,0 I	I 106,3 I	I 106,3 I
I réductions visas ann. ant.	I	I 62,4 I	I	I	I
I disponible	I 302,6 I	I 367,3 I	I 405,4 I	I 407,7 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I dépenses	I 138,5 I	I 175,1 I	I 124,3 I	I 28,9 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 31.12.1996	I 164,1 I	I 192,2 I	I 281,1 I	I 378,8 I	I
13.54.6 - Direction de la logistique	cnd	353,3	352,3	237,7	67
	aa	2,6	2,5	2,5	96
Totaux pour la division 54 :	cnd	1.327,0	1.215,2	939,9	71
	aa	4,4	4,3	4,2	95
	ce	397,7	370,1		
	co	664,3		563,2	85
	fen	459,0	622,6		
	fon	471,7		177,6	38

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation																																
		engagement (3)	ordonnancement (4)	ordonnancement (5)																																
DIVISION 55 - CONTROLE DES ETRANGERS																																				
13.55.0 - Programme de subsistance	cnd aa	844,4 13,0	776,8 11,7	729,8 2,9																																
13.55.1 - Centres spécifiques pour illégaux - Contrat avec le citoyen	cnd	517,5	487,2	272,2																																
Totaux pour la division 55 :	cnd aa	1.361,9 13,0	1.264,0 11,7	1.002,0 2,9																																
				74 22																																
DIVISION 56 - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE GENERALE DU ROYAUME																																				
13.56.0 - Programme de subsistance	cnd	123,9	119,4	101,9																																
13.56.1 - Police administrative générale - Formation, prévention et équipement	cnd aa ce co	370,4 0,8 214,3 479,8	359,2 0,7 210,0 	76,7 0,7 454,3 95																																
Fonds : fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage																																				
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 25%;">I</th> <th style="width: 25%;">Engagement</th> <th style="width: 25%;">Ordonnancement</th> <th style="width: 25%;">I</th> </tr> <tr> <th>I Fonds 13-5</th> <th>I budget</th> <th>I réalisation</th> <th>I budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I solde au 1.1.1996</td> <td>I 35,9 I</td> <td>I 35,9 I</td> <td>I 37,5 I</td> </tr> <tr> <td>I recettes</td> <td>I 28,0 I</td> <td>I 27,1 I</td> <td>I 28,0 I</td> </tr> <tr> <td>I réductions visas ann. ant.</td> <td>I</td> <td>I 0,4 I</td> <td>I</td> </tr> <tr> <td>I disponible</td> <td>I 63,9 I</td> <td>I 63,4 I</td> <td>I 65,5 I</td> </tr> <tr> <td>I dépenses</td> <td>I 30,0 I</td> <td>I 20,2 I</td> <td>I 30,0 I</td> </tr> <tr> <td>I solde au 31.12.1996</td> <td>I 33,9 I</td> <td>I 43,2 I</td> <td>I 35,5 I</td> </tr> </tbody> </table>					I	Engagement	Ordonnancement	I	I Fonds 13-5	I budget	I réalisation	I budget	I solde au 1.1.1996	I 35,9 I	I 35,9 I	I 37,5 I	I recettes	I 28,0 I	I 27,1 I	I 28,0 I	I réductions visas ann. ant.	I	I 0,4 I	I	I disponible	I 63,9 I	I 63,4 I	I 65,5 I	I dépenses	I 30,0 I	I 20,2 I	I 30,0 I	I solde au 31.12.1996	I 33,9 I	I 43,2 I	I 35,5 I
I	Engagement	Ordonnancement	I																																	
I Fonds 13-5	I budget	I réalisation	I budget																																	
I solde au 1.1.1996	I 35,9 I	I 35,9 I	I 37,5 I																																	
I recettes	I 28,0 I	I 27,1 I	I 28,0 I																																	
I réductions visas ann. ant.	I	I 0,4 I	I																																	
I disponible	I 63,9 I	I 63,4 I	I 65,5 I																																	
I dépenses	I 30,0 I	I 20,2 I	I 30,0 I																																	
I solde au 31.12.1996	I 33,9 I	I 43,2 I	I 35,5 I																																	
13.56.2 - Centre gouvernemental de coordination et de crise	cnd	23,6	21,0	17,0																																
13.56.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	5,0	4,6	0,6																																
				12																																

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	
13.56.4 - Plan pluriannuel de la Justice	cnd 125,3 co 20,0	117,3	105,6	84 85
Taux pour la division 56 :	cnd 648,2 aa 0,8 ce 214,3 co 499,8 fen 30,0 fon 30,0	621,5 0,7 210,0 20,2	301,8 0,7 471,2 19,8	47 88 94 66
DIVISION 57 - DIRECTION D'ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE				
13.57.0 - Programme de subsistance	cnd 46,3	39,6	37,5	81
Taux pour la division 57 :	cnd 46,3	39,6	37,5	81
DIVISION 58 - GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX				
13.58.0 - Programme de subsistance	cnd 572,5 aa 0,5	553,5 0,5	528,8 0,1	92 20
Taux pour la division 58 :	cnd 572,5 aa 0,5	553,5 0,5	528,8 0,1	92 20

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement
			engagement	ordonnancement	
DIVISION 59 - CONSEIL D'ETAT					
13.59.0 - Programme de subsistance	cnd	618,0	612,0	576,4	93
	aa	0,7	0,6	0,6	86
	co	2,5		0,5	20
Fonds : fonds de gestion des astreintes					
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 13-7	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----
I solde au 1.1.1996	I 0,0 I				
I recettes	I 1,0 I	I 0,0 I	I 1,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I
I disponible	I 1,0 I	I 0,0 I	I 1,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----
I dépenses	I 1,0 I	I 0,0 I	I 1,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----
I solde au 31.12.1996	I 0,0 I				
Totaux pour la division 59 :					
	cnd	618,0	612,0	576,4	93
	aa	0,7	0,6	0,6	86
	co	2,5		0,5	20
	fen	1,0	0,0		
	fon	1,0		0,0	0
DIVISION 60 - COMMISSARIAT GENERAL AUX REFUGIES ET AUX APATRIDES - COMMISSION DE RECOURS DES REFUGIES					
13.60.0 - Programme de subsistance	cnd	369,8	336,9	321,6	87
13.60.1 - Contrat avec le citoyen	cnd	27,1	21,0	21,0	77
Totaux pour la division 60 :	cnd	396,9	357,9	342,6	86
TOTAL 13 MINISTERE DE L'INTERIEUR.					
	cnd	10.130,0	9.715,4	8.670,0	86
	aa	51,4	48,9	39,6	77
	ce	615,0	581,7		
	co	1.169,6		1.037,5	89
	fen	673,3	773,9		
	fon	686,0		316,1	46

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	
	(2)	(3)	(4)	(5)	
SECTION 14 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES					
14.01.0 - Fonctionnement du Cabinet		cnd	76,9	74,9	65,9
Totaux pour la division 01 :		cnd	76,9	74,9	65,9
DIVISION 02 - CABINET DU VICE PREMIER MINISTRE					
14.02.0 - Fonctionnement du Cabinet		aa	1,5	1,5	1,5
Totaux pour la division 02 :		aa	1,5	1,5	1,5
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR					
14.03.0 - Fonctionnement du Cabinet		aa	0,1	0,1	0,0
Totaux pour la division 03 :		aa	0,1	0,1	0,0
DIVISION 14 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'EUROPE 1992					
14.14.0 - Fonctionnement du Cabinet		aa	0,7	0,7	0,6
Totaux pour la division 14 :		aa	0,7	0,7	0,6
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES RATTACHEES					
14.40.0 - Programme de subsistance		cnd	27,1	25,3	23,0
		aa	0,1	0,1	0,1
		ce	20,0	20,0	100
		co	41,0		0,0
Totaux pour la division 40 :		cnd	27,1	25,3	23,0
		aa	0,1	0,1	0,1
		ce	20,0	20,0	100
		co	41,0		0,0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	
DIVISION 41 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX ET DIRECTION D'ADMINISTRATION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION				
14.41.0 - Programme de subsistance	cnd 994,2 aa 14,5 co 11,0	947,4 14,2 0,0	813,0 3,6 0,0	82 25 0
14.41.1 - Protocole	cnd 20,6	16,9	9,8	48
14.41.2 - Formation	cnd 12,5	7,1	2,4	19
14.41.3 - Conférences et autres manifestations	cnd 93,8	88,7	47,4	51
14.41.4 - Représentation à l'étranger (appui logistique)	cnd 20,5 aa 0,1	19,5 0,1	2,0 0,1	10 100
14.41.5 - Interventions sociales en faveur d'anciens coloniaux	cnd 1,0	0,3	0,3	30
14.41.6 - Etudes et documentation	cnd 42,3	42,3	33,0	78
14.41.7 - Collaboration internationale	cnd 48,8	46,4	40,5	83
Totaux pour la division 41 :	cnd 1.233,7 aa 14,6 co 11,0	1.168,6 14,3	948,4 3,7 0,0	77 25 0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)		

DIVISION 42 - POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

14.42.0 - Programme de subsistance	cnd	4.462,4	4.338,0	3.267,9	73
	aa	119,2	119,2	118,7	100
	ce	100,0	96,8		
	co	200,0		166,2	83

Fonds : fonds destiné à l'utilisation du produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger, à l'achat, la construction et l'aménagement de biens de même nature destinés à servir soit de résidences, soit de chancelleries des missions diplomatiques ou des postes consulaires belges

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 14-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 1.1.1996	I 79,2 I	I 79,2 I	I 120,7 I	I 120,7 I	I
I recettes	I 36,0 I	I 35,4 I	I 36,0 I	I 35,4 I	I
I réductions visas ann. ant.	I	I 0,1 I	I	I	I
I disponible	I 115,2 I	I 114,7 I	I 156,7 I	I 156,1 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I dépenses	I 74,7 I	I 74,7 I	I 96,2 I	I 50,4 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 31.12.1996	I 40,5 I	I 40,0 I	I 60,5 I	I 105,7 I	I

Totaux pour la division 42 :	cnd	4.462,4	4.338,0	3.267,9	73
	aa	119,2	119,2	118,7	100
	ce	100,0	96,8		
	co	200,0		166,2	83
	fen	74,7	74,7		
	fon	96,2		50,4	52

DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

14.51.0 - Programme de subsistance	cnd	124,8	121,6	112,2	90
14.51.1 - Commerce extérieur	cnd	1.013,2	999,7	876,9	87
	ce	1.624,6	1.239,5		
	co	1.168,2		855,5	73
Totaux pour la division 51 :	cnd	1.138,0	1.121,3	989,1	87
	ce	1.624,6	1.239,5		
	co	1.168,2		855,5	73

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	(en millions de francs)		
			(2)	(3)	(4)
Utilisation engagement Utilisation ordonnancement Taux d'utilisation ordonnancement					
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA CHANCELLERIE ET DU CONTENTIEUX					
14.52.0 - Programme de subsistance	cnd aa	155,5 0,4	150,9 0,4	124,2 0,3	80 75
14.52.1 - Organismes internationaux	cnd	33,2	32,9	32,3	97
14.52.2 - Aide humanitaire	cnd aa	38,9 0,4	33,9 0,4	29,7 0,4	76 100
Totaux pour la division 52 :	cnd aa	227,6 0,8	217,7 0,8	186,2 0,7	82 88
DIVISION 53 - DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE					
14.53.0 - Programme de subsistance	cnd	153,1	150,0	143,6	94
14.53.1 - Politique étrangère	cnd aa	1.537,4 2,9	1.492,2 2,9	1.189,4 2,7	77 93
14.53.2 - Politique scientifique	cnd aa	146,9 0,3	146,5 0,3	132,6 0,3	90 100
14.53.3 - Coopération	cnd	15,0	12,9	12,3	82
14.53.4 - Aide humanitaire	cnd	191,0	191,0	104,4	55
Totaux pour la division 53 :	cnd aa	2.043,4 3,2	1.992,6 3,2	1.582,3 3,0	77 94
DIVISION 55 - AFFAIRES EUROPEENNES					
14.55.0 - Programme de subsistance	cnd	0,5	0,4	0,0	0
14.55.1 - Information au sujet de l'Europe	cnd aa	30,7 1,2	25,9 0,8	8,7 0,8	28 67
Totaux pour la division 55 :	cnd aa	31,2 1,2	26,3 0,8	8,7 0,8	28 67
TOTAL 14 MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.	cnd aa ce co fen fon	9.240,3 141,4 1.744,6 1.420,2 74,7 96,2	8.964,7 140,7 1.356,3 74,7 50,4	7.071,5 129,1 1.021,7 74,7 50,4	77 91 72 52

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation	
		engagement (3)	ordonnancement (4)	ordonnancement (5)	
SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.					
DIVISION 54 - ADMINISTRATION GENERALE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (A.G.C.D.)					
15.54.0 - Programme de subsistance	cnd aa	1.395,6 0,1	1.327,3 0,0	1.041,4 0,0	
15.54.1 - Coopération bilatérale (Fonds de la Coopération au développement)	cnd aa ce co	3.330,7 0,6 7.632,7 7.915,1	3.152,2 0,5 6.449,1 5.781,9	1.861,3 0,5 73	
15.54.2 - Politique scientifique - Cadre international	cnd	427,5	413,4	410,1	
15.54.3 - Coopération via des institutions internationales	cnd ce co	4.458,8 360,0 344,0	3.658,2 360,0 334,0	3.641,0 82 97	
15.54.4 - Politique scientifique - Enseignement - Formation - Activités éducatives	cnd ce co	1.320,9 407,9 494,0	1.190,2 385,3 302,2	820,2 62 61	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	ordonnancement (5)
		engagement	réalisation		

15.54.5 - Fonds de Survie pour le Tiers Monde
Fonds : fonds de survie

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I Fonds 15-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 1.1.1996	I 0,0 I	I 0,0 I	I 2.456,6 I	I 2.706,6 I	I
I autorisation d'engagement	I 750,0 I	I 750,0 I	I	I	I
I recettes	I	I	I 950,0 I	I 1.016,1 I	I
I disponible	I 750,0 I	I 750,0 I	I 3.406,6 I	I 3.722,7 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I dépenses	I 750,0 I	I 564,9 I	I 722,0 I	I 666,7 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 31.12.1996	I 0,0 I	I 185,1 * I	I 2.684,6 I	I 3.056,0 I	I

* Sans report possible

15.54.6 - Divers - Plurisectoriel	cnd	396,7	388,9	258,0	65
	co	14,4		7,8	54
Totaux pour la division 54 :	cnd	11.330,2	10.130,2	8.032,0	71
	aa	0,7	0,5	0,5	71
	ce	8.400,6	7.194,4		
	co	8.767,5		6.425,9	73
	fen	750,0	564,9		
	fon	722,0		666,7	92
TOTAL 15 COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.	cnd	11.330,2	10.130,2	8.032,0	71
	aa	0,7	0,5	0,5	71
	ce	8.400,6	7.194,4		
	co	8.767,5		6.425,9	73
	fen	750,0	564,9		
	fon	722,0		666,7	92

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	

SECTION 16 - MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE.

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

16.01.0 - Subsistance	cnd	53,0	53,0	52,9	100
Totaux pour la division 01 :	cnd	53,0	53,0	52,9	100

DIVISION 50 - FORCES ARMEES

16.50.0 - Subsistance	cnd	62.940,8	62.793,7	58.067,6	92
	aa	79,5	79,5	50,0	63
	ce	153,0	153,0		
	co	115,0		115,0	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 16-1	I-----+-----+-----I				
I I budget	I-----+-----+-----I	I réalisation	I budget	I réalisation	I
I I-----+-----+-----+-----I					
I I soldé au 1.1.1996	I-----+-----+-----I	I 602,6 I	I 588,5 I	I 1.382,7 I	I 1.368,6 I
I I recettes	I-----+-----+-----I	I 928,1 I	I 883,6 I	I 928,1 I	I 883,6 I
I I réductions visas ann. ant.	I-----+-----+-----I	I	I 171,2 I	I	I
I I disponible	I-----+-----+-----I	I 1.530,7 I	I 1.643,3 I	I 2.310,8 I	I 2.252,2 I
I I-----+-----+-----+-----I					
I I dépenses	I-----+-----+-----I	I 1.120,3 I	I 950,4 I	I 1.201,3 I	I 825,3 I
I I-----+-----+-----+-----I					
I I solde au 31.12.1996	I-----+-----+-----I	I 410,4 I	I 692,9 I	I 1.109,5 I	I 1.426,9 I

16.50.1 - Entraînement	cnd	8.386,3	8.367,6	4.371,1	52
	aa	44,4	44,4	19,7	44
	ce	1.227,8	841,7		
	co	886,3		869,0	98

16.50.2 - Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure	cnd	4.238,5	4.232,3	834,1	20
	aa	163,9	163,9	123,1	75
	ce	4.491,0	3.214,2		
	co	7.862,9		7.850,7	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	
16.50.3 - Restructuration des Forces armées		ce 2.673,0 co 2.521,5	1.862,9	2.471,0	98
16.50.4 - Obligations internationales		cnd 934,9 ce 1.190,0 co 1.220,0	923,8 1.142,0	515,3 1.219,5	55 100
Fonds : fonds pour prestations contre paiement					
		I Engagement I-----+ I budget I réalisation I-----+ I-----+-----+-----+ I solde au 1.1.1996 I 151,1 I 151,1 I 164,3 I 164,3 I I recettes I 175,0 I 0,0 I 175,0 I 0,0 I I réductions visas ann. ant. I I 4,7 I I I I disponible I 326,1 I 155,8 I 339,3 I 164,3 I I-----+-----+-----+ I dépenses I 50,0 I 0,8 I 54,0 I 7,9 I I-----+-----+-----+ I solde au 31.12.1996 I 276,1 I 155,0 I 285,3 I 156,4 I			
	Totaux pour la division 50 :	cnd 76.500,5 aa 287,8 ce 9.734,8 co 12.605,7 fen 1.170,3 fon 1.255,3	76.317,4 287,8 7.213,8 951,2	63.788,1 192,8 12.525,2 833,2	83 67 99 66
DIVISION 60 - ADMINISTRATION GENERALE CIVILE					
16.60.0 - Subsistance		cnd 3.974,0 aa 26,0	3.954,5 26,0	3.909,6 26,0	98 100
16.60.1 - Indemnisations		cnd 146,5	146,5	76,1	52
	Totaux pour la division 60 :	cnd 4.120,5 aa 26,0	4.101,0 26,0	3.985,7 26,0	97 100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés (1)	Utilisation engagement		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			(2)	(3)		
DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE						
16.70.4 - Enseignement, formation et activités éducatives	cnd aa	1.085,4 1,2	1.074,6 1,2	954,4 1,2	88	100
Fonds : fonds pour prestations contre paiement						
I Fonds 16-4	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I
I budget	I	réalisation	I	budget	I	réalisation
I solde au 1.1.1996	I	0,4 I	I	4,4 I	I	4,4 I
I recettes	I	2,5 I	I	2,5 I	I	1,0 I
I disponible	I	2,9 I	I	6,9 I	I	5,4 I
I dépenses	I	2,5 I	I	2,5 I	I	0,8 I
I solde au 31.12.1996	I	0,4 I	I	4,4 I	I	4,6 I
16.70.5 - Recherche scientifique	cnd	53,0	53,0	42,5	80	
Totaux pour la division 70 :	cnd aa fen fon	1.138,4 1,2 2,5 2,5	1.127,6 1,2 1,2 0,8	996,9 1,2 1,2 0,8	88	100
DIVISION 90 - INSTITUTIONS D'INTERET PUBLIC ET ORGANISMES SUBVENTIONNES						
16.90.1 - Appui cartographique	cnd	354,2	351,6	351,6	99	
16.90.3 - Aide sociale	cnd	152,1	151,6	151,6	100	
16.90.4 - Reconnaissance nationale	cnd	11,8	11,8	11,7	99	
16.90.5 - Indemnisation de sociétés de transport	cnd	51,6	51,6	29,5	57	
Totaux pour la division 90 :	cnd	569,7	566,6	544,4	96	
TOTAL 16 MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE.	cnd aa ce co fen fon	82.382,1 315,0 9.734,8 12.605,7 1.172,8 1.257,8	82.165,6 315,0 7.213,8 952,4	69.368,0 220,0 12.525,2 834,0	84 70 99 66	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)		Utilisation ordonnancement Taux d'utilisation (4) ordonnancement (5)	

SECTION 17 - SERVICE GENERAL D'APPUI POLICIER
ET GENDARMERIE.

DIVISION 40 - SERVICE GENERAL D'APPUI POLICIER

17.40.0 - Moyens de subsistance	cnd	219,8	166,6	100,2	46
17.40.1 - Contrat avec le citoyen : statistique policière et concertation pentagonale	cnd	25,6	25,3	22,0	86
Totaux pour la division 40 :	cnd	245,4	191,9	122,2	50

DIVISION 50 - GENDARMERIE

17.50.0 - Moyens de subsistance	cnd	25.570,3	25.499,3	25.127,0	98
	aa	9,8	9,8	9,8	100
	ce	866,3	866,3		
	co	842,4		842,4	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I				
Fonds 17-1		I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I				
I	I	budget	I	réalisation	I	budget	I	réalisation	I
I	I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I				
I solde au 1.1.1996	I	17,6 I	17,6 I	17,6 I	17,6 I				
I recettes	I	27,8 I	21,5 I	27,8 I	21,5 I				
I disponible	I	45,4 I	39,1 I	45,4 I	39,1 I				
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I					
I dépenses	I	27,8 I	22,2 I	27,8 I	22,2 I				
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I					
I solde au 31.12.1996	I	17,6 I	16,9 I	17,6 I	16,9 I				

17.50.2 - Justice	cnd	232,8	224,4	172,4	74
17.50.3 - Intérieur	cnd	460,0	452,5	324,9	71
	aa	1,3	1,3	1,2	92
	ce	24,2	23,2		
	co	24,9		24,9	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)		
17.50.4 - Recherche scientifique	cnd 6,0 aa 0,3	5,5 0,3	4,9 0,3	82	
Totaux pour la division 50 :	cnd 26.269,1 aa 11,4 ce 890,5 co 867,3 fen 27,8 fon 27,8	26.181,7 11,4 889,5 867,3 22,2 22,2	25.629,2 11,3 867,3 22,2	98 99 100	
TOTAL 17 SERVICE GENERAL D'APPUI POLICIER ET GENDARMERIE.	cnd 26.514,5 aa 11,4 ce 890,5 co 867,3 fen 27,8 fon 27,8	26.373,6 11,4 889,5 867,3 22,2 22,2	25.751,4 11,3 867,3 22,2	97 99 100	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	ordonnancement
SECTION 18 - MINISTERE DES FINANCES.					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES FINANCES					
18.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	67,5	67,1	58,3	86
	aa	3,3	3,3	1,3	39
Totaux pour la division 01 :	cnd	67,5	67,1	58,3	86
	aa	3,3	3,3	1,3	39
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR					
18.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	75,8	74,9	69,6	92
Totaux pour la division 02 :	cnd	75,8	74,9	69,6	92
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU BUDGET					
18.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	74,5	67,5	51,2	69
	aa	2,4	2,4	0,1	4
Totaux pour la division 03 :	cnd	74,5	67,5	51,2	69
	aa	2,4	2,4	0,1	4
DIVISION 04 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
18.04.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	53,1	44,4	35,5	67
Totaux pour la division 04 :	cnd	53,1	44,4	35,5	67
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
18.40.0 - Subsistance	cnd	2.684,5	2.513,3	2.199,8	82
	aa	1,1	1,0	0,8	73
18.40.1 - Etudes et documentation	cnd	17,0	17,0	16,9	99
18.40.2 - Programme social	cnd	112,9	112,9	112,5	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	
18.40.3 - Programme de formation	cnd 67,5	51,5	29,0	43
Totaux pour la division 40 :	cnd 2.881,9 aa 1,1	2.694,7 1,0	2.358,2 0,8	82 73
DIVISION 50 - ADMINISTRATION GENERALE DES IMPOTS				
18.50.1 - Services polyvalents et intégrés	cnd 821,9	793,4	761,9	93
18.50.2 - Contributions directes	cnd 18.890,9	18.266,0	17.712,9	94
18.50.3 - Cadastre	cnd 3.854,4	3.744,3	3.602,2	93
18.50.4 - Douanes et Accises	cnd 7.404,2	7.277,0	7.086,4	96
18.50.5 - T.V.A., Enregistrement et Domaines	cnd 10.416,2 ce 25,1 co 25,1	10.225,3 0,5	9.832,9 0,5	94 2
18.50.9 - Restructuration départementale des administrations fiscales	cnd 245,3	143,1	102,5	42
Totaux pour la division 50 :	cnd 41.632,9 ce 25,1 co 25,1	40.449,1 0,5	39.098,8 0,5	94 2
DIVISION 60 - ADMINISTRATION DU BUDGET ET DU CONTROLE DES DEPENSES				
18.60.0 - Subsistance	cnd 276,4	267,5	261,0	94
18.60.1 - Crédits provisionnels inter-départementaux	cnd 1.255,6	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 60 :	cnd 1.532,0	267,5	261,0	17
DIVISION 61 - ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE				
18.61.0 - Subsistance	cnd 1.240,6 aa 31,9	1.179,7 31,9	1.108,6 30,0	89 94
18.61.1 - Relations financières internationales	cnd 440,7	409,5	374,7	85
18.61.2 - Promotion de l'exportation	cnd 400,0	200,0	200,0	50
18.61.3 - Aide au développement	cnd 4.294,8 ce 750,0 co 580,3	3.987,6 447,7	3.312,6 206,2	77 36

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement
			engagement	ordonnancement	
18.61.4 - Soutien économique	cnd	1.625,0	1.608,3	1.403,6	86
Totaux pour la division 61 :	cnd	8.001,1	7.385,1	6.399,5	80
	aa	31,9	31,9	30,0	94
	ce	750,0	447,7		
	co	580,3		206,2	36
DIVISION 62 - ADMINISTRATION DES PENSIONS					
18.62.0 - Subsistance	cnd	724,7	699,9	664,8	92
Totaux pour la division 62 :	cnd	724,7	699,9	664,8	92
TOTAL 18 MINISTERE DES FINANCES.	cnd	55.043,5	51.750,2	48.996,9	89
	aa	38,7	38,6	32,2	83
	ce	775,1	448,2		
	co	605,4		206,7	34

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
		(2)	(3)	(4)	(5)	
SECTION 19 - FONCTION PUBLIQUE.						
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE						
19.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	83,7	60,5	54,7	65	
Totaux pour la division 01 :	cnd	83,7	60,5	54,7	65	
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL						
19.40.0 - Programme de subsistance	cnd	213,6	204,5	101,8	48	
19.40.1 - Etudes et investissements	cnd	8,8	7,6	4,0	45	
19.40.2 - Secrétariat permanent de recrutement	cnd	256,1	250,9	250,9	98	
Totaux pour la division 40 :	cnd	478,5	463,0	356,7	75	
DIVISION 50 - COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE						
19.50.0 - Subsistance	cnd	208,7	200,4	197,8	95	
Totaux pour la division 50 :	cnd	208,7	200,4	197,8	95	
DIVISION 52 - SERVICE D'ADMINISTRATION GENERALE						
19.52.0 - Programme de subsistance	cnd	141,8	139,8	132,8	94	
Totaux pour la division 52 :	cnd	141,8	139,8	132,8	94	
DIVISION 53 - INSTITUT DE FORMATION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE						
19.53.0 - Programme de subsistance	cnd	117,1	112,7	109,9	94	
19.53.1 - Formation des fonctionnaires	cnd	152,7	136,4	99,6	65	
19.53.2 - Crédits provisionnels	cnd	0,1	0,0	0,0	0	
Totaux pour la division 53 :	cnd	269,9	249,1	209,5	78	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement (3)	ordonnancement (4)	ordonnancement (5)
DIVISION 54 - BUREAU FEDERAL D'ACHATS					
19.54.0 - Programme de subsistance		cnd	114,7	105,8	98,3
Totaux pour la division 54 :		cnd	114,7	105,8	98,3
DIVISION 55 - REGIE DES BATIMENTS					
19.55.2 - Dotations à la Régie des bâtiments		cnd	14.992,4	14.951,5	14.950,5
Totaux pour la division 55 :		cnd	14.992,4	14.951,5	14.950,5
TOTAL 19 FONCTION PUBLIQUE.		cnd	16.289,7	16.170,1	16.000,3
					98

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
aa : crédits non dissociés pour années antérieures
ce : crédits dissociés d'engagement
co : crédits dissociés d'ordonnancement
fen : crédits variables d'engagement
fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 21 - PENSIONS.

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DES PENSIONS (FINANCES)

21.51.1 - Pensions et prestations assimilées cnd 137.031,3 137.016,7 136.956,0 100
 Fonds : pensions de survie (ancien 66.03 B)

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 21-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I solde au 1.1.1996	I 6.946,3 I	I 3.951,1 I	I 3.995,9 I	I 3.995,9 I	I 3.995,9 I
I recettes	I 37.292,8 I	I 37.596,5 I	I 37.292,8 I	I 37.292,8 I	I 37.596,5 I
I disponible	I 44.239,1 I	I 41.547,6 I	I 41.288,7 I	I 41.288,7 I	I 41.592,4 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I dépenses	I 41.223,0 I	I 40.916,8 I	I 41.223,0 I	I 41.223,0 I	I 40.734,4 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I solde au 31.12.1996	I 3.016,1 I	I 630,8 I	I 65,7 I	I 65,7 I	I 858,0 I

21.51.3 - Allocations familiales et intérêts de retard cnd 35,9 35,9 33,0 92
dus conformément à l'A.R. du 30 novembre 1993

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	ordonnancement
	(2)	(3)	(4)	(5)	
21.51.5 - Pensions et prestations assimilées du personnel des organismes d'intérêt public	cnd	138,9	138,9	138,9	100
Fonds : pensions de retraite du personnel des organismes d'intérêt public (régime de pension instauré par loi 28.04.58) (ancien 66.09 B)					
I Fonds 21-2	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I budget	I réalisation	I budget	I réalisation		
I solde au 1.1.1996	I 698,7 I	I 275,2 I	I 275,2 I	I 275,2 I	
I recettes	I 5.803,7 I	I 5.925,5 I	I 5.803,7 I	I 5.925,5 I	
I disponible	I 6.502,4 I	I 6.200,7 I	I 6.078,9 I	I 6.200,7 I	
I dépenses	I 5.694,1 I	I 5.483,3 I	I 5.694,1 I	I 5.479,0 I	
I solde au 31.12.1996	I 808,3 I	I 717,4 I	I 384,8 I	I 721,7 I	
Totaux pour la division 51 :	cnd 150.329,9 fen 46.917,1 fon 46.917,1	150.206,4 46.400,1	150.101,2 46.213,4		100 99
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE (PREVOYANCE SOCIALE)					
21.52.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	2.752,3	2.740,0	2.615,2	95
21.52.3 - Allocations familiales	cnd aa	1.475,3 17,7	1.462,2 17,6	1.462,2 17,6	99 99
21.52.5 - Sécurité d'existence	cnd	9.319,0	9.319,0	9.319,0	100
Totaux pour la division 52 :	cnd aa	13.546,6 17,7	13.521,2 17,6	13.396,4 17,6	99 99
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES VICTIMES DE LA GUERRE (SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT)					
21.54.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	2.335,3	2.292,9	2.292,9	98
21.54.2 - Indemnités et prestations assimilées	cnd	61,1	54,8	54,8	90
21.54.3 - Allocations familiales	cnd	10,2	9,9	9,9	97
Totaux pour la division 54 :	cnd	2.406,6	2.357,6	2.357,6	98

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
(1)					
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES (CLASSES MOYENNES)					
21.55.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	22.831,0	22.831,0	22.829,0	100
Totaux pour la division 55 :	cnd	22.831,0	22.831,0	22.829,0	100
DIVISION 56 - AUTRES MINISTERES (AIDE SOCIALE AUX AGENTS PENSIONNES DE TOUS LES MINISTERES)					
21.56.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd aa	26,9 0,4	21,5 0,4	12,5 0,3	46 75
Totaux pour la division 56 :	cnd aa	26,9 0,4	21,5 0,4	12,5 0,3	46 75
TOTAL 21 PENSIONS.	cnd aa fen fon	189.141,0 18,1 46.917,1 46.917,1	188.937,7 18,0 46.400,1 	188.696,7 17,9 46.213,4 	100 99 99

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	
	(2)		(3)	(4)	(5)

SECTION 23 - MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET
DU TRAVAIL

23.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	71,8	69,2	55,7	78
	aa	1,6	1,6	1,5	94
Totaux pour la division 01 :	cnd	71,8	69,2	55,7	78
	aa	1,6	1,6	1,5	94

DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES
ADMINISTRATIFS GENERAUX

23.40.0 - Subsistance	cnd	643,7	612,1	515,0	80
	aa	1,3	1,3	1,2	92
23.40.1 - Collaboration internationale	cnd	121,6	120,0	91,4	75
	aa	0,7	0,7	0,7	100
23.40.2 - Etudes	cnd	0,6	0,6	0,2	33
23.40.5 - Egalité de chances entre femmes et hommes	cnd	112,1	105,9	61,2	55
	aa	0,7	0,6	0,3	43
Totaux pour la division 40 :	cnd	878,0	838,6	667,8	76
	aa	2,7	2,6	2,2	81

DIVISION 51 - SERVICE DES RELATIONS COLLECTIVES
DE TRAVAIL

23.51.0 - Subsistance	cnd	175,8	168,9	165,2	94
23.51.1 - Concertation et conciliation sociales	cnd	90,0	87,0	87,0	97
Totaux pour la division 51 :	cnd	265,8	255,9	252,2	95

DIVISION 52 - COMMISSARIAT GENERAL A LA PROMOTION
DU TRAVAIL

23.52.0 - Subsistance	cnd	25,4	23,5	22,2	87
-----------------------	-----	------	------	------	----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement	(5)
			engagement	ordonnancement		
23.52.1 - Actions en faveur de la promotion sociale, morale et intellectuelle des travailleurs	cnd	106,2	102,0		96,3	91
Totaux pour la division 52 :	cnd	131,6	125,5		118,5	90
DIVISION 53 - SERVICE D'ETUDES						
23.53.0 - Subsistance	cnd	66,7	56,6		56,1	84
23.53.1 - Bibliothèque	cnd	11,0	10,5		10,4	95
Totaux pour la division 53 :	cnd	77,7	67,1		66,5	86
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA SECURITE DU TRAVAIL						
23.54.0 - Subsistance	cnd	331,4	320,1		315,0	95
23.54.1 - Contrôle, réglementation et encouragement de la sécurité du travail	cnd	0,9	0,2		0,0	0
23.54.2 - Sécurité technique des installations nucléaires Fonds : sécurité technique des installations nucléaires						
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I
I Fonds 23-1	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 1.1.1996	I 570,6 I	I 570,5 I	I 717,3 I	I 717,4 I	I	I
I recettes	I 140,0 I	I 143,0 I	I 140,0 I	I 143,0 I	I	I
I réductions visas ann. ant.	I	I 1,1 I	I	I	I	I
I disponible	I 710,6 I	I 714,6 I	I 857,3 I	I 860,4 I	I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I dépenses	I 123,5 I	I 42,8 I	I 194,1 I	I 82,4 I	I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I
I solde au 31.12.1996	I 587,1 I	I 671,8 I	I 663,2 I	I 778,0 I	I	I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

23.54.3 - Fonds pour la sécurité technique des entreprises visées par la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents graves dans des activités industrielles déterminées (entreprises - SEVESO)

Fonds : fonds pour la prévention des accidents majeurs

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 23-5	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 1.1.1996	I 86,4 I	I 86,4 I	I 127,7 I	I 127,7 I	I 127,7 I
I recettes	I 60,0 I	I 60,0 I	I 60,0 I	I 60,0 I	I 60,0 I
I réductions visas ann. ant.	I I	I 4,7 I	I I	I I	I I
I disponible	I 146,4 I	I 151,1 I	I 187,7 I	I 187,7 I	I 187,7 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I dépenses	I 57,0 I	I 42,4 I	I 72,0 I	I 60,5 I	I 60,5 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 31.12.1996	I 89,4 I	I 108,7 I	I 115,7 I	I 127,2 I	I 127,2 I

Totaux pour la division 54 :	cnd	332,3	320,3	315,0	95
	fen	180,5	85,2	142,9	54
	fon	266,1			

DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE L'HYGIENE ET DE LA MEDECINE DU TRAVAIL

23.55.0 - Subsistance cnd 167,7 161,2 154,3 92

23.55.1 - Réglementation et contrôle - Encouragement de l'hygiène des lieux de travail et de la santé des travailleurs cnd 0,2 0,1 0,0 0

Totaux pour la division 55 :	cnd	167,9	161,3	154,3	92
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE L'EMPLOI

23.56.0 - Subsistance cnd 135,1 129,1 122,9 91

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
23.56.1 - Promotion sociale des travailleurs	cnd	1.524,0	1.524,0	1.524,0	100
Fonds : Congé-Education payé					
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 23-2	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I réalisation	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 1.1.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I recettes	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I réductions visas ann. ant.	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I disponible	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I dépenses	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 31.12.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
23.56.2 - Allocations de chômage	cnd	305,1	304,7	304,7	100
23.56.3 - Prépensions	cnd	288,5	284,3	284,3	99
	aa	1,4	1,3	1,3	93
23.56.4 - Remise au Travail	cnd	3.625,7	2.826,8	2.826,8	78
	aa	1,3	1,3	1,3	100
Fonds : fonds pour l'emploi					
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I Fonds 23-3	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I réalisation	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 1.1.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I recettes	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I réductions visas ann. ant.	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I disponible	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I dépenses	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I -----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 31.12.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
23.56.6 - Aide C.E.C.A.	cnd	77,2	77,2	77,2	100
23.56.8 - Interventions financières en faveur des Régions	cnd	12.597,4	12.597,4	12.597,4	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement		Utilisation ordonnancement Taux d'utilisation ordonnancement (3) (4) (5)	

23.56.9 - Fonds social européen

Fonds : fonds social européen belge

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I Fonds 23-4	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 1.1.1996	I 229,2 I	I 231,3 I	I 240,0 I	I 242,2 I	I
I recettes	I 609,0 I	I 132,5 I	I 609,0 I	I 132,5 I	I
I disponible	I 838,2 I	I 363,8 I	I 849,0 I	I 374,7 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I dépenses	I 639,0 I	I 236,3 I	I 639,0 I	I 232,4 I	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I solde au 31.12.1996	I 199,2 I	I 127,5 I	I 210,0 I	I 142,3 I	I
Totaux pour la division 56 :	cnd 18.553,0	I 17.743,5	I 17.737,3	I 96	I
	aa 2,7	I 2,6	I 2,6	I 96	I
	fen 4.181,0	I 2.046,8			
	fon 4.771,0		I 2.211,1	I 46	I

DIVISION 57 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION ET
DES RELATIONS DU TRAVAIL

23.57.0 - Subsistance

cnd 514,4 504,4 490,6 95

Totaux pour la division 57 : cnd 514,4 504,4 490,6 95

DIVISION 58 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

23.58.5 - Etudes

cnd 6,0 5,4 3,3 55

Totaux pour la division 58 : cnd 6,0 5,4 3,3 55

TOTAL 23 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

cnd 20.998,5 20.091,2 19.861,2 95

aa 7,0 6,8 6,3 90

fen 4.361,5 2.132,0

fon 5.037,1 2.354,0 47

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
		(2)	(3)	(4)	(5)	
SECTION 26 - MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT						
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES PENSIONS						
26.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	97,8	94,5	82,6	84	
	aa	1,0	1,0	0,9	90	
	Totaux pour la division 01 :	cnd	97,8	94,5	82,6	
		aa	1,0	1,0	0,9	
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES						
26.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	79,0	75,3	69,2	88	
	aa	2,8	2,8	2,8	100	
	Totaux pour la division 02 :	cnd	79,0	75,3	69,2	
		aa	2,8	2,8	2,8	
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE						
26.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	16,6	16,6	15,5	93	
	Totaux pour la division 03 :	aa	16,6	16,6	15,5	
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION SOCIALE ET A L'ENVIRONNEMENT						
26.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	65,5	55,6	49,7	76	
	Totaux pour la division 11 :	cnd	65,5	55,6	49,7	
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX						
26.40.0 - Programme de subsistance	cnd	1.258,8	1.213,9	956,0	76	
	aa	0,2	0,2	0,2	100	
	Totaux pour la division 40 :	cnd	150,8	145,6	135,2	
		aa	0,2	0,2	0,2	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation																																																																		
			engagement	ordonnancement																																																																			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)																																																																			
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'INFORMATION ET DES ETUDES																																																																							
26.51.0 - Programme de subsistance	cnd aa	83,1 3,3	77,1 3,3	51,7 2,7	62 82																																																																		
Totaux pour la division 51 :	cnd aa	83,1 3,3	77,1 3,3	51,7 2,7	62 82																																																																		
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA SECURITE SOCIALE																																																																							
26.52.0 - Programme de subsistance	cnd	92,4	90,1	84,4	91																																																																		
26.52.1 - Maladie	cnd	9.808,4	9.808,4	8.796,9	90																																																																		
26.52.2 - Invalidité	cnd	2.373,7	2.373,7	2.373,7	100																																																																		
26.52.3 - Sécurité sociale travailleurs salariés	cnd	192.000,0	192.000,0	192.000,0	100																																																																		
26.52.4 - Accidents du travail, maladies professionnelles Fonds: Financement du contrôle des assureurs- loi	cnd	1,0	0,9	0,0	0																																																																		
<table border="1"> <thead> <tr> <th>I</th> <th>I</th> <th>Engagement</th> <th>I</th> <th>Ordonnancement</th> <th>I</th> </tr> <tr> <th>I</th> <th>Fonds 24-1</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> </tr> <tr> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> <th>I-----+-----+</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I solde au 1.1.1996</td> <td>I 6,5 I</td> <td>I 6,5 I</td> <td>I 11,6 I</td> <td>I 11,6 I</td> <td>I 11,6 I</td> </tr> <tr> <td>I recettes</td> <td>I 28,3 I</td> <td>I 28,4 I</td> <td>I 28,3 I</td> <td>I 28,4 I</td> <td>I 28,4 I</td> </tr> <tr> <td>I désaffection</td> <td>I -4,4 I</td> </tr> <tr> <td>I disponible</td> <td>I 30,4 I</td> <td>I 30,5 I</td> <td>I 35,5 I</td> <td>I 35,6 I</td> <td>I 35,6 I</td> </tr> <tr> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> </tr> <tr> <td>I dépenses</td> <td>I 25,6 I</td> <td>I 12,9 I</td> <td>I 30,9 I</td> <td>I 11,6 I</td> <td>I 11,6 I</td> </tr> <tr> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> <td>I-----+-----+</td> </tr> <tr> <td>I solde au 31.12.1996</td> <td>I 4,8 I</td> <td>I 17,6 I</td> <td>I 4,6 I</td> <td>I 24,0 I</td> <td>I 24,0 I</td> </tr> </tbody> </table>						I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I	Fonds 24-1	I-----+-----+	I solde au 1.1.1996	I 6,5 I	I 6,5 I	I 11,6 I	I 11,6 I	I 11,6 I	I recettes	I 28,3 I	I 28,4 I	I 28,3 I	I 28,4 I	I 28,4 I	I désaffection	I -4,4 I	I disponible	I 30,4 I	I 30,5 I	I 35,5 I	I 35,6 I	I 35,6 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I dépenses	I 25,6 I	I 12,9 I	I 30,9 I	I 11,6 I	I 11,6 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I solde au 31.12.1996	I 4,8 I	I 17,6 I	I 4,6 I	I 24,0 I	I 24,0 I													
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I																																																																		
I	Fonds 24-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I solde au 1.1.1996	I 6,5 I	I 6,5 I	I 11,6 I	I 11,6 I	I 11,6 I																																																																		
I recettes	I 28,3 I	I 28,4 I	I 28,3 I	I 28,4 I	I 28,4 I																																																																		
I désaffection	I -4,4 I	I -4,4 I	I -4,4 I	I -4,4 I	I -4,4 I																																																																		
I disponible	I 30,4 I	I 30,5 I	I 35,5 I	I 35,6 I	I 35,6 I																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I dépenses	I 25,6 I	I 12,9 I	I 30,9 I	I 11,6 I	I 11,6 I																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I solde au 31.12.1996	I 4,8 I	I 17,6 I	I 4,6 I	I 24,0 I	I 24,0 I																																																																		
26.52.5 - Sécurité sociale d'autre mer	cnd	9.110,0	9.110,0	9.110,0	100																																																																		
Totaux pour la division 52 :	cnd fen fon	213.385,5 25,6 30,9	213.383,1 12,9 11,6	212.365,0	100 38																																																																		
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES SOINS DE SANTE																																																																							
26.53.0 - Subsistance	cnd	171,1	162,7	143,0	84																																																																		

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	
26.53.1 - Hospitalisations	cnd 39.951,1 aa 1,6 ce 14,9 co 8,1	39.894,1 1,5 8,1 7,9	39.678,5 1,3 98	99 81 98
26.53.2 - Aide médicale urgente	cnd 288,6 aa 0,5 ce 8,4 co 8,4	264,9 0,4 8,3 0,3	59,7 0,0 0,3 4	21 0 4
26.53.3 - Art de guérir	cnd 13,8	13,1	8,8	64
26.53.4 - Prophylaxie	cnd 20,0 co 0,2	19,0	14,7 0,0	74 0
26.53.5 - Stockage et distribution du sang	ce 0,1 co 0,1	0,0	0,0	0
26.53.6 - Prévention médico-sociale	cnd 40,6	36,7	9,2	23

26.53.7 - Croix-Rouge

Fonds: Croix-Rouge de Belgique (ancien
article 66.10 A) (loi du 7 août 1974)

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 25-2	I	I	I	I
I		budget	réalisation	budget	réalisation
I					
I solde au 1.1.1996	I	38,0 I	38,0 I	65,4 I	65,4 I
I recettes	I	200,0 I	182,5 I	200,0 I	182,5 I
I disponible	I	238,0 I	220,5 I	265,4 I	247,9 I
I					
I dépenses	I	228,1 I	208,5 I	228,1 I	221,9 I
I					
I solde au 31.12.1996	I	9,9 I	12,0 I	37,3 I	26,0 I

Totaux pour la division 53 :	cnd 40.485,2 aa 2,1 ce 23,4 co 16,8 fen 228,1 fon 228,1	40.390,5 1,9 16,4 208,5	39.913,9 1,3 8,2 221,9	99 62 49 97
------------------------------	--	--------------------------------------	-------------------------------------	--------------------------

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA PROTECTION DE LA SANTE

26.54.0 - Subsistance	cnd 173,2	171,8	171,0	99
-----------------------	-----------	-------	-------	----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement
			engagement	ordonnancement	
26.54.1 - Inspection des denrées alimentaires	cnd aa	119,9 0,4	117,1 0,4	101,2 0,4	84 100
26.54.2 - Inspection des médicaments <i>Fonds: Dépenses résultant de l'application de la loi sur les médicaments (ancien 66.11 A) (loi du 5 janvier 1976, art. 152)</i>	cnd	11,3	5,9	2,8	25
	I Fonds 25-1	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
	I solde au 1.1.1996	I 58,0	I 58,0	I 120,2	I 120,2
	I recettes	I 155,0	I 171,2	I 155,0	I 171,2
	I disponible	I 213,0	I 229,2	I 275,2	I 291,4
	I dépenses	I 157,4	I 110,7	I 165,6	I 130,0
	I solde au 31.12.1996	I 55,6	I 118,5	I 109,6	I 161,4
26.54.3 - Conseil Supérieur d'Hygiène	cnd aa	18,6 0,4	14,8 0,3	2,8 0,3	15 75
	Totaux pour la division 54 :	cnd aa fen fon	323,0 0,8 157,4 165,6	309,6 0,7 110,7	277,8 0,7 130,0
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE L'INTEGRATION SOCIALE					
26.55.0 - Subsistances	cnd	430,5	385,1	375,4	87
26.55.1 - Sécurité d'existence	cnd	9.163,1	9.099,1	7.710,0	84
26.55.2 - Handicapés	cnd aa	36.937,2 6,3	36.937,2 6,3	35.141,2 6,1	95 97
26.55.3 - Accueil réfugiés	cnd	7.203,7	6.953,3	6.184,2	86
	Totaux pour la division 55 :	cnd aa	53.734,5 6,3	53.374,7 6,3	49.410,8 6,1
DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE L'EXPERTISE MEDICALE					
26.56.0 - Subsistances	cnd	265,2	263,9	255,8	96
26.56.1 - Gestion médicale du personnel des services publics	cnd aa	339,4 0,8	337,2 0,8	330,6 0,8	97 100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
26.56.2 - Expertises médico-légales	cnd 19,3	18,3	7,6	39
26.56.3 - Médecine du travail	cnd 31,2 aa 1,7	29,5 0,0	23,4 0,0	75 0
26.56.4 - Contrôle absence maladie	cnd 25,2	24,5	22,0	87
Totaux pour la division 56 :	cnd 680,3 aa 2,5	673,4 0,8	639,4 0,8	94 32
DIVISION 57 - SERVICE DE L'INSPECTION SOCIALE				
26.57.0 - Subsistance	cnd 383,3	376,4	328,1	86
Totaux pour la division 57 :	cnd 383,3	376,4	328,1	86
DIVISION 58 - SEVICE DE L'ENVIRONNEMENT				
26.58.0 - Subsistance	cnd 33,9	33,2	18,7	55
26.58.1 - Surveillance Environnement	cnd 94,0 aa 0,1 ce 35,0 co 41,8	81,8 0,1 5,0	14,3 0,1	15 100
Fonds: Protection contre les radiations ionisantes (A.R. du 25 mai 1982)				
I Fonds 25-3	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I solde au 1.1.1996	I 98,1 I	I 98,1 I	I 298,4 I	I 298,4 I
I recettes	I 138,0 I	I 143,0 I	I 138,0 I	I 143,0 I
I disponible	I 236,1 I	I 241,1 I	I 436,4 I	I 441,4 I
I dépenses	I 170,5 I	I 116,7 I	I 249,5 I	I 148,1 I
I solde au 31.12.1996	I 65,6 I	I 124,4 I	I 186,9 I	I 293,3 I
Totaux pour la division 58 :	cnd 127,9 aa 0,1 ce 35,0 co 41,8 fen 170,5 fon 249,5	115,0 0,1 5,0	33,0 0,1 6,3	26 100 15 148,1 59

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement		Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		(3)	(4)		
DIVISION 59 - SERVICE DES VICTIMES DE LA GUERRE					
26.59.0 - Subsistance	cnd	58,1	55,4	50,8	87
26.59.1 - Victimes de la guerre	cnd	3.492,9	3.492,9	3.235,5	93
Totaux pour la division 59 :	cnd	3.551,0	3.548,3	3.286,3	93
DIVISION 60 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
26.60.1 - Research-development national	cnd	220,9	219,5	9,9	4
26.60.2 - Research-development international	cnd	26,8	26,8	26,8	100
26.60.3 - I.H.E.	cnd ce co	304,3 2,2 13,6	290,0 2,2	258,4 13,6	85 100
26.60.4 - Institut Pasteur	cnd	223,7	219,4	208,9	93
26.60.5 - Gestion de la Mer du Nord	cnd aa	116,4 4,3	110,4 4,3	74,5 0,0	64 0
Totaux pour la division 60 :	cnd aa ce co	892,1 4,3 2,2 13,6	866,1 4,3 2,2	578,5 0,0 13,6	65 0 100
DIVISION 61 - CHARGES DU PASSE					
26.61.1 - Charges du passé	ce co	60,0 290,0	0,0	26,2	9
26.61.2 - Santé mentale	cnd	50,0	50,0	1,3	3
Totaux pour la division 61 :	cnd ce co	50,0 60,0 290,0	50,0 0,0	1,3 26,2	3 9
TOTAL 26 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
	cnd	315.347,8	314.749,1	308.178,5	98
	aa	40,0	38,0	31,1	78
	ce	120,6	23,6		
	co	362,2		54,3	15
	fén	581,6	448,8		
	fon	674,1		511,6	76

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	ordonnancement
SECTION 31 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE			(2)	(3)	(4)
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES					(5)
31.01.0 - Fonctionnement du Cabinet		cnd	80,4	79,8	71,4
	Totaux pour la division 01 :	cnd	80,4	79,8	71,4
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
31.40.0 - Programme de subsistance		cnd	335,4	333,9	318,5
31.40.1 - Subsistance : Aide générale aux différentes administrations fonctionnelles		cnd	358,3	328,0	254,7
		ce	5,5	5,5	
		co	5,5		5,4
	Totaux pour la division 40 :	cnd	693,7	661,9	573,2
		ce	5,5	5,5	
		co	5,5		5,4
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE LA POLITIQUE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES					
31.51.0 - Programme de subsistance		cnd	310,8	303,2	291,4
	Totaux pour la division 51 :	cnd	310,8	303,2	291,4
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE					
31.52.0 - Programme de subsistance		cnd	255,1	245,9	223,4
31.52.1 - Financement de la Politique agricole commune		cnd	507,4	504,9	504,9
					100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement ordonnancement (4)	(5)
		engagement	ordonnancement		
31.52.2 - Actions du Fonds agricole Fonds : fonds agricole (cf. art. 2.31.9 Budget général des dépenses)	cnd 1.191,6		1.191,6	1.191,6	100
I Fonds 31-3	I Engagement	I	I Ordonnancement	I	I
I budget	I réalisation	I budget	I réalisation		
I solde au 1.1.1996	I 162,9 I	I 162,9 I	I 162,9 I	I 162,9 I	I 162,9 I
I recettes	I 687,1 I	I 669,8 I	I 687,1 I	I 669,8 I	
I disponible	I 850,0 I	I 832,7 I	I 850,0 I	I 832,7 I	
I dépenses	I 752,7 I	I 514,6 I	I 684,7 I	I 514,6 I	
I solde au 31.12.1996	I 97,3 I	I 318,1 I	I 165,3 I	I 318,1 I	
31.52.3 - Politique structurelle et pêche maritime	cnd 463,6 co 2.749,0		458,3	318,4 2.749,0	69 100
31.52.4 - Aide aux pays de l'est	cnd 9,5		9,5	0,0	0
Totaux pour la division 52 :	cnd 2.427,2 co 2.749,0 fen 752,7 fon 684,7		2.410,2	2.238,3 2.749,0	92 100
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DE LA GESTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE					
31.53.0 - Programme de subsistance	cnd 288,3		285,4	273,4	95
Totaux pour la division 53 :	cnd 288,3		285,4	273,4	95
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA QUALITE DES MATIERES PREMIERES ET DU SECTEUR VEGETAL					
31.54.0 - Programme de subsistance	cnd 450,6		447,2	420,8	93

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (5)		
31.54.1 - Contrôle des matières premières pour l'agriculture et fonds des matières premières	cnd	13,7	13,0	13,0	95
Fonds : fonds des matières premières (cf. art. 2.31.4 et art. 2.31.12 Budget général des dépenses)					
I Fonds 31-2	I Engagement	I Ordonnancement	I	I	I
I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I	I
I solde au 1.1.1996	I 19,1 I	I 19,2 I	I 19,1 I	I 19,2 I	I
I recettes	I 63,0 I	I 81,6 I	I 63,0 I	I 81,6 I	I
I disponible	I 82,1 I	I 100,8 I	I 82,1 I	I 100,8 I	I
I dépenses	I 68,8 I	I 68,8 I	I 68,8 I	I 58,8 I	I
I solde au 31.12.1996	I 13,3 I	I 32,0 I	I 13,3 I	I 42,0 I	I
31.54.2 - Actions du fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux	cnd	32,0	30,4	27,1	85
Fonds : fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (cf. art. 2.31.3 et 2.31.10 Budget général des dépenses)					
I Fonds 31-4	I Engagement	I Ordonnancement	I	I	I
I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I	I
I solde au 1.1.1996	I 55,9 I	I 55,8 I	I 55,9 I	I 55,8 I	I
I recettes	I 71,0 I	I 83,6 I	I 71,0 I	I 83,6 I	I
I disponible	I 126,9 I	I 139,4 I	I 126,9 I	I 139,4 I	I
I dépenses	I 90,5 I	I 51,9 I	I 90,5 I	I 50,8 I	I
I solde au 31.12.1996	I 36,4 I	I 87,5 I	I 36,4 I	I 88,6 I	I
Totaux pour la division 54 :	cnd	496,3	490,6	460,9	93
	fen	159,3	120,7		
	fon	159,3		109,6	69

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)	

**DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE LA SANTE ANIMALE
ET DE LA QUALITE DES PRODUITS ANIMAUX**

31.55.0 - Programme de subsistance	cnd	394,1	390,8	358,6	91
31.55.1 - Qualité et contrôle des animaux et des produits animaux	cnd	144,3	141,6	104,6	72
	aa	0,1	0,1	0,1	100
	ce	3,9	0,6		
	co	3,9		0,5	13
31.55.2 - Actions du Fonds de la Santé et de la Production des Animaux Fonds : fonds de la Santé et de la Production des Animaux (cf. art. 2.31.11 et 2.31.13 Budget général des dépenses)	cnd	816,5	775,7	481,6	59

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 31-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I		+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+
I	solde au 1.1.1996	I 1.016,3 I	I 971,2 I	I 1.065,7 I	I 1.020,2 I
I	recettes	I 1.336,0 I	I 1.111,0 I	I 1.336,0 I	I 1.111,0 I
I	disponible	I 2.352,3 I	I 2.082,2 I	I 2.401,7 I	I 2.131,2 I
I		+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+
I	dépenses	I 752,7 I	I 634,0 I	I 802,4 I	I 655,3 I
I		+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+	+-----+-----+
I	solde au 31.12.1996	I 1.599,6 I	I 1.448,2 I	I 1.599,3 I	I 1.475,9 I

Totaux pour la division 55 :	cnd	1.354,9	1.308,1	944,8	70
	aa	0,1	0,1	0,1	100
	ce	3,9	0,6		
	co	3,9		0,5	13
	fen	752,7	634,0		
	fon	802,4		655,3	82

DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT (POLITIQUE SCIENTIFIQUE)

31.56.0 - Programme de subsistance	cnd	180,9	169,1	151,3	84
31.56.1 - R. & D. dans le cadre national.- Problèmes urgents, recherches contractuelles et vulgarisation	cnd	178,4	175,1	168,8	95
	ce	780,7	757,2		
	co	720,9		720,1	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
31.56.2 - R. & D. dans le cadre international.- Réunions d'étude et collaboration internationale	cnd 8,9	8,8	7,9	89
31.56.3 - Dotations aux établissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd 1.237,3 ce 40,3 co 60,3	1.217,9 40,3	1.162,8 59,1	94 98
31.56.4 - Développement	cnd 87,8	67,6	38,0	43
	Totaux pour la division 56 :	cnd 1.693,3 ce 821,0 co 781,2	1.638,5 797,5	1.528,8 779,2
DIVISION 57 - ADMINISTRATION DU STATUT SOCIAL DES INDEPENDANTS				90 100
31.57.0 - Programme de subsistance	cnd 131,4	131,5	130,1	99
31.57.1 - Pensions	cnd 920,0	920,0	920,0	100
31.57.2 - Allocations familiales	cnd 4.983,1	4.983,1	4.983,1	100
31.57.3 - Maladie - invalidité	cnd 1,8	0,9	0,6	33
	Totaux pour la division 57 :	cnd 6.036,3	6.035,5	6.033,8
TOTAL 31 MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE	cnd 13.381,2 aa 0,1 ce 830,4 co 3.539,6 fen 1.664,7 fon 1.646,4	13.213,2 0,1 803,6	12.416,0 0,1 3.534,1	93 100 100
				1.279,5
				78

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	
	(2)		(3)	(4)	(5)
SECTION 32 - MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.					
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES TELECOMMUNICATIONS					
32.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	79,6	79,1	57,4	72
	aa	0,5	0,5	0,5	100
Totaux pour la division 02 :	cnd	79,6	79,1	57,4	72
	aa	0,5	0,5	0,5	100
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DE L'ECONOMIE					
32.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	66,8	66,3	40,5	61
Totaux pour la division 03 :	cnd	66,8	66,3	40,5	61
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
32.40.0 - Programme de subsistance	cnd	25,2	24,9	24,2	96
Totaux pour la division 40 :	cnd	25,2	24,9	24,2	96
DIVISION 41 - ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
32.41.0 - Aide logistique (programme de subsistance)	cnd	907,7	858,1	730,6	80
	aa	0,9	0,8	0,8	89
32.41.1 - Aide à tous les départements	cnd	14,1	14,1	13,4	95
32.41.2 - Aide générale aux différentes administrations du Ministère des Affaires économiques	cnd	65,5	58,5	32,3	49
32.41.3 - Subventions à des organismes externes	cnd	164,2	164,0	163,4	100
	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 41 :	cnd	1.151,5	1.094,7	939,7	82
	aa	1,0	0,9	0,9	90
DIVISION 50 - AIDE A L'INDUSTRIE					
32.50.1 - Charbonnages	cnd	346,7	336,7	313,7	90

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	(en millions de francs)		
			Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
	(2)	(3)	(4)	(5)	
32.50.6 - Autres industries	cnd	35,0	35,0	17,9	51
32.50.8 - Charges du passé	ce	60,4	60,4		
	co	243,6		237,7	98
	Totaux pour la division 50 :	cnd	381,7	371,7	331,6
		ce	60,4	60,4	87
		co	243,6		237,7
					98
DIVISION 60 - BUREAU FEDERAL DU PLAN					
32.60.1 - Dotation au Bureau fédéral du Plan	cnd	250,2	250,2	250,2	100
	Totaux pour la division 60 :	cnd	250,2	250,2	250,2
DIVISION 61 - ADMINISTRATION DE L'ENERGIE					
32.61.0 - Programme de subsistance	cnd	131,9	120,4	116,7	88
32.61.1 - Contrôle de la qualité des produits pétroliers					
Fonds: Fonds d'analyse des produits pétroliers (FAPETRO)					
	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
	I	- + - + - + -	I	- + - + - + -	I
	I	budget	I	réalisation	I
	I	- + - + - + -	I	- + - + - + -	I
	I	solde au 1.1.1996	I	17,3 I	20,9 I
	I		I	16,3 I	20,9 I
	I	recettes	I	82,0 I	82,0 I
	I		I	87,0 I	82,0 I
	I	disponible	I	99,3 I	102,9 I
	I		I	103,3 I	102,9 I
	I	- + - + - + -	I	- + - + - + -	I
	I	dépenses	I	18,9 I	18,6 I
	I		I	87,0 I	18,6 I
	I	- + - + - + -	I	- + - + - + -	I
	I	solde au 31.12.1996	I	80,4 I	84,3 I
	I		I	16,3 I	84,3 I
32.61.2 - Amélioration des conditions de vie et de sécurité de la population, notamment par la transposition de directives Européennes	cnd	23,2	17,5	9,0	39
32.61.3 - Financement du passif nucléaire	cnd	25,5	25,5	0,0	0
	ce	99,5	99,5		
	co	891,4		891,3	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement	ordonnancement	ordonnancement
	(2)	(3)	(4)	(5)	
32.61.4 - Participation aux frais de fonctionnement de certains comités et d'organismes qui exercent leurs activités dans le secteur de l'énergie	cnd aa	15,4 0,1	15,1 0,0	10,2 0,0	66 0
Totaux pour la division 61 :	cnd aa ce co fen fon	196,0 0,1 99,5 891,4 87,0 87,0	178,5 0,0 99,5 18,9 18,6	135,9 0,0 891,3 891,3	69 0 100 21
DIVISION 62 - ADMINISTRATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE					
32.62.0 - Programme de subsistance	cnd aa	318,4 0,1	313,5 0,0	294,9 0,0	93 0
32.62.1 - Protection du droit à la consommation	cnd	74,5	73,3	56,1	75
32.62.2 - Distributions et expositions Fonds: Fonds pour l'organisation d'expositions internationales (nouveau)	cnd	6,9	6,2	5,4	78
	I	I	Engagement	I	Ordonnancement
	I	Fonds 32-6	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----
	I		I budget I réalisation	I budget I réalisation	I
	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----
I solde au 1.1.1996	I	40,0 I	39,3 I	40,0 I	39,3 I
I recettes	I	0,0 I	1,8 I	0,0 I	1,8 I
I disponible	I	40,0 I	41,1 I	40,0 I	41,1 I
I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----
I dépenses	I	15,0 I	20,6 I	15,0 I	20,6 I
I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----	I-----+-----
I solde au 31.12.1996	I	25,0 I	20,5 I	25,0 I	20,5 I

Le solde au 1er janvier 1996 du « Fonds pour l'organisation d'Expositions internationales » est constitué du report du solde du « Fonds pour l'Exposition internationale de Séville 1992 » disponible au 31 décembre 1995, effectué le 14 octobre 1996, conformément à l'article 2.32.1 de la loi du 10 juillet 1996 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses.

En vertu du même article, des recettes et des dépenses, respectivement de l'ordre de 1,8 et de 5,6 millions de francs, effectuées en 1996 et relatives à l'ancien Fonds, ont été imputées au nouveau Fonds.

Totaux pour la division 62 :	cnd aa fen fon	399,8 0,1 15,0 15,0	393,0 0,0 20,6 20,6	356,4 0,0 20,6 20,6	89 0 137 *
------------------------------	-------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------

DIVISION 63 - ADMINISTRATION DES RELATIONS ECONOMIQUES

32.63.0 - Programme de subsistance	cnd aa	280,1 2,1	272,4 2,1	260,2 2,0	93 95
------------------------------------	-----------	--------------	--------------	--------------	----------

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement	(5)
			engagement	ordonnancement		
32.63.1 - Coordination fédérale de la politique économique	cnd	9,1	4,3	1,1	12	
Totaux pour la division 63 :	cnd aa	289,2 2,1	276,7 2,1	261,3 2,0	90 95	
DIVISION 64 - ADMINISTRATION DE L'INFORMATION ECONOMIQUE						
32.64.0 - Programme de subsistance	cnd	247,0	242,5	238,0	96	
32.64.1 - Traitement de l'information	cnd ce co	178,1 93,0 88,0	153,1 84,8	121,9 48,1	68 55	
Fonds: Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du centre du traitement de l'information						
I Fonds 32-1	I budget	I engagement	I	I ordonnancement	I	
I solde au 1.1.1996	I 45,3 I	I 45,3 I	I	I 70,1 I	I 70,1 I	
I recettes	I 26,0 I	I 12,8 I	I	I 26,0 I	I 12,8 I	
I disponible	I 71,3 I	I 58,1 I	I	I 96,1 I	I 82,9 I	
I dépenses	I 32,7 I	I 13,8 I	I	I 32,7 I	I 22,0 I	
I solde au 31.12.1996	I 38,6 I	I 44,3 I	I	I 63,4 I	I 60,9 I	
Totaux pour la division 64 :	cnd ce co fen fon	425,1 93,0 88,0 32,7 32,7	395,6 84,8 13,8 22,0	359,9 48,1 48,1 22,0	85 55 67	
DIVISION 65 - ADMINISTRATION DE LA QUALITE ET DE LA SECURITE						
32.65.0 - Programme de subsistance	cnd aa	461,6 1,8	447,6 1,7	413,4 1,7	90 94	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement
			engagement	ordonnancement	

32.65.1 - Application du système fédéral d'accréditation
et de certification cnd 0,4 0,2 0,2 50

Fonds: Fonds pour la couverture des frais
d'accréditation et de certification

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I	- +-----+-----+	I	- +-----+-----+	I
I	I	budget réalisation	I	budget réalisation	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I solde au 1.1.1996	I	7,2 I 7,2 I	I	8,1 I 8,1 I	I
I recettes	I	17,0 I 14,9 I	I	17,0 I 14,9 I	I
I disponible	I	24,2 I 22,1 I	I	25,1 I 23,0 I	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I dépenses	I	19,0 I 14,3 I	I	19,0 I 11,8 I	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I solde au 31.12.1996	I	5,2 I 7,8 I	I	6,1 I 11,2 I	I

32.65.2 - Application de la législation sur les poids
et les mesures

Fonds: fonds pour la couverture des dépenses
entraînées par la création de l'Organisation
Belge d'Etalonnage

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	I	- +-----+-----+	I	- +-----+-----+	I
I	I	budget réalisation	I	budget réalisation	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I solde au 1.1.1996	I	3,1 I 3,1 I	I	3,2 I 3,2 I	I
I recettes	I	1,5 I 0,1 I	I	1,5 I 0,1 I	I
I disponible	I	4,6 I 3,2 I	I	4,7 I 3,3 I	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I dépenses	I	0,5 I 0,5 I	I	0,5 I 0,3 I	I
I-----	I-----	+-----+-----+	I-----	+-----+-----+	I-----
I solde au 31.12.1996	I	4,1 I 2,7 I	I	4,2 I 3,0 I	I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	(5)
			engagement	ordonnancement		

32.65.3 - Application de la législation sur le Plat
ContinentalFonds: Fonds pour les exploitations de sable -
plateau continental de la Belgique

I	Fonds 32-5	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I		I	budget	I	réalisation	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I solde au 1.1.1996		I	13,2 I	I	13,2 I	I
I recettes		I	10,0 I	I	14,0 I	I
I disponible		I	23,2 I	I	27,2 I	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I dépenses		I	2,5 I	I	0,2 I	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I solde au 31.12.1996		I	20,7 I	I	27,0 I	I

Totaux pour la division 65 :	cnd	462,0	447,8	413,6	90
	aa	1,8	1,7	1,7	94
	fen	22,0	15,0		
	fon	29,5		12,3	42

DIVISION 66 - ADMINISTRATION DE L'INSPECTION ECONOMIQUE

32.66.0 - Programme de subsistance	cnd	375,8	352,8	339,5	90
Totaux pour la division 66 :	cnd	375,8	352,8	339,5	90

DIVISION 67 - INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

32.67.0 - Programme de subsistance	cnd	1.053,8	1.007,4	939,5	89
	aa	7,3	7,2	7,2	99
32.67.1 - Participation au fonctionnement d'associations statistiques	cnd	1,0	0,9	0,6	60
Totaux pour la division 67 :	cnd	1.054,8	1.008,3	940,1	89
	aa	7,3	7,2	7,2	99

DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

32.70.1 - R. & D. dans le cadre national	cnd	182,8	180,6	152,8	84
	ce	429,4	419,6		
	co	270,9		119,2	44
32.70.2 - R. & D. dans le cadre international	cnd	857,0	855,9	831,0	97
	ce	41,0	16,7		
	co	58,1		54,2	93

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
32.70.3 - Dotations aux Etablissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd ce co	1.625,0 233,3 23,6	1.625,0 233,3	1.546,2 23,6	95 100
32.70.5 - Etudes et recherches sur les problèmes de structures géologiques profondes	cnd ce co	9,1 35,0 48,6	6,0 34,7	0,0 16,3	0 34
32.70.6 - Application de la législation sur les poids et mesures	cnd ce co	52,3 20,0 20,2	52,3 14,4	52,2 8,6	100 43
32.70.7 - Protection du droit de propriété intellectuelle	cnd	47,1	44,7	22,5	48
Totaux pour la division 70 :	cnd ce co	2.773,3 758,7 421,4	2.764,5 718,7	2.604,7 221,9	94 53
TOTAL 32 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.	cnd aa ce co fen fon	7.931,0 12,9 1.011,6 1.644,4 156,7 164,2	7.704,1 12,4 963,4 68,3	7.055,0 12,3 1.399,0 73,5	89 95 85 45

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement	
		(2)	(3)	(4)	(5)	
SECTION 33 - MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE.						
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES TRANSPORTS						
33.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	73,0	72,5	67,2	92	
Totaux pour la division 01 :	cnd	73,0	72,5	67,2	92	
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL						
33.40.0 - Programme de Subsistance	cnd	54,7	53,6	43,1	79	
aa		0,1	0,1	0,0	0	
Totaux pour la division 40 :	cnd	54,7	53,6	43,1	79	
aa		0,1	0,1	0,0	0	
DIVISION 41 - SERVICES GENERAUX						
33.41.0 - Programme de subsistance	cnd	604,3	424,9	379,9	63	
aa		23,0	23,0	22,6	98	
ce		2,0	1,9			
co		3,0		2,1	70	
33.41.1 - Dommages de guerre	ce	1,0	0,3			
co		1,0		0,3	30	
33.41.3 - Direction informatisation	cnd	34,1	31,9	20,6	60	
33.41.4 - Service des Automobiles	cnd	5,3	4,8	4,6	87	
aa		0,2	0,2	0,2	100	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (4)	(5)
		engagement (3)	ordonnancement (4)		
33.41.5 - Entreprises publiques	cnd 13.370,0	13.370,0	13.370,0	100	
Fonds : Fonds d'orientation des Entreprises publiques destiné à participer à la politique de modernisation des Entreprises publiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs qualitatifs fixés dans les contrats de gestion					
I	I Engagement	I	I Ordonnancement	I	
I Fonds 33-2	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	
I	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	
I solde au 1.1.1996	I 1.655,0 I	I 174,0 I	I 1.655,0 I	I 174,0 I	
I recettes	I 1.585,0 I	I 0,0 I	I 1.585,0 I	I 0,0 I	
I disponible	I 3.240,0 I	I 174,0 I	I 3.240,0 I	I 174,0 I	
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	
I dépenses	I 174,0 I	I 174,0 I	I 174,0 I	I 174,0 I	
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----I	
I solde au 31.12.1996	I 3.066,0 I	I 0,0 I	I 3.066,0 I	I 0,0 I	
Totaux pour la division 41 :	cnd 14.013,7	13.831,6	13.775,1	98	
	aa 23,2	23,2	22,8	98	
	ce 3,0	2,2			
	co 4,0		2,4	60	
	fen 174,0	174,0			
	fon 174,0		174,0	100	
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DU TRANSPORT TERRESTRE					
33.51.0 - Programme de subsistance	cnd 270,5	264,1	245,0	91	
33.51.1 - Société nationale des Chemins de fer belges	cnd 82.468,8	82.468,8	82.307,5	100	
33.51.2 - Office régulateur de la Navigation intérieure	cnd 11,0	11,0	11,0	100	
Totaux pour la division 51 :	cnd 82.750,3	82.743,9	82.563,5	100	
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'AERONAUTIQUE					
33.52.0 - Programme de subsistance	cnd 228,6	225,8	193,2	85	
	aa 2,4	2,4	2,3	96	
	ce 3,3	0,3			
	co 2,8		2,1	75	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)
			engagement (3)	ordonnancement (4)	
33.52.1 - Régulation du trafic aérien et coopération internationale	cnd	23,9	22,4	20,9	87
33.52.3 - Recherche scientifique	cnd ce co	82,3 18,5 12,2	82,3 18,1	82,0 11,7	100 96
Totaux pour la division 52 :	cnd aa ce co	334,8 2,4 21,8 15,0	330,5 2,4 18,4	296,1 2,3 13,8	88 96 92
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES MARITIMES ET DE LA NAVIGATION					
33.53.0 - Programme de subsistance	cnd aa	585,0 0,4	572,7 0,4	532,2 0,3	91 75
33.53.2 - Marine marchande (conventions internationales, promotion et développement de la marine marchande et de la pêche maritime)	cnd	2.997,8	2.997,7	2.704,3	90
33.53.5 - Régie des Transports maritimes	cnd	1.600,0	1.600,0	1.600,0	100
Totaux pour la division 53 :	cnd aa	5.182,8 0,4	5.170,4 0,4	4.836,5 0,3	93 75
DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DE L'INFRASTRUCTURE					
33.56.0 - Programme de subsistance	cnd aa	564,2 1,2	544,5 1,2	476,3 0,0	84 0
33.56.1 - Réseaux et informations	cnd co	14,1 5,6	11,7	1,6 5,6	11 100
33.56.2 - Travaux à financement fédéral	cnd ce co	51,2 2.504,5 1.948,2	48,3 1.603,8	10,0 1.413,3	20 73
33.56.3 - Prescriptions et agréments techniques relatifs à la construction	cnd aa	3,9 1,6	3,7 1,6	0,5 0,0	13 0
33.56.4 - Organisation et sécurité du transport privé par route	cnd	273,9	207,8	98,1	36

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation	Utilisation	Taux d'utilisation
			engagement (3)	ordonnancement (4)	ordonnancement (5)
33.56.7 - Transport et mobilité		cnd	2,0	1,9	0,0
Fonds : fonds spécial de couverture des dépenses dans le cadre du programme DRIVE					0
I	I	I	Engagement	I	Ordonnancement
I Fonds 33-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I budget	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 1.1.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I recettes	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I disponible	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I dépenses	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I solde au 31.12.1996	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
33.56.8 - Agrégation des entrepreneurs		cnd	1,4	0,8	0,0
Taux pour la division 56 :		cnd	910,7	818,7	586,5
		aa	2,8	2,8	0,0
		ce	2.504,5	1.603,8	
		co	1.953,8		1.418,9
		fen	35,0	0,0	73
		fon	35,0		0,0
DIVISION 57 - OFFICE CENTRAL DES FOURNITURES					
33.57.0 - Programme de subsistance		cnd	0,0	0,4	0,4
Taux pour la division 57 :		cnd	0,0	0,4	0,4
DIVISION 58 - CHARGES DU PASSE					
33.58.1 - Charges du passé		cnd	182,9	133,1	72,4
		co	443,9		145,8
Taux pour la division 58 :		cnd	182,9	133,1	72,4
		co	443,9		145,8
TOTAL 33 MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE.		cnd	103.502,9	103.154,7	102.240,8
		aa	28,9	28,9	25,4
		ce	2.529,3	1.624,4	
		co	2.416,7		1.580,9
		fen	209,0	174,0	65
		fon	209,0		174,0
					83

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement	(5)
			engagement	ordonnancement		
SECTION 51 - MINISTERE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE						
DIVISION 40 - INTERIEUR						
51.40.1 - Communes		cnd	0,3	0,3	0,3	100
Totaux pour la division 40 :		cnd	0,3	0,3	0,3	100
DIVISION 41 - COMMUNICATIONS						
51.41.1 - BELGACOM		cnd	2,7	0,5	0,0	0
51.41.2 - La Poste		cnd	520,0	520,0	413,1	79
Totaux pour la division 41 :		cnd	522,7	520,5	413,1	79
DIVISION 42 - INFRASTRUCTURE						
51.42.1 - Logement social		cnd	1.385,4	1.338,4	1.338,4	97
51.42.3 - Crédit communal		cnd	951,8	935,5	935,5	98
Totaux pour la division 42 :		cnd	2.337,2	2.273,9	2.273,9	97
DIVISION 43 - SANTE PUBLIQUE						
51.43.1 - Fonds de construction des hôpitaux-flats		cnd	1.708,7	1.673,7	1.673,7	98
aa			1,2	1,1	1,1	92
51.43.3 - Charges du passé		cnd	1.595,8	1.553,3	1.553,3	97
aa			3,6	3,5	3,5	97
51.43.4 - Prêts "Part Etat" Secteur National		cnd	291,4	291,3	291,3	100
Totaux pour la division 43 :		cnd	3.595,9	3.518,3	3.518,3	98
		aa	4,8	4,6	4,6	96

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés (2)	Utilisation		Taux d'utilisation ordonnancement (5)																																																																		
			engagement (3)	ordonnancement (4)																																																																			
DIVISION 45 - FINANCES																																																																							
51.45.1 - Charges d'emprunts		cnd 1.150.757,6 aa 8,0	1.016.707,7 7,9	967.594,4 7,9	84 99																																																																		
Fonds : prélèvements sur produits d'emprunts destinés à couvrir :																																																																							
1° les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations de gestion de la dette publique;																																																																							
2° les remboursements effectués par anticipation;																																																																							
3° les décaissements en capital résultant des fluctuations des cours de change																																																																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>I</th><th>I</th><th>Engagement</th><th>I</th><th>Ordonnancement</th><th>I</th></tr> <tr> <th>I</th><th>Fonds 51-1</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th></tr> <tr> <th>I</th><th></th><th>I budget</th><th>I réalisation</th><th>I budget</th><th>I réalisation</th></tr> <tr> <th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th><th>I-----+-----+</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I solde au 1.1.1996</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td></tr> <tr> <td>I recettes</td><td>I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td></tr> <tr> <td>I disponible</td><td>I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td></tr> <tr> <td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td></tr> <tr> <td>I dépenses</td><td>I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td><td>250.521,0 I</td><td>373.634,3 I</td></tr> <tr> <td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td><td>I-----+-----+</td></tr> <tr> <td>I solde au 31.12.1996</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td><td>0,0 I</td></tr> </tbody> </table>						I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I	I	Fonds 51-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I solde au 1.1.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	I recettes	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I	I disponible	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I dépenses	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I solde au 31.12.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I																																																																		
I	Fonds 51-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I solde au 1.1.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I																																																																		
I recettes	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I																																																																		
I disponible	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I dépenses	I	250.521,0 I	373.634,3 I	250.521,0 I	373.634,3 I																																																																		
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+																																																																		
I solde au 31.12.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I																																																																		
51.45.4 - Divers		cnd 9.145,5 aa 141,1	8.481,8 141,1	6.814,1 141,1	75 100																																																																		
Totaux pour la division 45 :																																																																							
cnd 1.159.903,1 aa 149,1 fen 250.521,0 fon 250.521,0																																																																							
1.025.189,5 149,0 373.634,3 373.634,3																																																																							
974.408,5 149,0 373.634,3 149 *																																																																							
TOTAL 51 MINISTERE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE		cnd 1.166.359,2 aa 153,9 fen 250.521,0 fon 250.521,0	1.031.502,5 153,6 373.634,3 373.634,3	980.614,1 153,6 373.634,3 149 *	84 100																																																																		

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1996 (CREDITS DE 1996) AU 31/03/97

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	(1)	Crédits accordés	Utilisation		Taux d'utilisation			
			engagement	ordonnancement				
SECTION 52 - MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE								
DIVISION 40 - FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE								
52.40.1 - Transfert au budget de l'Union Européenne		cnd	33.457,9	29.783,4	29.783,4			
Totaux pour la division 40 :		cnd	33.457,9	29.783,4	29.783,4			
TOTAL 52 MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE		cnd	33.457,9	29.783,4	29.783,4			
					89			
					89			

TOTAUX GENERAUX	cnd	2.124.623,2	1.977.116,6	1.892.127,1	89
	aa	980,4	971,8	791,8	81
	ce	34.910,0	28.895,6		
	co	36.714,9		31.796,7	87
	fen	307.222,2	426.593,2		
	fon	308.071,9		426.192,3	138 *

**VOORAFBEELDING VAN DE
UITSLAGEN VAN DE UITVOERING
VAN DE STAATSBEGROTING VOOR
1996**

**Dit verslag werd door het Rekenhof vastgesteld
te zijner zitting in algemene vergadering van
28 mei 1997**

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
SYNTETISCHE VOORSTELLING	180

DEEL I**ANALYSE VAN DE UITVOERING VAN DE BEGROTING**

HOOFDSTUK I — ALGEMENE SYNTHESE VAN DE UITSLAGEN VAN DE UITVOERING VAN DE BEGROTING VOOR 1996	188
A. Aanrekening op de begroting	188
B. Uitslagen op kasbasis	190
HOOFDSTUK II — ONTVANGSTEN	194
A. Algemeenheden	194
B. Totale ontvangsten	196
C. Rijksmiddelen	199
D. Ontvangsten overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten	202
E. Aan de sociale zekerheid overgedragen ontvangsten	207
F. Ontvangsten overgedragen aan de Europese Unie	211
HOOFDSTUK III — UITGAVENKREDIETEN	214
A. Budgettaire gegevens	214
B. Ministerraadsbeslissingen die in 1996 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten	216
HOOFDSTUK IV — UITGAVEN	218
A. Uitgaven op kredieten van 1996 — Globaal overzicht	218
B. Uitgaven op overgedragen kredieten voor 1995	219
C. Kredietoverschrijdingen	220
HOOFDSTUK V — RIJKSSCHULD IN 1996	225
A. Uitstaand bedrag van de rijksschuld	225
B. Structuur van de rijksschuld	228
C. Interestlasten van de rijksschuld en impliciete rentevoet van de schuld	230
D. Geconsolideerde schuld van de gezamenlijke overheid	232

DEEL II**COMMENTAAR EN OPMERKINGEN BETREFFENDE
DE PROGRAMMA'S VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING**

Sectie 12 — Justitie	238
Sectie 13 — Binnenlandse Zaken	250
Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	252
Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking	255
Sectie 16 — Landsverdediging	263
Sectie 17 — Algemene Politiesteundienst en Rijkswacht	269
Sectie 18 — Financiën	274
Sectie 19 — Ambtenarenzaken	277
Sectie 23 — Tewerkstelling en Arbeid	278
Sectie 26 — Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu	284
Sectie 31 — Middenstand en Landbouw	287
Sectie 32 — Economische Zaken	294
Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur	297

DEEL III — BIJLAGEN**UITGAVEN PER SECTIE, PER AFDELING EN PER PROGRAMMA**

De tabel van de uitgaven, per programma	302
Sectie 01 — Dotatiën	303
Sectie 11 — Diensten van de Eerste Minister	305
Sectie 12 — Justitie	309
Sectie 13 — Binnenlandse Zaken	313
Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	320
Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking	324
Sectie 16 — Landsverdediging	326
Sectie 17 — Algemene Politiesteundienst en Rijkswacht	329
Sectie 18 — Financiën	331
Sectie 19 — Ambtenarenzaken	334
Sectie 21 — Pensioenen	336
Sectie 23 — Tewerkstelling en Arbeid	339
Sectie 26 — Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu	344
Sectie 31 — Middenstand en Landbouw	350
Sectie 32 — Economische Zaken	355
Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur	362
Sectie 51 — Rijksschuld	366
Sectie 52 — Financiering van de Europese Unie	368
Algemeen totaal	369

SYNTETISCHE VOORSTELLING

Artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit bepaalt dat het Rekenhof, in de loop van de maand mei volgend op het begrotingsjaar, aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers een voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voorlegt. Zij kan aanleiding geven tot een met redenen omklede motie tot voorlopige regeling van de begroting.

Zonder het definitief karakter te bezitten van de algemene rekening van de Staat geeft de voorafbeelding reeds een getrouw beeld van de uitvoering van de begroting.

Terwijl de kwijting die door de rekeningwet wordt gegeven het karakter bezit van een wezenlijk definitieve quitus, steunt de kwijting die de regering bekomt als gevolg van een met redenen omklede motie op nog voorlopige begrotingsresultaten en blijft ze derhalve precair : de Kamer van Volksvertegenwoordigers zou ze kunnen herzien op grond van feiten die niet in de voorafbeelding zijn opgenomen en waarvan het pas later kennis krijgt, zoals bijvoorbeeld anomalieën of onregelmatigheden die het Rekenhof, door middel van zijn controle a posteriori op de talrijke uitgaven die niet aan zijn voorafgaand visum zijn onderworpen, aan het licht zou kunnen brengen na het neerleggen van de voorafbeelding.

Er dienen enkele belangrijke vaststellingen te worden gedaan in verband met de graad van realisatie van de ontvangstramingen en de uitgavenmachtigingen in de begroting 1996.

(in miljard BEF)

Ontvangsten 1996 (rijksmiddelenbegroting)		
	Aangepaste ramingen	Aangerekende ontvangsten
Fiscale ontvangsten	1.293,9	1.252,7
Niet-fiscale ontvangsten	151,0	148,9
Totaal	1.444,9	1.401,6

De totale fiscale **ontvangsten** zijn met 3,7 % gestegen ten opzichte van 1995,d.w.z. een grotere stijging dan de nominale groei van het BBP (+ 3,3 %). De norm die in het regeerakkoord werd vastgelegd, wordt aldus geëerbiedigd. Wat de rijksmiddelen betreft, wordt dat resultaat echter gecompenseerd door, enerzijds, de achteruitgang van de niet-fiscale ontvangsten (- 19,5 %) en, anderzijds, de toename van de aan de Gemeenschappen en Gewesten overgedragen ontvangsten

(+ 3,5 %) en vooral van de voor de sociale zekerheid bestemde ontvangsten (+ 25,4 %); de middelen van de federale overheid zijn nagenoeg op hetzelfde niveau gebleven als het jaar voordien (+ 0,1 %).

De fiscale ontvangsten zijn ondanks hun vooruitgang beneden de ramingen gebleven, die nochtans naar beneden toe werden herzien wegens de toen te verwachten minder sterke groeivooruitzichten. Het resultaat werd inzonderheid beïnvloed door de opmerkelijke daling van de opbrengst van de roerende voorheffing, een terugval van de geraamde ontvangsten inzake bedrijfsvoordeelling en een stijging van de terugbetalingen bij de inkohiering van de personenbelasting.

Op het vlak van de niet-fiscale ontvangsten zijn in 1996 weliswaar geen uitzonderlijke betalingen gebeurd, maar ze werden toch beïnvloed door een duidelijke stijging van de stortingen van de Nationale Bank van België aan de schatkist (+ 11,1 miljard BEF), door de tegenwaarde van de inbreng in natura in het kapitaal van de patrimoniummaatschappij SOPIMA (8 miljard BEF) en de bewegingen van de Nationale Loterij (6,7 miljard BEF).

(in miljard BEF)

Uitgaven 1996 (ordonnanceringen 1996 ten laste van de begroting 1996)		
	Kredieten	Ordonnanceringen
Niet-gesplitste kredieten	2.125,6	1.892,9
Ordonnanceringskredieten	36,7	31,8
Subtotaal	2.162,3	1.924,7
Begrotingsfondsen		426,2
Totaal	2.162,3	2.350,9

De primaire begrottingsuitgaven, d.w.z. de begrottingsuitgaven zonder de interestlasten, zijn op kasbasis met 2,8 % gestegen ten opzichte van 1995, hetgeen hoger is dan de groeinorm gemeten ten opzichte van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijsen van 1996. Wegens de al verschillende jaren aanhoudende continue daling van de begrottinglasten inzake interessen van de rijksschuld ondergaat het saldo van de begrottingsverrichtingen slechts een heel kleine wijziging ten opzichte van het jaar voordien.

Het saldo van de thesaurieverrichtingen bedroeg + 3,9 miljard BEF (vergeleken met een tekort van 36,6 miljard BEF in 1995) dankzij een overschat aan ontvangsten op derdenfondsen, en het heeft het **netto te financieren saldo** van 290,1 miljard BEF in 1995 doen dalen tot 242,8 miljard BEF in 1996.

Dit heeft geleid tot een **nominale stijging van de brutorijksschuld** met 76,3 miljard BEF, wat een daling betekent ten opzichte van 1995 (193,7 miljard BEF) en 1994 (262,8 miljard BEF). Naast de daling van het netto te financieren saldo is die verminderde stijging van de rijksschuld inzonderheid het gevolg van het feit dat de meerwaarden op de verkoop van goud door de Nationale Bank van België ten belope van 220,7 miljard BEF werden bestemd voor de aflossing van de schuld in deviezen.

De stijging van de rijksschuld in nettowaarde (de thesauriebeleggingen niet meegerekend) lag in 1996 uitzonderlijk laag (+ 7,8 miljard BEF).

x
x x

Het onderzoek van de uitvoering van de begroting beperkt zich evenwel niet tot die algemene gegevens. Door de goedkeuring van de begroting verleent de Kamer van Volksvertegenwoordigers budgettaire machtigingen voor welbepaalde doelstellingen, die gepaard gaan met aanwendingsvoorwaarden binnen een welbepaald wettelijk kader. De actie die de regering in 1996 heeft gevoerd vergt commentaren die uitgebreid worden weergegeven in deel II en waarvan de meest markante hierna volgen.

In de begroting van het **Ministerie van Justitie** staat een organiek fonds ingeschreven **voor de vergoeding van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden**, waarop in de loop van de jaren een **niet onbelangrijke reserve** is ontstaan (532,2 miljoen BEF per 31 december 1996). De geringe aanwending van de middelen van het fonds kan onder meer worden verklaard door de relatieve onbekendheid van het fonds en door een structurele onderbemanning van zijn diensten. Dit laatste verklaart de vrij grote achterstand inzake de behandeling van de dossiers. Zonder verruimde mogelijkheden zal de Commissie voor hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden noch de achterstand kunnen inhalen, noch de - ingevolge een aangekondigde wetswijziging - nieuw te verwachten dossiers kunnen verwerken.

In het kader van een onderzoek naar de toepassing van de **wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers**, richtte het Rekenhof verschillende opmerkingen tot de Minister van Justitie. Het wees op de uiteenlopende budgettaire weerslag van de beslissingen van de verschillende commissies tot bescherming van de maatschappij en op de gebrekkige informatiedoorstroming aangaande deze beslissingen naar de budgetbeheerder toe. Tevens maakte het Rekenhof opmerkingen betreffende het ontoereikend juridisch kader voor de internering in de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest en

de interpretatiemoeilijkheden inzake de toepassing van de RIZIV-reglementering op de geïnterneerden in privé-inrichtingen en in de psychiatrische ziekenhuizen van de Vlaamse Gemeenschap.

In de loop van 1996 werd de Belgische Staat veroordeeld tot de betaling van 116,7 miljoen BEF in het kader van het **geschil rond de regeling van de vergoeding van de gezaïriseerde goederen**. Bij gebrek aan inschrijving van de nodige kredieten in de begroting van het **Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel** voor 1996 en 1997 kon tot op heden nog geen gevolg worden gegeven aan de financiële gevolgen van deze veroordelingen. Ook het besluit om voormelde uitgaven voortaan te laten dragen door het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer sorteerde tot op heden geen effect bij gebrek aan een protocol tussen de Belgische Staat en het Fonds in verband met deze nieuwe opdracht.

In de loop van 1996 werd, in het kader van de **Ontwikkelingssamenwerking**, slechts één schuldverlichtingsovereenkomst(met Bolivië) gesloten voor een totaal bedrag van 275 miljoen BEF.

Voor de in 1995 gesloten overeenkomst met Togo, waarvoor in 1996 nog 94,6 miljoen BEF moest worden vereffend ingevolge de ontoereikendheid van de kredieten in 1995, werd ten onrechte niets vastgelegd noch geordonnceerd.

In 1996 werd voor **880 miljoen BEF urgentiehulp** vastgelegd, hetgeen aanzienlijk meer is dan in 1994 en 1995. In dit bedrag zijn tevens de vastleggingen ten bedrage van 172 miljoen BEF begrepen die opnieuw moesten worden vastgelegd op het niet-gesplitste krediet bestemd voor het verlenen van die urgentiehulp.

Geen enkel initiatief, waarvoor in de begroting 1996 voor **Ontwikkelingssamenwerking voor het eerst kredieten werden ingeschreven**, is effectief van start gegaan. Meestal had dit te maken met nog ontbrekende uitvoeringsbesluiten of -procedures.

Het **Ministerie van Landsverdediging** heeft de concentratie van zijn vastleggingen in de loop van de maand december, waarop het Rekenhof kritiek had geuit, weliswaar van 74 % (in 1995) verminderd naar 47 % in de loop van het jaar 1996, maar heeft deze toch weer herhaald ; zulks wordt verklaard door het laattijdig opstarten van de aankoopprocedures waarvoor eerst de jaarlijkse schijven van het plan op middellange termijn moeten worden goedgekeurd.

In het verleden kon het departement vermijden dat die kredieten werden geannuleerd door de begrotingskredieten aan te wenden voor het aangaan van de contracten die normaal eerst zouden

worden gefinancierd door de ontvangsten van de verkoop van overtollig materieel ; op die manier konden heel wat middelen naar het volgende jaar worden overgedragen. Die toestand heeft zich in 1996 niet meer voorgedaan, zoals blijkt uit de aanwendingen van de vastleggingsmachtigingen op die gedebudgetteerde middelen.

De geregistreerde **personeelsuitgaven** van de **Algemene politiesteundiendst** hebben betrekking op een beperkt deel van het totaal aantal personeelsleden dat in werkelijkheid werkzaam is bij die dienst.

Het Rekenhof heeft de Minister van Binnenlandse Zaken doen opmerken dat niet alle ontvangsten - en de ermee samenhangende uitgaven - voortvloeiend uit **prestaties voor derden**, in uitvoering van de artikelen 54bis en 70bis van de wet op de Rijkswacht, aan het **organiek begrotingsfonds van de Rijkswacht** worden toegewezen. Hierdoor is de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet volledig geïnformeerd noch over de in 1996 ingezette middelen in het kader van de activiteiten van de Algemene politiesteundiendst noch over de werkelijke omvang van de prestaties aan derden en wordt de integrale beschikbaarheid van de aan de Rijkswacht voor de uitoefening van haar wettelijke opdrachten toegewezen begrotingsmiddelen niet gevrijwaard. Er worden prestaties gefactureerd die buiten het wettelijk kader vallen. Het Rekenhof heeft bij de minister geïnformeerd naar mogelijke wetgevende initiatieven met het oog op de definitie van objectieve criteria voor het maken van een onderscheid tussen de algemene opdrachten van een openbare politiedienst en die waarvoor een vergoeding moet worden betaald. Het ondertussen uitgevaardigd koninklijk besluit van 23 april 1997 vormt hierop geen passend antwoord.

Uit de aanpassingen van de kredieten van het **Ministerie van Financiën** bestemd voor de **departementale herstructurering van de fiscale administraties**, alsook uit hun aanwending, blijkt dat die reorganisatie heel wat vertraging heeft opgelopen.

Uit de opeenvolgende aanpassingen van het krediet om de ontoereikende middelen aan te vullen die de **Nationale Delcrederedienst** in staat moet stellen waarborgen toe te staan voor rekening van de Staat blijkt dat het te voorzichtig was het krediet op 800 miljoen BEF te handhaven naar aanleiding van het eerste aanpassingsblad. Zulks nam immers niet weg dat het krediet in een tweede fase werd verminderd tot 200 miljoen BEF. Dat bedrag werd uiteindelijk niet aangewend.

Bij het **Fonds voor Betaald Educatief Verlof** bij het **Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid** werd de laatste jaren gestreefd naar een (kunstmatig) positief saldo op de begroting. Hiertoe werden de betalingen steeds vroeger op het jaar stopgezet. Door deze werkwijze bedroeg de omvang van de onbetaalde schuldvorderingen 4,5 miljard BEF op het einde van 1996. Het

'werkelijke' tekort aan budgettaire en financiële middelen verkreeg aldus een structureel karakter.

Bij het **Tewerkstellingsfonds** werden zowel bij de vastleggingskredieten als de ordonnanceringskredieten aanzienlijke gerealiseerde saldi vastgesteld op 31 december 1996. Deze situatie werd veroorzaakt, enerzijds, doordat de gefedereerde entiteiten er niet in slaagden de financiële middelen te besteden die hen werden toegekend door diverse samenwerkingsakkoorden met betrekking tot het begeleidingsplan der werklozen en, anderzijds, door de schrapping van de vastleggingen tengevolge van de afschaffing of de beperking van bepaalde projecten.

De herhaalde onderschatting van de kredieten op de begroting van het **Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu** bestemd voor de tegemoetkoming van de Staat in de **verpleegdagprijs** voor hospitalisatie heeft in 1996 nog tot grotere achterstallen geleid die op het einde van het jaar 12,1 miljard BEF bedroegen. Door de nagenoeg structureel geworden betalingsachterstand die daaruit voortvloeit, moeten de verzorgingsinstellingen uiteindelijk de interestlasten van de schulden dragen waarvoor de Staat normaal zou moeten instaan.

Het **Ministerie van Landbouw** werd in het begrotingsjaar 1996 geconfronteerd met een sterke toename van het beroep op de waarborg van het Landbouwinvesteringsfonds (LIF). Van de voor het derde trimester 1996 verschuldigde **rentetoelagen**, in het kader van de steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw (oude reglementering) ten belope van 280,4 miljoen BEF, diende het departement de betaling van 144 miljoen BEF over te dragen naar het begrotingsjaar 1997.

Bij het **Ministerie van Economische Zaken** bieden de zwakke ontvangsten van het fonds dat de werkingskosten van het **Centrum voor Informatieverwerking** (CIV) moet dekken, op middellange termijn moeilijk haalbare financiële vooruitzichten.

Het lage ordonnanceringspercentage van het gesplitste krediet voor de betaling van de toelagen aan de **Collectieve centra** inzake onderzoek en ontwikkeling op nationaal vlak vloeit voort uit de vertraging in de administratieve procedure.

De in de begroting van het **Ministerie van Verkeer en Infrastructuur** in 1996 geplande vermindering met 2 miljard BEF van het krediet bestemd voor **DE POST** voor het vervullen van zijn opdrachten van openbare dienst van financiële post werd in 1997 enkel gecompenseerd door een participatie in zijn kapitaal voor een identiek bedrag. Door die verrichting, waardoor de aard

van die uitgave werd gewijzigd, werden de begrotingsuitgaven van de Staat in 1996 verminderd en verbeterde zijn nettofinancieringsbehoefte.

Tot slot blijkt uit het zwakke verbruik van de kredieten van die sectie dat sommige **werken op basis van federale financiering** met vertraging worden gerealiseerd.

D E E L I

Analyse van de uitvoering van de begroting

HOOFDSTUK I - ALGEMENE SYNTHESE VAN DE UITSLAGEN VAN DE UITVOERING VAN DE STAATSBEGROTING VOOR 1996

A. Aanrekening op de begroting

De in deze voorafbeelding opgenomen uitslagen van de uitvoering van de begroting voor het begrotingsjaar 1996 zijn, op basis van de gegevens beschikbaar op 31 maart 1997, vastgesteld op 1.923,3 miljard BEF aan ontvangsten, waarvan 1.401,6 miljard BEF aan lopende en kapitaalontvangsten, en wat de uitgaven betreft, op 2.433,6 miljard BEF aan vastleggingen (1) en op 2.393,1 miljard BEF aan ordonnanceringen (1), waarvan 1.681,1 miljard BEF voor lopende en kapitaaluitgaven.

De hierna volgende tabellen 1.1, 1.2 en 1.3 bevatten een eerste confrontatie van die uitslagen met de ramingen. Een meer gedetailleerde studie van elk onderdeel kan in de volgende hoofdstukken van deze voorafbeelding worden teruggevonden.

(in miljard BEF)

TABEL 1.1 - ONTVANGSTEN

	ramingen (1)	aanrekeningen (2)	verschil	realisatiegraad
<u>lopende en kapitaalontvangsten :</u>				
* niet-geaffecteerde :	1.391,4	1.349,6	- 41,8	97,0 %
* geaffecteerde (3) :	53,5	52,0	- 1,5	97,2 %
Totaal	1.444,9	1.401,6	- 43,3	97,0 %
<u>leningopbrengsten :</u>				
* niet-geaffecteerde :	916,8	148,1	- 768,7	16,1 %
* geaffecteerde (3) :	250,5	373,6	+ 123,1	149,1 %
Totaal	1.167,3	521,7	- 645,6	44,7 %
<u>Totaal van de ontvangsten :</u>				
* niet-geaffecteerde :	2.308,2	1.497,7	- 810,5	64,9 %
* geaffecteerde (3) :	304,0	425,6	+ 121,6	140,0 %
Algemeen totaal :	2.612,2	1.923,3	- 688,9	73,6 %

(1) Wet van 10 juli 1996 houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1996

(2) cf. Hoofdstuk II, tabel 2.3 (rijksmiddelenontvangsten)

(3) De geaffecteerde ontvangsten worden toegewezen aan organieke begrotingsfondsen - cf. de tabel van de uitgaven in Deel III - Bijlagen

1) Met inbegrip van de uitgaven op kredieten voor verbintenissen van vorige jaren.

(in miljard BEF)

TABEL 1.2 - UITGAVEN

VASTLEGGINGEN : verbintenissen ten laste van de Staat aangegaan in de loop van het begrotingsjaar

	kredieten (1)	vastleggingen (2)	verschil	benuttingsgraad
Kredieten van het begrotingsjaar :				
* niet-gesplitste kredieten :	2.125,6	1.978,1	- 147,5	93,1 %
* vastleggingskredieten :	34,9	28,9	- 6,0	82,8 %
Totaal	2.160,5	2.007,0	- 153,5	92,9 %
Begrotingsfondsen :		426,6		
Algemeen totaal :		2.433,6		

(1) cf. Hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in deel III - Bijlagen

(2) De cijfers van de vastleggingen zijn deze die zijn opgenomen in de gegevensbank Staatscomptabiliteit bij de Administratie van de Thesaurie.

(in miljard BEF)

TABEL 1.3 - UITGAVEN

ORDONNANCERINGEN : aanzuivering in de loop van het begrotingsjaar van verbintenissen aangegaan in dat jaar of in vorige jaren

	kredieten (1)	ordonnanceringen	verschil	benuttings- graad
Kredieten overgedragen van het vorige jaar :				
	126,7	42,2	- 84,5	33,3 %
Kredieten van het begrotingsjaar :				
* niet-gesplitste kredieten :	2.125,6	1.892,9	- 232,7	89,1 %
* ordonnanceringskredieten :	36,7	31,8	- 4,9	86,6 %
Totaal	2.289,0	1.966,9	- 322,1	85,9 %
Begrotingsfondsen :		426,2		
Algemeen totaal :		2.393,1		
waarvan : - aflossingen en terugbetalingen (2) :		712,0		
- lopende en kapitaaluitgaven :		1.681,1		

(1) cf. Hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in deel III - Bijlagen

(2) Het bedrag van 712,0 miljard BEF kan als volgt worden opgesplitst :

* op kredieten van het begrotingsjaar 1996 : 710,0 miljard BEF, waarvan :

336,4 miljard BEF op programma 51.45.1

373,6 miljard BEF op het fonds 51-1 "Lasten van leningen"

* op overgedragen kredieten van 1995 : 2,0 miljard BEF, op programma 51.45.1.

B. Uitslagen op kasbasis

Voor het jaar 1996 bedraagt het netto te financieren saldo 242,8 miljard BEF, d.w.z. 47,3 miljard BEF minder dan in 1995. Dat saldo stemt heel goed overeen met het saldo dat bij de begrotingscontrole van het eerste trimester van 1996 werd geraamd, toen men van 239,9 miljard BEF uitging. Het voldoet zo aan het oogmerk van de regering om het kastekort terug te brengen tot 2,9 % van het bruto binnenlands product (BBP) tegen nominale prijzen.

Zoals uit de hierna volgende tabel blijkt, geven de begrotingsverrichtingen op kasbasis een tekort van 244,7 miljard BEF, wat neerkomt op een vermindering met 2,7 miljard BEF (- 1,1 %) in vergelijking met het jaar 1995. De begrotingsverrichtingen geven dus in 1996 qua saldo slechts aanleiding tot een heel kleine schommeling ten opzichte van het jaar voordien, terwijl datzelfde tekort tussen 1994 en 1995 met 16,7 % werd verminderd.

Het tekort van 244,7 miljard BEF vloeit voort uit het verschil tussen de kasuitgaven (2) van budgettaire aard, die in totaal goed waren voor 1.645,5 miljard BEF (waarvan 1.586,4 miljard BEF door de uitvoering van de begroting van het lopend jaar) en het bedrag van de voor rekening van de federale Staat geïnde ontvangsten, goed voor 1.400,8 miljard BEF.

Vergeleken bij het jaar voordien waren de bovenvermelde begrotingsontvangsten en begrotingsuitgaven van de federale Staat in 1996 ook slechts aan een kleine schommeling onderhevig (respectievelijk +0,23 % en + 0,03 %).

De fiscale ontvangsten (3) die bij de berekening van het bovenvermeld resultaat op kasbasis in aanmerking werden genomen, zijn in 1996 met + 3,0 % gestegen. De stijging is meer uitgesproken dan in de loop van het jaar voordien (+ 1,9 %).

Die vooruitgang gaat echter nagenoeg volledig teniet door de aanzienlijke achteruitgang van de niet-fiscale ontvangsten in 1996 (- 19,5 %) (4).

Er dient te worden opgemerkt dat de regeringsnorm inzake de groei van de ontvangsten, die betrekking heeft op de totale fiscale ontvangsten en die wordt gemeten aan de evolutie van het BBP in

2) In de optiek van de berekening van het netto te financieren saldo gaat het om de begrotingsuitgaven op kasbasis, exclusief de uitgaven voor de aflossing van de schuld.

3) Die ontvangsten worden meer in detail becommentarieerd in Hoofdstuk II, punt C, hieronder, blz. 18.

4) De niet-fiscale kapitaalontvangsten werden in 1995 beïnvloed door een uitzonderlijke ontvangst van 57,4 miljard BEF als opbrengst van de inning van de schuldvorderingen van het Hulpfonds voor Financieel Herstel van de Gemeenten op de Gewesten.

nominale prijzen, echter kon worden geëerbiedigd (5). De werkelijke ontvangsten in 1996 werden gunstig beïnvloed door verschuivingen in de ontvangsten, inzonderheid in verband met de inningen van de maand december 1995 (6).

Voor de primaire begrotingsuitgaven (zonder interestlasten) is in het regeerakkoord ook een groei-norm vastgelegd in die zin dat ze juist zoveel of minder mogen stijgen dan de inflatie (nulgroei in reële termen).

Op basis van de kasverrichtingen van de schatkist kunnen de primaire uitgaven op 1.013,8 miljard BEF (7) worden geraamd, wat een stijging met 2,8 % betekent ten opzichte van de uitgaven van het jaar 1995 (985,5 miljard BEF) (8), wat hoger is dan de groeinorm in vergelijking met de evolutie van het algemene indexcijfer van de consumptieprijsen in 1996 (+ 2,1 %). Nochtans, gezien over de periode 1994-1996, blijft de stijging van de primaire uitgaven binnen de voornoemde groeinorm (+ 3,6 %).

De budgettaire interestlasten van de rijksschuld nemen sedert verschillende jaren constant af. Ze kunnen voor het jaar 1996 op 631,7 miljard BEF worden geraamd, d.w.z. 7,8 % van het BBP tegenover 8,3 % in 1995. Er dient te worden opgemerkt dat in 1996 interestlasten werden gekapitaliseerd voor een bedrag van 11,1 miljard BEF terwijl het jaar voordien éénzelfde operatie werd uitgevoerd voor een bedrag van slechts 6,3 miljard BEF.

Het saldo van de thesaurieverrichtingen per 31 december 1996 bedraagt + 3,9 miljard BEF, terwijl die verrichtingen in 1995 tot een bijkomende financieringsbehoefte van 36,6 miljard BEF hadden geleid.

Door dat kasoverschot kon het minder goede begrotingssaldo worden gecompenseerd en kon het kastekort worden gehandhaafd op een niveau dat verenigbaar is met het oogmerk van 1996 om de financieringsbehoefte van de federale overheid terug te dringen.

5) Volgens de ramingen van het Federaal Planbureau, economische begroting, februari 1997, zou het BBP in 1996 tegen nominale prijzen met 3,3 % zijn gegroeid. Op basis van de kasresultaten per 31 december 1996 zijn de totale fiscale ontvangsten van het jaar met 3,7 % gestegen.

6) In de Algemene Toelichting van de aanpassing van de ontvangsten- en uitgavenbegroting voor 1996 werd het totaal bedrag van die ontvangstverschuivingen op 24,9 miljard BEF geraamd. (Parl. St., Kamer, - 593/1 - 95/96, blz. 50).

7) = het verschil tussen de totale begrotingsuitgaven (1.645,5 miljard BEF, exclusief aflossingen van de rijksschuld en financiering van de Europese Unie) en de interestlasten die op 631,7 miljard BEF worden geraamd op basis van de economische codificatie van de uitgaven.

8) Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1995, Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 17.

Het bovenvermeld bedrag van 3,9 miljard BEF is het resultaat van een overschot aan ontvangsten van 28 miljard BEF op de derdenfondsen en van de negatieve variatie van de kasverrichtingen van de schatkist (- 24,1 miljard BEF).

De modaliteiten voor de storting van de provinciale en gemeentelijke opcentiemen, meer in het bijzonder door het uitstel van de betaling van de ontvangsten van november 1994 naar januari van het jaar nadien, hadden in 1995 een bijzonder ongunstige invloed op de toestand van de derdenfondsen waarop die verrichtingen worden geboekt. Deze sloten op 31 december 1995 af met een te financieren saldo van 18,7 miljard BEF.

Die toestand heeft zich in 1996 niet meer voorgedaan zodat de bovenvermelde fondsen sluiten met een overschot aan ontvangsten van 18,9 miljard BEF waarvan een bedrag van 14,5 miljard BEF in de loop van de maand december werd geïncasseerd.

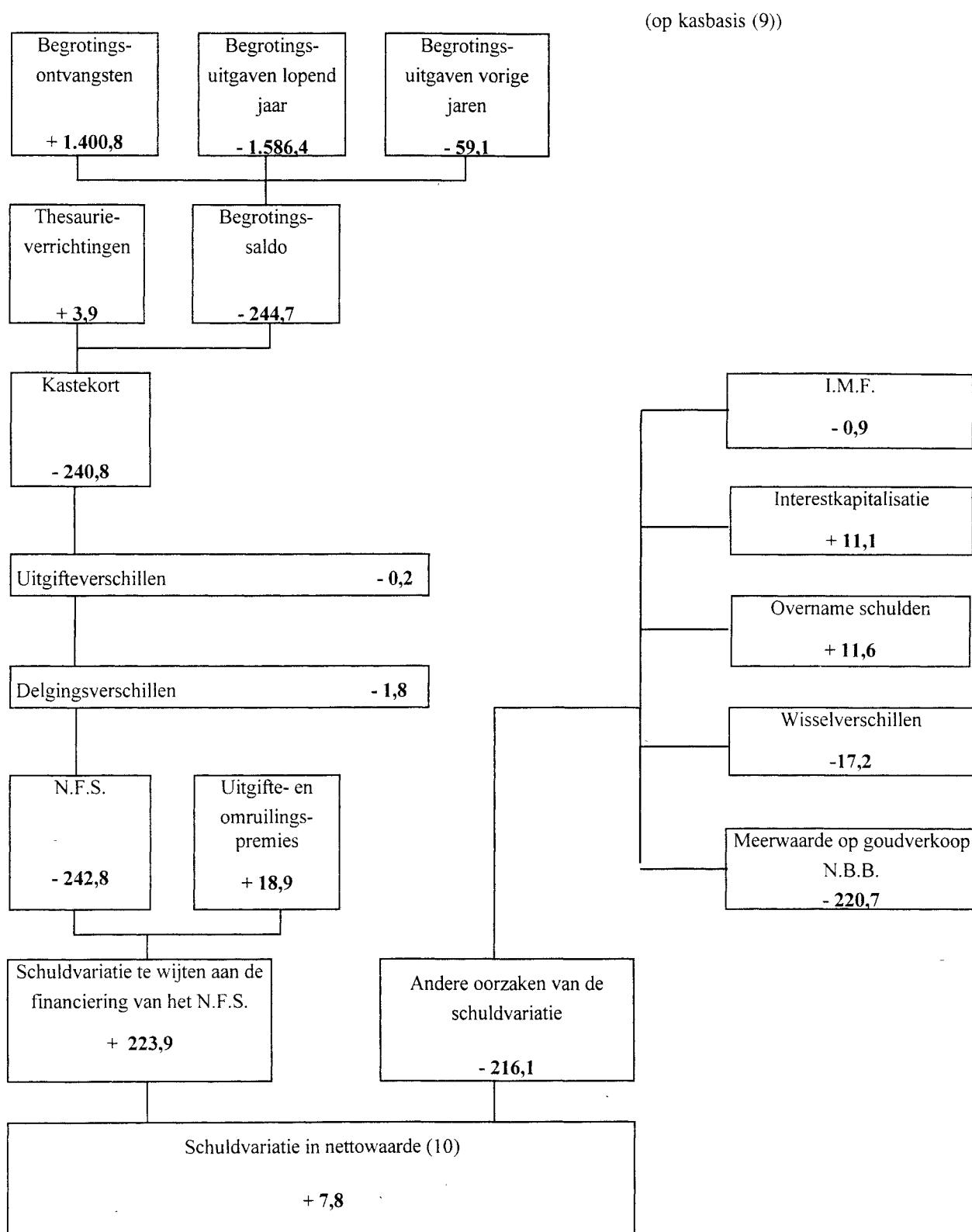
Het derde bestanddeel van het netto te financieren saldo wordt gevormd door de uitgifte- en delgingsverschillen, die de financieringsbehoefte in 1996 met 2 miljard BEF hebben verhoogd.

Om na te gaan in hoeverre de schuld is gewijzigd als gevolg van het netto te financieren saldo in ruime zin dient ook rekening te worden gehouden met de uitgifte- en omruilingspremies die voor dit jaar een winst van 18,9 miljard BEF opleveren. Die verrichtingen die buiten het netto te financieren saldo worden geboekt, worden sedert 1995 in de begroting aangerekend op basis van een verdeling pro rata temporis van de effecten die naargelang van het geval tot een vermindering of een stijging van de begrotingsinteressen van het jaar aanleiding geven.

In de hierna volgende tabel wordt een overzicht gegeven van de schatkistverrichtingen die in 1996 bepalend waren voor de variatie van de rijksschuld in nettowaarde (zonder thesauriebeleggingen). Die variatie wordt voor een groot deel bepaald door de financiering van het bovenvermelde nettosaldo, maar ondergaat ook invloed van andere factoren zoals de kapitalisatie van interest, de overname van schulden of de weerslag van de wisselkoersschommelingen op de schuld in deviezen.

In 1996 is de rijksschuld in nettowaarde uitzonderlijk weinig toegenomen (+ 7,8 miljard BEF).

Er dient hier te worden gewezen op de bijzondere weerslag van het feit dat een gedeelte van de meerwaarden die de Nationale Bank van België had gerealiseerd op de arbitrageverrichtingen op goud (220,7 miljard BEF) werd bestemd voor de terugbetaling van de schuld in deviezen.

SCHATKISTVERRICHTINGEN IN 1996 (in miljard BEF)

9) De uitslagen van de begrotingsontvangsten en -uitgaven in de synthetische voorstelling en in de hoofdstukken IA, II et IV van deze voorafbeelding zijn bepaald op aanrekeningsbasis.

10) zonder thesauriebeleggingen

HOOFDSTUK II - ONTVANGSTEN

A. Algemeenheden

Onder totale ontvangsten wordt verstaan het geheel van lopende en kapitaalontvangsten, fiscale of niet-fiscale, die de federale Staat voor eigen rekening of voor rekening van andere overheden int, met uitzondering van de opdeciemen en opcentiemen die worden geïnd ten voordele van de lokale overheden.

De rijksmiddelenontvangsten worden bekomen na aftrek van de geaffecteerde of aan andere overheden afgestane middelen, met name de aan de Europese Unie afgestane middelen, de gewestelijke belastingen en de aan de Gemeenschappen en de Gewesten toegekende gedeelten van belastingen alsook de voor de alternatieve financiering van de sociale zekerheid bestemde ontvangsten.

Het Rekenhof onderzoekt achtereenvolgens de evolutie van de totale ontvangsten ten opzichte van 1995 (B), de werkelijke geïnde rijksmiddelenontvangsten ten opzichte van de aangepaste ramingen (C), de aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen ontvangsten (D), de voor de financiering van de sociale zekerheid bestemde ontvangsten (E) alsook de middelen die voor rekening van de Europese Unie (F) worden geïnd.

De hierna volgende tabel geeft een synthese van die ontvangsten in 1995 en 1996 en van de evolutie ervan.

(in miljard BEF)

TABEL 2.1 - EVOLUTIE VAN DE ONTVANGSTEN

	1995	1996	Verschil in %
Totale ontvangsten (waarvan fiscale ontvangsten)	2.382,7 (2.198,1)	2.429,4 (2.280,5)	+ 2,0 (+ 3,7)
Aan de Europese Unie afgestane ontvangsten	85,2	80,3	- 5,7
Aan de Gemeenschappen en de Gewesten toege- kende gewestelijke belastingen en gedeelten van belastingen	808,6	836,6	+ 3,5
Aan de sociale zekerheid toegewezen ontvangsten	88,4	110,9	+ 25,4
Rijksmiddelenontvangsten (waarvan fiscale ontvangsten)	1.400,5 (1.215,9)	1.401,6 (1.252,7)	+ 0,1 (+ 3,0)
BBP in nominale prijzen(*)	7.936,0	8.195,8	+ 3,3

(*) Volgens de economische begroting van het federaal Planbureau - februari 1997.

In 1996 evolueerden de totale ontvangsten overeenkomstig de algemene tendensen die bij de aanpassing van de begroting werden vastgesteld ; er manifesteerde zich een meer uitgesproken vooruitgang van de fiscale ontvangsten (+ 3,7 %) dan in 1995, alsook een heel duidelijke vermindering van de niet-fiscale ontvangsten (- 19,5 %), die op het vlak van de werkelijke ontvangsten uiteindelijk tot een lagere groei (+ 2 %) hebben geleid dan het jaar voordien (+ 3 %).

Om de normen te halen die in het regeerakkoord van 19 juni 1995 werden vastgesteld, moesten de totale fiscale ontvangsten proportioneel stijgen met de nominale groei van de economie. Die norm blijkt in 1996 te zijn nageleefd aangezien de groei van het bruto binnenlands product (BBP) tegen nominale prijzen op 3,3 % wordt geraamd (gegevens van eind februari 1997).

De middelen van de federale overheid (rijksmiddelen) zijn stabiel gebleven op hun niveau van 1995 (+0,1 %) doordat de minder sterke toename van de fiscale ontvangsten (+ 3 %) ruimschoots werd gecompenseerd door de vermindering van de niet-fiscale ontvangsten (- 44,3 miljard BEF voor de kapitaalontvangsten).

De in 1996 aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen middelen vertegenwoordigen ongeveer 35 % van de totale ontvangsten. Ze zijn met 3,5 % gestegen, d.w.z. minder sterk dan de voorgaande jaren, omdat de in 1996 gestorte bedragen een bijzondere invloed ondergingen van de definitieve aanpassing van de in de bijzondere financieringswet bepaalde parameters voor de berekening van de toegekende belastinggedeelten.

De middelen bestemd voor de alternatieve financiering van de sociale zekerheid zijn opnieuw sterk gestegen (+ 25,4 %), bijna uitsluitend als gevolg van de toename van de ontvangsten van de Belasting op de Toegevoegde Waarde (BTW) bestemd voor het Fonds voor Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid.

Er werden in 1996 voor 110,9 miljard BEF middelen toegewezen aan de sociale zekerheid ter aanvulling van de overige ontvangsten van de sector zoals de toelagen die jaarlijks ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de Staat worden ingeschreven (230,7 miljard BEF). Voor het jaar in casu maakt de alternatieve financiering ongeveer 7,5 % uit van alle middelen van de systemen voor de werknemers en de zelfstandigen (11).

De aan de Europese Unie overgedragen ontvangsten bestaan uit de invoerrechten en een percentage van de BTW. Sedert 1988 worden bijkomende middelen (vierde inkomstenbron), berekend op basis

11) Waarschijnlijke ontvangsten voor 1996 (Cf. Algemene Toelichting 1997, Parl. St., Kamer, - 733/1 - 96/97, blz. 81).

van het bruto nationaal product van elke Lid-Staat, ingeschreven in de vorm van een uitgavenkrediet ten laste van de begroting van het Ministerie van Financiën (12).

In 1996 hebben de fiscale besturen voor 80,3 miljard BEF ontvangsten geïnd voor rekening van de Europese Unie, d.w.z. 4,9 miljard BEF minder, hoofdzakelijk door de progressieve vermindering van de BTW-heffingspercentages van de Lid-Staten vanaf het jaar 1995.

B. Totale ontvangsten

(in miljard BEF)

Tabel 2.2 - GEREALISEERDE TOTALE ONTVANGSTEN

	1995	1996	Verschil in cijfers	Verschil in %
LOPENDE ONTVANGSTEN				
<u>Fiscale ontvangsten</u>				
- Directe belastingen	1.281,8	1.317,9	+ 36,1	+ 2,8
- Indirecte belastingen :				
Douane en Accijnzen	234,6	243,6	+ 9,0	+ 3,8
B.T.W. en Registratie	656,1	689,7	+ 33,6	+ 5,1
TOTAAL	2.172,5	2.251,2	+ 78,7	+ 3,6
<u>Niet-fiscale ontvangsten</u>	113,6	122,2	+ 8,6	+ 7,7
<i>Totaal lopende ontvangsten</i>	2.286,1	2.373,4	+ 87,3	+ 3,8
KAPITAALONTVANGSTEN				
<u>Fiscale ontvangsten</u>	25,6	29,3	+ 3,7	+ 14,7
<u>Niet-fiscale ontvangsten</u>	71,0	26,7	- 44,3	- 270,0
<i>Totaal kapitaalontvangsten</i>	96,6	56,0	- 40,6	- 172,9
ALGEMEEN TOTAAL	2.382,7	2.429,4	+ 46,7	+ 2,0

Bron : maandelijkse schatkisttoestanden.

Voor het ramen van de ontvangsten wordt gebruik gemaakt van de notie van "totale ontvangsten" die een meer pertinente opvolging en meer pertinente vergelijkingen inzake de evolutie van de overheidsfinanciën mogelijk maakt.

In de praktijk wordt die methode in hoofdzaak gehanteerd voor de raming van de lopende fiscale ontvangsten die reeds verschillende jaren wordt uitgevoerd op basis van een methode die de speci-

12) Vanaf het begrotingsjaar 1996 zijn de kredieten ingeschreven onder sectie 52 - "Ministerie van Financiën, voor de financiering van de Europese Unie" van de Algemene Uitgavenbegroting.

fieke macro-economische schattingen van de voornaamste belastingcategorieën in aanmerking neemt.

De niet-fiscale ontvangsten worden rechtstreeks door de betrokken departementen geraamd op basis van de verwezenlijkte ontvangsten van het jaar voordien. Die ontvangsten bestaan thans uitsluitend uit de eigen middelen van de federale overheid en worden volledig aangerekend op de rijksmiddelenbegroting.

In 1996 zijn de lopende fiscale ontvangsten met 78,7 miljard BEF (+ 3,6 %) gestegen in vergelijking met de verwezenlijkte ontvangsten van het jaar voordien.

Bij de begrotingscontrole tijdens het eerste trimester 1996 werd nog uitgegaan van een stijging met een bedrag van 120,1 miljard BEF (+ 5,5 %). Het verschil van 41,4 miljard BEF tussen de bovenvermelde bedragen vertegenwoordigt de totale lopende fiscale minderontvangsten ten opzichte van de aangepaste ramingen.

Die ongunstige evolutie werd in de Algemene Toelichting voor het begrotingsjaar 1997 (13) onderstreept ; daarin werd voor het lopende jaar gewag gemaakt van een waarschijnlijke minderontvangst van 25,9 miljard BEF, waarvoor de oorzaak voornamelijk werd toegeschreven aan zwakkere groeiperspectieven dan verwacht.

Voor de nieuwe raming van de waarschijnlijke ontvangsten werd inzonderheid uitgegaan van een stabilisering van de dalende inkomsten inzake roerende voorheffing op interesten die voor de eerste acht maanden van het jaar werden vastgesteld. Die verslechtering heeft zich in de loop van de laatste vier maanden van 1996 echter voortgezet met bijkomende minderontvangsten ten belope van nagenoeg 8 miljard BEF als gevolg. De weerslag van de terugbetalingen ingevolge de inkohiering van de personenbelasting werd daarenboven onderschat en dit leidde voor de bovenvermelde periode tot een vermindering van de ontvangsten voor een gelijkaardig bedrag.

Een gelijkaardige evolutie blijkt voor die ontvangsten uit de verschillen tussen de verwezenlijkte ontvangsten van het jaar en die van 1995.

Het rendement van de roerende voorheffing op interest (niet van dividenden) ligt aldus 16,7 miljard BEF lager dan de cijfers van het jaar voordien, dus een daling van 20,6 %.

Er werden in tegenstelling tot de verwachtingen ook meer terugbetalingen uitgevoerd dan ontvangsten via de kohieren van de personenbelasting werden gerealiseerd. Er dient te worden opgemerkt

13) Parl. St., Kamer, - 733/1 - 96/97, blz. 93 en volgende.

dat de negatieve weerslag van de ingekohierde bedragen is toegenomen van 21,4 miljard BEF in 1995 tot 30,2 miljard BEF in 1996.

In omgekeerde zin dient te worden gewezen op de gunstige evolutie van de ontvangsten uit vooraf-betalingen (+ 4,5 %), te verklaren door de winstvooruitzichten van de bedrijven, alsook op een toename van de opbrengsten uit accijnzen (+ 4,8 %), samen met de stijgingen van de tarieven vanaf de maand oktober 1995. De registratie- en andere rechten zijn bovendien ook sterk toegenomen (+ 12,9 %) in vergelijking met de ontvangsten van het jaar voordien, die toen slechts een laag rendement haalden.

De niet-fiscale lopende en kapitaalontvangsten zijn globaal geëvolueerd volgens de ramingen bij de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting. Immers 98 % van de aangepaste ramingen werd gerealiseerd.

Er dient te worden opgemerkt dat de niet-fiscale kapitaalontvangsten nog slechts een derde van het in 1995 geïnd bedrag vertegenwoordigen en dat de niet-fiscale ontvangsten samen ongeveer 20 % lager liggen dan het jaar voordien.

Sedert verscheidene jaren vertonen de verwezenlijkte ontvangsten trouwens ongeregeld schommelingen die voortvloeien uit de weerslag van belangrijke niet-recurrente ontvangsten, die een betekenisvolle invloed hebben op de verschillen die van jaar tot jaar tussen de resultaten worden vastgesteld.

Zo werd op de niet-fiscale kapitaalontvangsten in 1995 een uitzonderlijke storting van 57,4 miljard BEF geboekt als opbrengst van de inning van schuldvorderingen ten aanzien van de Gewesten door het Hulpfonds tot Financieel Herstel van de Gemeenten.

C. Rijksmiddelen

(in miljoen BEF)

TABEL 2.3 - ONTVANGSTEN 1996

Aard van de ontvangsten	Aangepaste ramingen (1)	Aangerekende ontvangsten (2)	Verschil tussen de aangerekende ontvangsten en de ramingen (2) - (1)
1. LOPENDE ONTVANGSTEN			
Sectie I - Fiscale ontvangsten			
Directe Belastingen	887.050	852.750	- 34.300
Douane en Accijnzen	204.080	203.432	- 648
B.T.W. en Registratierechten	202.751	196.505	- 6.246
Totaal	1.293.881	1.252.687	- 41.194
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	125.300	122.248	- 3.052
TOTAAL LOPENDE ONTVANGSTEN	1.419.181	1.374.935	- 44.246
2. KAPITAALONTVANGSTEN			
Sectie I - Fiscale ontvangsten	-	-	-
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	25.729	26.661	+ 932
TOTAAL KAPITAALONTVANGSTEN	25.729	26.661	+ 932
3. ALGEMEEN TOTAAL (waarvan geaffecteerde ontvangsten)	1.444.910 (53.465)	1.401.596 (51.997)	- 43.314 (- 1.468)
4. LENINGOPBRENGSTEN (waarvan geaffecteerde ontvangsten)	1.167.309 (250.521)	521.736 (373.634)	- 645.573 (+ 123.113)

Bronnen : Aangepaste rijksmiddelenbegroting voor 1996
Ministerie van Financiën - Maandelijkse schatkisttoestand van februari 1997.
Kolom (1) : aangepaste ramingen van de rijksmiddelenbegroting voor 1996.
Kolom (2) : sommen gestort ten voordele van de Staat gedurende het begrotingsjaar 1996.

De rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 werd door de wet van 10 juli 1996 aangepast.

Naar aanleiding van de begrotingscontrole werden de initiële ramingen van de lopende fiscale ontvangsten naar beneden toe herzien om hoofdzakelijk rekening te houden met de minder gunstige

economische groeivooruitzichten (14). Ondanks een eerste aanpassing liggen de verwezenlijkte ontvangsten van het begrotingsjaar nog 41,2 miljard BEF lager dan de ramingen (- 3,2 %) en bedragen ze 1.252,7 miljard BEF voor 1996.

De directe belastingen werden hoofdzakelijk gekenmerkt door een gevoelige vermindering van het rendement van de roerende voorheffing (in het bijzonder van de op interestinkomens geïnde roerende voorheffing), dat een minderwaarde van 16,7 miljard BEF (- 14,1 %) ten opzichte van de budgettaire ramingen vertegenwoordigt, door een verhoogde belastingvermindering bij de inkohiering van de personenbelasting (- 7,6 miljard BEF) alsook door een daling van de geraamde ontvangsten inzake bedrijfsvoorheffing (- 16,8 miljard BEF).

Op het vlak van indirecte belastingen dient te worden gewezen op de weerslag van de verhogingen van de belastingvoeten over het ganse jaar : de stijging van het normale BTW-percentage met 0,5 %, de verhoging van de accijnzen op benzine en tabaksproducten en de compenserende heffing op dieselvoertuigen.

De stijging van de accijnsrechten werd correct geraamd, want deze boeken 4,9 % vooruitgang ten opzichte van de in 1995 gerealiseerde ontvangsten.

Bij de aanpassing van de begroting werd de evolutie van de BTW-ontvangsten, gehouden door de federale Staat, met 7,1 % (10 miljard BEF) overschat ten opzichte van de werkelijke ontvangsten. Het vastgesteld verschil wordt in percentage echter versterkt door de wijze waarop de in de begroting vermelde ramingen worden berekend. Deze worden immers bepaald door het verschil te maken tussen de ramingen van de totale ontvangsten en de afhoudingen op de opbrengst van die belastingen ten voordele van de Europese Unie, de Gemeenschappen en de sociale zekerheidssector. Voor de totale ontvangsten is er een verschil van 2 %, zijnde 12,2 miljard BEF, tussen de ramingen en de gerealiseerde ontvangsten.

Wat de registratierechten betreft, kon men op basis van de conjunctuurvooruitzichten op het ogenblik van de aanpassing van de begroting, samen met de slechte resultaten van 1995, onmogelijk de sterke stijging van de ontvangsten (+ 8,4 %) voorspellen, die wordt toegeschreven aan de stijging in prijs en volume van de vastgoedtransacties.

14) De reële groei (in volume) van het BBP die bij de uitwerking van de initiële begroting (oktober 1995) op 2,2 % werd geraamd, werd bij de begrotingscontrole (april 1996) teruggebracht naar 1,5 %, zijnde het gemiddelde van de toen in aanmerking genomen groeihypothesen. Volgens de meest recente ramingen zou de reële groei van het BBP in 1996 1,4 % bedragen.

De niet-fiscale lopende ontvangsten zijn toegenomen met 8,6 miljard BEF ten opzichte van de verwezenlijkte ontvangsten van het jaar voordien. Ze stemmen heel sterk overeen met de ramingen die voor het begrotingsjaar 1996 werden uitgevoerd (97,5 %).

Er dient te worden gewezen op een duidelijke stijging van de stortingen van de Nationale Bank van België aan de Schatkist (+ 11,1 miljard BEF) en ook op de overdracht naar 1996 van de storting van de monopolierente van de Nationale Loterij met betrekking tot het jaar 1995 (+ 2,5 miljard BEF), die in de begrotingsramingen was opgenomen.

De resultaten van 1996 werden daarentegen niet meer beïnvloed door de opbrengst van de verkopen van financiële activa van de Staat in instellingen van de openbare sector. De laatste als monopolierente op de omzet van Belgacom geplande storting (3,1 miljard BEF) werd bovendien niet gerealiseerd, als gevolg van de akkoorden die in de loop van het jaar tussen de Staat en zijn partners tot stand zijn gekomen met betrekking tot de strategische consolidatie van het bedrijf.

Wat de niet-fiscale kapitaalontvangsten betreft hebben de verwezenlijkingen eveneens de ramingen voor het jaar bereikt. Ze zijn evenwel duidelijk verminderd ten aanzien van de resultaten van 1995, die overigens sterk waren beïnvloed door een uitzonderlijke ontvangst van 57,4 miljard BEF (zie punt B).

In vergelijking met de aangepaste ramingen werd voor deze ontvangsten 3,2 miljard BEF meer geïnd ingevolge de afstemming van de mobilofonievergoeding ten laste van Belgacom op die welke in 1995 door een tweede operator werd betaald voor de exploitatievergunning (9 miljard BEF).

De stortingen van de Nationale Loterij aan Ontwikkelingssamenwerking zijn van 1,3 miljard BEF in 1995 gestegen naar 5,5 miljard BEF in 1996, hetgeen neerkomt op een stijging van de ontvangsten met 4,2 miljard BEF. Van dat laatste bedrag had echter 1,7 miljard BEF in de loop van het jaar voordien in ontvangst kunnen worden genomen indien de reglementaire bepalingen tijdig waren getroffen.

Er dient te worden opgemerkt dat in 1996 een bedrag van 8 miljard BEF werd geregistreerd als verwezenlijking van een gedeelte van het vastgoedvermogen van de Staat. Die som stemt in feite overeen met de tegenwaarde van de inbreng in natura van onroerende goederen om het beginkapitaal van de patrimoniale vennootschap N.V. SOPIMA bijeen te brengen.

Overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 december 1996 (15) werd de afstand van die activa in de begroting opgenomen door de storting van hun tegenwaarde als kapitaalontvangsten (desinvestering). Dat bedrag werd afgenoemd van de opbrengst van de strategische consolidatie van Belgacom, via de Federale Participatiemaatschappij.

De storting in kwestie stemt op budgettair vlak overeen met de vermindering van de financieringsbehoefte van de federale overheid die volgens de regels van de nationale comptabiliteit voortvloeit uit de afstand van haar niet-financiële activa in de vorm van inbreng in natura in het beginkapitaal van de vooroemde patrimoniale maatschappij.

Tot besluit dient te worden gewezen op de bijzonder zwakke globale evolutie van de middelen van de federale overheid in 1996.

Na aanpassing van de ramingen tot een bedrag van 1.444,9 miljard BEF hadden de rijksmiddelenontvangsten met nagenoeg 3 % moeten stijgen ten opzichte van de verwezenlijkte ontvangsten in 1995.

Volgens de gegevens die door de Administratie van de Thesaurie (16) werden gepubliceerd, zouden de ontvangsten in het jaar 1996 goed zijn voor 1.401,6 miljard BEF, waardoor ze praktisch op hetzelfde niveau liggen als het jaar voordien (+ 0,1 %). Zoals voordien werd onderstreept, zijn de fiscale ontvangsten onvoldoende gestegen om de weerslag van de voorspelbare achteruitgang van de niet-fiscale ontvangsten te neutraliseren en a fortiori om tot een stijging in reële termen van de middelen van de federale overheid te leiden.

D. Ontvangsten overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, aangevuld en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bepaalt met welke door de federale Staat geïnde middelen de begrotingen van de Vlaamse en Franse Gemeenschap en van het Vlaams, Waals en Brussels Hoofdstedelijk Gewest geheel of gedeeltelijk worden gefinancierd. In hoofdzaak gaat het, enerzijds, om de aan de Gewesten te ristorneren gewestelijke belastingen en, anderzijds, om de toewijzing van een gedeelte van de opbrengst van bepaalde belastingen (BTW en personenbelasting).

15) Wet van 16 december 1996 houdende de vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996 en de tweede aanpassing van de rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1996, Hoofdstuk II, artikel 2.

16) In de maandelijkse Schatkisttoestand voor december 1996 worden de ontvangsten voor het jaar 1995 vastgesteld op 1.400,5 miljard BEF. Het bedrag van de begrotingsontvangsten 1996 komt uit de toestand van februari 1997.

1. Gewestelijke belastingen

In tabel 2.4 worden de bedragen aangegeven die in 1996 bij wijze van gewestelijke belasting werden gestort.

(in BEF)

TABEL 2.4 - GEWESTELIJKE BELASTINGEN 1996

	Vlaams Gewest	Waals Gewest	Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Totaal van de gewestelijke belastingen
Belastingen op spelen en weddenschappen	927.487.381	902.756.704	320.181.147	2.150.425.232
Belasting op automatische ontspanningstoestellen	975.874.122	400.070.997	180.266.474	1.556.211.593
Openingsbelasting op slijterijen van gegiste dranken	355.920.044	164.429.568	70.866.738	591.216.350
Successierechten en recht van overgang bij overlijden	14.543.473.865	7.848.988.818	6.431.185.131	28.823.647.814
Onroerende voorheffing	3.259.762.604	683.073.791	471.142.192	4.413.978.587
Registratierecht op de overdrachten ten bezwarende titel van onroerende goederen (a)	11.892.779.579	4.827.047.588	2.713.112.392	19.432.939.559
Verkeersbelasting op autovoertuigen (b)	0	0	0	0
Ecotaksen (c)	0	0	0	0
Totaal gewestelijke belastingen	31.955.297.595	14.826.367.466	10.186.754.074	56.968.419.135

(a) Krachtens artikel 10, § 2, van de voormelde bijzondere wet, bedraagt het geristorneerde deel van de registratierechten 41,408 %.

(b) Bij toepassing van dezelfde bepaling wordt die belasting niet aan de Gewesten geristorneerd.

(c) Daar de kosten voor de inning van de ecotaksen nog niet zijn vastgesteld, wordt hun netto-opbrengst nog niet aan de Gewesten gestort. Hun bruto-opbrengst bedraagt ongeveer 4,6 miljoen BEF voor 1996.

2. Gedeelde en samengevoegde belastingen

Tabel 2.5. geeft een gedetailleerd overzicht van de bedragen voor de gedeelde en samengevoegde belastingen die voor 1996 aan de Gemeenschappen en de Gewesten werden gestort. Zij stemmen overeen met de bedragen die werden vastgelegd bij de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1996. In kolom 4, die door het Rekenhof is opgesteld op basis van de parameters die in de interministeriële conferentie werden voorgesteld door de Minister van Financiën (17), wordt een overzicht gegeven van de voor 1996 definitief toegewezen belastinggedeelten. In kolom 5 worden de bedragen weergegeven die bij de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor 1997 over de voor het jaar 1997 voorlopig toegewezen belastinggedeelten in aanmerking zul-

17) Brief van 24 maart 1997 gericht aan de Gemeenschappen en Gewesten.

len worden genomen. De omvangrijke stijging van het nettobedrag met bijna 5 miljard BEF dat daarvoor moet worden toegevoegd is onder andere te wijten aan de toepassing van artikel 13, § 2, van de bijzondere wet waarbij men van een gemiddelde inflatie van 1,47 % was uitgegaan voor de bepaling van de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1996, terwijl de inflatie in werkelijkheid 2,06 % bereikte.

(in miljoen BEF)

TABEL 2.5 - GEDEELDE EN SAMENGEVOEGDE BELASTINGEN

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Voorlopig aangepaste bedragen voor het jaar 1996 *	Definitieve aanpassing voor het jaar 1995	Te storten en effec- tief gestorte bedra- gen in 1996 =(1)+(2)	Definitieve bedragen voor het jaar 1996	In de aanpas- sing voor 1997 te inte- greren bedra- gen =(4)-(1)
GEMEENSCHAPPEN					
BTW					
Vlaamse Gemeenschap	199.794,4	-1.775,0	198.019,4	200.962,7	1.168,3
Franse Gemeenschap	149.341,6	-1.309,3	148.032,3	150.203,4	861,8
Totaal (a)	349.136,0	-3.084,3	346.051,7	351.166,1	2.030,1
Personenbelasting					
Vlaamse Gemeenschap	80.157,5	-391,8	79.765,7	81.363,7	1.206,2
Franse Gemeenschap	50.008,1	-406,1	49.602,0	50.188,5	180,4
Totaal (b)	130.165,6	-797,9	129.367,7	131.552,2	1.386,6
GEWESTEN					
Personenbelasting					
Vlaams Gewest	169.798,2	-818,2	168.980,0	171.336,6	1.538,4
Waals Gewest	106.455,8	-934,2	105.521,6	107.040,9	585,1
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	29.355,3	-604,6	28.750,7	28.644,2	-711,1
Totaal (c)	305.609,3	-2.357,0	303.252,3	307.021,7	1.412,4
IN 1996 BETAALDE BELASTINGEN					
Vlaamse Gemeenschap	449.750,1	-2.985,0	446.765,1	453.663,0	3.912,9
Franse Gemeenschap	199.349,7	-1.715,4	197.634,3	200.391,9	1.042,2
Waals Gewest	106.455,8	-934,2	105.521,6	107.040,9	585,1
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	29.355,3	-604,6	28.750,7	28.644,2	-711,1
Totaal (a)+(b)+(c)	784.910,9	-6.239,2	778.671,7	789.740,0	4.829,1

* Aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 (wet van 10 juli 1996, B.S. van 21 augustus 1996).

Voor de aanpassing van een gedeelte van die middelen aan de werkelijke groei van het bruto nationaal product (BNP) van het betrokken jaar werd het door de Nationale Bank (18) berekend groeipercentage, met name 1,5 % voor het jaar 1996, in aanmerking genomen.

In de "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1994" (19) wees het Rekenhof er in dat verband op dat "het definitief vaststellen van de werkelijke groei van het BNP vanaf het jaar dat volgt op het betrokken jaar overigens zeer moeilijk is, aangezien zich nog niet-onbelangrijke wijzigingen in het bedrag van het BNP kunnen voordoen tijdens verscheidene daaropvolgende jaren. Met betrekking tot het definitief vaststellen van deze groei tijdens het volgende jaar, op basis van de op dat ogenblik beschikbare gegevens, heeft de Minister van Financiën het advies van het Rekenhof gevraagd. Het Rekenhof heeft in zijn antwoord (20) gesteld, dat uit de ervaring van de voorbije jaren immers blijkt dat er aanzienlijke verschillen kunnen bestaan tussen de eerste raming van de werkelijke groei van het BNP volgens het Planbureau en de latere vaststelling van die groei bij de publicatie van de nationale rekeningen door het Nationaal Instituut voor de Statistiek. Het Rekenhof heeft bijgevolg onderstreept dat de voorgestelde oplossing bedragen naar voor zou kunnen schuiven die heel wat verschillen van die welke zouden voortvloeien uit een striktere toepassing van de financieringswet".

In de Interministeriële Conferentie van 20 januari 1995 werden de overeenkomsten tussen de federale staat en de gefedereerde entiteiten bekrachtigd. Krachtens die overeenkomsten is het percentage van de reële groei van het BNP, dat dient om de definitieve bedragen voor het jaar t-1 van de aan de Gewesten en de Gemeenschappen (21) toe te kennen personenbelasting te bepalen, afkomstig van het verslag van de Nationale Bank over het jaar t en wordt het definitief vastgelegd zonder latere herziening (22).

Naar aanleiding van de voorliggende voorafbeelding wenst het Rekenhof de aandacht van de Kamer van Volksvertegenwoordigers te vestigen op de financiële weerslag van die beslissing, in het bijzonder door de toenemende invloed van de groei van het BNP (23) op de aan de Gemeenschappen en de Gewesten verschuldigde bedragen.

18) Met toepassing van de beslissing van de interministeriële conferentie van 20 januari 1995.

19) Parl. St., Kamer, - 16/1 - 1995 (BZ), blz. 207.

20) Brief van 22 juni 1994.

21) En het bedrag van de dotatie aan de Duitstalige Gemeenschap.

22) In die overeenkomsten wordt toch bepaald dat voor de vaststelling van de bedragen voor de latere jaren rekening wordt gehouden met het gherwaardeerd groeipercentage voor de berekening van de annuiteiten van de voorgaande jaren die erin worden geïntegreerd, waarbij die annuiteiten worden berekend op de gedeelten van 14,3 % volgens de artikelen 14, 16, 16bis, 17, 23, 29 en 43 van de bovenvermelde bijzondere wet.

23) Met toepassing van de artikelen 32 bis, § 2, en 45bis, § 3, voor de overgangsperiode, en de artikelen 33, § 2, 35ter, § 2, 47, § 2, voor het definitief stelsel van de bovenvermelde bijzondere wet.

Zo werden de definitieve bedragen van 1994 en 1995, waarvoor respectievelijk een groei van 2,30 % en 2,00 % werd gehanteerd, niet herzien terwijl die groei thans (24) respectievelijk op 2,41 % en 2,23 % wordt geraamd zoals blijkt uit de onderstaande tabel.

Werkelijk groeipercentage van het BNP					
Jaar	Weging van deze factor	In aanmerking genomen percentage voor de berekening van de voor 1994 verschuldigde definitieve bedragen	In aanmerking genomen percentage voor de berekening van de voor 1995 verschuldigde definitieve bedragen	In aanmerking genomen percentage voor de berekening van de voor 1996 verschuldigde definitieve bedragen	
1993	0,00%	-0,70	-0,70	-0,30	
1994	10,00%	2,30	2,40	2,41	
1995	15,00%	2,30	2,00	2,23	
1996	20,00%	2,20	2,00	1,50	
1997	70,00%				1,50
1998	75,00%				
1999	97,50%				

Indien die nieuwe raming van de groei van het BNP tot een herziening van de voor 1994 en 1995 overgedragen bedragen zou hebben geleid, zouden deze in totaal met 190 miljoen BEF zijn gestegen ten voordele van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het feit dat de weging voor die parameter van de berekening, die thans nog krachtens de wet is beperkt tot 10 en 15 % voor die twee jaren, tussen nu en 1999 nog sterk zal groeien, zoals uit de bovenvermelde tabel blijkt, en dat hij op de volledige gedeelde en de samengevoegde belasting (zijnde de personenbelasting) zal worden toegepast. Zodoende kan de beslissing van de Interministeriële Conferentie om die parameter niet te herzien voor de berekening van de overgedragen ontvangsten in de loop van de komende jaren voor een evolutie van de ontvangsten zorgen die aanzienlijk zou afwijken van de door de wet beoogde koppeling aan de reële groei van het BNP.

3. Krachtens artikel 54 van de bijzondere wet verschuldigde interest

De Gemeenschappen en de Gewesten hebben aan de federale Staat met toepassing van artikel 54, §1, 3e lid, van de bovenvermelde bijzondere wet interest (zogenaamde "interesten ritme") betaald voor een bedrag van 1,192 miljard BEF. Die interest wordt verklaard door het verschil dat wordt vastgesteld tussen de regelmatige mensualiteiten die de Staat aan de gefedereerde entiteiten stort en de variabele maandelijkse fiscale ontvangsten die hij werkelijk heeft geïnd.

24) Verslag van 1996 van de Nationale Bank, voorgesteld op 24 februari 1997.

Voor de interest die werd gegenereerd door de saldi die op 31 december 1995 nog waren verschuldigd, hebben de deelgebieden 114,7 miljoen BEF aan de federale Staat betaald.

Er dient te worden opgemerkt dat de Staat in tegenstelling tot de voorgaande jaren een deel van de door de deelgebieden verschuldigde saldi in de in 1996 betaalde mensualiteiten heeft verwerkt. De eerste 8 maandelijkse stortingen van 1996 werden verminderd met het vermoedelijk saldo van het jaar 1995 (in totaal 5.345,8 miljoen BEF) door de gespreide terugbetaling ervan. De bijkomende correctie die is te wijten aan de vaststelling van de definitieve bedragen voor 1995 bij de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting (-6.239,2 miljoen BEF) werd eveneens op een vlakke manier doorberekend. In de storting van de maand september werd negen twaalfde van het verschil van 893,4 miljoen BEF ten opzichte van het vermoedelijke saldo verwerkt, terwijl de laatste drie mensualiteiten van 1996 elk voor één twaalfde daarvan werden verminderd.

Via die uitvlakking kon de op de saldi verschuldigde interest worden verminderd en deze zal ook invloed hebben op de "interessen ritme" die in 1997 zullen verschuldigd zijn, waarbij het verschil met de fiscale ontvangsten lichtjes lager zou moeten liggen.

E. Aan de sociale zekerheid overgedragen ontvangsten

1. Alternatieve financiering van de sociale zekerheid

Artikel 89, § 1, van de wet van 21 december 1994 (25) houdende sociale en diverse bepalingen voorziet dat de opbrengst van de aanvullende crisisbijdrage voor het jaar 1996 ten belope van 20.400 miljoen BEF wordt toegewezen aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid (FFE) en ten belope van 2.000 miljoen BEF aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht in het Sociaal Statuut van de Zelfstandigen (FFEZ).

Artikel 89, § 2, van die wet bepaalt dat naast het bedrag van 140 miljoen BEF dat moet worden ingeschreven in de begroting van het Ministerie van Wetenschapsbeleid en het gedeelte van de opbrengst van de bovenvermelde aanvullende crisisbijdrage (22.400 miljoen BEF), het totaal bedrag van de alternatieve financiering van de sociale zekerheid in een percentage van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde (BTW) wordt uitgedrukt en enkel hiervan wordt afgerekend. Het bepaalt daarenboven dat dat percentage bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt vastgelegd.

25) Gewijzigd door artikel 88 van de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen.

Het koninklijk besluit van 22 december 1995 (26) heeft dat percentage voor 1996 op 13,47639 % van de opbrengst van de BTW vastgelegd, en het stelt een maandelijkse betaling in op basis van de werkelijke ontvangsten (27). Dit percentage werd op 15,20645 % gebracht door het koninklijk besluit van 19 juni 1996. Dat mechanisme impliceert dat het in 1996 toegewezen percentage van de BTW is vastgesteld op basis van de werkelijke ontvangsten van december 1995 tot november 1996 en het vereist dus een regularisatie op basis van de opbrengst van de BTW van het jaar 1996 (van januari 1996 tot december 1996). Het laatste lid van artikel 2, § 2, van dat besluit preciseert dat in januari 1997 een afrekening wordt gemaakt.

Van het aldus van de BTW afgenoemde bedrag worden krachtens artikel 89, § 3, van dezelfde wet, enerzijds, 3 miljard BEF gehouden ten voordele van de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten (RSZPPO) voor de financiering van de veiligheidscontracten en, anderzijds, een bedrag voor de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (PWA) dat voor 1996 door het koninklijk besluit van 22 december 1995 op 900 miljoen BEF is bepaald (28). Het saldo wordt verdeeld tussen het FFE a rato van 96,12 % en het FFEZ a rato van 3,88 %. Er wordt ook een minimumgrens ingesteld dat het FFE waarborgt dat het bedrag van 1995 wordt geïndexeerd en verhoogd met 9.286 miljoen BEF en het FFEZ garandeert dat het bedrag van 1995 wordt geïndexeerd en verhoogd met 886 miljoen BEF.

Bovendien werd de uitbetaling van een aan het FFE verschuldigd bedrag van 3,5 miljard BEF zonder wettelijke grondslag verschoven naar 1997.

Die wettelijke en reglementaire bepalingen leiden dus tot de volgende toegewezen ontvangsten :

26) Koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende uitvoering van artikel 88, § 2 en § 3 van de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen.

27) Met toepassing van artikel 89, § 3, 2e lid.

28) Koninklijk besluit van 22 december 1995 tot vaststelling voor het jaar 1996 van het bedrag ter financiering van de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen.

(in BEF)

Bepalingen van artikel 89 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen -Voor 1996 verschuldigde bedragen					
	Voor 1996 over te dragen ontvangsten, art. 89, § 1	In 1996 overgedragen BTW, art 89, § 2 et 3	BTW, naar 1997 overgedragen betaling	In 1997 te betalen BTW, art. 89, § 3, regularisatie	Totaal overgedragen BTW
RSZPPO		3.000.000.000	0	0	3.000.000.000
RVA PWA		900.000.000	0	0	900.000.000
FFE	20.400.000.000	76.265.542.850	3.500.000.000	653.324.784	80.418.867.634
FFEZ	2.000.000.000	3.219.832.566		26.372.245	3.246.204.811
Totaal	22.400.000.000	83.385.375.416	3.500.000.000	679.697.029	87.565.072.445

Men dient hieraan ook de ontvangsten toe te voegen die krachtens vroegere wettelijke bepalingen (29) waren verschuldigd en die naar 1996 werden overgedragen (3,5 miljard BEF voor het FFE). De ontvangsten die in 1996 aan de verschillende begunstigden van de alternatieve financiering van de sociale zekerheid werden gestort, kunnen bijgevolg als volgt worden uitgesplitst.

(in BEF)

In 1996 gestorte ontvangsten			
	Bepalingen van toepassing in 1996	Vroegere bepalingen	Totaal
RSZPPO	3.000.000.000	0	3.000.000.000
RVA PWA	900.000.000	0	900.000.000
FFE	96.665.542.850	3.500.000.000	100.165.542.850
FFEZ	5.219.832.566	0	5.219.832.566
Totaal	105.785.375.416	3.500.000.000	109.285.375.416

De regering heeft voor de financiering van de administratieve omkadering van de PWA aan de RVA effectief 900 miljoen BEF gestort van de aan de sociale zekerheid toegewezen opbrengst van de BTW en dit in gelijke maandelijkse schijven van 75 miljoen BEF. Van de reserves die in die activiteit werden aangelegd, werd vervolgens 800 miljoen BEF afgenomen en bestemd voor de

29) Bepalingen van artikel 89 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, die voor het jaar 1995 van toepassing waren.

werkloosheidssuitkeringen voor het jaar 1996 (30), waardoor de lasten van het FFE met een overeenstemmend bedrag werden verminderd.

Naast het feit dat die werkwijze niet duidelijk tot uiting laat komen hoeveel de Staat werkelijk financieel bijdraagt in de administratieve omkadering van de PWA, leidt ze er uiteindelijk toe dat die 800 miljoen BEF enkel aan het FFE worden toegewezen waardoor ze buiten de in de wet bepaalde verdeling tussen het FFE en FFEZ vallen.

2. Bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid

In titel XI "Bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid" van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen wordt onder andere voorzien dat de Administratie der Directe Belastingen het nettobedrag (31) van de sociale zekerheidsbijdrage berekent en dat aan het FFE doorstort. Vanaf het jaar 1996 heeft de Staat echter 2,5 miljard BEF van die bijdrage (32) voor zichzelf voorbehouden. De wet voorziet ook dat de Koning bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de wijze bepaalt waarop de stortingen worden uitgevoerd, met inbegrip van de berekeningswijze van de nalatigheidsinteressen en de andere administratieve kosten in geval van laattijdige stortingen.

Dat besluit is nog steeds niet uitgevaardigd en ondanks het feit dat in 1996 ambtshalve een toewijzingsfonds (33) werd geopend waarop op 31 december 1996 een bedrag van 1.865.592.452 BEF was ingeschreven, werd geen enkel bedrag aan het FFE gestort. Uit het onderzoek van de kohieren blijkt dat de administratie op 31 december 1996 nog voor 1.266.381.907 BEF bijzondere sociale zekerheidsbijdragen moest innen.

3. Remgeld

Artikel 43 van de programmawet van 24 december 1993 stelt de sociale vrijstelling van het remgeld in, die moet worden vastgesteld door de Administratie der Directe Belastingen en moet worden terugbetaald door het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV).

30) Koninklijk besluit van 24 januari 1997 houdende bepaalde maatregelen betreffende de financiering van de sociale zekerheid ter uitvoering van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

31) Ter uitvoering van artikel 110, § 1, van de bovenvermelde wet, kohiert zij enkel de bedragen van 100 BEF of meer in.

32) Artikel 82 van de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen.

33) Artikel 66.38 "Bijzondere sociale zekerheidsbijdrage".

Bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit (34) moeten nog de modaliteiten worden bepaald voor de betaling, met inbegrip van de berekeningswijze van de nalatigheidsinteressen en andere administratieve kosten in geval van laattijdige stortingen. Daar dat besluit ontbreekt, heeft het RIZIV nog geen enkele terugbetaling uitgevoerd terwijl de door de Administratie der Directe Belastingen opgestelde afrekeningen op 31 december 1996 een schuldvordering ten voordele van de Staat bevatten van 2.125.026.383 BEF.

F. Ontvangsten overgedragen aan de Europese Unie

Vanaf het begrotingsjaar 1996 werden hiervoor kredieten ingeschreven op de basisallocatie 40.10.35.10 "Bijdrage van België in de vierde middelenbron (de BNP-bijdrage) van de Europese Unie" onder de sectie 52 - "Ministerie van Financiën, voor de financiering van de Europese Unie" van de algemene uitgavenbegroting.

De begroting van de Europese Unie (E.U.) wordt gefinancierd overeenkomstig de besluiten van de Raad betreffende het stelsel van de eigen middelen van de Europese Unie (35). Deze eigen middelen bestaan uit de volgende vier bronnen (36) :

- de douanerechten geheven op de van buiten de Unie ingevoerde produkten ;
- de landbouwheffingen en de heffingen op suiker en isoglucose ;
- een fractie van de BTW-opbrengst geïnd door de Lid-Staten ;
- de BNP-bijdrage (37).

Hierbij wordt rekening gehouden met het feit dat, volgens het huidige vigerende systeem, de stortingen aan de E.U. gedaan worden op nettobasis (90 %). De inningskosten voor 1996, overeenstemmend met 10% van het brutobedrag van de eerste twee inkomstenbronnen (douanerechten en heffingen) werden gebaseerd op ramingen van de stortingen van die eigen middelen voor dat jaar (38).

34) Artikel 43, § 3, 2e lid, van de bovenvermelde programmawet.

35) Besluit van de Raad van 24 juni 1988 (88/376/EEG, Euratom), Verordening van de Raad van 29 mei 1989 (1553/EEG, Euratom) en Besluit van de Raad van 31 oktober 1994 (94/728/EG, Euratom).

36) Cf. de "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de Staatsbegroting voor 1995", Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 39 e.v.

37) Deze vierde middelenbron die vanaf 1988 werd aangeboord is gebaseerd op een aandeel (een eenvormig opvrangingspercentage) in het bruto nationaal produkt (BNP) van iedere Lid-Staat. Dit aandeel wordt berekend om de totaliteit der voorziene uitgaven te dekken, ter aanvulling van andere 'eigen middelen' (de aanvullende inkomstenbron).

38) Cf. Lopende niet-fiscale ontvangsten, Hoofdstuk 18, § 1, artikel 16.01 van de rijksmiddelenbegroting.

Voor 1996 werd de Belgische deelname in de financiering van de Europese Unie geraamd op 3.126.121.143 ECU zijnde 3,84% van de totale E.G.-financiering. Deze ontvangsten werden als volgt uitgesplitst (39) :

	(in ECU)
- douanerechten	855.810.000
- landbouwheffingen	42.390.000
- heffingen op suiker en isoglucose	73.710.000
- BTW-middelen	989.870.908
- BNP-middelen	1.015.029.594
- correctie t.a.v. Verenigd Koninkrijk (40)	149.310.641
TOTAAL :	3.126.121.143

Deze bedragen dienen te worden omgezet in BEF, op basis van de notering per 1 februari 1996 (1 ecu = 39,1090 BEF). De ontvangsten die aan de Europese Unie voor 1996 zullen worden overgedragen worden aldus geraamd op **122.259.471.782** BEF.

In de maandelijkse schatkisttoestand van de Administratie van de Thesaurie wordt een globaal overzicht gegeven van de comptablele verrichtingen met betrekking tot het Belgische aandeel in de financiering van de Europese Unie op ‘kasbasis’. In de loop van 1996 werd de ordonnancering van 18.484.664.786 BEF ten laste van het krediet voor de Belgische BNP-bijdrage aan de E.U. (op B.A. 61.10.34.02) voor het begrotingsjaar 1995 uitgevoerd. Deze ordonnantie werd op het Rekenhof geviseerd op 31 januari 1996 en uitgevoerd op 7 februari 1996. Het voor 1996 te vereffenen bedrag van 29.783.399.729 BEF werd in 1997 uitgevoerd.

Uit de “Maandelijkse Schatkisttoestand” voor de maand december 1996 blijkt dat in het begrotingsjaar 1996 door België voor 80.344 miljoen BEF aan douanerechten en BTW-opbrengst aan de Europese Unie werd afgestaan.

39) Verantwoording van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996, Parl. St., Kamer, - 131/16 - 95/96, blz. 1043.

40) Het systeem van de eigen middelen werd ingewikkelder door de regeling inzake de vermindering voor het Verenigd Koninkrijk (VK). Krachtens deze regeling ontvangt het VK compensatie voor de geringe EU-uitgaven op zijn grondgebied door een gedeeltelijke terugbetaling van zijn BTW-bijdrage. Eerst wordt die bijdrage vastgesteld op dezelfde wijze en met dezelfde garanties als voor de andere Lid-Staten ; het terugbetaalde bedrag beïnvloedt op zijn beurt de bijdragen van de andere Lid-Staten.

Tabel 2.6 geeft de door België in 1996 aan de E.U. effectief overgedragen ontvangsten, met name de douanerechten (inclusief de landbouwheffingen en de heffingen op suiker en isoglucose) en de BTW. Deze bijdragen werden tijdens 1996 aangevuld met de Belgische BNP-bijdrage aan de E.U voor 1995.

(in BEF)

TABEL 2.6. - BELGISCHE BIJDRAGE IN DE FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE

Aan de E.U. overgedragen ontvangsten :	
- douanerechten	39.405.000.000
- BTW	40.939.000.000
Subtotaal	80.344.000.000
Aangerekend op kredieten 1995 (uitgevoerd in 1996)	
- BNP-bijdrage	18.484.664.786
TOTAAL	98.828.664.786

HOOFDSTUK III - UITGAVENKREDIETEN

A. Budgettaire gegevens

De kredieten voor het begrotingsjaar 1996, die zijn terug te vinden in kolom 2 van de tabel van de uitgaven (zie Deel III - Bijlagen), werden samengesteld rekening houdende met de volgende beslissingen :

1. Oorspronkelijke kredieten : kredieten ingeschreven in de wet van 24 november 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 ;
2. Aanpassingen :
 - door de wet van 10 juli 1996 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 ;
 - door de wet van 2 december 1996 houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 - sectie Tewerkstelling en Arbeid ;
 - door de wet van 16 december 1996 houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 (41).
3. Wijzigingen als resultaat van :
 - de gedeeltelijke verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven in het programma 18.60.1 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 en bestemd tot financiering van de projecten in het kader van de hulp aan de landen van Oost- en Midden-Europa (PHARE-programma, artikel 2.18.4 van de voormelde wet van 24 november 1995, en uitgevoerd met het koninklijk besluit van 16 september 1996, dat werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 februari 1997) ;
 - de gedeeltelijke verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven in het programma 19.53.2 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 en bestemd voor de uitvoering van opleidingsactiviteiten in de verschillende departementen en parastatalen (artikel 2.19.3 van de voormelde wet van 24 november 1995 - en uitgevoerd met het koninklijk besluit van 20 december 1996) ;

41) Er is geen derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996.

- de herverdelingen van basisallocaties met betrekking tot de personeelsuitgaven tussen programma's van eenzelfde departementale sectie, toegestaan door artikel 1-01-3, par. 2, van de voormalde wet van 24 november 1995 ;
- de budgettaire machtigingen (uitgavenmachtigingen met eventueel kredietblokkeringen) toeestaan door een beslissing van de Ministerraad overeenkomstig de bepalingen van het artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit, en die nog niet bij wet zijn gereguleerd.

*
* *

Enkele opmerkingen :

a) de herverdeling van basisallocaties

De uitvoering van het koninklijk besluit van 12 juni 1996 tot overdracht in de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 van een deel van het krediet ingeschreven op het programma 15.54.1 naar het programma 14.53.4 (toepassing van artikel 2.15.7 van de voormalde wet van 24 november 1995), werd door het Rekenhof geweigerd omdat het een herverdeling doorvoert, voor een bedrag van 2,4 miljoen BEF, van een gesplitst krediet naar een niet-gesplitst krediet, hetgeen het fundamenteel onderscheid mistent tussen die beide kredietsoorten, ingevoerd door de wetgever in, enerzijds, de artikelen 7, 34 en 35 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit en, anderzijds, in de tabellen van de programmakredieten die jaarlijks in de algemene uitgavenbegroting worden opgenomen (42).

b) de verdeling van het provisioneel krediet

Het Rekenhof had opgemerkt dat het koninklijk besluit van 16 september 1996 houdende de verdeling voor een bedrag van 31,0 miljoen BEF van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven in het programma 18.60.1, slechts gedeeltelijk kon worden uitgevoerd omdat het, enerzijds, een herverdeling van basisallocaties doorvoert van een niet-gesplitst krediet naar gesplitste kredieten (basisallocaties 11.60.21.01.57 en 14.51.12.31.02) hetgeen zoals in punt a) werd opgemerkt, een miskenning vormt van het fundamentele onderscheid tussen de beide kredietsoorten, en omdat het, anderzijds, twee nieuwe basisallocaties creëert in een programma 31.52.4 dat niet is op-

42) De brieven van 28 augustus 1996.

genomen in de algemene uitgavenbegroting, hetgeen een inbreuk uitmaakt op de prerogatieven van de wetgever en in strijd is met de bepalingen van artikel 174, 1e lid, van de gecoördineerde Grondwet en met artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit (43).

Het koninklijk besluit van 17 februari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 september 1996 kwam aan de opmerking van het Rekenhof tegemoet en bracht het te verdelen provisioenel krediet van 31,0 miljoen BEF terug tot 17,2 miljoen BEF.

B. Ministerraadsbeslissingen die in 1996 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten

1. toepassing van artikel 40, §2, van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit

In de loop van het begrotingsjaar 1996 heeft de Ministerraad geen enkele beslissing genomen die ertoe strekte een voorlopig visum van het Rekenhof te vorderen voor de betaling van dringende uitgaven.

2. toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit

De procedure voorzien in artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit kan enkel worden aangewend in dringende gevallen veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden. In de loop van het begrotingsjaar 1996 heeft de Ministerraad in die zin twee beraadslagingen genomen.

De beraadslaging 3153 waarvoor het Rekenhof had opgemerkt dat niet werd voldaan aan de voorwaarde van onvoorzienbaarheid, werd geregulariseerd met het eerste aanpassingsblad van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996. Voor de beraadslaging 3154, waarvoor geen opmerkingen werden geformuleerd, moet nog een wetsontwerp houdende regularisatie worden ingediend.

De uitgaven waartoe die beraadslagingen aanleiding hebben gegeven bedroegen in totaal 115,5 miljoen BEF aan niet-gesplitste kredieten. De compenserende blokkeringen op andere kredieten (enkel voor de MRB 3154) bedroegen 85,0 miljoen BEF op de gesplitste vastleggings- en ordonnancieringskredieten.

43) De brieven van 23 oktober 1996.

(in miljoen BEF)

MRB	datum	departement	programma	toegestaan krediet	voorwerp
3153	17.04.1996	Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu	26.40.0	+ 30,5 NGK	uitvoering van het arrest van het Hof van Beroep te Brussel van 9 februari 1995 in de zaak BVBA Alloo - Van De Capelle en cons.
3154	22.12.1996	Ontwikkelingssamenwerking	15.54.1	+ 85,0 NGK - 85,0 VK - 85,0 OK	Hulp aan de regio van de Grote Meren

HOOFDSTUK IV - UITGAVEN

In dit hoofdstuk wordt de aanwending van de toegekende kredieten onderzocht, zowel wat de vastleggingen als wat de ordonnanceringen betreft.

Eerst wordt een globaal overzicht gegeven van alle vastleggingen en ordonnanceringen die zijn uitgevoerd op kredieten toegekend voor 1996 voor elk van de departementale secties, gegroepeerd per grote cel, overeenkomstig de voorstelling in de toelichting bij de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 (tabel 4.1 in punt A hierna).

Het centrale deel van de voorafbeelding betreft het onderzoek van de uitgaven per programma en wordt besproken in DEEL II. De commentaren en opmerkingen van het Rekenhof betreffende de uitvoering van de programma's van de algemene uitgavenbegroting komen hierin aan bod. De tabel van de uitgaven, die de cijfergegevens per programma bevat, wordt opgenomen in DEEL III - Bijlagen.

Onder punt B. van dit hoofdstuk wordt een beeld gegeven van de ordonnanceringen die in 1996 werden uitgevoerd ten laste van de van het begrotingsjaar 1995, overeenkomstig de bepalingen van artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit, overgedragen kredieten.

De tabel 4.2 die daarop betrekking heeft, geeft bovendien een overzicht van de ordonnanceringen die in 1995 op de voor dat jaar toegekende kredieten werden uitgevoerd (44), zodat een volledig overzicht wordt bekomen van de uitvoering van de begroting voor 1995 met betrekking tot de niet-gesplitste kredieten.

Tenslotte worden in punt C. commentaren verstrekt over de vastgestelde kredietoverschrijdingen.

A. Uitgaven op kredieten voor 1996 - globaal overzicht

De tabel 4.1. geeft voor elke departementale sectie een samenvattend overzicht van alle vastleggingen en ordonnanceringen die in 1996 werden uitgevoerd op kredieten voor 1996.

De in de kolommen 2 en 3 opgenomen bedragen vertegenwoordigen aldus respectievelijk het totaal van de in 1996 op de niet-gesplitste kredieten, op de gesplitste kredieten en op de variabele kredieten uitgevoerde vastleggingen en ordonnanceringen.

44) Een meer gedetailleerde indeling "per programma", zoals voor de kredieten van het lopende jaar, wordt niet wenselijk geacht gelet op de relatief beperkte omvang van deze verrichtingen.

De percentages duiden het belang aan van iedere cel en sectie in het geheel van de uitgaven (zowel wat het vastleggings- als het ordonnancieringsaspect betreft).

TABEL 4.1 - UITGAVEN OP KREDIETEN VAN 1996 (cijfers per 31 maart 1997)				
cel/secties (1)	vastleggingen (2)		ordonnanceringen (3)	
	in miljoen BEF	%	in miljoen BEF	%
A. Rijksschuld	1.405.290,4	57,7	1.354.402,0	57,6
B. Autoriteitscel				
01 - Dotatiën	11.647,0	0,5	11.647,0	0,5
11 - Diensten Eerste Minister	25.252,0	1,0	19.996,6	0,9
12 - Justitie	33.845,8	1,4	31.066,8	1,3
13 - Binnenlandse Zaken	11.119,9	0,5	10.063,2	0,4
14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	10.536,4	0,4	8.272,7	0,4
15 - Ontwikkelingssamenwerking	17.890,0	0,7	15.125,1	0,6
16 - Landsverdediging	90.646,8	3,7	82.947,2	3,5
17 - Politiesteundienst en Rijkswacht	27.296,7	1,1	26.652,2	1,1
18 - Financiën	52.237,0	2,2	49.235,8	2,1
19 - Ambtenarenzaken	16.170,1	0,7	16.000,3	0,7
Subtotaal	296.641,7	12,2	271.006,9	11,5
C. Sociale cel				
21 - Pensioenen	235.355,8	9,7	234.928,0	10,0
23 - Tewerkstelling en Arbeid	22.230,0	0,9	22.221,5	0,9
26 - Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu	315.259,5	13,0	308.775,5	13,2
Subtotaal	572.845,3	23,6	565.925,0	24,1
D. Economische cel				
31 - Middenstand en Landbouw	15.286,2	0,6	17.229,7	0,7
32 - Economische Zaken	8.748,2	0,4	8.539,8	0,4
33 - Verkeer en Infrastructuur	104.982,0	4,3	104.021,1	4,4
Subtotaal	129.016,4	5,3	129.790,6	5,5
E. Diversen				
52 - Bijdrage aan de E.U.	29.783,4	1,2	29.783,4	1,3
Algemeen totaal	2.433.577,2	100	2.350.907,9	100

B. Uitgaven op overgedragen kredieten voor 1995

De tabel 4.2 geeft een samenvattend overzicht van het globale kredietvolume (kolom 2), de uitgaven (kolom 5) en de finale benuttingsgraad (kolom 6) van de niet-gesplitste kredieten voor het begrotingsjaar 1995 voor elk van de departementale secties. Hiertoe werden de ordonnanceringen op kredieten voor het begrotingsjaar 1995 (kolom 3) gevoegd bij de ordonnanceringen op de van het begrotingsjaar 1995 overgedragen kredieten (kolom 4) (45).

45) Krachtens de bepalingen van artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit worden de beschikbare niet-gesplitste kredieten aan het einde van het begrotingsjaar naar het volgende jaar overgedragen en mogen zij worden aangewend vanaf het begin van dat jaar om elke uitgave te ordonnanceren die werd vastgelegd tijdens het voorbije begrotingsjaar.

(in miljoen BEF)

**TABEL 4.2 - UITGAVEN OP NIET-GESPLITSTE KREDIETEN VOOR 1995 EN OP
OVERGEDRAGEN KREDIETEN VAN 1995 NAAR 1996** (cijfers per 31 maart 1997)

Secties (1)	Totaal toegesta- ne niet-gesplitste kredieten 1995 (2)	Ordonnancerin- gen 1995 op kredieten 1995 (3) (*)	Ordonnanceringen 1996 op overge- dragen kredieten 1995 (4)	Totaal ordon- nanceringen (5)	Finale be- nuttings- graad in % (6)
01 - Dotatiën	12.148,1	12.096,6	0,0	12.096,6	99,6
11 - Diensten Eerste Minister	18.641,4	17.921,0	541,5	18.462,5	99,0
12 - Justitie	34.511,8	30.706,3	2.525,5	33.231,8	96,3
13 - Binnenlandse Zaken	10.177,5	7.593,4	1.929,0	9.522,4	93,6
14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	10.182,3	7.054,9	1.978,4	9.033,3	88,7
15 - Ontwikkelingssamenwerking	10.877,3	8.267,3	1.683,8	9.951,1	91,5
16 - Landsverdediging	84.336,1	71.149,0	11.582,1	82.731,1	98,1
17 - Politiesteundienst en Rijkswacht	26.355,8	25.669,0	619,5	26.288,5	99,7
18 - Financiën	82.621,8	68.801,3	3.358,3	72.159,6	87,3
19 - Ambtenarenzaken	775,8	411,5	86,1	497,6	64,1
21 - Pensioenen	190.067,4	189.581,3	383,6	189.964,9	99,9
22 - Middenstand	6.473,2	6.436,7	26,6	6.463,3	99,8
23 - Tewerkstelling en Arbeid	22.656,7	19.233,1	3.288,0	22.521,1	99,4
24 - Sociale Zaken	251.403,5	246.936,8	1.176,7	248.113,5	98,7
25 - Volksgezondheid en Leefmilieu	59.300,3	54.579,7	4.180,4	58.760,1	99,1
31 - Landbouw	5.944,5	5.023,5	643,8	5.667,3	95,3
32 - Economische Zaken	8.249,4	7.070,1	726,3	7.796,4	94,5
33 - Verkeer en Infrastructuur	113.806,3	109.335,6	3.994,1	113.329,7	99,6
51 - Rijksschuld	925.057,3	858.975,8	3.455,5	862.431,3	93,2
TOTALEN	1.873.586,5	1.746.842,9	42.179,2	1.789.022,1	95,5

- (*) De cijfers van kolom 3 betreffende de ordonnanceringen 1995 op de niet-gesplitste kredieten van 1995 wijken licht af van de cijfers opgenomen in de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1995 omdat nog rekening werd gehouden met een aantal boekhoudkundige verrichtingen die na de neerlegging van de voorafbeelding voor 1995 werden doorgevoerd.

C. Kredietoverschrijdingen

Als regel geldt dat de ministers geen enkele uitgave mogen aangaan boven de voor ieder van hen geopende kredieten (46). Hiermede worden de kredieten bedoeld die door de wetgever in de algemene uitgavenbegroting per programma worden toegekend. Deze regel van het verbod van kredietoverschrijding is zowel van toepassing op de vastleggingen als op de ordonnanceringen van de uitgaven.

46) Artikel 28 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

Zoals blijkt uit de hiernavolgende uiteenzetting heeft de uitvoering van de begroting in 1996 slechts sporadisch aanleiding gegeven tot gevallen van kredietoverschrijdingen.

a) Overschrijding van de kredieten voor vastleggingen

De controle en de boekhouding van de vastleggingen is toevertrouwd aan de controleurs van de vastleggingen die daartoe in de departementen zijn aangesteld door de Koning (47). Om kredietoverschrijdingen te voorkomen moeten deze controleurs hun visum verlenen aan de belangrijkste uitgaven, met name contracten boven de 100.000 BEF en de toekenning van subsidies boven de 50.000 BEF.

In de tabel van de uitgaven (Deel III - Bijlagen) zijn in de kolom 3 de bedragen opgenomen van de vastleggingen die in 1996 werden geregistreerd in de boekhoudingen van de controleurs van de vastleggingen. Een vergelijking van deze bedragen met de toegestane kredieten (kolom 2) laat toe een aantal kredietoverschrijdingen vast te stellen.

b) Overschrijding van de kredieten voor ordonnanceringen

Het Rekenhof is belast met de controle op de juiste aanrekening van de uitgaven en waakt erover dat de toegestane kredieten niet worden overschreden. De wet bepaalt dat geen enkele uitgave mag worden verricht zonder het voorafgaand visum van het Rekenhof, behoudens de bij wet bepaalde uitzonderingen (48). Een belangrijke uitzondering op het voorafgaand visum wordt gevormd door de vaste uitgaven (bezoldigingen, pensioenen, abonnementen) waarop het Rekenhof slechts een controle a posteriori kan uitoefenen (49).

c) Commentaar

- Op kredieten voor 1996

Overschrijdingen werden vastgesteld voor 16.441.912 BEF op de kredieten voor vastleggingen en voor 16.388.327 BEF op de kredieten voor ordonnanceringen. De hiernavolgende tabel geeft een overzicht per programma. (50)

47) Artikelen 48 en 49 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en, meer in het bijzonder, koninklijk besluit van 31 mei 1966 en ministerieel besluit van 8 juli 1966.

48) Artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

49) Artikel 41 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

50) In de tabel van de uitgaven kolom 5 (Deel III - Bijlagen) wordt de bijzondere aandacht op kredietoverschrijdingen getrokken door het aanbrengen van een “*” bij het benuttingspercentage van meer dan 100 %.

(in BEF)

**TABEL 4.3. - KREDIETEN VOOR 1996 : ORDONNANCERINGEN EN
VASTLEGGINGEN BOVEN DE KREDIETEN**

Programma		Bedrag van de overschrijding van de kredieten voor vastleggingen	
		kredieten voor vastleggingen	kredieten voor ordonnanceringen
01	<u>Dotaties</u> 01.31.1 - Civiele lijst 01.31.4 - Dotatie aan Prins Filip 01.31.5 - Dotatie aan Koningin Fabiola 01.32.3 - Terugbetalingen aan de Senaat in het kader van het artikel 50 van de ge-coördineerde Grondwet	2.077.887 262.711 309.037 13.200.000	2.077.887 262.711 309.037 13.200.000
11.	<u>Diensten van de Eerste Minister</u> 11.52.0 - Bestaansmiddelen	130.453	130.453
12	<u>Justitie</u> 12.56.2 - Contract met de burger en meerjarenplan	8.705	8.705
31	<u>Middenstand en Landbouw</u> 31.57.0 - Bestaansmiddelen	53.585	-
33	<u>Verkeer en infrastructuur</u> 33.57.0 - Bestaansmiddelen	399.534	399.534
TOTAAL		16.441.912	16.388.327

Op de programma's 01.31.1, 01.31.4 en 01.31.5 werden kredietoverschrijdingen vastgesteld. Hierbij dient te worden opgemerkt dat de betaling van die dotaties gebeurt op dezelfde wijze als de vaste uitgaven, dus buiten het voorafgaand visum van het Rekenhof.

De overschrijding op het programma 01.32.3 werd in feite veroorzaakt door de kredietvermindering van 13,2 miljoen BEF ter gelegenheid van het tweede aanpassingsblad. In de praktijk werd deze kredietvermindering doorgevoerd door een kredietblokkering op het programma 01.32.6 ten belope van eenzelfde bedrag. De storting, bedoeld bij het programma 01.32.3, gebeurde reeds voor de indiening van het tweede aanpassingsblad.

De overschrijdingen op de programma's 11.52.0, 12.56.2 en 33.57.0 werden veroorzaakt door aanrekening van personeelsuitgaven, op basisallocaties waarvoor geen krediet was ingeschreven voor het begrotingsjaar 1996.

De overschrijding op het programma 31.57.0 (vastleggingen) werd veroorzaakt door aanrekening van personeelsuitgaven met gelijktijdige vastlegging, waardoor op eerder genomen vastleggingen niet meer kon worden geordonnanceerd.

- Op kredieten overgedragen van 1995

Rekening houdend met het totaal van de uitgaven die per 31 december 1996 werden verricht op de voor het begrotingsjaar 1995 toegestane kredieten, belopen de kredietoverschrijdingen in totaal 212.059.582 BEF. Er zijn geen nieuwe ordonnanceringen op die kredieten in 1996.

c) Overschrijding van basisallocaties

Buiten de hierboven vermelde gevallen van kredietoverschrijding op programma's werden een aantal gevallen van overschrijding van basisallocaties vastgesteld zonder dat evenwel het programmakrediet werd overschreden.

Ingedeeld per sectie gaat het om de volgende bedragen in BEF (51) :

Sectie	kredieten 1996	
	voor vastleggin- gen	voor ordonnan- ceringen
11 - Diensten van de Eerste Minister	431.481	193.316
13 - Binnenlandse Zaken	5.846.823	589.615
14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	57.008	789.025
15 - Ontwikkelingssamenwerking	391.350	-
18 - Financiën	362.229	24.607
19 - Ambtenarenzaken	250.921	250.921
21 - Pensioenen	2.347.742.700	2.347.742.700
26 - Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu	1.145.179	1.145.179
31 - Middenstand en Landbouw	37.008	37.008
32 - Economische Zaken	77.708	77.708
33 - Verkeer en Infrastructuur	37.008	37.008

51) Zonder de overschrijding van basisallocaties die aanleiding geven tot een overschrijding van het programmakrediet.

Uit het overzicht blijkt dat er zich relatief belangrijke overschrijdingen hebben voorgedaan in onder meer :

- sectie 13 - Binnenlandse Zaken, voornamelijk ingevolge de aanrekening van vaste uitgaven (basisallocatie 11.04) boven de voorziene kredieten voor vastleggingen;
- sectie 14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, voornamelijk ingevolge de aanrekening van aanpassingen voor bedragen in vreemde munt op de gesplitste ordonnanceringskredieten ;
- sectie 15 - Ontwikkelingssamenwerking, ingevolge de aanrekening van vaste uitgaven boven de voorziene kredieten voor vastleggingen ;
- sectie 21 - Pensioenen, ingevolge de foutieve aanrekening van vaste uitgaven in 1996 op basislocaties van 1995 (oude nummering). Deze foutieve aanrekening dient nog door de Administratie van de Thesaurie te worden rechtgezet.
- sectie 26 - Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, voornamelijk ingevolge de aanrekening van vaste uitgaven (basisallocaties 11.03 en 11.04) boven de voorziene kredieten.

HOOFDSTUK V - RIJKSSCHULD IN 1996

A. Uitstaand bedrag van de rijksschuld

Op 31 december 1996 bereikte het uitstaand bedrag van de rijksschuld 9.605,8 miljard BEF, wat neerkwam op een vermeerdering met 76,3 miljard BEF tegenover 31 december 1995. Rekening houdend met het feit dat de rijksschuld in 1995 met 193,7 miljard BEF en in 1994 met 262,8 miljard BEF was gestegen, mag men hiermee gewagen van de bevestiging van de trend tot degressieve stijging van de laatste jaren.

Deze afname van de aangroei van de rijksschuld is in 1996 duidelijk aan twee factoren te danken : de daling van het netto te financieren saldo (van - 290,1 miljard BEF in 1995 naar - 242,8 miljard BEF in 1996) en bovenal de erg gunstige evolutie van de post ‘Andere oorzaken van schuldvariatie’ vermeld in de maandelijkse schatkisttoestand die de overgang verklaren van het netto te financieren saldo naar de nominale schuldvariatie (52). Terwijl deze laatste post in 1995 nog verantwoordelijk was voor een afname van de rijksschuld met 96,4 miljard BEF, zorgde hij in 1996 voor een vermindering van de rijksschuld met maar liefst 166,5 miljard BEF. Deze opmerkelijke verbetering moet bij nader toezien volledig worden toegeschreven aan de aanwending van de meerwaarde op de verkoop van goud van de Nationale Bank van België voor de delging van de schuld in deviezen in de laatste maanden van 1996. Van deze meerwaarde is toen immers 220,7 miljard BEF aangewend voor de vermindering van de kortlopende schuld in deviezen (53). Bovendien houdt het officiële uitstaande bedrag van de rijksschuld per 31 december 1996 nog geen rekening met de toekomstige kapitaaluitwisselingen in het raam van de arbitrageswaps en de tegen de Schatkist uitoeftbare opties zoals de Minister van Financiën in zijn brief van 31 december 1996 aan het Rekenhof had voorgesteld te doen via een multi-deviezenswap. Het Rekenhof ging in zijn brief van 21 januari 1997 akkoord met het voorstel van de Minister, zodat slechts vanaf januari 1997 hiermee rekening werd gehouden in de toestand van de rijksschuld. Indien men deze potentiële verliezen op 31 december 1996 wel degelijk had verrekend, zou dit de (bruto)rijksschuld op dezelfde datum met ongeveer 20 miljard BEF hebben doen toenemen via de post “wisselverschillen”.

In het kader van de voorafbeelding van de resultaten van de uitvoering van de staatsbegroting benadert het Rekenhof het schuldbegrip sinds 1992 ook in termen van "nettenschuld". Deze netto-

52) Het betreft in onderhavig geval de uitgifte- en wisselpremies, de wisselverschillen, de gekapitaliseerde interesten, de schatkistbeleggingen, de IMF-bewerkingen en in 1996 de meerwaarde op de verkoop van goud van de N.B.B.

53) Deze aanwending van de genoemde meerwaarde gebeurde in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 oktober 1996 houdende maatregelen met betrekking tot de Nationale Bank van België met toepassing van de artikelen 2 en 3, § 1, 1° en 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

schuld onderscheidt zich van het totale bedrag van de rijksschuld (de brutorijksschuld) omdat dit concept van schuld abstractie maakt van het gedeelte van de rijksschuld dat overeenstemt met de beleggingen die de Schatkist in het kader van haar beheersverrichtingen heeft aangegaan (op 31 december 1996 : 77,3 miljard BEF). De wijzigingen van deze financiële reserves (in 1996 : + 68,5 miljard BEF) hebben immers een erratisch karakter, waardoor zij in het raam van een evaluatie van de evolutie van de openbare financiën geen betekenis hebben. Deze nettoschuld (of rijksschuld in enge zin) bedroeg op 31 december 1996 9.528,5 miljard BEF, d.i. een vermeerdering met 7,8 miljard BEF tegenover 31 december 1995. Voor het eerst sinds vele jaren is deze nettoschuld dus nagenoeg stabiel gebleven.

TABEL 5.1. - EVOLUTIE VAN DE RIJKSSCHULD IN BELGIË (in enge zin)

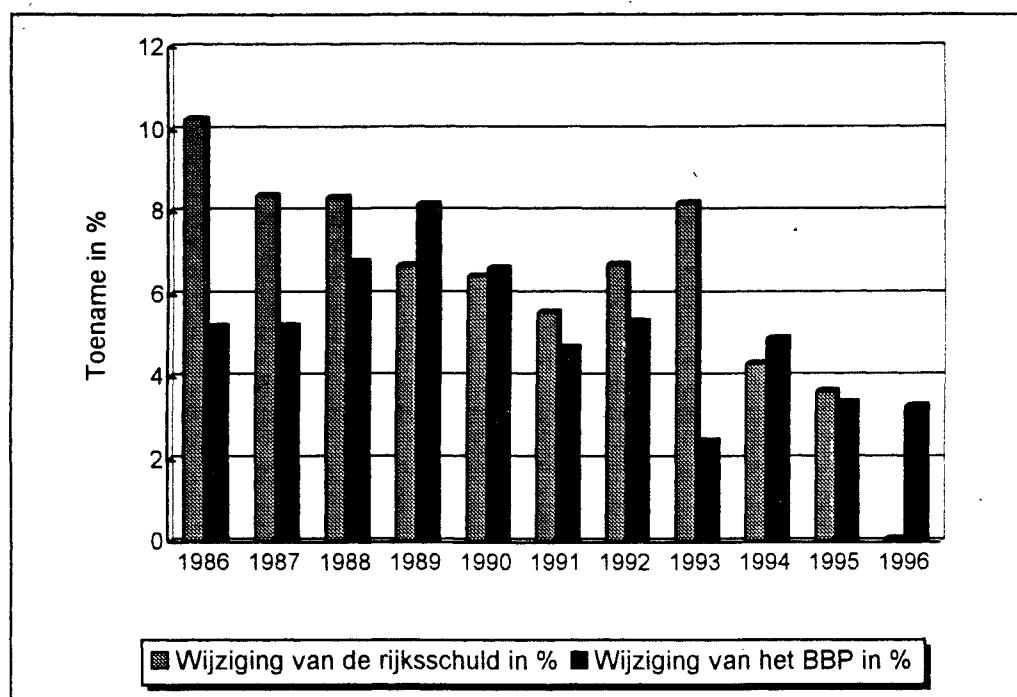
	Uitstaand bedrag op 31 december		Nominale aangroei	
	(in miljard BEF)	in % van het BBP (1)	(in miljard BEF)	in %
1986	5.418,3	108,5	503,7	10,2
1987	5.872,5	111,7	454,2	8,4
1988	6.362,3	113,3	489,2	8,3
1989	6.788,2	111,8	425,9	6,7
1990	7.224,6	111,6	436,4	6,4
1991	7.626,5	112,5	401,9	5,6
1992	8.138,8	113,9	512,2	6,7
1993	8.806,1	120,4	667,3	8,2
1994	9.186,1	119,6	380,0	4,3
1995	9.520,7	120,0	334,6	3,6
1996	9.528,5	116,2	7,8	0,08

(1) Waarde van het BBP berekend volgens Europese normen (ESER-rekeningen)

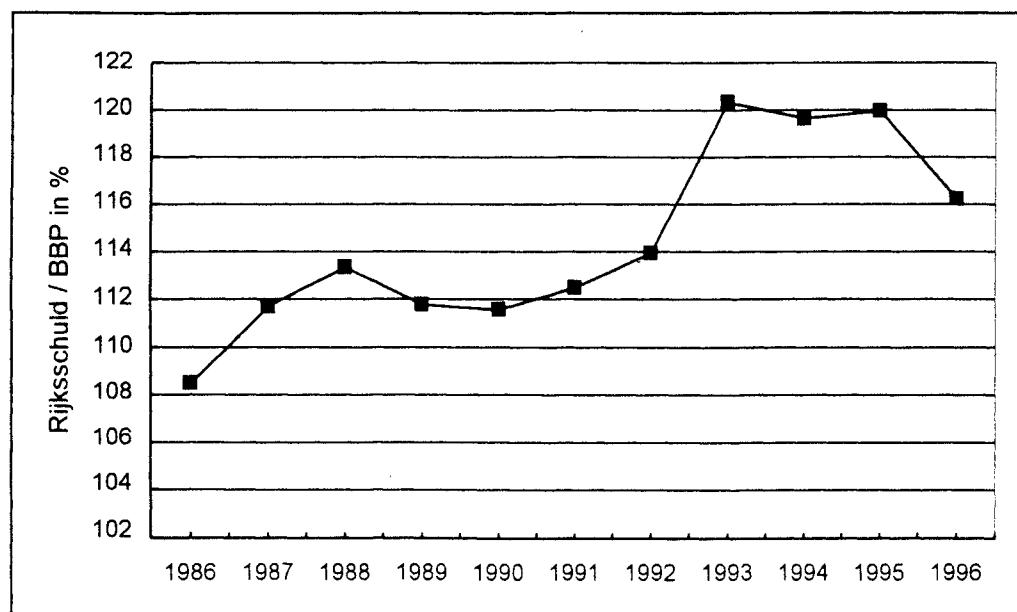
Bronnen : 1986 : NIS ; 1987 - 1996 : INR - NBB

Het weze benadrukt dat de verhouding rijksschuld / BBP, die in tabel 5.1 en in grafiek 2 hierna wordt weergegeven, niets te maken heeft met de schuldratio, die als convergentie criterium van het Verdrag van Maastricht wordt gebruikt. De schuldratio van het Verdrag van Maastricht houdt immers rekening met de overheidsschuld in geconsolideerde termen, en niet met de rijksschuld in enge zin. Bovendien is deze rijksschuld in enge zin in tegenstelling tot de geconsolideerde overheids-schuld niet volgens de ESER-normen bepaald.

GRAFIEK 1: Vergelijkende evolutie van de rijksschuld en het BBP



GRAFIEK 2: Evolutie van de verhouding rijksschuld / BBP



B. Structuur van de rijksschuld

De structuur van de brutoschuld wordt in tabel 5.2. weergegeven.

(in BEF)

**TABEL 5.2. - SAMENSTELLING VAN DE BRUTORIJKSSCHULD OP
31 DECEMBER 1996**

Geconsolideerde schuld (lange termijn)	in vergelijking met 31.12.1995
in BEF :	
directe schuld :	6.785.562.320.115
indirecte schuld :	213.170.558.190
Totaal :	6.998.732.878.305
in deviezen :	658.693.072.682
TOTAAL VAN DE GECONSOLIDEERDE SCHULD	+ 2 %
Schuld op middellange termijn	
TOTAAL VAN DE SCHULD OP MIDDELLANGE TERMIJN	386.650.000
	- 74,1 %
Schuld op korte termijn	
in BEF :	1.872.562.491.353
in deviezen :	75.421.637.666
TOTAAL VAN DE SCHULD OP KORTE TERMIJN	- 3,7 %
TOTAAL RIJKSSCHULD	9.605.796.730.006
<u>waarvan</u>	
in BEF :	8.871.682.019.658
in deviezen :	734.114.710.348

Wat de structuur van de rijksschuld betreft, hebben in 1996 twee factoren een rol gespeeld :

- 1) In het raam van de politiek van beveiliging van de financieringskost tegen plotse rentesprongen, zowel in BEF als in vreemde deviezen, werd de consolidatiegraad van de rijksschuld verder opgetrokken hoewel minder uitgesproken dan de voorgaande jaren ; het aandeel van de geconsolideerde schuld in de totale schuld steeg immers van 78,7 % op 31 december 1995 tot 79,7 % op 31 december 1996.
- 2) In overeenstemming met de door de Nationale Bank van België gewenste politiek van vermindering van de schuld in deviezen, indien de monetaire en algemene situatie dat toelaat, werd de

schuld in deviezen sterk gereduceerd, nl. met 351,2 miljard BEF. Het aandeel van de schuld in deviezen in de totale rijksschuld daalde hiermee van 11,4 % op 31 december 1995 tot 7,7 % op 31 december 1996. Deze politiek van vermindering van de schuld in deviezen werd allereerst ingegeven door het aanzienlijke overschat op de lopende rekening van de betalingsbalans van de BLEU, dat gepaard ging met een toevloed aan vreemde deviezen, die voor de vermindering van de schuld in deviezen konden worden aangewend, zonder dat de deviezenreserves van de Belgische monetaire autoriteiten moesten worden aangesproken. Bovendien werd de door de Nationale Bank van België op financiële rekeningen belegde meerwaarde op de verkoop van haar goud, waarvan tot dan toe enkel de interesses de Schatkist ten goede waren gekomen, op het einde van 1996 ter beschikking gesteld van de Schatkist, die deze nog tijdens hetzelfde jaar ten belope van 220,7 miljard BEF aanwendde voor de delging van kortlopende schuld in deviezen. Dit gegeven verklaart de uitzonderlijk sterke daling (bijna 74%) van de vlottende schuld in deviezen.

TABEL 5.3. - EVOLUTIE VAN DE SCHULD IN DEVIEZEN

	(in miljard BEF)	% van de totale schuld
31 december 1990	1.111,7	15,4
31 december 1991	1.107,3	14,3
31 december 1992	1.010,5	12,2
31 december 1993	1.520,0	16,8
31 december 1994	1.349,5	14,5
31 december 1995	1.085,3	11,4
31 december 1996	734,1	7,7

Inzake de structuur van de rijksschuld op 31 december 1996 dient zeker nog te worden vermeld dat zij zeer dicht lag bij de structuur van de typeportefeuille voor de rijksschuld, die werd bepaald door het "Benchmark Debt Portfolio"- model. Dit model, op basis waarvan vanaf 1997 de richtlijnen van de Minister van Financiën, in uitvoering van de bepalingen van artikel 8, §2, van de wet van 16 december 1996 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, voor het schuldbheer worden geformuleerd, werd begin 1997 voorgesteld aan de Commissie voor de Financiën en de Begroting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en zou voortaan moeten gelden als de toetssteen voor een optimaal schuldbheer, dat bij een welbepaald niveau van risico een minimale financieringskost van de schuld bewerkstelligt.

De gedebudgetteerde schuld van zijn kant daalde van 75,7 miljard BEF op 31 december 1995 tot 72,5 miljard BEF op 31 december 1996.

(in miljard BEF)

TABEL 5.4. - GEDEBUDGETTEERDE SCHULD

	SITUATIE EIND		
	december 1994	december 1995	december 1996
Oprichting van gebouwen	3,3	4,4	5,7
Plaatselijke besturen en volksgezondheid	22,9	20,8	18,8
Diversen	1,3	1,1	0,8
Nationale Delcrederedienst	11,6	11,5	11,3
BELFIN (financiering van SABENA)	16,8	16,8	16,5
Sanering van het NILK en het CBHK	11,2	9,5	7,8
FIM	0,0	11,6	11,6
	67,1	75,7	72,5

C. Interestlasten van de rijksschuld en impliciete rentevoet van de schuld

Net zoals het begrotingsjaar 1995 werd het begrotingsjaar 1996 duidelijk gekenmerkt door een daalting van de door de rijksschuld gegenereerde interestlasten, hetgeen wordt verklaard door het daalend karakter van de rentevoeten, namelijk ongeveer 3% op de korte termijn van 3 maand (schatkistcertificaten) en minder dan 6% voor de OLO's op 10 jaar (54).

De interestlasten bevatten :

- a) de op begrotingskredieten voor interestlasten aangerekende of aan te rekenen uitgaven ;
- b) de bij omruilingsaanbestedingen van oude titels tegen OLO's gekapitaliseerde interesses (in tabel 5.5 weergegeven in de kolom " Vereffend in de vorm van effecten ").

Deze interestlasten daalden van 660,5 miljard BEF in 1995 tot 643 miljard BEF in 1996. Rekening gehouden met een schuld van 9.529,5 miljard BEF op 31 december 1995, daalde de impliciete rentevoet van de schuld (55) daardoor van 7,1 % in 1995 tot 6,7 % in 1996.

54) Cf. "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1995 (Parl. St., Kamer, -596/1 - 95/96, blz. 63).

55) De impliciete rentevoet van de schuld is de verhouding tussen de in de loop van het jaar betaalde interesses en de uitstaande schuld op 31 december van het vorige jaar.

Deze impliciete rentevoet is evenwel slechts een theoretisch concept en geen directe weerspiegeling van de marktrentevoeten. Hij is bij benadering een weergave van het gemiddelde van de rentevoeten van het geheel van de leningen, zowel die op korte termijn als die op lange termijn, in BEF en in vreemde deviezen. Ondanks zijn ietwat artificieel karakter speelt deze impliciete rentevoet een essentiële rol in de modellen die worden gebruikt voor het maken van previsies op middellange en lange termijn met betrekking tot het overheidstekort, de schuldratio voor de overheid, (d.i. de verhouding tussen de schuld en het BBP), evenals bij de bepaling van een eventueel rentesneeuwbaleffect.

Wat de invloed van de uitgifte- en omruilingspremies met betrekking tot geconsolideerde schuld in BEF op de interestlasten betreft, kunnen voor 1996 twee vaststellingen worden gedaan :

- 1) het sinds begin 1995 gehanteerde proratiseringsprincipe (56) met betrekking tot deze premies heeft de budgettaire interestlasten voor 1996 in totaal met 1,1 miljard BEF verminderd ;
- 2) het saldo van de in 1996 opgetekende uitgifte- en omruilingspremies was mede door de daling van de rentevoeten in de loop van hetzelfde jaar aanmerkelijk positief en bedroeg bijna 20 miljard BEF. Dit positieve saldo zal omwille van het reeds genoemde proratiseringsprincipe vooral gunstige effecten hebben op de budgettaire interestlasten van de begrotingsjaren na 1996.

56) Dit principe impliceert dat de uitgifte- en omruilingspremies worden beschouwd als interesses die bij de uitgiften of omruilingsaanbestedingen van geconsolideerde leningen in BEF zijn ontvangen of uitgegeven, naargelang het positieve of negatieve premies betreft, en die *prorata temporis* moeten worden verdeeld over de resterende looptijd van de betreffende leningen teneinde de jaarlijkse interestlasten ervan aan te passen.

(in miljard BEF)

TABEL 5.5. - IMPLICIETE RENTEVOET VAN DE SCHULD

Totaal van de rijksschuld	Jaar	Bedrag van de interesten			Impliciete rentevoet van de rijksschuld
		Uitgaven op begrotingskredieten (*)	Vereffend in de vorm van effecten	TOTAAL	
op 31.12.1987 : 5.872,5	1988	457,5	35,4	492,9	8,4%
op 31.12.1988 : 6.362,3	1989	506,5	49,1	555,6	8,7%
op 31.12.1989 : 6.788,2	1990	586,5	31,6	618,1	9,1%
op 31.12.1990 : 7.224,6	1991	617,9	4,7	622,6	8,6%
op 31.12.1991 : 7.751,0	1992	678,7	21,2	699,9	9,0%
op 31.12.1992 : 8.288,7	1993	687,0	32,9	719,9	8,7%
op 31.12.1993 : 9.073,0	1994	690,3	22,0	712,3	7,9%
op 31.12.1994 : 9.335,8	1995	654,2	6,3	660,5	7,1%
op 31.12.1995 : 9.529,5	1996	632,0	11,0	643,0	6,7%

Bronnen : Administratie van de Thesaurie - Begrotingen.

(*) Bron : Algemene Toelichting van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen voor het begrotingsjaar 1997 (Parl. St., Kamer, -733/1 - 96/97, blz. 205).

Voor 1996 is rekening gehouden met de verrichte betalingen.

D. Geconsolideerde schuld van de gezamenlijke overheid

De verordening van de Europese Gemeenschap nr. 3605/93 van de Raad van 22 november 1993 betreffende de toepassing van het aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap gehechte protocol inzake de procedure bij buitensporige tekorten, definieert het concept van de overheidsschuld, dat in aanmerking moet worden genomen om na te gaan of de schuldnorm van maximum 60% van het BBP wordt geëerbiedigd, als de nominale waarde van alle aan het eind van het jaar uitstaande brutoverplichtingen van de sector "overheid", met uitzondering van de verplichtingen waarvan de corresponderende financiële activa door diezelfde sector worden aangehouden.

Volgens voorlopige aanwijzingen van de Nationale Bank van België vertegenwoordigde de geconsolideerde brutoschuld van de gezamenlijke overheid op het einde van 1996 een bedrag van 10.654 miljard BEF (57).

57) Jaarverslag van de Nationale Bank van België 1996, tabel XIV - Uitstaande schuld van de overheid, blz. 126.

Sedert 1990 varieerde het bedrag van de binnen de overheid uitgegeven en in portefeuille genomen financiële activa tussen 160 miljard en 281 miljard BEF (58). Op het einde van de maand september 1996 bedroegen deze activa 251 miljard BEF. De overige financiële activa, waarmee volgens de Maastrichtnormen geen rekening mag worden gehouden om het schuldniveau te bepalen, schommelden gedurende dezelfde periode zowat tussen 510 en 727 miljard BEF.

In de context van de eenheidsmunt is het dus belangrijk dat de geconsolideerde schuld van de gezamenlijke overheid een zo getrouw mogelijk beeld geeft van de werkelijke balans van de overheid, inzonderheid op het vlak van de actief-bestanddelen. In de voorbije jaren werden de Belgische overheden er aldus toe aangezet hun liquiditeiten te beleggen in schuldvorderingen uitgegeven door andere instellingen die tot de gezamenlijke overheid behoren. In een vergadering van 22 januari 1997 van de Commissie voor de Financiën en de Begroting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de Minister van Financiën die werkwijze gerechtvaardigd met het argument dat het beheer van de verschillende gedecentraliseerde thesaurieën van de overheden moest worden geconsolideerd. Indien men zulks niet zou doen, zou de huidige structuur van de verschillende machtsniveaus van de Staat volgens de minister leiden tot een overschatting van de overheidschuld.

Die beleggingen in roerende waarden van de overheden zijn hoofdzakelijk van permanente aard, ook al hebben sommige verrichtingen meer in het bijzonder betrekking op het uitstaande thesauriebedrag op het einde van het jaar, naar aanleiding van beleggingen op heel korte termijn. Deze laatste verrichtingen bleven echter beperkt in omvang.

Vanuit technisch oogpunt maken de overheden hoofdzakelijk gebruik van twee formules om beleggingen uit te voeren :

- * rechtstreekse beleggingen van liquide middelen bij een andere overheid ;
- * de aankoop van effecten uitgegeven door de federale Staat of een andere overheid, op de secundaire markt .

In de praktijk bleken die verschillende formules niet altijd soepel genoeg te zijn om tegemoet te komen aan de gevraagde voorwaarden inzake datum, looptijd en bedrag van de gezochte beleggingen, inzonderheid voor de beleggingen op heel korte termijn op het einde van het jaar. Bijkomend werd bijgevolg een derde techniek gebruikt, gebaseerd op cessies en retrocessies.

De financiële techniek die ter zake de grootste flexibiliteit lijkt te bieden is immers die van de ces-

58) Uitstaand bedrag op het einde van het trimester vanaf 1990 tot het 3e kwartaal van 1996.

sies-retrocessies van effecten, ook bekend onder de Engelse naam "repurchase agreement" of "repo". Die techniek maakte de voorbije jaren fel opgang en is thans zelfs wegens zijn soepelheid het voornaamste interventiemiddel van de Nationale Bank van België voor het beheren van de liquide middelen in het raam van de monetaire politiek.

Een cessie-retrocessieverrichting houdt in dat roerende waarden contant worden verkocht en tegelijkertijd tussen dezelfde partijen op termijn worden teruggekocht. Deze contracten hebben meestal een heel korte looptijd en zijn soms zelfs tot één dag beperkt.

Krachtens de boekhoudregels die voor kredietinstellingen van toepassing zijn, moeten effecten echter in de balans van de partij, die effecten afstaat, ingeschreven blijven en kunnen ze dus vanuit boekhoudkundig oogpunt voor de partij, die ze heeft aangekocht, niet worden beschouwd als een belegging in de betrokken roerende waarden (59).

Op het einde van 1995 werd echter een bijzondere formule uitgewerkt om zowel van de voordelen inzake flexibiliteit van de cessie-retrocessieverrichtingen te kunnen genieten als de waarborg te hebben dat deze beleggingen kunnen worden afgetrokken van de totale schuld van de gezamenlijke overheid. Bij die formule speelt het Rentenfonds de rol van derde persoon tussen de financiële instelling, die de overheidseffecten uitleent, en de overheidsinstelling die liquide middelen wil beleggen (60).

Deze bijzondere techniek bestaat uit verschillende opeenvolgende verrichtingen die onlosmakelijk met elkaar zijn verbonden :

- als uitgangspunt wordt een cessie-retrocessieverrichting, die toelaat de datum en de looptijd van de verrichting soepel te bepalen, gesloten tussen het Rentenfonds en de financiële tussenpersoon, die zo aan het fonds ten belope van de gezochte belegging schatkistcertificaten afstaat ;
- het Rentenfonds verkoopt vervolgens de via de "repo"-verrichting aangekochte certificaten in het raam van een driehoeksverrichting contant aan de financiële instelling, waarna deze ze op haar beurt onmiddellijk weer contant afstaat aan de overheidsinstelling. Terzelfder tijd sluit het Rentenfonds een terugkoop op termijn (die overeenstemt met de geplande vervaldatum van de belegging) van die certificaten met de overheidsinstelling ;

59) Deze boekhoudregel belet de koper echter niet van zijn volle eigendom van de effecten te genieten, die vervolgens op de markt kunnen worden verhandeld.

60) Er wordt aan herinnerd dat het Rentenfonds een autonome overheidsinstelling is, die niet tot de overheid behoort en waarvan de balans in aanmerking moet worden genomen voor het bepalen van de schuld van de overheden in de zin van de akkoorden van Maastricht, zodat zijn balanspositie neutraal blijft in de financiële constructie.

- op de vervaldag van de belegging wordt de bovenvermelde driehoekstransactie tussen de financiële instelling, het Rentenfonds en de overheidsinstelling vereffend door de werkelijke totstandkoming van de geplande herverkoop op termijn van de certificaten van de overheidsinstelling aan het Rentenfonds ;
- de certificaten die het Rentenfonds op termijn heeft teruggekocht, zullen uiteindelijk dienen voor het voltooien van de tweede tak van de initiële “repo”, d.w.z. de retrocessie van de effecten aan de financiële instelling.

Voor de financiële tussenpersoon zijn de transacties in feite een gewone “repo”-verrichting. Daar de in het raam van de driehoeksverrichting contant gekochte certificaten bovendien onmiddellijk tegen dezelfde voorwaarden worden doorverkocht, bezorgen de verschillende verrichtingen deze laatste geen meerwaarden.

Daar de contante aankoop en de herverkoop op termijn van de schatkistcertificaten die de beleggingstransactie van de overheidsinstelling uitmaken, met verschillende juridische personen werden gesloten, zou de verrichting van uit boekhoudkundig oogpunt niet als een “repo” (61) kunnen worden beschouwd ; de certificaten zouden bijgevolg voor de looptijd van de belegging kunnen worden opgenomen in de balans van de betrokken overheid en ten belope van dat bedrag in mindering kunnen worden gebracht op de geconsolideerde schuld van de overheid in haar geheel.

Die bijzondere techniek werd echter heel beperkt gebruikt in vergelijking met andere vormen van beleggingen in roerende waarden en bleef beperkt tot beleggingen op heel korte termijn op het einde van het jaar. Op het einde van het jaar 1995 werden bijvoorbeeld dergelijke verrichtingen gerealiseerd met de Franse Gemeenschap ten belope van een nominaal bedrag in schatkistcertificaten van 25,7 miljard BEF. Op het einde van het jaar 1996 werden gelijkaardige transacties opgezet met drie instellingen van de sociale zekerheidssector voor een nominaal bedrag aan schatkistcertificaten van 8,6 miljard BEF. Voor beide jaren behelsden de verrichtingen beleggingen op het einde van het jaar met een looptijd van drie dagen tot iets meer dan één maand.

61) Om als “repo” te kunnen worden beschouwd, moeten de cessie en de latere retrocessie tussen dezelfde partijen gebeuren.

D E E L I I

**Commentaar en opmerkingen betreffende de programma's
van de algemene uitgavenbegroting**

SECTIE 12 - JUSTITIE

1. Programma 12.40.0 - “Hoofdbestuur : bestaansmiddelenprogramma”

Op het organiek fonds voor de vergoeding van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden is er in de loop van de jaren een niet onbelangrijke reserve aan middelen ontstaan, die per einde 1996 532,2 miljoen BEF bedroeg. De geringe aanwending kan onder meer worden verklaard door de relatieve onbekendheid van het fonds en door een structurele onderbemanning van zijn diensten. Dit laatste verklaart de vrij grote achterstand inzake de behandeling van de dossiers. De aangekondigde wijziging van de wetgeving in deze materie zal het aantal dossiers nog aanzienlijk doen toenemen. Zonder verruimde mogelijkheden (inzake personeel en commissieleden) zal de Commissie voor hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden noch de achterstand kunnen inhalen, noch de nieuw te verwachten dossiers kunnen verwerken.

Organiek fonds 12-1 : Speciaal fonds bestemd ter vergoeding van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden

(in miljoen BEF)

Fonds 12-1	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	351,8	351,8	351,9	351,9
Ontvangsten	250,0	227,5	250,0	227,5
Beschikbaar	601,8	579,3	601,9	579,4
Uitgaven	76,0	59,0	76,0	47,2
Saldo op 31.12.1996	525,8	520,3	525,9	532,2

Onderstaande tabel laat een belangrijke toename zien, jaar na jaar, van de geaffecteerde ontvangsten van het organiek fonds voor de vergoeding van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, opgericht bij de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen. Er wordt aan herinnerd dat deze ontvangsten hoofdzakelijk afkomstig zijn van additionele boeten opgelegd naar aanleiding van een veroordeling tot een criminale of correctionele straf. Deze boete bedroeg oorspronkelijk 5 BEF (artikel 29 van voormelde wet) en werd nadien (artikel 3 van de programmawet van 24 december 1993) verhoogd tot 10 BEF per veroordeling. Deze bijdrage is onderworpen aan de verhoging, voorgeschreven door de bepalingen betreffende de opdeciemen op de strafrechtelijke geldboeten.

(in miljoen BEF)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Saldo op 1.1	11,3	62,6	96,3	134,8	227,9	351,9
Ontvangsten	61,5	63,0	67,6	139,5	186,4	227,5
Beschikbaar	72,8	125,6	163,9	274,3	414,3	579,4
Ordonnanceringen	10,2	29,3	29,1	46,4	62,4	47,2
Saldo op 31.12	62,6	96,3	134,8	227,9	351,9	532,2

Ook al zijn de uitgaven van het fonds (zie de in de tabel vermelde ordonnanceringsbedragen) regelmatig gestegen in de loop van de jaren, toch halen zij nooit de omvang van de jaarlijkse ontvangsten. Daarenboven werden de uitgaven, rekening houdend met de administratieve plafonds (FON-kredieten) ingeschreven in de begroting, regelmatig overschat.

(in miljoen BEF)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
FON-kredieten	25,0	31,8	45,0	59,4	70,0	80,5
Ordonnanceringen	10,2	29,3	29,1	46,4	62,4	47,2
Verschil	14,8	2,5	15,9	13,0	7,6	33,3

De onderbenutting van de middelen van het fonds en van de in de begroting ingeschreven variabele kredieten (FON-kredieten) kan als volgt worden verklaard :

- vooreerst is er de relatieve onbekendheid van het fonds en van de commissie (ingesteld door artikel 30 van de wet en bestaande uit twee kamers) die oordeelt over de aanvragen tot toekenning van een voorschot, een hoofdhulp of een aanvullende hulp ;
- daarnaast is er een onderbemanning van de diensten van de commissie (voor het ogenblik beschikt de commissie slechts over twee voltijdse personeelsleden en één halftijds tewerkgestelde jurist, afkomstig van het secretariaat van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer).

Dit verklaart allicht voor een deel de achterstand opgelopen bij de behandeling van de dossiers (het bekomen van een voorschot vraagt gemiddeld 16 maanden ; voor een beslissing houdende toekenning van een hoofdhulp duurt het gemiddeld 22 maanden). Van de per 28 februari 1997 658 niet gesloten dossiers dateren er nog 336 (dit is 51 % van de dossiers in behandeling) van de periode 1988-1995.

De wet van 1 augustus 1985 wordt op dit ogenblik, mede ingevolge de gebeurtenissen die in België plaatsvonden sinds augustus 1996, volledig herwerkt. Redelijkerwijze kan bijgevolg een toevloed

van nieuwe verzoekschriften bij de commissie worden verwacht. Het is duidelijk dat in dat geval de thans bestaande middelen en ingezette personeelsleden nauwelijks zullen volstaan om de wettelijk verruimde opdrachten tot een goed einde te brengen, laat staan om de bestaande achterstand in te halen.

Ook op de thans ruim beschikbare fondsen zal deze aanpassing van de wetgeving een grote weerslag hebben, in de veronderstelling dat de commissie effectief over meer middelen en personeel kan beschikken en dat er meer kamers worden ingericht dan nu het geval is.

2. Organisatie-afdeling 51 - “Bestuur der strafinrichtingen”

2.1. Alternatieve strafrechtelijke maatregelen (veiligheidsfonds RSZPPO en basisallocatie 51.03.33.06)

Op het Veiligheidsfonds van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatseleijke Overheidsdiensten was in 1996 200 miljoen BEF beschikbaar voor gemeentelijke projecten inzake alternatieve strafrechtelijke maatregelen.

De door de Ministerraad in 1995 en 1996 goedgekeurde projecten kwamen evenwel slechts zeer traag op gang, waardoor in 1996 slechts financiële tegemoetkomingen werden uitgekeerd voor een totaal bedrag van 76,1 miljoen BEF.

Op de basisallocatie 51.03.33.06 bestemd voor de subsidiëring van organismen voor onthaal en begeleiding werkzaam in het kader van werken van algemeen belang werden in de loop van 1995 verkeerdelijk toelagen aangerekend bedoeld voor organismen belast met de therapeutische begeleiding van daders van seksuele misdrijven. Ter gelegenheid van de aanpassing van de begroting 1996 werd hiervoor een specifieke basisallocatie (51.03.33.07) gecreëerd.

2.1.1. Veiligheidsfonds RSZPPO

Met het “Globaal plan” werd beslist een veiligheidsfonds van 3 miljard BEF te creëren bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatseleijke Overheidsdiensten (RSZPPO) (artn. 69-72 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen).

Via dit fonds kan de Minister van Binnenlandse Zaken een financiële tegemoetkoming verlenen aan gemeenten voor bijkomende aanwervingen voor onder meer de begeleiding van “werken van algemeen nut” (= dienstverlening door daders van strafbare feiten), indien de lokale overheid daar toe een overeenkomst sluit met de Minister van Justitie.

Een koninklijk besluit van 12 augustus 1994 (62) bepaalt de algemene voorwaarden waaronder de begeleiding van “alternatieve strafrechterlijke maatregelen ter vervanging van de gevangenisstraf, de voorlopige hechtenis of de vervolging” kan worden gesubsidieerd. Met een omzendbrief van 7 maart 1995, vervangen door een omzendbrief van 12 september 1996, preciseerde de Minister van Justitie de subsidievoorwaarden.

Luidens deze omzendbrief kunnen worden gesubsidieerd gemeentelijke projecten voor de begeleiding van :

- dienstverlening en opleiding in het kader van de probatie (63) ;
- dienstverlening, vorming en behandeling in het kader van de bemiddeling in strafzaken (64) ;
- alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis (65) ;
- alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter.

De Ministerraad van 10 november 1995 besliste voor 1996 een bedrag van 200 miljoen BEF, eventueel te verhogen tot 250 miljoen BEF, te reserveren voor gemeentelijke projecten inzake alternatieve strafrechterlijke maatregelen.

De Ministerraad keurde tot eind 1996 vijf reeksen gemeentelijke projecten goed (M.R. van 13 oktober en 8 en 22 december 1995 en van 3 mei en 20 december 1996). Het gaat in totaal om 112 projecten van 79 steden en gemeenten, waarmee een totale jaarlijkse tegemoetkoming van 178,4 miljoen BEF is gemoeid.

Overeenkomstig het K.B. van 12 augustus 1994, werden de bijzondere subsidievoorwaarden opgenomen, hetzij in specifieke overeenkomsten met de gemeenten, hetzij in de veiligheids- en samenlevingscontracten. Voor een aanzienlijk aantal projecten wordt het personeel ter beschikking gesteld van een V.Z.W. (of stichting).

De projecten kwamen traag op gang. Zo waren medio 1996 circa 60 % van de projecten goedgekeurd op de Ministerraad van 13 oktober en 8 december 1995 en van 3 mei 1996 nog niet operatio-

62) K.B. van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugverslaving, gewijzigd door het K.B. van 30 augustus 1996.

63) Artn. 1 en 1 bis van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschoring, het uitstel en de probatie, zoals gewijzigd door de wet van 10 februari 1994.

64) Art. 216ter van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd door de wet van 10 februari 1994.

65) Art. 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

neel, d.w.z. dat het personeel nog niet was aangeworven ; eind februari 1997 was dit nog steeds het geval voor circa 10 % van de projecten. Als gevolg hiervan werden in 1996 slechts financiële tegemoetkomingen voor een totaal bedrag van 76,1 miljoen BEF uitgekeerd.

2.1.2. Basisallocatie 51.03.33.06 - "Toelagen aan organismen voor onthaal en begeleiding werkzaam in het kader van werken van algemeen belang"

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	25,8	25,8	23,0	89 %

In het kader van de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen bestaat er, naast de subsidiëring van gemeenten via het RSZPPO-veiligheidsfonds, ook een subsidiëring van V.Z.W.'s ten laste van de begroting van het Ministerie van Justitie (basisallocatie 51.03.33.06).

Wat deze tweede vorm van subsidiëring betreft, zijn de algemene subsidievoorraarden opgenomen in een koninklijk besluit van 6 oktober 1994 (66). Het moet gaan om projecten die vernieuwend zijn of waarvoor gespecialiseerd personeel noodzakelijk is.

Voor de op de begroting 1995 vastgelegde projecten, die veelal tot september 1996 liepen, werd een totaal bedrag van 16,9 miljoen BEF vereffend (vastgelegd bedrag 19,9 miljoen BEF).

Op de begroting 1996 werd voor deze projecten, die veelal lopen tot september 1997, een totaal bedrag van 25,8 miljoen BEF vastgelegd.

Overigens werd op hetzelfde krediet in 1995 (67) een bedrag van 20 miljoen BEF vastgelegd voor de subsidiëring, in 1995 en 1996, van organismen belast met de therapeutische begeleiding van dauders van seksuele misdrijven, in het kader van de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen. Deze subsidiëring werd dan ook ten onrechte aangerekend op genoemde basisallocatie, zoals door het Rekenhof aan de Minister van Justitie werd meegedeeld

66) Artn. 12-13 van het K.B. van 6 oktober 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de dienstverlening en opleiding.

67) In 1995 werd de basisallocatie 51.03.33.06 begroot op 43,3 miljoen BEF. Dit bedrag werd volledig vastgelegd. Hiervan werd in de loop van 1995 en 1996 37,1 miljoen BEF geordonnanceerd.

(68). Ter gelegenheid van de aanpassing van de begroting 1996 werd een specifieke basisallocatie 51.03.33.07 gecreëerd.

2.2. Internering (basisallocatie 51.11.12.31)

Net als de vorige jaren bedroegen ook in 1996 de reële uitgaven voor geïnterneerden in de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest en in de privé-inrichtingen meer dan het bedrag hiervoor vastgelegd op de basisallocatie 51.11.12.31.

In het kader van een onderzoek naar de toepassing van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers richtte het Rekenhof verschillende opmerkingen tot de Minister van Justitie. Het wees in zijn brief op de uiteenlopende budgettaire weerslag van de beslissingen van de verschillende commissies tot bescherming van de maatschappij en op de gebrekige informatiedoorstroming aangaande de beslissingen van deze commissies naar de budgetbeheerder toe. Tevens maakte het Rekenhof opmerkingen betreffende het ontoereikend juridisch kader voor de internering in de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest en de interpretatiemoeilijkheden inzake de toepassing van de RIZIV-reglementering op de geïnterneerden in privé-inrichtingen en in de psychiatrische ziekenhuizen van de Vlaamse Gemeenschap.

De minister antwoordde dat de problematiek van de uitgaven voor geïnterneerden aan een grondig onderzoek wordt onderworpen. Tevens werd een aanpassing van de wetgeving in het vooruitzicht gesteld.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	1.090,0	1.090,0	808,0	74 %

De kredieten bestemd voor voeding, onderhoud en vervoer van gedetineerden en geïnterneerden (basisallocatie 51.11.12.31) bedroegen in 1996 1.090 miljoen BEF.

Ook dit jaar ging meer dan de helft van deze kredieten naar onderhoudskosten van personen geïnterneerd op grond van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers.

68) Brief van 21 maart 1996.

Deze personen worden door de “commissies tot bescherming van de maatschappij” geplaatst in :

- strafinrichtingen, met name de psychiatrische afdelingen en afdelingen voor sociaal verweer van de strafinrichtingen ;
- openbare inrichtingen die niet afhangen van het Ministerie van Justitie, met name de openbare psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest en van de Vlaamse Gemeenschap ;
- privé-inrichtingen.

Op genoemde basisallocatie werden voor uitgaven voor geïnterneerden in 1996 vastgelegd :

- 482,5 miljoen BEF voor internering in de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest ;
- 57,5 miljoen BEF voor internering in privé-inrichtingen.

De ordonnanceringen voor 1996 bedragen :

- 502,1 miljoen BEF voor de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest ;
- 79,6 miljoen BEF (voorlopig) voor privé-inrichtingen.

Zoals de vorige jaren het geval was, dienen dus hiervoor opnieuw bijkredieten te worden gevraagd.

De eveneens op genoemde basisallocatie aangerekende uitgaven voor internering in de strafinrichtingen kunnen vooralsnog niet precies worden bepaald.

Het Rekenhof wijdde aan de toepassing van de wet van 1 juli 1964 een onderzoek, dat aanleiding gaf tot onder meer volgende opmerkingen aan de Minister van Justitie (69).

In het algemeen wees zijn college op de uiteenlopende budgettaire weerslag van de beslissingen van de verschillende commissies tot bescherming van de maatschappij, naargelang de internering plaatsvindt in strafinrichtingen, in openbare inrichtingen die niet afhangen van het Ministerie van Justitie of in privé-inrichtingen, dit laatste al dan niet na invrijheidstelling op proef met verplichte opname.

Het Rekenhof wees er tevens op dat het Bestuur van de Strafinrichtingen, dat instaat voor de vereffening van schuldborderingen die het gevolg zijn van beslissingen van genoemde commissies, kennelijk over onvoldoende informatie beschikt aangaande deze beslissingen om zijn budgettaire opdracht optimaal te kunnen vervullen. Zijn college verwees in dit verband naar de herhaalde kredietonderschattingen op basisallocatie 51.11.12.31.

69) Brief van 6 november 1996.

De internering in de psychiatrische ziekenhuizen van het Waals Gewest wordt geregeld door een besluit van de Regent van 10 februari 1948. Het Rekenhof constateerde dat dit besluit duidelijk ontoereikend is als juridisch kader voor de verhouding tussen enerzijds de Staat (Ministerie van Justitie) en, anderzijds, het Waals Gewest en de psychiatrische ziekenhuizen, sinds 1 januari 1996 instellingen met rechtspersoonlijkheid (70).

Zo is op grond van genoemd besluit niet duidelijk hoeveel, en eventueel welke categorieën, geïnterneerden de inrichtingen opnemen, en waaruit het onderhoud en de behandeling van de geïnterneerden bestaat. Krachtens hetzelfde besluit dient de terugbetaling door het Ministerie van Justitie te geschieden tegen een forfaitaire dagprijs. Het Rekenhof stelde vast dat de terugbetalingen door het departement niet uitsluitend een forfaitair karakter hebben.

Wat de internering in privé-inrichtingen en in de psychiatrische ziekenhuizen van de Vlaamse Gemeenschap betreft, stelde het Rekenhof vast dat de toepassing van de RIZIV-reglementering (71) aanleiding geeft tot interpretatiemoeilijkheden, zowel in hoofde van het Ministerie van Justitie als van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

De Minister van Justitie antwoordde (72) dat de problematiek van de uitgaven voor geïnterneerden binnen het Bestuur van de Strafinrichtingen aan een grondig onderzoek wordt onderworpen. Daarnaast bereidt een interdepartementale commissie internering een nieuwe wetgeving voor.

3. Organisatie-afdeling 56 - "Gewone rechtsmachten"

3.1. Installatiekosten (basisallocatie 56.02.12.07)

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benettingsgraad ordonnancering
ngk	8,7	2,3	0,4	5 %

70) Decreet van het Waals Gewest van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waals Gewest.

71) K.B. van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

72) Brief van 6 februari 1997.

Het krediet (ad 8,7 miljoen BEF) bestemd voor de inrichting van nieuwe lokalen en verhuiskosten voor de gewone rechtsmachten werd slechts zeer beperkt benuttigd (6,4 miljoen BEF werd niet vastgelegd). Deze uitgaven gaan immers samen met de bouw of renovatie van gerechtsgebouwen door de Regie der Gebouwen, projecten die aanzienlijke vertraging hebben opgelopen.

3.2. Gerechtskosten in strafzaken (basisallocatie 56.03.12.40)

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordinnancering
ngk	1.097,9	1.097,9	1.070,6	98 %

Bij de aanpassing van de begroting voor 1996 werd genoemd krediet verhoogd met 55,3 miljoen BEF. Het overgrote deel daarvan, 49,6 miljoen BEF, was bestemd voor een terugbetaling aan het Bestuur der Registratie en Domeinen.

Van 1928 tot 1988 betaalden de griffiers de dringende gerechtskosten in strafzaken vanuit provisies verleend door de ontvangers van Registratie en Domeinen. Justitie betaalde genoemde uitgaven terug aan de griffiers, zodat de provisies op peil bleven. Deze regeling was gebaseerd op een niet geformaliseerd akkoord tussen de Ministeries van Financiën en van Justitie. Sedert 1988 (73) staat het Ministerie van Justitie zelf in voor genoemde provisionering.

Met genoemd bijkrediet zouden alle door de ontvangers van Registratie en Domeinen verleende provisies worden teruggestort ; dit is evenwel niet gebeurd in 1996.

Ook schuldvorderingen ad 30,3 miljoen BEF van het Belgisch Staatsblad in verband met de publicatie van faillissementen (voor de jaren 1993-1996) werden niet betaald.

Een en ander heeft te maken met de toename van de gerechtskosten in strafzaken in het algemeen en de prioritaire betaling van prestaties van derden.

73) K.B. van 3 augustus 1988 tot wijziging van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

4. Organisatie-afdeling 58 - "Gerechtelijke Politie" : telecommunicatie

Met betrekking tot de werking van het telecommunicatienetwerk van de Gerechtelijke Politie (basisallocatie 58.02.12.01) stelde het Rekenhof een opvallend gebrek aan interne budgettaire en financiële controle vast. De overschakeling in 1994 van het netwerk van de Gerechtelijke Politie op een andere technische standaard, gecombineerd met de toepassing van continue controleprocedures, heeft geleid tot uitzonderlijk hoge, niet-gebudgetteerde uitgaven. De opportuniteit van het voor de hand liggende alternatief, zijnde de aansluiting op het bestaande netwerk van het departement Justitie (zie hierna), werd al te laat onderzocht. Een deel (15,3 miljoen BEF) van de voor 1995 gefactureerde uitgaven werd eind 1996 noodgedwongen vereffend op een andere organisatie-afdeling dan deze van de Gerechtelijke Politie (met name op basisallocatie 56.02.12.01) (74).

Ingevolge de voor 1996 gefactureerde uitgaven heeft deze overschakeling ook gevolgen gehad wat de begrotingskredieten 1996 betreft. Er diende een herverdeling van basisallocaties te gebeuren om genoemde werkingskosten te dekken : 40 miljoen BEF werd afgenoem van het krediet voor investeringen (basisallocatie 58.02.74.01 ad 141,1 miljoen BEF) en toegevoegd aan het krediet voor werkingskosten (basisallocatie 58.02.12.01).

Eind 1996 werden de opdrachten in verband met de aansluiting op het bestaande Justitie-netwerk gegund (basisallocatie 58.02.74.01).

5. Informatiseringsprojecten van het departement

5.1. Informatisering van het hoofdbestuur (basisallocatie 40.02.74.01)

Een belangrijk informatiseringsproject voor alle entiteiten die op administratief vlak onder het departement ressorteren, in het bijzonder de gewone rechtsmachten, is de realisatie van een geïntegreerd telecommunicatienetwerk, waarvoor de initiële opdracht (ad 39 miljoen BEF) einde 1994 werd gegund..

In 1996 werden onderhandse opdrachten (ad 21,3 miljoen BEF) gegund voor de uitbreiding (onder meer tot de brigades van de Gerechtelijke Politie, zie punt 4 hierboven) en beveiliging van het netwerk.

Een ander belangrijk project is de informatisering van de Dienst Gebouwen en Materieel, die instaat voor de huisvesting, uitrusting en werking van hoofdzakelijk de diensten van de rechterlijke orde en de Gerechtelijke Politie. De in 1995 gegunde opdracht (ad 29,3 miljoen BEF) voor de in-

74) Brief van 23 januari 1997.

formatisering van deze dienst kon slechts gedeeltelijk (ad 11,3 miljoen BEF) worden opgeleverd binnen de contractuele termijn (in 1996). Ingevolge een bij-akte werd op de begroting 1996 een bedrag van 18 miljoen BEF vastgelegd voor de nog uit te voeren prestaties.

5.2. Informatisering van de strafinrichtingen (basisallocatie 51.02.74.01 en 51.03.12.11)

In de begroting 1996 (75) was, in het kader van het departementale informaticameerjarenplan, voor de informatisering van de strafinrichtingen (geïntegreerde toepassing van verschillende applicaties : griffiebeheer, personeel, begroting, berekening strafuitvoering) 70 miljoen BEF beschikbaar.

In de loop van 1996 werden onder meer een aantal belangrijke hardware-opdrachten gegund (levering servers, PC's, printers en installatie van lokale datatransmissienetwerken), voor een bedrag van 49,6 miljoen BEF.

De ordonnanceringskredieten (11,3 miljoen BEF) bestemd voor het informaticasysteem voor het berekenen van de datum van het strafeinde (basisallocatie 51.03.12.11), ingeschreven bij de aanpassing van de begroting voor 1996, werden opnieuw niet benuttigd ; de oplevering van de laatste fase van het project kon opnieuw niet plaatsvinden in 1996. Hetzelfde was reeds gebeurd in 1995.

5.3. Informatisering van de gewone rechtsmachten (basisallocatie 56.02.74.01)

De informatisering van de diensten van de gewone rechtsmachten wordt verdergezet. In dat kader werden in 1996 onder meer volgende belangrijke opdrachten gegund :

- informatisering van de parketten-generaal en de correctionele griffies van de hoven van beroep (121,2 miljoen BEF) ;
- uitbreiding van de informatisering van de rechtbanken van eerste aanleg (78,3 miljoen BEF).

Daarnaast wordt eindelijk werk gemaakt van het verschaffen van informaticamateriaal aan de magistraten zelf. In de loop van 1996 werden in dat kader voor 120 miljoen BEF opdrachten gegund (levering van PC's met CD ROM, levering van software-pakketten en printers).

Van de in 1995 op voormelde basisallocatie vastgelegde kredieten (482 miljoen BEF) bleek begin 1997 een niet onbelangrijk deel (51,4 miljoen BEF) niet geordonnceerd.

75) Parl. St., Kamer, - 131/15 - 95/96, blz. 142.

Een oorzaak hiervan ligt in het overschatten van de provisionele vastleggingen. Een andere oorzaak is - zoals vorige jaren - de problematische vereffening van informatica-opdrachten binnen de diensten van het Ministerie van Justitie (Centrum voor informatieverwerking en Dienst Gebouwen en Materieel) (76).

De realisatie van het einde 1991 gegunde Mammoetproject (basisallocatie 56.03.74.14), met name de informatisering van de politierechtbanken en - parketten en van de vredegerechten (initiële gunning ad 930 miljoen BEF), liep in 1996 vertraging op. Dit was reeds duidelijk bij de aanpassing van de begroting voor 1996, toen de ordonnanceringskredieten op genoemde basisallocatie werden verminderd met 50 miljoen BEF.

76) Brieven van 21 maart 1996 en van 3 februari 1997.

SECTIE 13 - BINNENLANDSE ZAKEN

1. Programma 13.51.9 - "Bevolking en verkiezingen" : basisallocatie 51.94.12.25 - "Verkiezingsuitgaven"

In de loop van 1996 werden voor 23 miljoen BEF beschikbare kredieten overgeheveld van de basisallocatie 51.95.12.26 naar de basisallocatie 51.94.12.25. Hiervan was 2 miljoen BEF bestemd voor de organisatie van verkiezingen in Bosnië-Herzegovina. Het Rekenhof heeft geweigerd deze uitgaven te viseren wegens het ontbreken van enige juridische basis voor deze subsidiëring en wegens de door deze uitgaven gevormde inbreuk op het principe van de begrotingsspecialiteit.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad or- donnancering
ngk	23,0	23,0	0,0	0 %

De middelen ingeschreven op deze basisallocatie zijn bestemd voor de kosten voor het organiseren van verkiezingen die ten laste vallen van de Staat.

Daar de volgende verkiezingen (zowel wetgevende als Europese) in principe pas in 1999 plaatsvinden, werd geen enkel krediet ingeschreven in de initiële begroting voor 1996.

Niettemin werden, ingevolge de beschikbaarheid van kredieten op de basisallocatie 51.95.12.26 - "Kosten veroorzaakt door de vernieuwing van de voorraad identiteitskaarten", in de loop van het jaar twee herverdelingsoperaties uitgevoerd voor een totaal bedrag van 23 miljoen BEF.

Van dat bedrag zal 21 miljoen BEF worden aangewend voor de aankoop van stempapier voor de parlementsverkiezingen (uitgaven initieel voorzien voor de begroting 1997).

De resterende twee miljoen BEF werden gereserveerd voor de organisatie van verkiezingen in Bosnië-Herzegovina.

In de loop van de maand november werd met het oog op het verrichten van deze laatste uitgaven een ordonnantie voorgelegd aan het Rekenhof. Het visum werd geweigerd (77) omwille van het feit

77) Brief van 8 januari 1997.

dat voor deze subsidiëring geen juridische basis vorhanden was, evenals omwille van de aanrekening ervan op een basisallocatie normaal bestemd voor lopende uitgaven van het departement.

2. Programma 13.54.2 - “Algemene Inspectie van de uitrusting” : basisallocatie 54.21.74.08 - “Krediet bestemd voor de verwezenlijking van het nationaal informaticanet van de hulpdiensten” (NATINUL)

Het tempo van uitvoering van de vroegere bestellingen met betrekking tot het NATINUL-project brengt met zich mee dat de uitvoering van de in 1996 gedane bestellingen wel eens lang op zich zou kunnen laten wachten. Daarenboven hebben diverse vertragingen inzake de uitvoering van dit project in het verleden reeds aanleiding gegeven tot talrijke bijkomende kosten.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting	Benuttingsgraad
vk	65,0	47,6	73 %
ok	142,0	128,2	90 %

Ook al geven de benuttingscijfers (in vastlegging en in ordonnancering) van de middelen bestemd voor de realisatie van NATINUL niet direct aanleiding tot commentaar, toch dient te worden opgemerkt dat op deze basisallocatie in 1996 talrijke vastleggingen werden genomen die slechts zullen kunnen worden geordonnceerd na de realisatie van vroegere bestellingen, die nog steeds op uitvoering wachten. Het betreft voornamelijk bestellingen voor de uitrusting van verschillende hulpcentra “100”. De eerste fase van deze bestellingen (de bestellingen tellen tot op heden reeds vier fasen), waarvoor kredieten werden vastgelegd in 1993 en 1994, is nog steeds niet uitgevoerd alhoewel er sprake was van een leveringstermijn van 14 tot 19 maanden.

Daarenboven hebben diverse vertragingen inzake de uitvoering van het NATINUL-programma, reeds aanleiding gegeven tot talrijke bijkomende kosten.

Zo heeft de levering van toestellen vertraging opgelopen ingevolge het niet overeenstemmen ervan met de vereisten van het bijzonder bestek, hetgeen op zijn beurt aanleiding heeft gegeven tot bijkomende prestaties vanwege een andere firma, belast met de opvolging van de opdracht. Anderzijds heeft de verhuizing van een aantal hulpcentra “100” in bepaalde gevallen verhinderd dat het besteld materieel in ontvangst kon worden genomen, wat aanleiding gaf tot aanvullende stockagekosten.

SECTIE 14 - BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL

1. Informatiseringsprojecten BELEXTEL en INBUD van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

In de loop van 1996 werd beslist het BELEXTEL-project definitief af te voeren. Thans vinden er tussen de betrokken partijen onderhandelingen plaats met het oog op een definitieve financiële regeling. Einde 1996 werden de nodige middelen vastgelegd voor de aankoop van een analoog elektronisch berichtensysteem van een ander merk.

Van de INBUD-overeenkomst, die evenmin tot bevredigende resultaten heeft geleid, werd in de loop van 1996 niets meer vernomen.

1.1. Basisallocatie 40.03.74.10 - "Ontwikkeling van de informatica" : niet-uitvoering van het BELEXTEL-project en uitrusting van de diplomatieke posten met een nieuw gegevensuitwisselingssysteem

(in miljoen BEF)

	Initieel krediet	Aangepast krediet	Benutting	Benuttingsgraad
vk	0,0	20,0	20,0	100 %
ok	66,5	41,0	0,0	0 %

Zoals in 1994 en 1995 bleven ook in 1996 de kredieten ingeschreven voor de ontwikkeling van de informatica, het zogenaamde Belextel-project, ongebruikt. De initiële kredieten werden in de loop van het jaar wel aangepast (78).

Het op 27 februari 1995 ondertekende aanhangsel aan het Belextel-contract heeft zijn doel, het oplossen van de bestaande problemen en het aanpassen van het systeem aan de huidige technieken, volledig gemist. Op 15 april 1996 werd de Tijdelijke Vereniging, die instaat voor de realisatie van het project, in gebreke gesteld. Er werd door beide partijen een expert aangesteld, die een technische evaluatie van het systeem heeft gemaakt. Momenteel vinden tussen het departement en de Tijdelijke Vereniging onderhandelingen plaats met het oog op een definitieve financiële regeling.

78) Het vastleggingskrediet werd met 20 miljoen BEF verhoogd door de wet van 16 december 1996 houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996. Met de wet van 10 juli 1996 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996 werd het ordonnancementskrediet van 66,5 miljoen BEF met 25,5 miljoen BEF verlaagd.

Om het elektronisch berichtensysteem tussen het hoofdbestuur en de diplomatieke posten en tussen de posten onderling verder uit te bouwen, besloot het departement om de posten die nog niet met BELEXTEL werken uit te rusten met een ander systeem. Hiertoe werd bij de wet van 16 december 1996 een nieuw vastleggingskrediet ingeschreven. Dit krediet werd volledig vastgelegd, doch er volgden tot op heden nog geen ordonnanceringen.

1.2. Basisallocatie 41.03.74.10 - “Project Inbud : informatisering van het budgetbeheer, van de aankopen en van de inventaris op het hoofdbestuur en op de diplomatieke posten”

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting	Benuttingsgraad
ok	11,0	0,0	0 %

Het ingeschreven ordonnanceringskrediet van 11 miljoen BEF voor de informatisering van het budgetbeheer, de aankopen en de inventaris van het hoofdbestuur en de diplomatieke posten, dat diende te worden gerealiseerd door de Tijdelijke Vereniging Belextel bleef, net als in 1995, ook in 1996 onaangeroerd. Sinds het Rekenhof op 6 juli 1995 opmerkte dat het niet kan instemmen met een betaling die niet overeenstemt met verstrekte en aanvaarde diensten, werd over de afwikkeling van de INBUD-overeenkomst niets meer vernomen.

2. Regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen

In de loop van 1996 werd de Belgische Staat veroordeeld tot de betaling van 116,7 miljoen BEF in het kader van het geschil rond de regeling van de vergoeding van de gezaïriseerde goederen. Bij gebrek aan inschrijving van de nodige kredieten in de algemene uitgavenbegroting voor 1996 en 1997 kon tot op heden nog geen gevolg worden gegeven aan de financiële gevallen van deze voor delingen.

Het besluit om voormelde uitgaven voortaan te laten dragen door het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer sorteerde tot op heden ook geen effect bij gebrek aan een protocol tussen de Belgische Staat en het Fonds inzake de uitvoering door deze laatste van deze nieuwe opdracht.

Naar aanleiding van het onderzoek van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 (79) werd er door het Rekenhof op gewezen dat de Belgische Staat bij vonnissen van 7 maart en 24 mei 1996, in het kader van het geschil rond de regeling van de vergoeding van de gezaïri-

79) Parl. St., Kamer, - 734/3 - 96/97, blz. 70.

seerde goederen, werd veroordeeld tot de betaling van 116.684.646 BEF in hoofdsom, te vermeerderen met de moratoire interesten.

Bij gebrek aan inschrijving van de nodige kredieten in de algemene uitgavenbegroting 1996 en 1997, kon de regering tot op heden nog geen gevolg geven aan de financiële gevolgen van deze veroordelingen. Hierdoor verzwaart de factuur, rekening houdend met de thans geldende wettelijke interestvoet, op dit ogenblik met ongeveer 8 miljoen BEF.

Ondertussen werd door de regering beslist dat het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer de vergoedingen in het kader van de zaïrisering ten laste zou nemen. Deze beslissing werd vertaald in een koninklijk besluit van 20 december 1996 (80) in toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. Hierdoor komen de uitgaven in het kader van de zaïrisering niet meer voor in de algemene uitgavenbegroting tenzij onrechtstreeks onder de vorm van een tussenkomst van de S taat in de delgingslasten van het Belgisch-Kongolees Fonds. Thans worden de mogelijke uitgaven geraamd op een bedrag van minimum 178,6 miljoen BEF en maximum 1.968,5 miljoen BEF, indien alle ingediende dossiers uiteindelijk ten laste worden gelegd van de federale Staat.

Het in het koninklijk besluit vermeld protocol (artikel 1, lid 4, van het K.B. van 20 december 1996), dat moet worden gesloten tussen de Belgische Staat en het Fonds met het oog op de nadere uitwerking van de regels inzake de uitvoering van voormelde nieuwe opdracht van het Fonds, is tot op heden nog niet afgerond.

80) Koninklijk besluit van 20 december 1996 betreffende de tussenkomst van het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer bij de betaling van de vergoedingen verschuldigd door de Belgische Staat ter uitvoering van de bepalingen van het "Protocol houdende regeling van de vergoeding van de gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord en de daarop betrekking hebbende uitwisselingen van brieven" bij toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

1. Programma 15.54.1 - “Bilaterale samenwerking (Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking)”

In de loop van 1996 werd, in het kader van de Ontwikkelingssamenwerking, slechts één schuldverlichtingsovereenkomst (met Bolivië) gesloten. Voor een totaal bedrag van 275 miljoen BEF.

Voor de in 1995 gesloten overeenkomst met Togo, waarvoor in 1996 nog 94,6 miljoen BEF moest worden vereffend ingevolge de ontoereikendheid van de kredieten in 1995, werd ten onrechte niets vastgelegd noch geordonnceerd.

De administratieve blokkering ten bedrage van 795 miljoen BEF toegepast op de kredieten voor de financiering van de projecten van de niet-gouvernementale organisaties diende, zoals door het Rekenhof reeds aangestipt naar aanleiding van de begrotingscontrole 1996, te worden opgeheven door kredietverdelingen van respectievelijk 500 miljoen BEF vastleggings- en 750 miljoen BEF ordonnanceringkredieten.

In 1996 werd voor 880 miljoen BEF urgentiehulp vastgelegd, hetgeen aanzienlijk meer is dan in 1994 (vastleggingen voor een bedrag van 253,5 miljoen BEF) en 1995 (320,2 miljoen BEF vastleggingen). In dit bedrag zijn tevens de vastleggingen ten bedrage van 172 miljoen BEF begrepen die opnieuw moesten worden vastgelegd op het niet-gesplitste krediet bestemd voor het verlenen van die urgentiehulp.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	3.330,7	3.152,2	1.861,3	56 %
vjr	0,6	0,5	0,5	89 %
vk	7.632,7	6.449,1	-	-
ok	7.915,1	-	5.781,9	73 %

1.1. Basisallocatie 54.13.54.30 - "Verlichting van de schulden van de ontwikkelingslanden (via de Nationale Delcrederedienst)"

(in miljoen BEF)

	Toegestaan bedrag	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad
vk	550,0	275,0	-	50 %
ok	667,2	-	367,2	55 %

In uitvoering van de beslissing van het Ministerieel Comité voor de Buitenlandse Betrekkingen van 18 januari 1991 worden er jaarlijks gesplitste kredieten ingeschreven in de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking om delgingsoperaties van de schulden van de ontwikkelingslanden te kunnen realiseren door tussenkomst van de Nationale Delcrederedienst.

In de loop van 1996 (op 19 december) werd slechts één schuldverlichtingsovereenkomst, ten gunste van Bolivië, gesloten voor een bedrag van 275 miljoen BEF, wat aanleiding gaf tot een beperkte aanwending (50%) van de vastleggingskredieten. De onderaanwending wordt verder verklaard door de niet-realisatie van twee oorspronkelijk geplande DEBT SWAP-operaties (hierbij wordt een buitenlandse schuld van een ontwikkelingsland omgezet in ontwikkelingsprojecten gefinancierd in lokale munt) ten gunste van Benin (150 miljoen BEF) en Ivoorkust (125 miljoen BEF). De aanslpende onderhandelingen tussen de Nationale Delcrederedienst en de betrokken landen over het terug te betalen gedeelte van de leningen beletten de ondertekening en de budgettaire aanrekening van de overeenkomsten.

Op de ordonnanceringskredieten 1996 werd een totaal bedrag van 367,2 miljoen BEF geordonnan- ceerd, hetgeen overeenstemt met het uitstaand bedrag aan verbintenissen per 31 december 1995. De hiervoor vermelde schuldverlichtingsovereenkomst ten gunste van Bolivië werd in de loop van maart 1997 vereffend ten laste van de ordonnanceringskredieten van 1997.

Tot slot weze vermeld dat, bij ontstentenis van toereikende vastleggingskredieten in 1995, de vastlegging van de verbintenis ten gunste van TOGO in 1995 werd beperkt tot het toen beschikbaar saldo van 49.484.064 BEF (81). Het saldo van de overeenkomst (94.569.212 BEF), betaalbaar vóór 15 maart 1996, werd ten onrechte niet vastgelegd noch geordonnan- ceerd in 1996, waardoor de aangewende kredieten in werkelijkheid met dit laatste bedrag zouden moeten worden verhoogd (82).

81) Op 11 maart 1996 heeft het Rekenhof ter zake een brief gericht aan de heer Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

82) Op 30 januari 1997 heeft het Rekenhof in dat verband een tweede brief gericht aan de heer Staatsecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

1.2. Basisallocaties 54.14.54.40 - "Projecten en interventies inzake ontwikkelingssamenwerking"
en 54.14.54.41 - "Financiële samenwerking"

(in miljoen BEF)

	Initieel krediet	Aangepast krediet	Benutting	Benuttingsgraad
Projecten (54.14.54.40)				
vk	2.112,9	1.892,9	1.876,7	99 %
ok	1.962,9	1.632,9	1.120,5	69 %
Financiële samenwerking (54.14.54.41)				
vk	1.837,2	1.690,2	1.688,3	100 %
ok	2.212,3	1.972,3	1.784,1	90 %

Hoewel bij de uitvoering van de begroting voor 1996 voor beide basisallocaties geen onderaanwending van de vastleggingskredieten wordt vastgesteld, dient dit aanwendingspercentage niettemin gezien in het licht van een reeds in de loop van het begrotingsjaar doorgevoerde vermindering van de initieel toegekende kredieten.

De basisallocatie 54.14.54.40 werd, ingevolge twee herverdelingen en één begrotingsberaadslaging (nr. 3154), met respectievelijk 220 (vk) en 330 (ok) miljoen BEF verminderd. De basisallocatie 54.14.54.41 werd met respectievelijk 147 (vk) en 240 (ok) miljoen BEF verminderd, ingevolge herverdelingen en de voormelde begrotingsberaadslaging. De vrijgemaakte middelen waren bestemd voor de financiering van de NGO-projecten (B.A. 54.16.54.62) en de urgentiehulp (B.A. 54.18.35.80).

Net als in 1995 - zij het in mindere mate (83) - wekken deze verminderingen de indruk dat deze basisallocaties ook in 1996 als reserve werden aangewend om meeruitgaven op andere basisallocaties te kunnen compenseren.

Het aanwendingspercentage van de ordonnanceringsmiddelen van de basisallocatie 54.14.54.40 wordt door het departement verklaard door de hervormingen binnen de administratie, de politieke evolutie in partnerlanden, het achterwege blijven van initiatieven of beslissingen van partnerlanden en de laattijdige voorlegging van verantwoordingsstukken door medecontractanten.

83) In 1995 werd de basisallocatie 54.14.54.40 (vk en ok) met 665,5 miljoen BEF verminderd en de basisallocatie 54.14.54.41 (vk en ok) met 405 miljoen BEF.

1.3. Basisallocatie 54.16.54.62 - "Projecten van de erkende niet-gouvernementele organisaties"

(in miljoen BEF)

	Toegestaan bedrag	Benutting	Benuttingsgraad
vk	2.356,3	1.555,5	66 %
ok	2.504,3	1.527,8	61 %

Op 9 mei 1996 besliste de Ministerraad, in het kader van de begrotingscontrole voor 1996, over te gaan tot een administratieve blokkering ten belope van 795 miljoen BEF van de kredieten op de basisallocatie 54.16.54.62.

In zijn commentaar bij het ontwerp van aangepaste staatsbegroting voor 1996 wees het Rekenhof er op dat de resterende kredieten de uitvoering van de initieel vooropgezette projecten sterk zou hypothekeren. Deze kritiek vindt bevestiging in de reeds onder punt 1.2 geformuleerde vaststelling dat via opeenvolgende kredietverdelingen de effectief beschikbare vastleggings- en ordonnancieringsmiddelen op deze basisallocatie met 500 en 750 miljoen BEF werden verhoogd.

1.4. Basisallocatie 54.17.35.70 - "Tussenkomsten in bedrijfsgerichte opleidingscontracten ten voordele van ontwikkelingslanden"

(in miljoen BEF)

	Initieel krediet	Aangepast krediet	Benutting	Benuttingsgraad
vk	225,0	81,4	42,6	52 %
ok	225,0	76,5	44,6	58 %

Hoewel de oorspronkelijke kredieten tijdens het begrotingsjaar bij herhaling werden aangepast, vertoont deze basisallocatie, naar analogie met het begrotingsjaar 1995, nog een belangrijke onderaanwending.

De benuttingsgraad van deze kredieten is sterk gebonden aan de commerciële contracten door Belgische ondernemingen met succes afgerond in het buitenland en aan het al dan niet realiseren van de vormingen overeenkomstig het oorspronkelijk uitvoeringsschema.

In de begroting voor 1997 zijn voor deze tussenkomsten evenwel nog slechts 25 miljoen BEF vastleggings- en ordonnanceringskredieten ingeschreven, waarna dit toelagestelsel in zijn huidige vorm wordt afgebouwd.

1.5. Basisallocatie 54.18.35.80 - "Urgentiehulp"

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	1.052,0	1.052,0	374,8	35,6 %

De initiële 700 miljoen BEF niet-gesplitste kredieten werden in verscheidene malen opgetrokken tot 1.052 miljoen BEF om tegemoet te komen aan dringende humanitaire noden in de Regio van de Grote Meren, waarvoor een bedrag van ruim 300 miljoen BEF werd vastgelegd.

De aanwending werd eveneens beïnvloed door de overgang van een gesplitst krediet in 1995 naar een niet-gesplitst krediet in 1996. Bij ontstentenis van een gesplitst ordonnanceringkrediet voor de vereffening van de per einde 1995 uitstaande verbintenissen - wat werd geweigerd door het departement van Begroting - dienden deze saldi ten belope van 172 miljoen BEF opnieuw te worden vastgelegd ten laste van de niet-gesplitste kredieten van het begrotingsjaar 1996. Rekening houdend met deze laatste operatie bekomt men toch een bedrag van 880 miljoen BEF vastleggingen, hetgeen aanzienlijk meer is dan bijvoorbeeld in 1994 (253,5 miljoen BEF vastleggingen op een krediet van 425 miljoen BEF) of 1995 (320,2 miljoen BEF vastleggingen op een krediet van 500 miljoen BEF).

De beperkte ordonnancering werd beïnvloed door een opmerking van het Rekenhof (84) strekkende tot vermindering van de financiële tussenkomst in de kosten van de noodhulp-operaties, vermeld in het koninklijk besluit van 6 april 1995. Sedertdien wordt in een eerste fase slechts het in het besluit voorziene voorschot van 50 % op het bedrag van de tussenkomst geordonnanceerd ; het saldo van de toelage wordt vereffend na voorlegging en nazicht van de in het besluit voorgeschreven verantwoording.

2. Programma 15.54.3 - "Samenwerking via internationale instellingen"

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	2.257,2	1.470,8	1.470,8	65 %

84) Brief van 26 januari 1996 aan de heer Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

De onderaanwending van de kredieten wordt grotendeels verklaard door de administratieve blokkering van 600 miljoen BEF tijdens de begrotingscontrole van 1996. Deze blokkering betrof het aandeel van België in de reservebegroting van het Europees Ontwikkelingsfonds. Mede door een vertraging in de uitvoering van de programma's is het de afgelopen begrotingsjaren zeer moeilijk geworden het exacte bedrag van de jaarlijkse bijdrage te bepalen. Dit heeft het bestuur ertoe aangezet de grondslagen van de begrotingsramingen bij de betrokken Europese administratie te checken.

3. Programma 15.54.5 - "Overlevingsfonds Derde Wereld"

(in miljoen BEF)

Fonds 15-1	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	0,0	0,0	2.456,6	2.706,6
Vastleggingsmachtiging	750,0	750,0		
Ontvangsten			950,0	1.016,1
Beschikbaar	750,0	750,0	3.406,6	3.722,7
Uitgaven	750,0	564,8	722,0	666,7
Saldo 31.12.1996	0,0	185,2	2.684,6	3.056,0

De gedeeltelijke aanwending (75 %) van de vastleggingsmachtiging vindt haar oorzaak in de vertraging opgelopen bij de afhandeling van drie programma's van niet-gouvernementele organisaties (Guinea : 71 miljoen BEF, Burkina Faso : 49 miljoen BEF en Erytrea : 25 miljoen BEF) en de noodzaak tot nadere uitwerking van een project in Kenya (40 miljoen BEF) in samenwerking met de F.A.O..

De meerontvangsten in 1996 worden verklaard door een inhaalbeweging van de oorspronkelijk voor 1995 geprogrammeerde bijdragen van de Nationale Loterij.

4. Ordonnanceringen op overgedragen kredieten 1995

Uit onderstaande tabel blijkt dat, rekening houdend met het bedrag van de per einde 1995 openstaande vastleggingen, op meerdere overgedragen niet-gesplitste basisallocaties van 1995 slechts in zeer beperkte mate uitgaven werden geordonnceerd in de loop van 1996. Hieruit kan worden afgeleid dat de in 1995 verrichte vastleggingen meer dan waarschijnlijk slechts in beperkte mate overeenstemden met reële verbintenissen.

(in miljoen BEF)

Basisallocatie	Omschrijving	Encours per einde 1995	Ordonnanceringen 1996	Benuttingsgraad
54.11.34.10	Uitgaven bilaterale coöperanten	140,5	70,1	50 %
54.12.34.20	Stagebeurzen België	56,0	30,9	55 %
54.16.34.60	Uitgaven NGO-coöperanten	178,8	13,1	7 %
54.16.34.64	Groepsstages	65,7	35,1	53 %
54.41.34.10	Uitgaven coöperanten in het kader van de universitaire samenwerking	39,1	12,1	31 %
54.60.42.03	Stortingen aan het DOSZ voor het zendingenpersoneel	114,8	43,6	38 %

5. Nieuwe initiatieven

Van de nieuwe initiatieven gelanceerd in 1996 is er geen enkele effectief van start gegaan. Meestal had dit te maken met nog ontbrekende uitvoeringsbesluiten of -procedures.

(in miljoen BEF)

Basisallocaties (ngk)	Omschrijving	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benuttingsgraad vastlegging
54.16.35.68	Tewerkstelling jonge werkzoekenden in ontwikkelingsprojecten	10,0	0,0	0 %
54.16.35.69	Samenwerking met lokale NGO's	10,0	1,0	10 %
54.44.35.52	Institutionele samenwerking universiteiten	50,0	14,2	28 %

De niet-aanwending van de middelen op de basisallocatie 54.16.35.68 wordt verklaard door het laattijdig uitvaardigen via het ministerieel besluit van 25 februari 1997 van de uitvoeringsmaatregelen van het organiek koninklijk besluit van 29 april 1996.

Op de basisallocatie 54.16.35.69 werd het initieel krediet van 50 miljoen BEF, ingeschreven tijdens de begrotingscontrole voor 1996, via kredietherverdeling verlaagd tot 10 miljoen BEF. Hiervan werd slechts 1 miljoen BEF vastgelegd. Deze beperkte aanwending wordt toegeschreven aan de onduidelijkheid rond de aanwendingsmodaliteiten van deze toelagen. De beleidsopties en de uitvoeringsverantwoordelijkheden voor deze interventies worden momenteel voorbereid.

De onderaanwending op de basisallocatie 54.44.35.52 is te wijten aan het feit dat dit nieuw programma pas in de tweede helft van 1996 van start kon gaan (de uitvoeringsmodaliteiten zijn zelfs nog niet volledig geconcretiseerd) en dat het programma trager loopt dan verwacht.

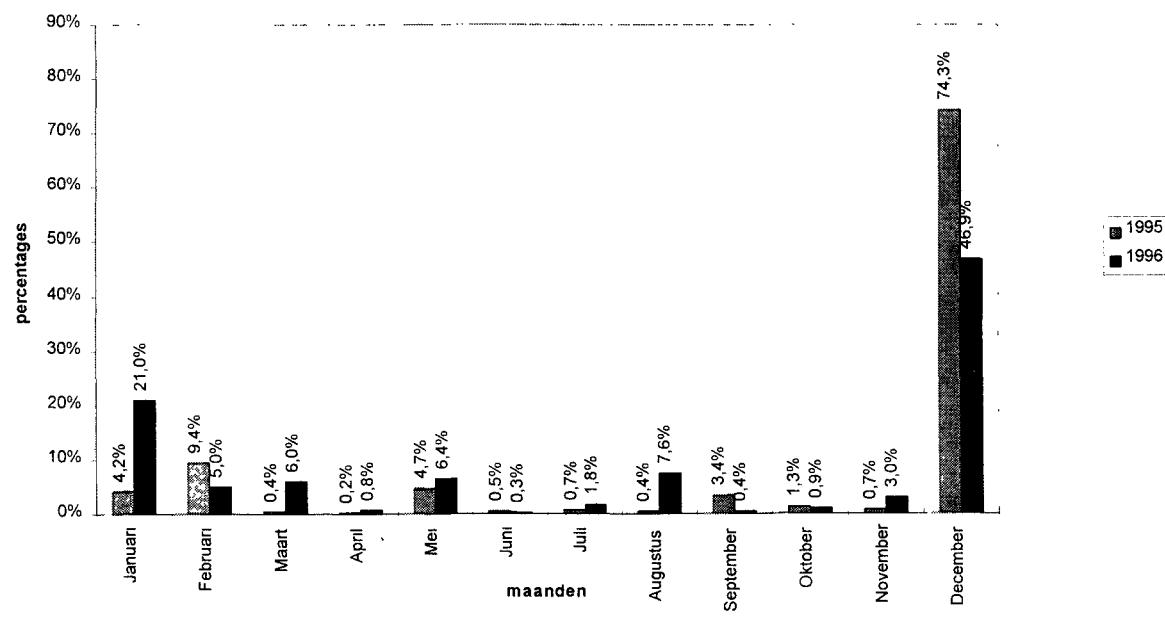
SECTIE 16 - LANDSVERDEDIGING

1. Aanwending van de gesplitste vastleggingskredieten

De concentratie van de vastleggingen in de loop van de maand december, die het Rekenhof voor-dien reeds aan de kaak had gesteld, werd verminderd van 74 % in 1995 naar 47 % in de loop van het afgelopen jaar. Die concentratie, alhoewel verbeterd, kan worden verklaard door het laattijdig lanceren van de aankoopprocedures, hetgeen wordt bepaald door de goedkeuring van de jaarlijkse tranches van het plan op middellange termijn. Door een dergelijke werkwijze verdwijnen de voor-delen die zijn verbonden aan een meer coherente planning van de militaire aankoopprogramma's die dat plan impliceerde.

In de loop van het jaar 1995 werd 74 % van de gesplitste vastleggingskredieten van Landsverdediging enkel in de loop van de maand december aangewend. Het Rekenhof had die toestand aan de kaak gesteld, inzonderheid wegens de gevolgen van dat feit voor de goede werking van de interne en externe controle. Zoals uit de hierna volgende tabel blijkt, is het vastleggingsritme in 1996 verbeterd aangezien Landsverdediging die concentratie in de loop van de laatste maand van het jaar tot 47 % heeft beperkt.

Vergelijking van de maandelijkse percentages van vastleggingen van landsverdediging in 1995 en 1996



Bij de verbetering die in 1996 werd vastgesteld, dienen echter de volgende beschouwingen te worden geformuleerd :

1. Het hoogtepunt van januari (21 %) stemt overeen met de provisionele vastleggingen voor verschillende onderhoudscontracten en voor het onderhouden van de infrastructuur van de NAVO.
2. De lagere verhouding van de vastleggingen in december 1996 kan gedeeltelijk worden verklaard door het feit dat twee belangrijke aankoopprocedures niet in de loop van het jaar konden worden afgerond (85). Het departement is er immers slechts in geslaagd 74 % van de gesplitste kredieten (86) op de begroting van het Ministerie van Landsverdediging vast te leggen. Op het einde van het begrotingsjaar (87) is aldus een bedrag van 2.521 miljoen BEF geannuleerd.

Die concentraties van vastleggingen op het einde van het jaar komen telkens - zij het nu minder sterk - voor doordat de ordonnateurs vermijden de aankoopprocedures voor het begin van het begrotingsjaar op te starten.

Op de opmerking (88) die het Rekenhof in dat verband had geformuleerd, heeft de Minister van Landsverdediging tegengeworpen dat de machtiging om de voorbereidende handelingen van de grote opdrachten voor aankopen aan te vatten, onderworpen is aan de goedkeuring door de Ministerraad van de jaarlijkse schijven van het plan op middellange termijn en dat de Inspectie van Financiën bij ontstentenis hiervan haar veto stelt tegen iedere vraag om haar voorafgaand akkoord voor diezelfde procedures.

Die werkwijze leidt niet enkel tot een verstoring van de aankoopprocedure maar beperkt ook aanzienlijk de termijn waarbinnen contracten voor militaire aankopen kunnen worden geconcretiseerd en begrenst bijgevolg de impact van het plan op middellange termijn ; dat laatste was juist bedoeld

85) Die verhouding zou stijgen van 47 % tot 60 % in de veronderstelling dat Landsverdediging al haar gesplitste kredieten zou hebben vastgelegd.

86) De voornaamste contracten die werden gesloten, zijn :

- de aankoop van 40 lucht-luchtraketten en 8 AMRAAM-oefenraketten voor de F-16 (570 miljoen BEF)
- de modernisering van de sonars van de fregatten (442 miljoen BEF)
- een schijf voor de bouwwerken aan de Koninklijke Militaire School (385 miljoen BEF).

87) Er dient ook te worden gewezen op de onderbenutting van de vastleggingsmachtigingen op de niet-gesplitste (216,5 miljoen BEF) en variabele (220,4 miljoen BEF) kredieten.

88) Vraag nr. 140 van de heer Lode Vanoost (Kamer van Volksvertegenwoordigers, GZ 1996-1997. Vragen en antwoorden nr. 55, blz. 7425) en vraag nr. 609 van de heer CUYT (Kamer van Volksvertegenwoordigers BZ 1995-1996. Beknopt verslag COM van 16 juli 1996).

om een meer coherente programmering van de legeropdrachten te verzekeren over de beperking van een enkel begrotingsjaar heen.

2. Aanwending van de middelen buiten de begroting

Het Rekenhof had in het raam van de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1995 aan de kaak gesteld dat de voorkeur werd gegeven aan het werken met begrotingskredieten voor het vastleggen van de initieel geplande contracten ingeval er voldoende ontvangsten zijn uit de verkoop van overtollig geworden materieel en domeinen. Door die kredieten te gebruiken voor de aankoop van het in het conditioneel plan op middellange termijn gepland materieel kon het departement vermijden dat deze werden geannuleerd en kon het aldus aanzienlijke middelen naar het volgend jaar overdragen. Die toestand heeft zich in 1996 niet meer voorgedaan zoals blijkt uit de aanwending van de vastleggingsmachtigingen op die gedebudgetteerde middelen.

In januari 1993 had de Ministerraad beslist de jaarlijkse begroting van het Ministerie van Landsverdediging tot 1997 te beperken tot een nominaal bedrag van 98 miljard BEF.

Door de bevriezing van de begrotingskredieten wordt de beschikbare marge voor de kredieten voor investeringsuitgaven bijgevolg beperkt. Het bedrag van de uitgaven voor investeringen wordt vastgesteld na aftrek van de personeels- en werkingskosten. Dat effect wordt nog versterkt door het mislukken van de maatregelen inzake de afvloeiing van personeel alsook door de in 1994 genomen beslissing om ieder jaar een krediet van één miljard BEF te reserveren voor de humanitaire acties.

Om de gevolgen van die blokkering te verzachten werden twee maatregelen genomen.

1. Enerzijds, kreeg de Minister van Landsverdediging toelating de opbrengst van de verkoop van overtollig geworden materieel en domeinen aan te wenden voor nieuwe investeringsuitgaven.
2. Anderzijds, werd de minister machtig verleend de ontvangsten van de Belgische deelname aan humanitaire acties aan te wenden om uitgaven te dekken in het raam van diezelfde acties.

Die twee soorten uitgaven en ontvangsten worden op thesaurierekeningen ingeschreven en zijn bijgevolg gedebudgetteerd.

Het Rekenhof had in het raam van de voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voor 1995 aan de kaak gesteld dat de voorkeur werd gegeven aan het werken met begrotingskredieten voor het vastleggen van de initieel geplande contracten ingeval er voldoende ontvangsten zijn uit de verkoop van overtollig geworden materieel en domeinen. Door die kredieten te

gebruiken voor de aankoop van het in het conditioneel plan (89) op middellange termijn gepland materieel kon het departement vermijden dat deze werden geannuleerd en kon het aldus aanzienlijke middelen naar het volgend jaar overdragen.

Die toestand heeft zich dit jaar niet meer voorgedaan zoals blijkt uit de gegevens in de hierna volgende tabel. Het feit dat sommige vastleggingsmachtigingen enigszins worden onderbenut, kan gedeeltelijk worden verklaard door de termijnen die noodzakelijk zijn om de aankoopprocedures af te ronden en door de ontstentenis van voldoende middelen bij het begin van het jaar.

Evolutie van het encours van de vastleggingen (in miljoen BEF)

	Encours van de vastleggingen per 1.1.1996	vastleggings-machtigingen	Benutting vastleggingen	Vereffening	Encours van de vastleggingen per 31.12.1996	Per 31.12.1996 beschikbare nog niet benutte middelen
Verkoop van onroerende goederen	89,6	500,0	308,9	145,5	253,0	37,4
Verkoop van overtollig geworden materieel	196,1	2.800,0	1.589,8 (90)	85,9	1.700,0	784,8
Humanitaire acties	945,3	(beschikbare middelen)	431,7	331,0	1.046,0	731,8
Teruggave van goederen in Duitsland	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAAL	1.231,0	3.300,0	2.330,4	562,4	2.999,0	1.554,0

De verhoging van de beschikbare middelen, in kastermen, lijkt in te gaan tegen deze evolutie. Zij is te verklaren door het laattijdig karakter van vastleggingen, wat tot gevolg heeft dat de eerste betalingen gebeuren na 31 december 1996.

89) Het conditioneel plan op middellange termijn mocht enkel worden uitgevoerd ten laste van de ontvangsten van de verkoop van overtollig geworden materieel binnen de grenzen die in de budgettaire bijbepalingen daaromtrent zijn vastgelegd.

90) Hoofdzakelijk de aankoop van pantservoertuigen voor troepenvervoer voor de paracommandobrigades (totaal bedrag : 1.413,2 miljoen BEF).

Kastoestand

(in miljoen BEF)

	Saldo per 1.1.1996	Ontvangsten	Uitgaven - machtiging	Uitgaven	Saldo per 31.12.1996
Interestrekening van de F16 (91) (artikel 2.16.13 van de AUB gewijzigd door artikel 2.16.2 van de eerste aanpas- sing)	562,8	356,0	300,0	206,3	712,5
Miscellaneous income (91)	345,9	82,1	0	0	428,0
Verkoop van onroerende goe- deren (artikel 2.16.14 van de AUB gewijzigd door artikel 2.16.3 van de eerste aanpas- sing)	232,0	204,0	150,0	145,5	290,5
Verkoop van overtollig ge- worden materieel (artikel 2.16.20 van de AUB gewij- zigd door artikel 2.16.4 van de eerste aanpassing)	1.564,5	1.006,2	1.650,0	85,9	2.484,7
Comptabiliteitsfondsen van de SAS (artikel 2.16.3 van de aangepaste AUB)	800,4	-	400,0	400,0	389,2 (92)
Humanitaire acties (artikel 2.16.21 van de AUB)	1.661,8	440,9	2.108,7	331,0	1.771,7
Ontoereikende rantsoenen (artikel 2.16.23 van de AUB)	351,1	0	56,3	56,3	276,0 (92)
Tentoonstellingen Koninklijk Legermuseum	0	0	0	0	0
Teruggave van goederen in Duitsland	0	0	0	0	0
Ten "bewarende" titel (93) op een thesaurierekening gestor- te sommen	0	433,3	433,3	433,3	0
TOTAAL	5.518,5	2.522,5	5.098,3	1.658,3	6.352,7

91) Gegevens berekend op basis van een dollarkoers van 33 BEF.

92) Het rekenkundig verschil in het saldo op het einde van het jaar kan worden verklaard door ontvangsten en uit-
gaven die werden uitgevoerd in het raam van de traditionele opdrachten van die rekenplichtigen.

93) De Ministerraad heeft op 28 maart 1996 via begrotingsbeslissing nr. 281 aan het Rekenhof gevraagd krachtens
artikel 14 van zijn oprichtingswet zijn visum onder voorbehoud te verlenen aan een ordonnantie van 433,3 miljoen
BEF die voordien werd geannuleerd omdat die som bij ontstentenis van een definitief akkoord tussen de partijen
enkel op een thesaurierekening werd gestort om te vermijden dat de beschikbare ordonnanceringskredieten op het
einde van het jaar zouden worden geannuleerd. Daar in de loop van de maand juli 1996 een akkoord werd bereikt,
werd die som aan het Amerikaans leger gestort. Er werd een bijkomend bedrag van 107,7 miljoen BEF van de
begrotingsmiddelen afgenomen.

Toepassing van artikel 2.16.20 van de begroting 1996 in verband met de verkoop van overtollig geworden materieel

Op basis van dat artikel kan de minister het materieel verkopen dat overtollig is geworden naar aanleiding van het herstructureringsplan van de strijdkrachten dat de Ministerraad in januari 1993 had goedgekeurd. Hierna volgen de voornaamste overeenkomsten die in de loop van 1996 werden gesloten ter uitvoering van die bepaling.

- verkoopcontracten :

1. verkoop aan de Franse Staat van drie tripartite mijnenjagers (met inbegrip van de leveringen en prestaties in dat verband) voor een totaal bedrag van 2.850 miljoen BEF. De betalingen zullen over 1996 en 1997 worden gespreid.
2. verkoop aan het Braziliaanse leger van 89 Leopard 1A1-gevechtstanks alsook van de wisselstukken, de munitie en het nodige gereedschap voor een totaal bedrag van 15.210.670 USD. Dat contract kan echter worden opgezegd indien de Belgische Staat er niet in zou slagen een exportvergunning voor die wapens te krijgen.
3. verkoop aan een handelsfirma van 100 MAN cargo WO/W-vrachtwagens voor de prijs van 12,6 miljoen BEF.
4. verkoop aan een handelsfirma van 212 UNIMOG 1.5T bestelwagens voor 4 miljoen BEF.

- wisselovereenkomst :

de Minister van Landsverdediging heeft een wisselovereenkomst met een handelsfirma gesloten waarin hij verschillende vliegtuigmotoren afstaat in ruil voor bestellingen van wijzigingskits en wisselstukken voor F-100-motoren. De waarde van de wisselstukken werd door het departement op 150 miljoen BEF geraamd, zijnde 10% van de aankoopwaarde van de stukken.

- gratis overdracht :

België heeft 10.000 paar gebruikte laarzen afgestaan aan Bulgarije (geraamde waarde : 2 miljoen BEF).

SECTIE 17 - ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST EN RIJKSWACHT

1. Afdeling 40 - “Algemene politiestedienst” : personeelsuitgaven

De personeelsuitgaven, zoals voortvloeiend uit de uitvoering van de begroting van de Algemene politiestedienst, vertegenwoordigen maar een fractie van de werkelijke personeelsuitgaven van deze dienst. De geregistreerde personeelsuitgaven hebben immers slechts betrekking op een twintigtal van de meer dan driehonderd personeelsleden die in werkelijkheid werkzaam zijn bij de Algemene politiestedienst. Hierdoor ontzegt men de Kamer van Volksvertegenwoordigers enig inzicht in de middelen ingezet in 1996 in het kader van de activiteiten van de Algemene politiestedienst.

Onder de begrotingsafdeling 40 - “Algemene politiestedienst”, die de programma’s 17.40.0 - “Bestaansmiddelen” en 17.40.1 - “Contract met de burger : positionele statistiek en vijfhoeksoverleg” omvat, komen twee basisallocaties voor bestemd voor de personeelskosten van de staf toegevoegd aan het directiecomité (basisallocatie 40.01.11.04) en van de steunpunten “statistiek” en “vijfhoeksoverleg” (basisallocatie 40.11.11.04).

De beide basisallocaties bedragen samen 35 miljoen BEF. Hiervan werd volgens het departement 30,6 miljoen BEF aangewend voor de betaling van de bezoldigingen en vergoedingen van een twintigtal personeelsleden van de stafdienst en de steunpunten.

Deze cijfers geven geen getrouw beeld van de personeelskosten van de Algemene politiestedienst in 1996.

De Algemene politiestedienst werd in 1994 opgericht (94) met als opdracht bij te dragen tot een betere samenwerking tussen de algemene politiediensten en tot de betere coördinatie van het algemeen beleid van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie inzake politie en beheer van politiediensten. Deze dienst is pas in 1996 volledig operationeel geworden en beschikte in werkelijkheid niet alleen over voormelde twintigtal personeelsleden, maar in werkelijkheid over meer dan 300 personeelsleden, verdeeld over een directiecomité en vier afdelingen (95).

Dat men hiervan niets terugvindt in de uitvoeringscijfers van de begroting vloeit voort uit het feit dat het grootste deel van deze personeelsleden het statuut hebben van gedetacheerde agenten van de

94) K.B. van 11 juli 1994 over de algemene politiestedienst.

95) Het betreft de in het K.B. vooropgestelde afdelingen “operationele ondersteuning”, “internationale politiesamenwerking”, “telematica” en “politiebeleidsondersteuning”.

drie grote politiediensten (rijkswacht, gemeentelijke en gerechtelijke politie) of ter beschikking gestelde niet-politieambtenaren, in uitvoering van de bepalingen van artikel 14, §2, van het koninklijk besluit van 11 juli 1994. De wedden en vergoedingen van deze agenten en ambtenaren blijven tot op heden ten laste van de "departementen van herkomst". Dit druist in tegen het principe van de transparantie van de begroting en tegen de principes van de programmabegroting, die is opgebouwd uit activiteitenprogramma's waarin de middelen moeten worden gegroepeerd bestemd voor het realiseren van welbepaalde doelstellingen en de uitvoering van de ermee samenhangende activiteiten.

Door deze voorstelling van de begroting ontzegt men de Kamer van Volksvertegenwoordigers enig inzicht in de kostprijs van de onderscheiden activiteiten van de Algemene politiesteundienst.

2. Wederaanwending van de middelen afkomstig van prestaties ten voordele van derden uitgevoerd door de Rijkswacht

Het Rekenhof heeft de Minister van Binnenlandse Zaken doen opmerken dat niet alle ontvangsten - en de ermee samenhangende uitgaven - naar aanleiding van prestaties ten voordele van derden, in uitvoering van de artikelen 54bis en 70bis van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, aan het begrotingsfonds van de Rijkswacht worden toegewezen.

Hierdoor is de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet volledig geïnformeerd over de werkelijke omvang van die prestaties. Dit heeft tevens voor gevolg dat de integrale beschikbaarheid van de aan de Rijkswacht voor de uitoefening van haar wettelijke opdrachten toegewezen begrotingsmiddelen niet wordt gevrijwaard.

Tot slot heeft het Rekenhof ook vastgesteld dat de in voormelde artikelen voorgeschreven uitvoeringsbesluiten nog niet waren genomen en dat prestaties worden gefactureerd die buiten voor-noemd wettelijk kader vallen. Bij de minister werd geïnformeerd naar mogelijke wetgevende initiatieven met het oog op de definitie van objectieve criteria voor het maken van een onderscheid tussen de algemene opdrachten van een openbare politiedienst en die waarvoor een vergoeding moet worden betaald. Het Rekenhof is van oordeel dat het ondertussen uitgevaardigd koninklijk besluit van 23 april 1997 geen passend antwoord vormt op de gevraagde objectieve criteria.

De wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen heeft twee nieuwe artikelen in de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht ingevoegd.

Via het eerste (artikel 54bis) wordt de Minister van Binnenlandse Zaken gemachtigd, op vraag van een gemeente, die federale politiedienst prestaties tegen betaling te laten verrichten ten voordele

van gemeenten, die om redenen die hen niet kunnen worden toegeschreven, over een minder belangrijk politiecorps beschikken dan hetgeen is vastgesteld volgens de minimale veiligheidsnormen. De modaliteiten voor de toepassing van die machtiging moeten bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden vastgesteld.

Op het ogenblik dat die wetsbepaling werd goedgekeurd, waren sedert meer dan een jaar al drie overeenkomsten gesloten.

Uit het onderzoek van de gesloten overeenkomsten blijkt dat het om dienstencontracten gaat op grond waarvan de Rijkswacht de taak vervult van een onbestaand politiecorps. Het reële karakter van de prijs waaraan de Rijkswacht die prestaties factureert, heeft geen aanleiding gegeven tot opmerkingen. Er werd immers met alle berekenbare, directe of indirecte, kosten rekening gehouden.

Het tweede artikel (artikel 70bis) machtigt de Rijkswacht om gelegenheidsprestaties ten voordele van derden uit te voeren tegen betaling voor zover ze een humanitair of cultureel oogmerk hebben of strekken tot hulp aan de natie (96). De Koning bepaalt de wijze waarop die prestaties worden betaald.

De ontvangsten voortvloeiend uit die prestaties (artikelen 54bis en 70bis) moeten in principe aan het begrotingsfonds van de Rijkswacht (97) worden toegewezen teneinde de beschikbare begrotingsmiddelen voor te behouden voor de uitoefening van haar wettelijke opdrachten. De wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen heeft in verband met de Rijkswacht voorzien in een "fonds voor prestaties tegen betaling" dat kan worden aangewend voor niet nader gedefinieerde personeels-, werkings- of investeringsuitgaven.

Het Rekenhof heeft gewezen op de goede kwaliteit van de administratieve opvolging van de vastgestelde rechten en de ontvangsten (98), maar het heeft de Minister van Binnenlandse Zaken doen opmerken dat niet alle ontvangsten naar aanleiding van prestaties ten voordele van derden aan het begrotingsfonds van de Rijkswacht (99) worden toegewezen. Er zijn belangrijke ontvangsten en uitgaven die enkel in de boekhouding van de Rijkswacht voorkomen, terwijl andere ontvangsten

96) Vroeger werd voor de heraanwending van die prestaties machtiging verleend door een wettelijke bepaling die van jaar tot jaar in de algemene uitgavenbegroting werd opgenomen.

97) Ter uitvoering van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit kan een organieke wet begrotingsfondsen oprichten door aan uitgaven waarvan zij het voorwerp bepaalt, sommige op de rijksmiddelenbegroting aangerekende ontvangsten toe te wijzen.

98) Er zou vanaf 1 januari 1998 een rekenplichtige van de ontvangsten moeten worden aangewezen.

99) Brief van 9 april 1997.

voor de rijksmiddelenbegroting worden bestemd zonder bijzondere affectatie (100). Daaruit volgt dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet volledig is geïnformeerd over de werkelijke omvang van die prestaties en dat de integrale beschikbaarheid van de aan de Rijkswacht voor de uitvoering van haar wettelijke opdrachten toegewezen begrotingsmiddelen niet gevrijwaard wordt. Het Rekenhof is van oordeel dat, in overeenstemming met de principes van de rikscomptabiliteit en de doelstellingen van de wetgever, alle ontvangsten met betrekking tot de prestaties tegen betaling, uitgevoerd met toepassing van artikel 54bis en 70bis van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, aan het begrotingsfonds moeten worden toegewezen. Het Rekenhof betreurt bovendien dat de in die artikelen voorgeschreven uitvoeringsbesluiten op 31 maart 1997 nog niet waren genomen, terwijl deze sedert 2 januari 1996 van toepassing zijn.

Het Rekenhof heeft tot slot vastgesteld dat prestaties worden gefactureerd, die buiten voormeld wettelijk kader vallen zoals de opening van een bijkomende controlepost op de nationale luchthavens en de begeleiding van de geldtransporten tussen steden.

In principe vallen zowel de grenspolitie als de bescherming van personen en goederen onder de wettelijke opdrachten van de algemene politiediensten.

Het Rekenhof achtte het bijgevolg nuttig de Minister van Binnenlandse Zaken te ondervragen over de wettelijkheid van die opdrachten en die facturaties, alsook over de initiatieven die werden overwogen om op wetgevend vlak objectieve criteria te definiëren om een onderscheid te maken tussen de algemene opdrachten van een openbare politiedienst en die waarvoor een vergoeding moet worden betaald.

Via een besluit van 23 april 1997 (101) genomen in toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie heeft de Koning de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht aangepast (met terugwerkende kracht tot 1 januari 1997) en de Minister van Binnenlandse Zaken machtiging verleend om de uitvoering van bepaalde opdrachten van bestuurlijke politie afhankelijk te maken van de betaling van een vergoeding.

Gelet op de heel algemene aard van deze nieuwe bepalingen is het Rekenhof van oordeel dat ze geen passend antwoord vormen op de gevraagde objectieve criteria.

100)- De ontvangsten en uitgaven van het jaar werden op 27,8 miljoen BEF geraamde in de aangepaste begroting voor 1996 terwijl de werkelijke ontvangsten op 31 oktober 1996 meer dan 104 miljoen BEF bedroegen.

101) Belgisch Staatsblad van 30 april 1997.

Hierbij verwijst het naar zijn "Commentaar en opmerkingen bij het ontwerp van aangepaste staatsbegroting voor het begrotingsjaar 1997" zoals het werd vastgesteld in algemene vergadering van 12 mei 1997.

SECTIE 18 - FINANCIEN

1. Programma 18.50.9 - “Departementale herstructurering van de fiscale administraties”

Die herstructurering heeft aanzienlijke vertraging opgelopen zoals uit de aanpassingen van de kredieten bestemd voor de departementale herstructurering van de fiscale administraties alsook uit de aanwending van die kredieten blijkt. Op twee jaar tijd werd slechts een bedrag van 197,4 miljoen BEF geordonnanceerd terwijl de totale aanvankelijk goedgekeurde kredieten 895,3 miljoen BEF bedragen.

(in miljoen BEF)

Basisallocaties	Initieel krediet	Aangepast krediet	Benutting vast-leggingen	Benutting ordonnanceringen	Benuttingsgraad ordonnanceringen
50.93.12.01	47,8	0,0	0,0	0,0	-
50.93.12.07	170,0	50,0	0,0	0,0	0 %
50.93.12.28	250,0	100,0	49,3	9,1	9 %
50.93.74.01	245,0	95,0	93,8	93,4	98 %
50.93.74.05	82,5	0,3	0,0	0,0	0 %
totaal	795,3	245,3	143,1	102,5	42 %

In de beleidsnota van het Ministerie van Financiën werd voor het begrotingsjaar 1996 (102) aangekondigd dat de herstructurering van de fiscale administraties zou worden voortgezet. In 1996 moesten de twee belangrijkste fasen van die herstructurering worden afgewerkt, namelijk de oprichting van gemeenschappelijke controlecentra en de van kracht wording van de nieuwe geschil-enprocedure.

Uit de analyse van het krediet dat is ingeschreven op het programma dat speciaal werd opgericht om alle kosten van die herstructurering te groeperen (103) blijkt dat er achterstand is bij de verwesenlijking van de vastgelegde doelstellingen.

De fysieke hergroepering van de diensten van de Administraties van de Directe Belastingen en van de BTW in gemeenschappelijke controlecentra, enerzijds, en in slechts een enkele administratie

102) Parl. St., Kamer, - 131/13 - 95/96, blz. 2.

103) Het Rekenhof had naar aanleiding van zijn “Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1995” (Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 91) aangegeven dat in dat nieuwe programma niet alle kosten in verband met de herstructurering voorkwamen ; sommige niet-recurrente uitgaven waren er immers niet in opgenomen.

voor de invordering, anderzijds , die nochtans tegen 1 juli 1996 was gepland (104), heeft geen doorgang gevonden. Er is geen enkele vastlegging en dus ook geen enkele ordonnancering uitgevoerd op de ingeschreven kredieten voor de verhuis- en installatiekosten (basisallocatie 50.93.12.07 : 50 miljoen BEF) en voor de aankoop van meubilair (basisallocatie 50.93.74.05 : 0,3 miljoen BEF).

De integratie van de informaticanetwerken van de Administratie der Directe Belastingen (Belconet) en die van de BTW (Bethernet), waarvan de eerste fase het aanbrengen van een universele bekabeling in de gebouwen omvat, is thans in uitvoering ; er werd in 1996 voor 49,3 miljoen BEF vastgelegd - waarvan slechts 9,1 miljoen BEF werd geordonnceerd - op de 100 miljoen BEF die daarvoor waren ingeschreven op basisallocatie 50.93.12.28. Die uitgaven zullen voornamelijk in 1997 worden geordonnceerd (kredietoverdracht van 40,2 miljoen BEF voor 1997).

Er werden bovendien in 1996 voor 94,9 miljoen BEF ordonnanceringen uitgevoerd ten laste van het krediet van 100 miljoen BEF dat in 1995 voor hetzelfde doel was bestemd en volledig werd overgedragen. Voor 1997 is daarentegen in geen enkel krediet voorzien.

Met het oog op de integratie van de informaticanetwerken dient ook computermaterieel te worden aangekocht. Het daarvoor ingeschreven krediet (basisallocatie 50.93.74.01 : 95 miljoen BEF) werd voor 98 % geordonnceerd.

Zoals in de beleidsnota voor 1995 werd onderstreept, is die integratie "in ieder geval nodig, zelfs zonder fusie van de diensten, dermate zijn de gegevens van de ene belasting van belang voor de controle van de andere belasting en omgekeerd" (105), en kan ze bijgevolg niet worden beschouwd als een afdoende indicatie dat de fusie van de belastingadministraties wordt uitgevoerd.

Op een totaal krediet van 895,3 miljoen BEF dat voor dat programma initieel was goedgekeurd, werd in twee jaar tijd slechts 197,4 miljoen BEF geordonnceerd.

2. Programma 18.61.2 - "Exportbevordering"

Uit de achtereenvolgende aanpassingen van het krediet dat is bestemd om een oplossing te bieden voor de ontoereikende middelen van de Nationale Delcrededienst die deze in staat stellen waarborgen voor rekening van de Staat toe te kennen, blijkt dat men te voorzichtig was door het krediet

104) Cf. Verantwoording van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996, Parl. St., Kamer, - 131/15 - 95/96, blz. 515.

105) Parl. St., Kamer, - 1540/21 - 93/94, blz. 4.

te handhaven op 800 miljoen BEF naar aanleiding van het eerste aanpassingsblad. Zulks heeft immers niet verhinderd dat het krediet een tweede keer werd verminderd tot 200 miljoen BEF, een bedrag dat uiteindelijk niet werd aangewend.

(in miljoen BEF)

	Initieel krediet	Aangepast krediet (1ste aanpassing)	Aangepast krediet (4e aanpassing)	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering
BA 61.28.51.02	873,0	800,0	200,0	0,0	0,0

Het krediet dat op dat programma is ingeschreven, is ten belope van 200 miljoen BEF (basisallocatie 61.28.51.02) bestemd om de ontoereikende middelen van het bijzonder reservefonds van de Staat te verhelpen, dat bij de Nationale Delcrederedienst werd opgericht en dat de mogelijkheid moet bieden de verplichtingen na te komen die voortvloeien uit de toekenning van waarborgen door de dienst voor rekening van de Staat.

Op de initiële begroting voor 1996 was een krediet van 873 miljoen BEF ingeschreven.

Bij de eerste aanpassing die voorzag in een vermindering met 73 miljoen BEF had het Rekenhof (106) opgemerkt dat het volgens de inlichtingen en de ramingen van de Nationale Delcrederedienst veel te voorzichtig leek een krediet van 800 miljoen BEF te handhaven.

De minister gaf in zijn antwoord (107) wel toe dat dat krediet in de loop van de voorbije jaren werd onderbenut, maar hij wees er ook met klem op dat het verbruik ervan niet was te voorspellen aangezien dat wordt bepaald door onvoorzienbare ontvangsten (geïnde premies) en onzekere uitgaven (uit te keren vergoedingen) en hij kondigde tot slot een vergoeding van ongeveer 300 miljoen BEF ten laste van de Staat aan voor een contract met Turkije. Hij stelde bijgevolg dat een te verregaande vermindering van het krediet geen veiligheidsmarge zou overlaten.

Naar aanleiding van de vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting (108) werd het krediet van 800 miljoen BEF verminderd tot 200 miljoen BEF. Dat bedrag werd uiteindelijk niet aangewend noch voor vastleggingen noch voor ordonnanceringen.

Voor het jaar 1997 werd in de algemene uitgavenbegroting een initieel krediet van 200 miljoen BEF ingeschreven.

106) Parl. St., Kamer, - 594/3 - 95/96, blz. 33 en 34.

107) *Ibid.*, blz. 62.

108) Parl. St., Kamer, - 764/1- 96/97, blz. 10, 48 en 49.

SECTIE 19 - AMBTENARENZAKEN

Programma 19.40.0 : "Bestaansmiddelenprogramma"

In de algemene uitgavenbegroting voor 1996 was oorspronkelijk een krediet van 1,1 miljoen BEF ingeschreven ter dekking van de schadevergoedingen die de Staat aan derden is verschuldigd wegens fouten gemaakt door de diensten die binnen Ambtenarenzaken zijn gegroepeerd (basisallocatie 40.03.34.01). Dat krediet werd naar aanleiding van de begrotingscontrole opgetrokken tot 90 miljoen BEF om rekening te houden met een gerechtelijke beslissing.

Deze laatste beslissing heeft betrekking op een geschil dat is gerezen naar aanleiding van de gunning van een opdracht voor leveringen in 1980 die nadien door de Raad van State werd geannuleerd (109) . De buiten spel gezette aannemer had toen een proces aangespannen om schadevergoeding te bekomen op basis van de bepalingen van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. De verantwoordelijkheid van de Staat werd erkend in een uitspraak van de rechtbank van eerste aanleg, die nadien werd bevestigd door een arrest van het Hof van Beroep te Brussel van 28 september 1995.

Zo stond het principe van een schadevergoeding weliswaar vast, maar was het bedrag ervan nog niet bepaald aangezien de door de rechtbank aangewezen deskundige twee ramingen had gemaakt, met name één van 81 miljoen BEF (110) die overeenstemde met het door het departement voorgestelde bedrag, en een andere van 171 miljoen BEF (111) die overeenstemde met de eis van de buiten spel gezette firma. De definitieve uitspraak wordt niet voor het einde van het jaar 1997 verwacht.

Hoewel het krediet van 90 miljoen BEF in december 1996 werd vastgelegd, werd er nog steeds geen ordonnancering op uitgevoerd, zelfs niet op basis van de raming van het onbetwistbaar verschuldigd bedrag. Wegens de vertraging bij die betaling dienen verwijlinteressen te worden betaald die op driemaandelijkse basis op 600.000 BEF worden geraamde.

109) Arrest nr. 28315 van 30 juni 1987.

110) Waarvan 46,4 miljoen als verwijlinterest (bedrag bepaald op 31 december 1996).

111) Waarvan 97,6 miljoen als verwijlinterest (bedrag bepaald op 31 december 1996).

SECTIE 23 - TEWERKSTELLING EN ARBEID

1. Programma 23.56.1 - “Sociale promotie van de werknemers”

Bij het Fonds voor Betaald Educatief Verlof werd de laatste jaren gestreefd naar een (kunstmatig) positief saldo op de begroting door de betalingen steeds vroeger op het jaar stop te zetten. Door deze werkwijze bedroeg de omvang van de onbetaalde schuldvorderingen 4,5 miljard BEF op het einde van 1996 en verkreeg het ‘werkelijke’ tekort aan budgettaire en financiële middelen een structureel karakter.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	1.524,0	1.524,0	1.524,0	100 %

Organiek fonds 23-2 : Betaald Educatief Verlof

(in miljoen BEF)

Fonds 23-2	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	211,8	211,8	211,9	211,9
Ontvangsten	1.065,0	1.048,6	1.065,0	1.048,6
Vermindering vorige jaren	-	0,1	-	0,1
Beschikbaar	1.276,8	1.260,5	1.276,9	1.260,6
Uitgaven	1.265,8	1.260,3	1.265,0	1.260,3
Saldo op 31.12.1996	11,0	0,2	11,9	0,3

Het betaald educatief verlof werd ingevoerd door de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (112). Het betreft het recht van werknemers uit de private sector om, met behoud van hun normaal loon, op het werk afwezig te zijn gedurende een aantal uren dat overeenstemt met dat van de gevolgde cursussen. De opleidingen waarvoor betaald educatief verlof kan worden toegekend, zijn bij wet opgesomd en kunnen worden verdeeld over beroepsopleidingen en algemene opleidingen.

112) Cf. Hoofdstuk IV, afdeling 6 “Toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers” (art. 108 tot 144).

De financiële lasten van de algemene opleidingen, bestaande uit loonkosten en sociale bijdragen, worden volledig gedragen door de Staat. Dit is een wijziging vergeleken met het stelsel der kredieturen, waarin de lasten van dit soort opleidingen gelijk werden verdeeld over Staat en werkgevers.

De kosten van de beroepsopleiding worden voor de helft gedragen door de Staat. De andere helft wordt geput uit een bijzondere heffing ten laste van werkgevers die werknemers tewerkstellen die aan de voorwaarden voldoen om aanspraak te maken op het recht op educatief verlof (ongeacht of ze daar al dan niet gebruik van maken). Deze heffing bedraagt 0,04% van de lonen op basis waarvan de sociale zekerheidsbijdragen worden berekend.

Indien er rekening mee wordt gehouden dat de kosten voor de algemene opleidingen 10% van de totale kosten van het betaald educatief verlof vertegenwoordigen, zou de Staat ten belope van 55% moeten bijdragen in de globale financiering van het stelsel van betaald educatief verlof. In werkelijkheid bereikte de staatsbijdrage slechts zeer uitzonderlijk deze verhouding. Uit een door het Rekenhof uitgevoerde controle (113) is gebleken dat er elk jaar werd gestreefd naar een (kunstmatig) positief saldo op de begroting, door de betalingen steeds vroeger op het jaar stop te zetten. Door deze werkwijze groeide de omvang van de onbetaalde schulden uit tot meer dan 6,5 miljard BEF op 31 december 1994. De Staat beperkte echter zijn jaarlijkse bijdrage tot 1,024 miljard BEF, vermeerderd met een bijkomend bedrag om schuldvorderingen uit het verleden aan te zuiveren (114). Voor de begrotingsjaren 1995 en 1996 werd dit bedrag bepaald op 500 miljoen BEF. Tezelfder tijd werden de werkgeversbijdragen verhoogd. Bovendien werden sinds 1993 diverse reglementaire bepalingen genomen teneinde de uitgaven van het stelsel te beperken (115).

Ingevolge deze maatregelen daalde de omvang van de onbetaalde schuldvorderingen respectievelijk eind 1995 tot 5,7 miljard BEF en eind 1996 tot 4,5 miljard BEF. Dit laatste cijfer bevat de onbetaalde schuldvorderingen, zowel ingevolge krediettekort (2,4 miljard BEF), als ingevolge administratieve oorzaken (onvolledige dossiers, personeelstekort) (2,1 miljard BEF).

113) "Algemeen onderzoek met betrekking tot het activiteitenprogramma 23.56.1, Sociale promotie van de werknemers (het betaald educatief verlof)", dossier nr. J 850.729. Overgezonden aan de Wetgevende Kamers en de bevoegde minister op 9 november 1994.

114) Koninklijk besluit van 28 maart 1995 tot wijziging van de artikelen 110, 111, 113, 120, 121 en 137bis van de Herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, bevestigd door artikel 43 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid.

115) Koninklijk besluit van 28 maart 1995 tot wijziging van de artikelen 8, 14, 16 en 19 van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 - Toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en het koninklijk besluit van 28 maart 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot wijziging van de lijst van de opleidingen die in aanmerking komen voor betaald educatief verlof.

Voor het begrotingsjaar 1997 blijft de staatsbijdrage beperkt tot 1.024 miljard BEF vermeerderd met de reeds vermelde 500 miljoen BEF. De werkgeversbijdrage wordt geraamd op 850 miljoen BEF (hetzij de opbrengst van 0,04% heffing op de lonen) te vermeerderen met 500 miljoen BEF als tegenprestatie voor een vergelijkbare bijkomende inspanning van de Staat. Voor de financiering van deze additionele bijdrage van de werkgevers zal een beroep gedaan worden op de opbrengst van de werkgeversbijdragen voor de bevordering van initiatieven inzake kinderopvang in de periode 1995-1996 (116).

Hierbij dient te worden opgemerkt dat, ondanks de geleverde en nog te leveren inspanningen, de opgebouwde schuldbijdrage niet volledig zal verdwijnen. Volgens ramingen voor de eerstvolgende begrotingsjaren zal het tekort aan financiële middelen meer dan 1 miljard BEF bedragen.

2. Programma 23.56.4 - "Hertewerkstelling"

Naast de vastgestelde vertraging in de financieringscyclus van het begeleidingsplan der werklozen worden bij het Tewerkstellingsfonds aanzienlijke saldi vastgesteld. De gerealiseerde saldi bedragen op 31 december 1996 2.994 miljoen BEF aan vastleggingskredieten en 3.432,1 miljoen BEF aan ordonnanceringenkredieten en overtreffen aldus de begrotingsramingen met respectievelijk 2.335,3 en 2.755,5 miljoen BEF. Deze situatie wordt, enerzijds, veroorzaakt doordat de gefedereerde entiteiten er niet in slagen de financiële middelen te besteden die hen worden toegekend door diverse samenwerkingsakkoorden met betrekking tot het begeleidingsplan der werklozen en anderzijds, door de schrapping van vastleggingen tengevolge van de afschaffing of de beperking van bepaalde projecten ten voordele van de risicogroepen.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	3.625,7	2.826,8	2.826,8	78%

116) Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, §2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, artikel 14.

Organiek fonds 23-3 : Tewerkstellingsfonds

(in miljoen BEF)

Fonds 23-3	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	1.935,7	1.935,7	2.543,6	2.543,6
Ontvangsten	1.000,0	1.606,9	1.000,0	1.606,9
Vermindering vorige jaren	-	1,6	-	-
Beschikbaar	2.935,7	3.544,2	3.543,6	4.150,5
Uitgaven	2.277,0	550,2	2.867,0	718,4
Saldo op 31.12.1996	658,7	2.994,0	676,6	3.432,1

De gerealiseerde ontvangsten voor het begrotingsjaar 1996 van dit fonds worden gevormd door :

- een werkgeversbijdrage ten belope van 308 miljoen BEF voor diegenen die geen gelijkwaardige inspanning hebben geleverd voor de inschakeling van risicogroepen in hun onderneming (0,15% van de brutobezoldiging van de werknemers) (117). Het percentage dat oorspronkelijk voor 1996 was bepaald op 0,20% werd echter teruggebracht op 0,15% (118) ;
- een werkgeversbijdrage ten belope van 1.298,9 miljoen BEF (0,05% van het brutoloon van de werknemers) (119).

De uitgaven van dit fonds worden aangerekend op de volgende basisallocaties :

- 56.40.33.15 - "Initiatieven ten voordele van de risicogroepen" :

Door de volledige overname van de initiatieven voor kinderopvang vanaf 1995 door het Fonds voor Collectieve Uitrustingen bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag (120) en de reoriëntatie van de beschikbare middelen van het Tewerkstellingsfonds naar het begeleidingsplan voor werklozen werden er in de initiële begroting voor 1996 geen vastleggingskredieten meer ingeschreven en slechts voor

117) Wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, artikel 15.

118) Wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, artikel 30.

119) Wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, artikel 19.

120) Cf. "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de Staatsbegroting voor 1995", Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 96.

842,2 miljoen BEF ordonnanceringskredieten. Bij de aanpassing van deze begroting werden er voor 17 miljoen BEF vastleggingskredieten ingeschreven en werden de ordonnanceringskredieten verminderd met 235,2 miljoen BEF. Uiteindelijk werd tijdens het begrotingsjaar 1996 slechts voor 12,9 miljoen BEF vastgelegd en voor 166,7 miljoen BEF geordonnanceerd.

Bovendien werden er vastleggingskredieten 1995 (425 miljoen BEF) en 1996 (1,6 miljoen BEF) geannuleerd.

- 56.41.42.01 - "*Uitgaven aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in verband met het Begeleidingsplan*" :

Het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten van 13 februari 1996 betreffende het Begeleidingsplan der werklozen bepaalde een maximumbedrag van 160 miljoen BEF voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA) en voor de regionale overhedsdiensten belast met de opvolging van het begeleidingsplan.

De RVA werd geconfronteerd met talrijke moeilijkheden bij de verantwoording van de specifieke opvolgskosten, waardoor vertragingen werden vastgesteld bij de terugbetaling ervan. Op het einde van februari 1997 waren enkel de kosten met betrekking tot het begrotingsjaar 1993 en een deel van 1994 (eerste en tweede trimester) terugbetaald. Op dat ogenblik werd er nog geen enkele terugbetaling vastgesteld van de kosten voor activiteiten in verband met het begeleidingsplan met betrekking tot de begrotingsjaren 1995 en 1996.

- 56.41.45.02 - "*Uitgaven aan de Gewesten en Gemeenschappen in verband met het Begeleidingsplan*" :

De betalingen met betrekking tot het begeleidingsplan moeten, in principe, gebeuren bij middel van voorschotten en afrekening op basis van rechtvaardigende stukken. Het Rekenhof vestigde reeds herhaaldelijk de aandacht op de vastgestelde vertraging in deze betalingscyclus (121).

Voor het begrotingsjaar 1996 werden in de initiële begroting 1.350 miljoen BEF vastleggingskredieten en 1.800 miljoen BEF ordonnanceringskredieten ingeschreven. De kredieten werden, bij de aanpassing, respectievelijk verhoogd tot 2.100 miljoen BEF. Van dit bedrag werd slechts 537,2 miljoen BEF vastgelegd en 551,6 miljoen BEF geordonnanceerd tijdens het begrotingsjaar 1996.

121) Cf. het 151e Boek van opmerkingen, blz. 171 en volgende, de "Commentaar en opmerkingen bij de ontwerpen van Staatsbegroting voor het begrotingsjaar 1995", Parl. St., Kamer, - 1545/3 - 93/94, blz. 91 en 92 en de "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de Staatsbegroting voor 1995", Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 96.

Uit het onderzoek van de financiering van het begeleidingsplan is gebleken dat nog talrijke betalingen moeten gebeuren voor activiteiten met betrekking tot het begrotingsjaar 1995 en er geen enkel voorschot werd verstrekt voor de activiteiten met betrekking tot het begrotingsjaar 1996.

SECTIE 26 - SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**Programma 26.53.1 - "Hospitalisaties"**

Daar de kredieten bestemd voor de betaling van de tegemoetkoming van de Staat in de ligdagprijs van de ziekenhuizen herhaaldelijk te laag werden geschat, was op 31 december 1995 een achterstallig bedrag van 9 miljard BEF verschuldigd. Die achterstallen zijn op het einde van 1996 opgelopen tot 12,1 miljard BEF. Die belangrijke stijging wordt veroorzaakt door de onderschatting van de begrotingskredieten en eveneens door de sterke stijging van het geheel van de uitgaven van de sector gezondheidszorgen in 1996. Daar die betalingsachterstand een structureel gegeven is geworden, moeten de verzorgingsinstellingen instaan voor de interestlast van de schuld die normaal op de Staat rust.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	39.951,1	39.894,1	39.678,5	99 %
vjr	1,6	1,5	1,3	81 %
vk	14,9	8,1		
ok	8,1		7,9	98 %

Van de niet-gesplitste kredieten op het programma "hospitalisaties" was een bedrag van 38,2 miljard BEF bestemd voor het betalen van de tegemoetkoming van de Staat in de ligdagprijzen.

Die financiële tegemoetkoming, ingeschreven op de basisallocatie 53.12.34.36, bestaat in :

- a) een toelage van 25 % van de kosten naar aanleiding van elke opname van een patiënt die aanleiding geeft tot een tegemoetkoming in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige zorgen of in het kader van de specifieke wetgeving van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van het Nationaal Instituut van de Oorlogsinvaliden (122) ;
- b) een toelage bestemd voor de inrichting van universitaire diensten waarvoor de ligdagprijs volledig ten laste van de federale begroting valt (123).

122) Artikel 100 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

123) Artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Voor de terugbetaling van de uitgaven voor de ligdagprijs in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging dienen de ziekenhuizen hun facturen in bij de verzekeringsinstellingen, die na controle het volledige bedrag van de verzekeringstegemoetkoming betalen. Op hun beurt vragen de verzekeringinstellingen de terugbetaling van de staatstegemoetkoming door middel van kwartaalstaten (124).

In zijn commentaar op het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 (125) had het Rekenhof erop gewezen dat de Staat op het einde van het jaar 1995 naar schatting nog 9 miljard BEF achterstallen moest betalen. Die achterstallige betalingen waren veroorzaakt door :

- enerzijds, de onderschatting van de in de loop van de jaren 1992 en 1993 goedgekeurde kredieten ;
- anderzijds, het feit dat bij de raming van de kredieten van 1993 tot 1995 niet voldoende rekening werd gehouden met de in artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen bepaalde aanvullende toelagen aan de universitaire ziekenhuizen.

Het voor 1997 ingeschreven krediet (37,8 miljard BEF) lag trouwens zelfs lager dan dat van het voorgaande begrotingsjaar (38,2 miljard BEF).

De op 31 december 1995 vastgestelde betalingsachterstand is tijdens het afgelopen jaar gevoelig toegenomen door de stijging van de ligdagprijs die ter zake als grondslag voor de berekening van de staatstegemoetkoming had gediend bij de opmaak van de begroting van het begrotingsjaar 1996. Die toename moet in verband worden gebracht met die in alle sectoren van de gezondheidsprestaties.

Volgens inlichtingen van het RIZIV lag het totale bedrag van de ligdagprijs in de loop van het jaar 1996 8 % hoger dan de gegevens waarmee rekening werd gehouden bij de opmaak van de begroting van de gezondheidszorg (126).

Rekening houdend met die stijging van de kosten waaraan aanvankelijk niet werd gedacht, kan het ontoereikend bedrag van de kredieten ten laste van basisallocatie 53.12.34.36 op het einde van 1996 op 12,1 miljard BEF worden geraamd. Zonder de juistheid te willen betwisten van de stelling van

124) In het begrotingsjaar t wordt de staatstoelage betaald met betrekking tot de facturen ingediend voor het derde en vierde kwartaal van het jaar t-1 en voor het eerste en tweede kwartaal van het jaar t.

125) Parl. St., Kamer, - 734/3-96/97, blz. 84.

126) De werkelijke uitgaven worden op 109,4 miljard BEF geraamd terwijl in de begroting werd gemikt op 101,2 miljard BEF.

de Minister van Begroting als zou die achterstand geen invloed hebben gehad op de nettofinancieringsbehoefte van de overheid (127), dient er toch op te worden gewezen dat de achterstand inzake de betaling van die schuldvordering tot gevolg heeft dat de toestand van de rijksschuld (128) kunstmatig wordt geflatteerd en dat de kastoestand van de verzorgingsinstellingen wordt bezwaard doordat zij de interestlast moeten dragen die normaal door de Staat had moeten worden gedragen.

Hoewel de staatstegemoetkoming rechtstreeks aan de verzekeringsinstellingen wordt betaald en er bijgevolg eigenlijk geen schulden van de Staat ten aanzien van de verzorgingsinstellingen bestaan, heeft de toename van de betalingsachterstand van de overheid nefaste gevolgen voor de thesaurie van de ziekenhuizen aangezien hij structureel het saldo van de onbetaalde facturen van de verzekeringsinstellingen nog doet oplopen. Terwijl dat saldo op 31 december 1995 immers nog op ongeveer 42,9 miljard BEF werd geraamde, is het sterk gestegen en bereikte het op 31 december 1996 een totaal bedrag van 69,6 miljard BEF (waarvan 61,5 miljard BEF ten voordele van de verzorgingsinstellingen). De stijging van dat saldo wordt veroorzaakt door :

- de sterke aangroei van de uitgaven inzake gezondheidsprestaties. Volgens de meest recente ramingen lagen deze ongeveer 25 miljard BEF hoger dan de globale begrotingsdoelstellingen. Die bijkomende uitgaven kunnen niet louter met de door de verzekeringsinstellingen geïnde middelen worden gefinancierd (129) ;
- de ontoereikende begrotingskredieten die voor de tegemoetkoming in de ligdagprijs op de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn ingeschreven (ongeveer 3,1 miljard BEF) en waarvan hierboven sprake was.

127) "Inzake berekening van de nettofinancieringsbehoefte en van de te leveren budgettaire inspanning heeft het in aanmerking nemen van deze achterstellen in 1997 geen invloed aangezien de uitgaven op dat niveau in de nationale rekeningen worden geboekt op grond van vastgestelde rechten en niet op grond van werkelijke betalingen" (Vraag nr. 23 van de heer ANCIAUX van 14 februari 1997, gepubliceerd in de Vragen en Antwoorden van de Senaat van 25 februari 1997, blz. 1918).

128) Indien de Staat de verschuldigde sommen inderdaad zou hebben vereffend, zouden die betalingen het netto te financieren saldo voor hetzelfde bedrag hebben laten toenemen, en hadden voor datzelfde bedrag leningen moeten worden aangegaan.

129) Er is echter bepaald dat ten laste van het RIZIV en de RSZ leningen voor een totaal bedrag van 20 miljard BEF zouden worden aangegaan om die bijkomende uitgaven gedeeltelijk te kunnen financieren.

SECTIE 31 - MIDDENSTAND EN LANDBOUW

1. Programma 31.52.2 - “Acties van het Landbouwfonds”

De stijging van de saldi van dit fonds per 31 december 1996 is voornamelijk het gevolg van het niet realiseren van de geraamde uitgaven met betrekking tot de inkomenssteun in de landbouw en de bedrijfsleidingsadviezen.

Organiek fonds 31-3 : “Landbouwfonds”

(in miljoen BEF)

Fonds 31-3	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	162,9	162,9	162,9	162,9
Ontvangsten	687,1	669,8	687,1	669,8
Beschikbaar	850,0	832,7	850,0	832,7
Uitgaven	752,7	514,6	684,7	514,6
Saldo 31.12.1996.	97,3	318,1	165,3	318,1

Om het inkomensverlies ten gevolge van de monetaire fluctuaties te compenseren in de sectoren ‘rundvleesproductie’ en ‘glasgroenten’, besliste de Ministerraad op 10 november 1995 tot een nationale inkomenssteun in het kader van een verordening van de Raad van de Europese Unie (130) voor een totaal bedrag van 800 miljoen BEF, gespreid over drie jaar. Op de begroting voor 1996 werd voor de ‘rundvleessector’ een krediet van 240 miljoen BEF ingeschreven en voor de sector ‘glasgroenten’ 160 miljoen BEF. Voor dat jaar bedroegen de realisaties slechts 242 miljoen BEF (op vastleggings- en ordonnanceringskredieten). Het voorziene programma werd immers niet goedgekeurd door de Europese Commissie.

Het departement van Landbouw besliste voor de rundvleessector de voorziene hulp van 480 miljoen BEF gespreid over drie jaar, te reserveren voor een bijkomende nationale steun in het kader van de revaluatie van de groene koers (131). Dit programma werd op 10 juli 1996 aanvaard door de

130) Verordening (EG) Nr. 2611/95 van de Raad van 25 oktober 1995 inzake de mogelijkheid tot toekenning van nationale compenserende steun voor inkomensverliezen in de landbouw als gevolg van monetaire schommelingen in andere Lid-Staten.

131) Verordening (EG) Nr. 1527/95 van de Raad van 29 juni 1995 tot vaststelling van de compenserende steun in verband met de verlaging van de landbouwomrekeningskoersen voor bepaalde valuta’s.

Europese Commissie en naar de Belgische wetgeving vertaald via een koninklijk besluit (132). Daarna werd de voor 1996 voorziene steun effectief vereffend.

Voor de sector ‘glasgroenten’ werd voor 1996 een nieuw programma bij de Europese Commissie ingediend voor directe steunverlening ten belope van 160 miljoen BEF (133). Dit programma werd echter door de Commissie pas goedgekeurd op 12 november 1996 en naar de Belgische wetgeving vertaald via een ministerieel besluit (134). De geplande uitgaven konden in dat jaar dan ook niet meer worden gerealiseerd. Voor de volgende jaren zal de steunverlening aan deze sector op een indirecte wijze verlopen via de subsidiëring van erkende tuinbouwverenigingen. De globale enveloppe van 320 miljoen BEF blijft echter behouden.

Van de voorziene 130 miljoen BEF voor begeleidende maatregelen met betrekking tot de invoering van een boekhouding en tot oprichting van samenwerkingsverbanden, diensten en voorzieningen die voor verscheidene bedrijven zijn bestemd werd er slechts 75,5 miljoen BEF gerealiseerd. Met betrekking tot de toelagen voor bedrijfsadviezen is er immers een achterstand van één jaar (5400 adviezen), veroorzaakt door het laattijdig van kracht worden van de vereiste uitvoeringsbesluiten. Het oorspronkelijke besluit (135) was slechts van toepassing voor de begrotingsjaren 1989 tot en met 1993. Het nieuwe besluit (136) dat van toepassing is vanaf het begrotingsjaar 1994 werd echter pas op 5 september 1996 getroffen.

2. Programma 31.52.3 - “Structuurbeleid en Zeevisserij”

Met de toegekende kredieten kon slechts een gedeelte van de nationale rentetoelagen, toegekend in het kader van de steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw worden uitbetaald.

132) Koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot vaststelling van de compenserende steun in verband met de verlaging van bepaalde landbouwomrekeningskoersen.

133) In toepassing van artikel 92 van het EEG-Verdrag.

134) Ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende modaliteiten voor de aanvraag en de toekenning van nationale steun aan de producenten van groenten onder glas of witloof.

135) Koninklijk besluit van 26 februari 1991 betreffende de toekenning van toelagen aan land- en tuinbouwbedrijfshoofden die beroep doen op een bedrijfsleidingsdienst.

136) Ministerieel besluit van 5 september 1996 betreffende de toekenning van toelagen aan land- en tuinbouwbedrijfshoofden die beroep doen op een bedrijfsleidingsdienst. Dit ministerieel besluit werd getroffen op basis van het koninklijk besluit van 21 maart 1986 betreffende de toekenning van toelagen om het houden van land- en tuinbouwbedrijfseconomische boekhoudingen aan te moedigen en de ontwikkeling van bedrijfsleidingsgroepen te bevorderen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 september 1996.

Het Ministerie van Landbouw werd in het begrotingsjaar 1996 tevens geconfronteerd met een sterke toename van het beroep op de waarborg van het Landbouwinvesteringsfonds (LIF). Met de voorziene kredieten is het departement er niet in geslaagd een structurele ingreep op het kostenniveau te verwijzenlijken.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
ngk	463,6	458,3	318,4	69 %
ok	2.749,0		2.749,0	100 %

Van de voor het derde trimester 1996 verschuldigde rentetoelagen in het kader van de steun aan de investeringen en aan de installatie (oude reglementering) (137) ten belope van 280,4 miljoen BEF, diende het departement de betaling van 144 miljoen BEF over te dragen naar het begrotingsjaar 1997 (en aan te rekenen op gesplitste kredieten voor het begrotingsjaar 1997).

Het departement van Landbouw werd in 1996 tevens geconfronteerd met een sterke toename van het beroep op de waarborg van het LIF. Naast de forse toename van het aantal faillissementen in de land- en tuinbouw, is deze toename ook te verklaren door de mogelijkheid, die vanaf 1996 aan de kredietinstellingen werd geboden, om provisies te vragen. Deze techniek vermindert op termijn de totale interestlast van het LIF, doch veroorzaakt de eerste jaren een forse toename van de uitgaven. Eind december 1996 werd door de Dienst Financiering van het Landbouwbeleid, op basis van de lopende dossiers, het verschuldigde bedrag ten laste van het departement, dan ook geraamd op minstens 1,6 miljard BEF.

3. Programma 31.54.1 - "Controle op de grondstoffen voor de Landbouw en Fonds voor de Grondstoffen"

De nieuwe ingevoerde retributies, konden niet worden geïnd door het ontbreken van de noodzakelijke uitvoeringsbesluiten.

137) Basisallocatie 52.30.31.20.

Organiek fonds 31-2 : "Fonds voor de Grondstoffen".

(in miljoen BEF)

Fonds 31-2	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	19,1	19,2	19,1	19,2
Ontvangsten	63,0	81,6	63,0	81,6
Beschikbaar	82,1	100,8	82,1	100,8
Uitgaven	68,8	68,8	68,8	58,8
Saldo 31.12.1996	13,3	32,0	13,3	42,0

Voor het begrotingsjaar 1996 werden er twee nieuwe retributies voorzien. Enerzijds, retributies in verband met de meststoffen en veevoeders en, anderzijds, vergoedingen in verband met de interventies in de sector groenten en fruit en de denaturatie of inmenging van melkpoeder. Deze retributies konden echter nog niet worden geïnd bij gebrek aan de vereiste uitvoeringsbesluiten. Het tekort aan ontvangsten kon echter worden gecompenseerd door de opbrengsten van de Rijksontledingslaboratoria, voornamelijk gerealiseerd in het kader van de hormonenbestrijding.

4. Programma 31.54.2 - "Acties van het Fonds voor de Produktie en de Bescherming van Planten en Plantaardige Produkten"

De nieuwe ontvangsten konden niet worden geïnd door het ontbreken van de noodzakelijke uitvoeringsbesluiten.

Organiek fonds 31-4 : "Fonds voor de Produktie en de Bescherming van Planten en Plantaardige Produkten"

(in miljoen BEF)

Fonds 31-4	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	55,9	55,8	55,9	55,8
Ontvangsten	71,0	83,6	71,0	83,6
Beschikbaar	126,9	139,4	126,9	139,4
Uitgaven	90,5	51,9	90,5	50,8
Saldo 31.12.1996	36,4	87,5	36,4	88,6

De tarieven voor de vergoeding voor de aflevering van fytosanitaire certificaten dateren nog van de jaren vijftig. Zij werden herzien door de Raad van het Fonds. Deze nieuwe tarieven zouden moeten leiden tot een forse verhoging van de vergoedingen en de eerste ontvangsten werden verwacht in de loop van het tweede semester 1996. Deze inkomsten konden niet worden gerealiseerd. De nodige uitvoeringsbesluiten zijn immers tot dusver nog niet getroffen.

Tevens werden nieuwe ontvangsten voorzien met betrekking tot de verplichte bijdragen voor de fytosanitaire erkenning van de bedrijven en voor bijkomende controleprestaties. Deze ontvangsten konden echter niet worden gerealiseerd bij gebrek aan de vereiste uitvoeringsbesluiten.

5. Programma 31.55.2 - “Acties van het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren”

In 1996 prefincierde het Belgisch Interventie en Restitutiebureau (BIRB) voor een totaal bedrag van meer dan 139 miljoen BEF aan vergoedingen en betaalde het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren een totaal bedrag van meer dan 153 miljoen BEF aan het BIRB terug. Het saldo van het rollend fonds bij het BIRB bedroeg op 31 december 1996 dan ook 14 miljoen BEF.

Het BIRB zal de bijkomende uitgaven zonder interest prefincieren in geval de reserves van het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren niet meer zouden volstaan. Het aanleggen van een rollend fonds bij het BIRB werd niet meer weerhouden.

Organiek fonds 31-1 : “Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren”

(in miljoen BEF)

Fonds 31-1	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo op 1.1.1996	1.016,3	971,2	1.065,7	1.020,1
Ontvangsten	1.336,0	1.111,0	1.336,0	1.111,1
Beschikbaar	2.352,3	2.082,2	2.401,7	2.131,2
Uitgaven	752,7	634,0	802,4	655,3
Saldo 31.12.1996	1.599,6	1.448,2	1.599,3	1.475,9

Het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren telt vier deelsectoren, met name de sectoren “runderen”, “varkens”, “pluimvee” en “melk en melkproducten”. De gerealiseerde ont-

vangsten worden exclusief toegewezen aan deze sectoren, die volledig gescheiden worden beheerd. Deze ontvangsten worden hoofdzakelijk gevormd door de verplichte bijdragen van de betrokken deelsectoren en door deelneming van de Europese Unie aan de dierenziekteprogramma's. Tot dusver is de sector "pluimvee" nog steeds niet operationeel door het ontbreken van de vereiste uitvoeringsbesluiten.

In de "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de Staatsbegroting voor de begrotingsjaren 1994 en 1995" (138) werd er reeds op gewezen dat de inning van de verplichte bijdragen ten laste van de rundvee- en varkenssector bij de slachthuizen en uitvoerders niet efficiënt verliep. In april 1997 bedroegen de openstaande saldi nog steeds 1.344,3 miljoen BEF voor de periode 1991-1996. Voor de periode 1989-1990 kan het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren geen betrouwbare cijfers geven zodat de kans op een gehele of gedeeltelijke recuperatie van deze sommen in de huidige situatie uiterst klein blijft en dit bij gebrek aan een deugdelijke comptabilisering.

Met betrekking tot de sector 'runderen' van het Fonds werd in de begroting 1996 een krediet van 14 miljoen BEF ingeschreven voor de toekenning van voorschotten aan een betalingsinstelling (139). Het was oorspronkelijk de bedoeling met dit krediet en met behulp van de reserves van de rundvee-sector een rollend fonds ter beschikking te stellen van het BIRB, teneinde deze instelling in staat te stellen op een vlugge manier de afslachtingsvergoedingen uit te betalen voor rekening van het Fonds. In 1996 prefincierde het BIRB voor een totaal bedrag van 139.010.393 BEF aan vergoedingen en betaalde het Fonds een totaal bedrag van 153.010.839 BEF aan het BIRB terug. Het saldo van het rollend fonds bij het BIRB bedroeg op 31 december 1996 dan ook 14.000.446 BEF.

In de algemene beleidslijnen voor de begroting 1996 werd de oprichting van voornoemd rollend fonds supplementair verantwoord door te stellen dat een deel van de reserves van het Fonds ter beschikking zouden worden gesteld van de sectoren in afwachting van een definitieve beslissing op basis van een memorandum dat terzake door het Ministerie van Middenstand en Landbouw zal worden opgesteld. Het Rekenhof formuleerde hierop reeds zijn kritiek naar aanleiding van zijn verslag over het ontwerp van Staatsbegroting voor het begrotingsjaar 1996 (140).

De Ministerraad van 12 december 1996 besliste dat het Fonds een reserve zal aanleggen waarbij de plafonds voor de rundvee-, varkens- en zuivelprodukten respectievelijk worden vastgesteld op 784, 1.000 en 133 miljoen BEF. Voor de pluimveesector zal het plafond worden vastgesteld na de

138) Parl. St., Kamer, - 161/1 - 1995 (B.Z.), blz. 280 en volgende ; Parl. St., Kamer, - 596/1 - 95/96, blz. 105 en volgende.

139) BA 55.20.81.30 - "Toekenning van voorschotten aan een betalingsinstelling"

140) Parl. St., Kamer, - 194/3-95/96, blz. 77 en 78.

onderhandelingen met de Raad van het Fonds. De reserves leveren geen interest op ten gunste van de betrokken sectoren. Het BIRB zal de bijkomende uitgaven zonder interest prefinancieren in geval de reserves van het Fonds zouden zijn uitgeput. Het aanleggen van een rollend fonds bij het BIRB werd dus blijkbaar niet meer weerhouden.

SECTIE 32 - ECONOMISCHE ZAKEN

1. Programma 32.64.1 - "Informatieverwerking"

Uit de zwakke ontvangsten van de organieke fondsen op dat programma blijkt dat de financiële perspectieven op middellange termijn moeilijk houdbaar zullen zijn.

Organiek fonds 32-1 : "Speciaal fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking"

(in miljoen BEF)

Fonds 32-1	Vastlegging		Ordonnancering	
	Begroting	Realisatie	Begroting	Realisatie
Saldo per 1.1.1996	45,3	45,3	70,1	70,1
Ontvangsten	26,0	12,8	26,0	12,8
Beschikbaar	71,3	58,1	96,1	82,9
Uitgaven	32,7	13,8	32,7	22,0
Saldo per 31.12.1996	38,6	44,3	63,4	60,9

Het organiek fonds 32-1 is bestemd om de werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking (CIV) te dekken die verband houden met het verstrekken van diensten inzake elektronische gegevensverspreiding aan de openbare en privé-sector in het raam van de systemen Belindis en Belgostat en met de promotie hiervan.

Hoewel de aan dat fonds toegekende ontvangsten nog op 26 miljoen BEF werden geraamd naar aanleiding van de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting, bedroegen ze nauwelijks 12,8 miljoen BEF. Door de regelmatige daling van die ontvangsten ten belope van 58 % in de loop van de laatste drie jaren dient men zich toch vragen te stellen omtrent de leefbaarheid van dat fonds op middellange termijn, ondanks het feit dat er nog een belangrijk saldo overblijft.

De middelen van dat fonds bestaan immers grotendeels uit de bijdragen van de overheidsadministraties in ruil voor de verstrekte diensten. Er kan een verslechtering van de vastgestelde tendens worden gevreesd aangezien het fonds recent twee van zijn belangrijkste "klanten", met name het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, en de Rijkswacht heeft verloren.

Daar de huidige gebruikers van Belindis in de nabije toekomst waarschijnlijk meer gebruik gaan maken van een directe toegang tot Internet, zal het bovendien voor het fonds misschien nog moei-

lijker worden de kosten voor de abonnementen op verschillende gegevensbanken, die zijn voor- naamste werkingsuitgaven vormen, te dekken.

2. Programma 32.70.1 - "R. & D. op nationaal vlak"

Het lage percentage ordonnanceringen van het gesplitste krediet bestemd om de betaling van de toelagen aan de Collectieve Centra te verzekeren is het resultaat van de vertraging bij de uitvoering van de nodige vastleggingen.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad
Subsidie aan de Collectieve Centra (BA 70.10.31.27)				
- lopend jaar (vk)	270,9	261,1	-	96 %
(ok)	270,9	-	119,2	44 %
- regularisatie en-cours IWONL op 01/01/1996 (141)	158,5	158,5	-	100 %

Tot het jaar 1995 werd de subsidiëring van de Collectieve Centra verzekerd door het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (IWONL). Naar aanleiding van de ontbinding daarvan moesten de toelagen voor het eerst in 1996 rechtstreeks door het departement worden betaald.

Het koninklijk besluit dat de regularisatie, ten laste van de algemene uitgavenbegroting van 1996, van het encours van de door het IWONL in 1994 en 1995 aangegane verbintenissen moest mogelijk maken, met name respectievelijk 9,4 en 146,8 miljoen BEF (142), werd uiteindelijk op 26 september 1996 genomen zodat de stortingen slechts met vertraging op het einde van het begrotingsjaar konden worden uitgevoerd.

Het schema voor de financiering van de nieuwe toelagen werd op 20 december 1996 door de Ministerie van Financiën goedgekeurd, maar zowel het koninklijk besluit tot toegevoeging van die toelagen als het akte van uitvoering werden pas op 27 februari 1997 uitgevaardigd.

141) Cf. artikel 2.32.4 van de algemene uitgavenbegroting voor 1996.

142) Aangezien dat laatste bedrag te laag werd geschat, zal echter een nieuw koninklijk besluit moeten worden genomen - thans in voorbereiding - dat het mogelijk maakt bij wijze van regularisatie 15,9 miljoen BEF extra vast te leggen ten laste van de algemene uitgavenbegroting voor 1997. Op dat bedrag werd echter reeds in 1996 een vastlegging uitgevoerd ten belope van 2,4 miljoen BEF.

koord dat met de centra moet worden gesloten om de wijze van betaling ervan te bepalen, moeten nog worden genomen. Er kon bijgevolg geen enkele ordonnancering worden uitgevoerd op de 121,5 miljoen BEF die hadden kunnen betaald zijn indien de toekenningsprocedure haar normaal verloop zou hebben gevuld.

Het Rekenhof vestigt de aandacht op de aanzienlijke moeilijkheden die die herhaalde vertragingen kunnen teweegbrengen voor de verwezenlijking van de wetenschappelijke onderzoeksprogramma's van de Collectieve Centra en duidt aan dat het geringe bedrag aan uitgevoerde ordonnanceringen het totale bedrag van het encours van de vastleggingen op 1 januari 1997 op 300,4 miljoen BEF brengt.

SECTIE 33 - VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

1. Programma 33.41.5 - “Overheidsbedrijven”

Naar aanleiding van het onderzoek van de begrotingsontwerpen van de Staat voor 1996 had het Rekenhof erop gewezen (143) dat het krediet voor de vergoeding van De Post voor het uitoefenen van zijn taken van openbare dienst, de "financiële post" (144), met 2 miljard BEF was verminderd ten opzichte van het bedrag van 10 miljard BEF dat was opgenomen in het eerste beheerscontract dat tussen de Staat en het overheidsbedrijf werd gesloten. Die vermindering moest worden gecompenseerd door voor een overeenkomstig bedrag in het kapitaal (145) van De Post te participeren.

De Federale Participatiemaatschappij werd bij koninklijk besluit van 23 december 1996, via een gedelegeerde opdracht, belast met het verwezenlijken van die operatie. Die beslissing werd echter pas uitvoerbaar op 5 maart 1997, de datum van publicatie van dat besluit in het Belgisch Staatsblad.

Naast het feit dat de beoogde inbreng bijgevolg pas lang na het einde van het begrotingsjaar waarop het verminderd krediet betrekking had, werd uitgevoerd herinnert het Rekenhof eraan dat die verrichting, waardoor de aard van die uitgave werd gewijzigd, geleid heeft tot een vermindering van de begrotingsuitgaven van de Staat en tot een verbetering van zijn nettofinancieringsbehoefte.

2. Programma 33.56.2 - “Werken met federale financiering”

Uit de lage benuttingsgraad van de gesplitste kredieten blijkt dat sommige werken vertraging hebben opgelopen.

143) Parl. St., Kamer, - 194/3 - 95/96, blz. 110.

144) Basisallocatie 41.51.31.01.

145) Cf. *Verantwoording van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996*. Parl. St., Kamer, - 131/16 - 95/96, blz. 977.

(in miljoen BEF)

	Toegestaan krediet (146)	Benutting vastleggingen	Benutting ordonnanceringen	Benuttingsgraad
BA 56.21.63.15 (vk)	30,0	14,0	-	47 %
(ok)	30,0	-	24,6	82 %
BA 56.21.73.01 (vk)	11,5	11,3	-	99 %
(ok)	112,0	-	108,1	97 %
BA 56.21.73.02 (vk)	28,5	0,0	-	0 %
(ok)	30,0	-	14,4	48 %
BA 56.21.73.03 (vk)	2.434,5	1.578,5	-	65 %
(ok)	1.701,2	-	1.214,3	71 %
BA 56.21.73.04 (vk)	0,0	0,0	-	-
(ok)	75,0	-	51,9	69 %
Totaal (vk)	2.504,5	1.603,8	-	64 %
(ok)	1.948,2	-	1.413,3	73 %

Van de vastleggingskredieten, bestemd voor de verwezenlijking van de werken met federale financiering, is een bedrag van 900,7 miljoen BEF, zijnde 36 %, geannuleerd. Meer dan één vierde (met name 534,9 miljoen BEF) van de voor ordonnancering goedgekeurde kredieten zijn ook niet aangewend.

Er werd in het bijzonder geen enkele vastlegging uitgevoerd ten laste van het krediet op basisallocatie 56.21.73.02 in verband met de spoorwegverbinding Leopoldswijk - Schuman - Josaphat. Het ordonnancingskrediet werd van zijn kant slechts voor 48 % aangewend. Die onderbenutting is veroorzaakt door de laattijdige ontvangst van de impactstudie, voorafgaand aan de aanvraag van de stedebouwkundige en leefmilieuvergunning, en door de termijn die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nodig had om het bestek uit te werken.

Van belangrijke vertragingen getuigt ook de lage vastleggingsgraad op het krediet bestemd voor de infrastructuurwerken die in het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn gepland om de rol van Brussel als nationale en Europese hoofdstad te promoten (basisallocatie 56.21.73.03). Het globaal budget van het plan werd immers pas op 25 april 1996 goedgekeurd in de vergadering van het begeleidingscomité. Het Gewest heeft dat programma daarenboven pas op 6 juni 1996 goedgekeurd. De termijnen voor het bekomen van de nodige toelatingen (147) vormden ook een remmende factor voor een vlotte afhandeling van de dossiers.

146) Na herverdeling onder de basisallocaties

147) Gemiddeld genomen worden de in het samenwerkingsakkoord bepaalde maximumtermijnen ruimschoots overschreden : de gemiddelde totale vertraging van een dossier om een vereiste vergunning te bekomen beloopt 215 dagen.

Wegens dergelijke tegenslagen diende op het einde van 1994 reeds een schijf van 808 miljoen BEF te worden overgedragen, en een schijf van 610 miljoen BEF het jaar nadien. Het tweede aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord dat op 21 maart 1997 door de Ministerraad werd goedgekeurd en dat 2 miljard BEF voor vastleggingen waarborgt voor de verwezenlijking van een nieuw investeringsprogramma zou ertoe moeten leiden dat de in 1996 niet-gerealiseerde vastleggingen op de begroting van het jaar 1997 worden ingeschreven.

Er dient tot slot op gewezen te worden dat wegens de vertragingen bij de uitvoering van het programma inzake wegenwerken ten behoeve van de Raad van de Europese Gemeenschap via herverdelingen bijkomende middelen dienden te worden toegekend van respectievelijk 11,5 en 112 miljoen BEF voor de vastleggingen en de ordonnanceringen op basisallocatie 56.21.73.01 (148).

148) In de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting werd immers aangegeven dat, aangezien de werken waren beëindigd, enkel moest worden voorzien in de ordonnanceringskredieten nodig voor de contractuele betaling van studies, met name 10 miljoen BEF (Parl. St., Kamer, - 131/16 - 95/96, blz. 1013).

D E E L I I I - B I J L A G E N

**Uitgaven per sectie, per afdeling en
per programma**

DE TABEL VAN DE UITGAVEN

De cijfergegevens vervat in deze tabel zijn voorgesteld **per programma**, overeenkomstig de wettelijke structuur van de algemene uitgavenbegroting. Zij hebben betrekking op de toegestane kredieten voor 1996 (cfr. hoofdstuk III van deel I) en hun benutting, zowel wat de vastlegging als de ordonnancering betreft, zoals blijkt uit de aanrekeningen in de schrifturen van het Rekenhof.

Voor enkele bijzondere categorieën van uitgaven werden de volgende regels toegepast :

- **vaste uitgaven** : alle uitgegeven ordonnanties tijdens het jaar werden in aanmerking genomen ;
- **kredietopeningen** : alle ordonnanties van beschikking op kredietopening gedurende het begrotingsjaar werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie ;
- **de betalingen in het buitenland** : de definitief aangerekende ordonnanties werden in aanmerking genomen en indien deze ontbreken, de voorlopige aangerekende ordonnanties ;
- **uitgaven verricht door de rekenplichtigen op hun kas** : al de ordonnanties betreffende reële kasuitgaven werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie;
- **organieke fondsen** : de gegevens betreffende de saldi per 1 januari 1996 werden verstrekt door de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven ; de ontvangstgegevens zijn afkomstig van de Thesaurie en de uitgavengegevens (vastleggingen, verminderingen vastleggingsvisa en ordonnanceringen) van de databank van het Rekenhof. Als het geval zich voordeut, worden de vastleggingsannulaties afgetrokken van de reeds genomen vastleggingen ;

De kolom 5 van de tabel geeft de **benuttingsgraad** van de kredieten in de ordonnanceringsopstiek. Een benuttingsgraad van meer dan 100 % duidt op een overschrijding van het krediet. In dat geval is het percentage aangeduid met een asterix (*). Een benuttingsgraad van 0 %, aangeduid met een asterix (*), betekent dat de uitgaven werden aangerekend ten laste van een programma waarvoor geen enkel krediet was toegekend.

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinancering (5)
SECTIE 01 - MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE DOTATIEN				
AFDELING 31 - DOTATIES AAN DE KONINKLIJKE FAMILIE				
/ 01.31.1 - Civiele lijst	ngk 253,9	256,0	256,0	101 *
01.31.2 - Dotatie aan de Koninklijke Familie	ngk 14,8	14,7	14,7	99
01.31.4 - Dotatie aan Prins Filip	ngk 13,9	14,2	14,2	102 *
01.31.5 - Dotatie aan Koningin Fabiola	ngk 46,9	47,2	47,2	101 *
Totaal voor afdeling 31 :	ngk 329,5	332,1	332,1	101 *
AFDELING 32 - DOTATIES AAN DE NATIONALE WETGEVENDE VERGADERINGEN				
01.32.1 - Senaat	ngk 1.760,5	1.760,5	1.760,5	100
01.32.2 - Kamer van Volksvertegenwoordigers	ngk 2.778,0	2.778,0	2.778,0	100
01.32.3 - Terugbetalingen aan de Senaat in het kader van het artikel 50 van de ge- coördineerde Grondwet	ngk 44,2	57,4	57,4	130 *
01.32.4 - Contract met de burger : bestuurlijke vernieuwing (parlementaire ombudsman)	ngk 30,0	0,0	0,0	0
01.32.5 - Dotatie voor de Belgische Leden van het Europees Parlement	ngk 130,6	130,6	130,6	100
01.32.6 - Dotatie aan de politieke partijen - Senaat	ngk 314,0	300,8	300,8	96
01.32.7 - Dotatie aan de politieke partijen - Kamer van Volksvertegenwoordigers	ngk 313,0	313,0	313,0	100
Totaal voor afdeling 32 :	ngk 5.370,3	5.340,3	5.340,3	99
AFDELING 33 - ANDERE DOTATIES				
01.33.1 - Arbitragehof	ngk 168,0	168,0	168,0	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
01.33.2 - Dotatie aan de Duitstalige Gemeenschap	ngk	3.171,3	3.171,3	3.171,3
01.33.3 - Dotatie aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	ngk	1.084,6	1.084,6	1.084,6
01.33.4 - Rekenhof	ngk	1.371,4	1.371,4	1.371,4
01.33.7 - Vast Comité van toezicht op de po- litiediensten (wet van 18 juli 1991)	ngk	107,0	106,6	106,6
01.33.8 - Vast Comité van toezicht op de in- lichtingendiensten (wet van 18 juli 1991)	ngk	77,2	72,7	72,7
Totaal voor afdeling 33 :	ngk	5.979,5	5.974,6	5.974,6
TOTAAL 01 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE DOTATIEN	ngk	11.679,3	11.647,0	11.647,0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 11 - DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

AFDELING 01 - KABINET VAN DE EERSTE MINISTER

11.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	115,7	111,7	94,0	81
	vjr	4,2	4,2	4,2	100
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	115,7	111,7	94,0	81
	vjr	4,2	4,2	4,2	100

AFDELING 02 - KABINET VAN DE MINISTER VAN WETENSCHAPSBELEID

11.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	78,5	78,1	63,5	81
	vjr	0,5	0,5	0,4	80
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	78,5	78,1	63,5	81
	vjr	0,5	0,5	0,4	80

AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, TOEGEVOEGD AAN DE EERSTE MINISTER (nieuw)

11.11.0 - Werking van het Kabinet	ngk	67,6	65,8	58,8	87
	vjr	0,3	0,2	0,2	67
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	67,6	65,8	58,8	87
	vjr	0,3	0,2	0,2	67

AFDELING 40 - DE KANCELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

11.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	142,2	141,0	135,9	96
11.40.1 - Bistel	ngk	91,9	90,0	77,6	84
	vk	86,5	83,0		
	ok	28,1		9,8	35
11.40.2 - BELGA	ngk	47,3	47,3	23,7	50
11.40.3 - Sociale tussenkomsten	ngk	78,1	78,1	78,1	100
11.40.4 - Voorlichting	ngk	133,4	130,5	84,1	63

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
11.40.5 - Regeringsactiviteiten (nieuw programma)	ngk	8,8	8,3	7,6
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	501,7	495,2	407,0
	vk	86,5	83,0	
	ok	28,1		9,8
				35
AFDELING 52 - VAST WERVINGSSECRETARIAAT				
11.52.0 - Bestaanmiddelen	ngk	0,0	0,1	0,1
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	0,0	0,1	0,1
AFDELING 54 - VASTE NATIONALE CULTUURPACTCOMMISSIE				
11.54.0 - Bestaanmiddelen	ngk	30,5	30,3	29,8
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	30,5	30,3	29,8
AFDELING 56 - CENTRUM VOOR GELIJKHEID VAN KANSEN EN RACISMEBESTRIJDING				
11.56.1 - Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding (art.10 van het K.B. van 28.02.1993).	ngk	77,7	77,7	58,3
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	77,7	77,7	58,3
AFDELING 60 - FEDERALE DIENSTEN VOOR WETENSCHAPPELIJKE, TECHNISCHE EN CULTURELE AANGELEGENHEDEN - DEEL WETENSCHAPSBELEID				
11.60.0 - Bestaanmiddelen	ngk	527,6	504,5	479,6
				91

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinanciering (5)
11.60.1 - Onderzoek-ontwikkeling op nationaal vlak	ngk 188,7 vk 6.144,4 ok 2.522,6	146,0 5.787,0	119,7 2.438,2	63 97
FONDS : WEDERBELEGGINGSFONDS VAN TERUG-BETALINGEN VAN TERUGVORDERBARE VOORSCHOT-TEN, VAN VERGOEDINGEN, EN VAN RETRIBUTIES VOOR WERKEN VOOR REKENING VAN DERDEN				
I Fonds 11-1	I Vastlegging I begroting I realisatie I saldo op 1.1.1996 I 813,0 I 813,0 I 844,7 I 854,5 I I ontvangsten I 97,0 I 53,3 I 97,0 I 53,3 I I beschikbaar I 910,0 I 866,3 I 941,7 I 907,8 I I uitgaven I 36,0 I 19,3 I 37,2 I 15,4 I I saldo op 31.12.1996 I 874,0 I 847,0 I 904,5 I 892,4 I	I Ordonnancering I begroting I realisatie I saldo op 1.1.1996 I 813,0 I 813,0 I 844,7 I 854,5 I I ontvangsten I 97,0 I 53,3 I 97,0 I 53,3 I I beschikbaar I 910,0 I 866,3 I 941,7 I 907,8 I I uitgaven I 36,0 I 19,3 I 37,2 I 15,4 I I saldo op 31.12.1996 I 874,0 I 847,0 I 904,5 I 892,4 I	I	I
11.60.2 - Onderzoek-ontwikkeling op internationaal vlak	ngk 6.323,4 vk 2.022,6 ok 613,3	6.313,5 1.925,1	6.288,3 558,1	99 91
11.60.3 - Federale wetenschappelijke instellingen daarmee gelijkgestelde inrichtingen	ngk 2.762,3 vjr 1,9	2.681,1 0,0	2.582,9 0,0	94 0
11.60.4 - Onderwijs - Vorming - Educatieve activiteiten	ngk 109,7 vjr 2,0	109,6 2,0	98,3 2,0	90 100
Totaal voor afdeling 60 :	ngk 9.911,7 vjr 3,9 vk 8.167,0 ok 3.135,9 fov 36,0 fon 37,2	9.754,7 2,0 7.712,1 19,3	9.568,8 2,0 2.996,3 15,4	97 51 96 41
AFDELING 61 - FEDERALE DIENSTEN VOOR WETENSCHAPPELIJKE, TECHNISCHE EN CULTURELE AANGELEGHENHEDEN - DEEL ONDERWIJS EN CULTUUR				
11.61.1 - Gemeenschappelijke culturele activiteiten	ngk 163,9	162,4	136,0	83
11.61.2 - Externe relaties	ngk 143,1	143,0	140,9	98
11.61.3 - Nationale culturele instellingen	ngk 1.410,4	1.402,1	1.398,9	99

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
11.61.4 - Onderwijs - vorming (niet wetenschaps-beleid) en schoolinvesteringen	ngk 3.193,4 vjr 0,2 vk 4,0 ok 4,0	3.190,8 0,2 1,6	3.190,8 0,2 1,6	100 100 40
11.61.5 - Lasten van het verleden Onderwijs - Education nationale	ngk 160,2	155,9	58,5	37
11.61.6 - Dotaties aan de Vlaamse en Franse Gemeenschap	ngk 1.761,1	1.761,1	1.761,1	100
Totaal voor afdeling 61 :	ngk 6.832,1 vjr 0,2 vk 4,0 ok 4,0	6.815,3 0,2 1,6	6.686,2 0,2 1,6	98 100 40
TOTAAL 11 DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER	ngk 17.615,5 vjr 9,1 vk 8.257,5 ok 3.168,0 fov 36,0 fon 37,2	17.428,9 7,1 7.796,7 3.007,7 19,3 15,4	16.966,5 7,0 3.007,7 15,4	96 77 95 41

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
		(2)			

SECTIE 12 - MINISTERIE VAN JUSTITIE

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

12.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	63,3	63,0	57,9	91
	vjr	7,4	7,4	0,8	11
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	63,3	63,0	57,9	91
	vjr	7,4	7,4	0,8	11

AFDELING 40 - HOOFDBESTUUR

12.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.536,6	1.477,1	1.208,5	79
	vjr	63,4	63,4	41,4	65

FONDS : SPECIAAL FONDS BESTEMD TER VERGOEDING
VAN DE SLACHTOFFERS VAN OPZETTELijke GEWEELDDADEN
(art. 28 tot 41 wet 1.8.1985) (oud 66.01 C)

I		I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 12-1	I	+-----+	I	+-----+	I
I		I	begroting	I	realisatie	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I	saldo op 1.1.1996	I	351,8 I	I	351,9 I	I
I	ontvangsten	I	250,0 I	I	227,5 I	I
I	beschikbaar	I	601,8 I	I	579,3 I	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I	uitgaven	I	76,0 I	I	59,0 I	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I	saldo op 31.12.1996	I	525,8 I	I	520,3 I	I
I		I	+-----+	I	+-----+	I
I		I	525,9 I	I	532,2 I	I

12.40.1 - Vertegenwoordiging van het departement	ngk	11,9	7,6	5,9	50
--	-----	------	-----	-----	----

12.40.3 - Studies en documentatie	ngk	16,8	16,8	2,1	13
	vjr	0,2	0,2	0,2	100

12.40.4 - Internationale samenwerking	ngk	4,1	2,4	2,4	59
---------------------------------------	-----	-----	-----	-----	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	(in miljoen BEF)	
				Benuttingsgraad ordonnancering (5)	
12.40.5 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	15,0	14,3	0,0	0
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	1.584,4	1.518,2	1.218,9	77
	vjr	63,6	63,6	41,6	65
	fov	76,0	59,0		
	fon	76,0		47,2	62
AFDELING 51 - BESTUUR DER STRAFINRICHTINGEN					
12.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	6.565,5	6.357,5	5.953,7	91
	vjr	1,9	1,9	1,4	74
	ok	11,3		0,0	0
12.51.1 - Onderhoud en hulpverlening aan gedetineerden	ngk	1.198,0	1.196,5	899,8	75
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	7.763,5	7.554,0	6.853,5	88
	vjr	1,9	1,9	1,4	74
	ok	11,3		0,0	0
AFDELING 53 - BELGISCH STAATSBALAD					
12.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	507,0	491,8	393,1	78
	vjr	5,7	5,7	3,1	54
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	507,0	491,8	393,1	78
	vjr	5,7	5,7	3,1	54
AFDELING 55 - BESTUUR VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT					
12.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	530,1	489,0	459,8	87
	vjr	2,2	2,2	0,0	0
12.55.1 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	34,4	32,7	32,7	95
12.55.4 - Veiligheid inzake kernenergie	ngk	23,8	20,1	18,9	79
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	588,3	541,8	511,4	87
	vjr	2,2	2,2	0,0	0
AFDELING 56 - GEWONE RECHTSMACHTEN					
12.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	16.608,7	16.396,9	15.372,6	93
	vjr	57,0	57,0	53,6	94
	ok	137,0		136,4	100
12.56.1 - Gerechtelijke bijstand	ngk	445,0	445,0	0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
12.56.2 - Contract met de burger en meerjarenplan	ngk	0,0	0,0	0,0
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	17.053,7	16.841,9	15.372,6
	vjr	57,0	57,0	53,6
	ok	137,0		136,4
AFDELING 57 - MILITAIR GERECHT				
12.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	227,4	195,1	190,5
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	227,4	195,1	190,5
AFDELING 58 - GERECHTELijke POLITIE				
12.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.779,4	2.754,7	2.579,8
	vjr	5,1	5,1	4,9
12.58.1 - Studies en documentatie	ngk	9,7	9,1	5,4
12.58.2 - Internationale samenwerking	ngk	30,2	29,0	25,6
12.58.4 - Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie	ngk	143,0	123,4	91,6
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	2.962,3	2.916,2	2.702,4
	vjr	5,1	5,1	4,9
AFDELING 59 - EREDIENSTEN EN LAICITEIT				
12.59.0 - Hulpverleningen aan de erkende ere- diensten- Bestaansmiddelen	ngk	3.336,2	3.332,2	3.319,0
	vjr	8,9	8,9	0,0
12.59.1 - Laiciteit	ngk	122,4	122,4	110,2
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	3.458,6	3.454,6	3.429,2
	vjr	8,9	8,9	0,0
AFDELING 62 - COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSONONLIEKE LEVENSSFEER				
12.62.0 - Bestaansmiddelen	ngk	37,1	31,2	26,2
Totaal voor afdeling 62 :	ngk	37,1	31,2	26,2
AFDELING 63 - DIENST VOOR STRAFRECHTELIJK BELEID - CONTRACT MET DE BURGER				
12.63.0 - Bestaansmiddelen	ngk	33,0	27,2	22,1
Totaal voor afdeling 63 :	ngk	33,0	27,2	22,1

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	(in miljoen BEF)	
				Benuttingsgraad ordonnancering (5)	
TOTAAL 12 MINISTERIE VAN JUSTITIE					
ngk	34.278,6	33.635,0	30.777,8		90
vjr	151,8	151,8	105,4		69
ok	148,3		136,4		92
fov	76,0	59,0			
fon	76,0		47,2		62

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
		(2)			

SECTIE 13 - MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

13.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	78,7	66,9	62,3	79
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	78,7	66,9	62,3	79

AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER

13.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	49,8	45,1	44,7	90
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	49,8	45,1	44,7	90

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ALGEMENE DIENSTEN

13.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	319,4	309,6	282,4	88
	vjr	0,2	0,2	0,2	100
13.40.1 - Protocol	ngk	11,7	11,3	10,4	89
13.40.3 - Herziening van de gemeentecomptabiliteit	ngk	20,9	18,1	16,6	79
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
13.40.4 - Financiering van de provincies en de gemeenten	ngk	4.048,4	4.048,4	4.047,8	100
	vjr	31,1	30,9	30,9	99
13.40.5 - Vast Secretariaat voor het Preventie-beleid - Contract met de burger	ngk	36,2	35,0	33,5	93
	vjr	0,5	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	4.436,6	4.422,4	4.390,7	99
	vjr	31,9	31,1	31,1	97

AFDELING 51 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE WETGEVING EN VAN DE NATIONALE INSTELLINGEN

13.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	278,6	274,3	263,7	95
13.51.1 - Geschillen	ngk	30,0	30,0	29,2	97
13.51.4 - Militie	vjr	0,1	0,0	0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Vastlegging (3)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
13.51.6 - Gewetensbezoarden	ngk	8,0	0,0	0,0	0
FONDS : FONDS VOOR DE GEWETENSBEZOARDEN					
I	I Vastlegging	I	I Ordonnancering	I	I
I Fonds 13-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 18,3 I	I 18,3 I	I 33,9 I	I 33,9 I	I
I ontvangsten	I 0,0 I	I 0,2 I	I 0,0 I	I 0,2 I	I
I verminderingen vorige jaren	I	I 1,3 I	I	I	I
I beschikbaar	I 18,3 I	I 19,8 I	I 33,9 I	I 34,1 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I uitgaven	I 0,0 I				
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 18,3 I	I 19,8 I	I 33,9 I	I 34,1 I	I
13.51.7 - Militaire begraafplaatsen	ngk	26,1	25,2	12,1	46
13.51.9 - Bevolking en verkiezingen	ngk	251,4	187,8	138,3	55
	vk	3,0	1,6		
	ok	3,0		2,6	87
FONDS : RIJKSREGISTER : BIJZONDER FONDS VOOR HET DEKKEN VAN ALLERHANDE WERKINGSKOSTEN ONTSTAAN BIJ DE UITVOERING VAN PRESTATIES TEN VOORDELE VAN OPENBARE AUTORITEITEN OF OPENBARE OF PRIVE-ORGANISMEN					
I	I Vastlegging	I	I Ordonnancering	I	I
I Fonds 13-2	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 261,3 I	I 261,4 I	I 269,8 I	I 269,8 I	I
I ontvangsten	I 200,0 I	I 219,4 I	I 200,0 I	I 219,4 I	I
I verminderingen vorige jaren	I	I 0,4 I	I	I	I
I beschikbaar	I 461,3 I	I 481,2 I	I 469,8 I	I 489,2 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I uitgaven	I 183,3 I	I 131,1 I	I 183,3 I	I 118,7 I	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 278,0 I	I 350,1 I	I 286,5 I	I 370,5 I	I
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	594,1	517,3	443,3	75
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	vk	3,0	1,6		
	ok	3,0		2,6	87
	fov	183,3	131,1		
	fon	183,3		118,7	65

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinanciering (5)
AFDELING 54 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE CIVIELE BESCHERMING				
13.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	810,7 1,8	740,4 1,8	645,0 1,7
13.54.1 - Algemene Inspectie van de operaties en de opleiding	ngk	44,7	33,9	16,6
13.54.2 - Algemene Inspectie van de uitrusting	ngk vk ok	110,6 397,7 664,3	83,0 370,1	38,2 563,2
FONDS : FONDS VOOR AANSCHAFING VOOR REKENING VAN DE AGGLOMERATIES, DE INTERCOMMUNALES EN DE GEMEENTEN VAN MATERIEEL EN UITRUSTINGSVOORWERPEN BETREFFENDE DE WERKING VAN DE BRANDWEERDIENSTEN EN VOOR BEVEILIGING TEGEN BRAND EN ONTPLOFFING				
I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering
I Fonds 13-3	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 223,8 I	I 340,3 I	I 62,3 I	I 178,8 I
I ontvangst	I 112,0 I	I 155,2 I	I 112,0 I	I 155,2 I
I desaffectatie	I -220,8 I	I -220,8 I	I 0,0 I	I 0,0 I
I verminderingen vorige jaren	I I	I 18,5 I	I I	I I
I beschikbaar	I 115,0 I	I 293,2 I	I 174,3 I	I 334,0 I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I uitgaven	I 115,0 I	I 108,7 I	I 131,9 I	I 42,5 I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 0,0 I	I 184,5 I	I 42,4 I	I 291,5 I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
13.54.3 - Directie van de studies en documentatie	ngk	7,7	5,6	2,4
				31

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)

13.54.4 - Fonds voor de risico's van zware ongevallen

FONDS : FONDS VOOR DE RISICO'S VAN ZWARE ONGEVALLEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 13-6	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I saldo op 1.1.1996	I	126,6 I	126,6 I	332,1 I	332,1 I
I ontvangst	I	143,0 I	140,8 I	143,0 I	140,8 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	77,1 I	I	I
I beschikbaar	I	269,6 I	344,5 I	475,1 I	472,9 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I uitgaven	I	205,5 I	338,8 I	215,5 I	106,2 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I saldo op 31.12.1996	I	64,1 I	5,7 I	259,6 I	366,7 I

13.54.5 - Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen

FONDS : FONDS VOOR DE RISICO'S VAN NUCLEAIRE ONGEVALLEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 13-8	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I saldo op 1.1.1996	I	198,6 I	198,6 I	301,4 I	301,4 I
I ontvangst	I	104,0 I	106,3 I	104,0 I	106,3 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	62,4 I	I	I
I beschikbaar	I	302,6 I	367,3 I	405,4 I	407,7 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I uitgaven	I	138,5 I	175,1 I	124,3 I	28,9 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+					
I saldo op 31.12.1996	I	164,1 I	192,2 I	281,1 I	378,8 I

13.54.6 - Directie van de logistiek

ngk	353,3	352,3	237,7	67
vjr	2,6	2,5	2,5	96

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	1.327,0	1.215,2	939,9	71
	vjr	4,4	4,3	4,2	95
	vk	397,7	370,1		
	ok	664,3		563,2	85
	fov	459,0	622,6		
	fon	471,7		177,6	38

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

AFDELING 55 - TOEZICHT OP DE VREEMDELINGEN

13.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	844,4 13,0	776,8 11,7	729,8 2,9	86 22
13.55.1 - Specifieke centra voor illegalen- Contract met de burger	ngk	517,5	487,2	272,2	53
Totaal voor afdeling 55 :	ngk vjr	1.361,9 13,0	1.264,0 11,7	1.002,0 2,9	74 22

AFDELING 56 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE ALGEMENE
RIJKSPOLITIE

13.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	123,9	119,4	101,9	82
13.56.1 - Algemene administratieve politie - Opleiding, preventie en uitrusting	ngk vjr vk ok	370,4 0,8 214,3 479,8	359,2 0,7 210,0 454,3	76,7 0,7 0,7 95	21 88

Fonds : FONDS VAN DE BEWAKINGSONDERNEMINGEN,
DE BEVEILIGINGSONDERNEMINGEN EN DE INTERNE
BEWAKINGSDIENSTEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	I	+-----+	I	+-----+	I
I	I	begroting	I	realisatie	I
I-----	I-----	+-----+	I-----	+-----+	I-----
I saldo op 1.1.1996	I	35,9 I	35,9 I	37,5 I	37,5 I
I ontvangst	I	28,0 I	27,1 I	28,0 I	27,1 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	0,4 I	I	I
I beschikbaar	I	63,9 I	63,4 I	65,5 I	64,6 I
I-----	I-----	+-----+	I-----	+-----+	I-----
I uitgaven	I	30,0 I	20,2 I	30,0 I	19,8 I
I-----	I-----	+-----+	I-----	+-----+	I-----
I saldo op 31.12.1996	I	33,9 I	43,2 I	35,5 I	44,8 I

13.56.2 - Coordinatie- en crisiscentrum van de Regering	ngk	23,6	21,0	17,0	72
13.56.3 - Contract met de burger	ngk	5,0	4,6	0,6	12

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
13.56.4 - Meerjarenplan van Justitie	ngk ok	125,3 20,0	117,3	105,6 16,9
Totaal voor afdeling 56 :	ngk vjr vk ok fov fon	648,2 0,8 214,3 499,8 30,0 30,0	621,5 0,7 210,0 20,2	301,8 0,7 471,2 19,8
AFDELING 57 - BESTUURSDIRECTIE VAN DE DIENSTEN VAN DE VASTE COMMISSIE VOOR TAALTOEZICHT				47 88 94 66
13.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	46,3	39,6	37,5
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	46,3	39,6	37,5
AFDELING 58 - PROVINCIALE GOUVERNEMENTEN				
13.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	572,5 0,5	553,5 0,5	528,8 0,1
Totaal voor afdeling 58 :	ngk vjr	572,5 0,5	553,5 0,5	528,8 0,1
				92 20 92

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

AFDELING 59 - RAAD VAN STATE

13.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	618,0	612,0	576,4	93
	vjr	0,7	0,6	0,6	86
	ok	2,5		0,5	20

FONDS : FONDS VOOR HET BEHEER VAN
DE DWANGSOMMEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 13-7	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I ontvangst	I	1,0 I	0,0 I	1,0 I	0,0 I
I beschikbaar	I	1,0 I	0,0 I	1,0 I	0,0 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I	1,0 I	0,0 I	1,0 I	0,0 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

Totaal voor afdeling 59 :	ngk	618,0	612,0	576,4	93
	vjr	0,7	0,6	0,6	86
	ok	2,5		0,5	20
	fov	1,0	0,0		
	fon	1,0		0,0	0

AFDELING 60 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE VLUCHTELINGEN EN DE STAATLOZEN - BEROEPSCOMMISIE VOOR DE VLUCHTELINGEN

13.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	369,8	336,9	321,6	87
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

13.60.1 - Contract met de burger	ngk	27,1	21,0	21,0	77
----------------------------------	-----	------	------	------	----

Totaal voor afdeling 60 :	ngk	396,9	357,9	342,6	86
---------------------------	-----	-------	-------	-------	----

TOTAAL 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN	ngk	10.130,0	9.715,4	8.670,0	86
	vjr	51,4	48,9	39,6	77
	vk	615,0	581,7		
	ok	1.169,6		1.037,5	89
	fov	673,3	773,9		
	fon	686,0		316,1	46

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad	
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordinancering (5)	
SECTIE 14 - MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN					
14.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	76,9	74,9	65,9	
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	76,9	74,9	65,9	
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER					
14.02.0 - Werking van het Kabinet	vjr	1,5	1,5	1,5	
Totaal voor afdeling 02 :	vjr	1,5	1,5	1,5	
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE HANDEL					
14.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,1	0,0	
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	0,1	0,1	0,0	
AFDELING 14 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPA 1992					
14.14.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,7	0,7	0,6	
Totaal voor afdeling 14 :	vjr	0,7	0,7	0,6	
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN AANGEHECHTE DIENSTEN					
14.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	27,1	25,3	23,0	
	vjr	0,1	0,1	0,1	
	vk	20,0	20,0		
	ok	41,0		0,0	
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	27,1	25,3	23,0	
	vjr	0,1	0,1	0,1	
	vk	20,0	20,0		
	ok	41,0		0,0	

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
AFDELING 41 - ALGEMENE DIRECTIE DER ALGEMENE DIENSTEN EN BESTUURSDIRECTIE VOORLICHTING EN DOCUMENTATIE				
14.41.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr ok	994,2 14,5 11,0	947,4 14,2 0,0	813,0 3,6 0,0
14.41.1 - Protocol	ngk	20,6	16,9	9,8
14.41.2 - Vorming	ngk	12,5	7,1	2,4
14.41.3 - Conferenties en andere manifestaties	ngk	93,8	88,7	47,4
14.41.4 - Vertegenwoordiging in het buitenland (logistieke steun)	ngk vjr	20,5 0,1	19,5 0,1	2,0 0,1
14.41.5 - Sociale tussenkomsten ten voordele van vroegere kolonisten	ngk	1,0	0,3	0,3
14.41.6 - Studies en documentatie	ngk	42,3	42,3	33,0
14.41.7 - Internationale samenwerking	ngk	48,8	46,4	40,5
Totaal voor afdeling 41 :	ngk vjr ok	1.233,7 14,6 11,0	1.168,6 14,3 0,0	948,4 3,7 0,0
				77 25 0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinancering (5)

AFDELING 42 - DIPLOMATIEKE EN CONSULAIRE POSTEN

14.42.0 - Bestaansmiddelen	ngk	4.462,4	4.338,0	3.267,9	73
	vjr	119,2	119,2	118,7	100
	vk	100,0	96,8		
	ok	200,0		166,2	83

FONDS : FONDS BESTemd TOT HET GEBRUIK VAN DE VERKOOP VAN ONROERende GOEDEREN, GELEGEN IN HET BUITENLAND, TOT DE AANKOOP, HET BOUWEN EN INRICHTEN VAN GOEDEREN VAN DEZELFDE AARD BESTemd OM TE WORDEN AANGEWEND HETZIJ ALs RESIDENTIES, HETZIJ ALs KANSELARIJEN VAN DE BELGISCHE DIPLOMATIEKE ZENDINGEN OF CONSULAIRE POSTEN

I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 14-1	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I-----+-----+-----+-----I	I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 1.1.1996	I 79,2 I	I 79,2 I	I 120,7 I	I 120,7 I
I ontvangsten	I 36,0 I	I 35,4 I	I 36,0 I	I 35,4 I
I verminderingen vorige jaren	I	I 0,1 I	I	I
I beschikbaar	I 115,2 I	I 114,7 I	I 156,7 I	I 156,1 I
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I uitgaven	I 74,7 I	I 74,7 I	I 96,2 I	I 50,4 I
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 31.12.1996	I 40,5 I	I 40,0 I	I 60,5 I	I 105,7 I

Totaal voor afdeling 42 :	ngk	4.462,4	4.338,0	3.267,9	73
	vjr	119,2	119,2	118,7	100
	vk	100,0	96,8		
	ok	200,0		166,2	83
	fov	74,7	74,7		
	fon	96,2		50,4	52

AFDELING 51 - ALGEMENE DIRECTIE DER BUITENLANDSE ECONOMISCHE BETREKKINGEN

14.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	124,8	121,6	112,2	90
14.51.1 - Buitenlandse handel	ngk	1.013,2	999,7	876,9	87
	vk	1.624,6	1.239,5		
	ok	1.168,2		855,5	73
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	1.138,0	1.121,3	989,1	87
	vk	1.624,6	1.239,5		
	ok	1.168,2		855,5	73

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE KANSELARIJ EN DER GESCHILLEN				
14.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	155,5 0,4	150,9 0,4	124,2 0,3
14.52.1 - Internationale instellingen	ngk	33,2	32,9	32,3
14.52.2 - Humanitaire hulp	ngk vjr	38,9 0,4	33,9 0,4	29,7 0,4
Totaal voor afdeling 52 :	ngk vjr	227,6 0,8	217,7 0,8	186,2 0,7
AFDELING 53 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE POLITIEK				
14.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	153,1	150,0	143,6
14.53.1 - Buitenlands beleid	ngk vjr	1.537,4 2,9	1.492,2 2,9	1.189,4 2,7
14.53.2 - Wetenschapsbeleid	ngk vjr	146,9 0,3	146,5 0,3	132,6 0,3
14.53.3 - Samenwerking	ngk	15,0	12,9	12,3
14.53.4 - Humanitaire hulp	ngk	191,0	191,0	104,4
Totaal voor afdeling 53 :	ngk vjr	2.043,4 3,2	1.992,6 3,2	1.582,3 3,0
AFDELING 55 - EUROPESE ZAKEN				
14.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	0,5	0,4	0,0
14.55.1 - Informatie over Europa	ngk vjr	30,7 1,2	25,9 0,8	8,7 0,8
Totaal voor afdeling 55 :	ngk vjr	31,2 1,2	26,3 0,8	8,7 0,8
TOTAAL 14 MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL				
	ngk	9.240,3	8.964,7	7.071,5
	vjr	141,4	140,7	129,1
	vk	1.744,6	1.356,3	
	ok	1.420,2		1.021,7
	fov	74,7	74,7	
	fon	96,2		50,4
				52

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering
		(3)	(4)	(5)	

SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

AFDELING 54 - ALGEMEEN BESTUUR VAN DE ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING (A.B.O.S.)

15.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.395,6	1.327,3	1.041,4	75
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
15.54.1 - Bilaterale samenwerking(Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking)	ngk	3.330,7	3.152,2	1.861,3	56
	vjr	0,6	0,5	0,5	83
	vk	7.632,7	6.449,1		
	ok	7.915,1		5.781,9	73
15.54.2 - Wetenschapsbeleid - Internationaal vlak	ngk	427,5	413,4	410,1	96
15.54.3 - Samenwerking via internationale instellingen	ngk	4.458,8	3.658,2	3.641,0	82
	vk	360,0	360,0		
	ok	344,0		334,0	97
15.54.4 - Wetenschapsbeleid - Onderwijs - Vorming - Educatieve activiteiten	ngk	1.320,9	1.190,2	820,2	62
	vk	407,9	385,3		
	ok	494,0		302,2	61

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting		Benuttingsgraad (5)
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	

15.54.5 - Overlevingsfonds Derde Wereld
FONDS : OVERLEVINGSFONDS

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 15-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 1.1.1996	I 0,0 I	I 0,0 I	I 2.456,6 I	I 2.706,6 I
I	vastleggingsmachtiging	I 750,0 I	I 750,0 I	I	I
I	ontvangsten	I	I	I 950,0 I	I 1.016,1 I
I	beschikbaar	I 750,0 I	I 750,0 I	I 3.406,6 I	I 3.722,7 I
I		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	uitgaven	I 750,0 I	I 564,9 I	I 722,0 I	I 666,7 I
I		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 31.12.1996	I 0,0 I	I 185,1 * I	I 2.684,6 I	I 3.056,0 I

* Geen overdracht mogelijk

15.54.6 - Diversen - Plurisectorieel	ngk	396,7	388,9	258,0	65
	ok	14,4		7,8	54

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	11.330,2	10.130,2	8.032,0	71
	vjr	0,7	0,5	0,5	71
	vk	8.400,6	7.194,4		
	ok	8.767,5		6.425,9	73
	fov	750,0	564,9		
	fon	722,0		666,7	92

TOTAAL 15 ONTIKKELINGSSAMENWERKING	ngk	11.330,2	10.130,2	8.032,0	71
	vjr	0,7	0,5	0,5	71
	vk	8.400,6	7.194,4		
	ok	8.767,5		6.425,9	73
	fov	750,0	564,9		
	fon	722,0		666,7	92

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging	ordonnancering	ordonnancering	
	(2)	(3)	(4)	(5)	

SECTIE 16 - MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

16.01.0 - Bestaansmiddelen	ngk	53,0	53,0	52,9	100
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	53,0	53,0	52,9	100

AFDELING 50 - KRIJGSMACHT

16.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	62.940,8	62.793,7	58.067,6	92
	vjr	79,5	79,5	50,0	63
	vk	153,0	153,0		
	ok	115,0		115,0	100

FONDS : FONDS VOOR PRESTATIES TEGEN BETALING

I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 16-1	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 602,6 I	I 588,5 I	I 1.382,7 I	I 1.368,6 I
I ontvangsten	I 928,1 I	I 883,6 I	I 928,1 I	I 883,6 I
I verminderingen vorige jaren	I	I 171,2 I	I	I
I beschikbaar	I 1.530,7 I	I 1.643,3 I	I 2.310,8 I	I 2.252,2 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I uitgaven	I 1.120,3 I	I 950,4 I	I 1.201,3 I	I 825,3 I
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 410,4 I	I 692,9 I	I 1.109,5 I	I 1.426,9 I

16.50.1 - Training	ngk	8.386,3	8.367,6	4.371,1	52
	vjr	44,4	44,4	19,7	44
	vk	1.227,8	841,7		
	ok	886,3		869,0	98

16.50.2 - Vernieuwing van de uitrusting en infrastructuur	ngk	4.238,5	4.232,3	834,1	20
	vjr	163,9	163,9	123,1	75
	vk	4.491,0	3.214,2		
	ok	7.862,9		7.850,7	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
		(2)			
16.50.3 - Herstructurering van de Krijgsmacht		vk 2.673,0 ok 2.521,5	1.862,9	2.471,0	98
16.50.4 - Internationale verplichtingen		ngk 934,9 vk 1.190,0 ok 1.220,0	923,8 1.142,0	515,3 1.219,5	55 100

FONDS : FONDS VOOR PRESTATIES TEGEN
BETALING

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 16-3	I	I	I	I
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----	I-----	I-----	I-----	I-----	I-----
I saldo op 1.1.1996	I	151,1 I	151,1 I	164,3 I	164,3 I
I ontvangst	I	175,0 I	0,0 I	175,0 I	0,0 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	4,7 I	I	I
I beschikbaar	I	326,1 I	155,8 I	339,3 I	164,3 I
I-----	I-----	I-----	I-----	I-----	I-----
I uitgaven	I	50,0 I	0,8 I	54,0 I	7,9 I
I-----	I-----	I-----	I-----	I-----	I-----
I saldo op 31.12.1996	I	276,1 I	155,0 I	285,3 I	156,4 I

Totaal voor afdeling 50 :	ngk 76.500,5 vjr 287,8 vk 9.734,8 ok 12.605,7 fov 1.170,3 fon 1.255,3	76.317,4 287,8 7.213,8 951,2 833,2	63.788,1 192,8 12.525,2 83,2	83 67 99 66
---------------------------	--	--	---	------------------------------

AFDELING 60 - BURGERLIJK ALGEMEEN BESTUUR

16.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk 3.974,0 vjr 26,0	3.954,5 26,0	3.909,6 26,0	98 100
16.60.1 - Schadeloosstelling	ngk 146,5	146,5	76,1	52
Totaal voor afdeling 60 :	ngk 4.120,5 vjr 26,0	4.101,0 26,0	3.985,7 26,0	97 100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID				
16.70.4 - Onderwijs, vorming en opvoedingsacti- viteiten	ngk 1.085,4 vjr 1,2	1.074,6 1,2	954,4 1,2	88 100
FONDS : FONDS VOOR PRESTATIES TEGEN BETALING				
I	I Vastlegging	I Ordonnancering		I
I Fonds 16-4	I begroting I realisatie	I begroting I realisatie		I
I	I-----+-----+	I-----+-----+		I-----+
I saldo op 1.1.1996	I 0,4 I	I 0,4 I	I 4,4 I	I 4,4 I
I ontvangsten	I 2,5 I	I 1,0 I	I 2,5 I	I 1,0 I
I beschikbaar	I 2,9 I	I 1,4 I	I 6,9 I	I 5,4 I
I uitgaven	I 2,5 I	I 1,2 I	I 2,5 I	I 0,8 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+		I-----+
I saldo op 31.12.1996	I 0,4 I	I 0,2 I	I 4,4 I	I 4,6 I
	I-----+-----+	I-----+-----+		I-----+
16.70.5 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk 53,0	53,0	42,5	80
Totaal voor afdeling 70 :	ngk 1.138,4 vjr 1,2 fov 2,5 fon 2,5	1.127,6 1,2 1,2 0,8	996,9 1,2 1,2 0,8	88 100 32
AFDELING 90 - INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT EN GESUBSIDIEERDE ORGANISMEN				
16.90.1 - Cartografische steun	ngk 354,2	351,6	351,6	99
16.90.3 - Sociale hulp	ngk 152,1	151,6	151,6	100
16.90.4 - Nationale erkentelijkheid	ngk 11,8	11,8	11,7	99
16.90.5 - Vergoeding aan vervoermaatschappijen	ngk 51,6	51,6	29,5	57
Totaal voor afdeling 90 :	ngk 569,7	566,6	544,4	96
TOTAAL 16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING	ngk 82.382,1 vjr 315,0 vk 9.734,8 ok 12.605,7 fov 1.172,8 fon 1.257,8	82.165,6 315,0 7.213,8 952,4	69.368,0 220,0 12.525,2 834,0	84 70 99 66

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering

SECTIE 17 - ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST EN RIJKSWACHT

AFDELING 40 - ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST

17.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	219,8	166,6	100,2	46
17.40.1 - Contract met de burger : politieke statistiek en vijfhoeksoverleg	ngk	25,6	25,3	22,0	86
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	245,4	191,9	122,2	50

AFDELING 50 - RIJKSWACHT

17.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	25.570,3	25.499,3	25.127,0	98
	vjr	9,8	9,8	9,8	100
	vk	866,3	866,3		
	ok	842,4		842,4	100

FONDS : FONDS VOOR PRESTATIES TEGEN BETALING

I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 17-1	I +-----+ +-----+ +-----+			
I begroting	I +-----+ +-----+ +-----+			
I saldo op 1.1.1996	I 17,6 I	I 17,6 I	I 17,6 I	I 17,6 I
I ontvangsten	I 27,8 I	I 21,5 I	I 27,8 I	I 21,5 I
I beschikbaar	I 45,4 I	I 39,1 I	I 45,4 I	I 39,1 I
I uitgaven	I 27,8 I	I 22,2 I	I 27,8 I	I 22,2 I
I saldo op 31.12.1996	I 17,6 I	I 16,9 I	I 17,6 I	I 16,9 I

17.50.2 - Justitie	ngk	232,8	224,4	172,4	74
17.50.3 - Binnenlandse Zaken	ngk	460,0	452,5	324,9	71
	vjr	1,3	1,3	1,2	92
	vk	24,2	23,2		
	ok	24,9		24,9	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinanciering (5)
		(2)			
17.50.4 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	6,0	5,5	4,9	82
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	26.269,1	26.181,7	25.629,2	98
	vjr	11,4	11,4	11,3	99
	vk	890,5	889,5		
	ok	867,3		867,3	100
	fov	27,8	22,2		
	fon	27,8		22,2	80
TOTAAL 17 ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST EN RIJKSWACHT	ngk	26.514,5	26.373,6	25.751,4	97
	vjr	11,4	11,4	11,3	99
	vk	890,5	889,5		
	ok	867,3		867,3	100
	fov	27,8	22,2		
	fon	27,8		22,2	80

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad	
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordinancering	
SECTIE 18 - MINISTERIE VAN FINANCIËN						
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN FINANCIEN						
18.01.0 - Werking van het Kabinet		ngk vjr	67,5 3,3	67,1 3,3	58,3 1,3	
Totaal voor afdeling 01 :		ngk vjr	67,5 3,3	67,1 3,3	58,3 1,3	
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE HANDEL						
18.02.0 - Werking van het Kabinet		ngk	75,8	74,9	69,6	
Totaal voor afdeling 02 :		ngk	75,8	74,9	69,6	
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BEGROTING						
18.03.0 - Werking van het Kabinet		ngk vjr	74,5 2,4	67,5 2,4	51,2 0,1	
Totaal voor afdeling 03 :		ngk vjr	74,5 2,4	67,5 2,4	51,2 0,1	
AFDELING 04 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER						
18.04.0 - Werking van het Kabinet		ngk	53,1	44,4	35,5	
Totaal voor afdeling 04 :		ngk	53,1	44,4	35,5	
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT						
18.40.0 - Bestaansmiddelen		ngk vjr	2.684,5 1,1	2.513,3 1,0	2.199,8 0,8	
18.40.1 - Studie en documentatie		ngk	17,0	17,0	16,9	
18.40.2 - Sociaal programma		ngk	112,9	112,9	112,5	

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
18.40.3 - Vormingsprogramma	ngk	67,5	51,5	29,0
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	2.881,9	2.694,7	2.358,2
	vjr	1,1	1,0	0,8
AFDELING 50 - ALGEMENE ADMINISTRATIE VAN DE BELASTINGEN				
18.50.1 - Polyvalente en geïntegreerde diensten	ngk	821,9	793,4	761,9
18.50.2 - Directe belastingen	ngk	18.890,9	18.266,0	17.712,9
18.50.3 - Kadaster	ngk	3.854,4	3.744,3	3.602,2
18.50.4 - Douane en Accijnzen	ngk	7.404,2	7.277,0	7.086,4
18.50.5 - B.T.W., Registratie en Domeinen	ngk	10.416,2	10.225,3	9.832,9
	vk	25,1	0,5	
	ok	25,1		0,5
18.50.9 - Departementale herstructurering van de fiscale administraties	ngk	245,3	143,1	102,5
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	41.632,9	40.449,1	39.098,8
	vk	25,1	0,5	
	ok	25,1		0,5
AFDELING 60 - ADMINISTRATIE VAN DE BEGROTING EN DE CONTROLE OP DE UITGAVEN				
18.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	276,4	267,5	261,0
18.60.1 - Interdepartementale provisionele kredieten	ngk	1.255,6	0,0	0,0
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	1.532,0	267,5	261,0
AFDELING 61 - ADMINISTRATIE DER THESAURIE				
18.61.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.240,6	1.179,7	1.108,6
	vjr	31,9	31,9	30,0
18.61.1 - Internationale financiële betrekkingen	ngk	440,7	409,5	374,7
18.61.2 - Exportbevordering	ngk	400,0	200,0	200,0
18.61.3 - Ontwikkelingshulp	ngk	4.294,8	3.987,6	3.312,6
	vk	750,0	447,7	
	ok	580,3		206,2
				36

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
		(2)	(3)	(4)	(5)
18.61.4 - Economische steun		ngk 1.625,0	1.608,3	1.403,6	86
Totaal voor afdeling 61 :		ngk 8.001,1	7.385,1	6.399,5	80
		vjr 31,9	31,9	30,0	94
		vk 750,0	447,7		
		ok 580,3		206,2	36
AFDELING 62 - ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN					
18.62.0 - Bestaansmiddelen		ngk 724,7	699,9	664,8	92
Totaal voor afdeling 62 :		ngk 724,7	699,9	664,8	92
TOTAAL 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN					
		ngk 55.043,5	51.750,2	48.996,9	89
		vjr 38,7	38,6	32,2	83
		vk 775,1	448,2		
		ok 605,4		206,7	34

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging	ordonnancering	ordonnancering	
	(2)	(3)	(4)	(5)	

SECTIE 19 - MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN AMBTENARENZAKEN

19.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	83,7	60,5	54,7	65
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	83,7	60,5	54,7	65

AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL

19.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	213,6	204,5	101,8	48
19.40.1 - Studies en investeringen	ngk	8,8	7,6	4,0	45
19.40.2 - Vast Wervingssecretariaat	ngk	256,1	250,9	250,9	98
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	478,5	463,0	356,7	75

AFDELING 50 - HOOG COMITE VAN TOEZICHT

19.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	208,7	200,4	197,8	95
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	208,7	200,4	197,8	95

AFDELING 52 - DIENST VAN ALGEMEEN BESTUUR

19.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	141,8	139,8	132,8	94
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	141,8	139,8	132,8	94

AFDELING 53 - OPLEIDINGSINSTITUUT VAN DE FEDERALE OVERHEID

19.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	117,1	112,7	109,9	94
19.53.1 - Vorming van ambtenaren	ngk	152,7	136,4	99,6	65
19.53.2 - Provisionele kredieten	ngk	0,1	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	269,9	249,1	209,5	78

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
AFDELING 54 - FEDERAAL AANKOOPBUREAU				
19.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	114,7	105,8	98,3
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	114,7	105,8	98,3
AFDELING 55 - REGIE DER GEBOUWEN				
19.55.2 - Dotaties aan de Regie der Gebouwen	ngk	14.992,4	14.951,5	14.950,5
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	14.992,4	14.951,5	14.950,5
TOTAAL 19 MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN	ngk	16.289,7	16.170,1	16.000,3
				98

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's Toegestane kredieten Benutting Benutting Benuttingsgraad
 (1) (2) vastlegging ordonnancering ordonnancering (5)

SECTIE 21 - PENSIOENEN

AFDELING 51 - ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN (FINANCIEN)

21.51.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties ngk 137.031,3 137.016,7 136.956,0 100
FONDS : OVERLEVINGSPENSIOENEN (oud 66.03 B)

21.51.2 - Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties ngk 13.123,8 13.014,9 12.973,3 99

21.51.3 - Kinderbijslagen en verwijlrenten verschuldigd overeenkomstig het K.B. van 30 november 1993

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinanciering (5)
21.51.5 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties van de organismen van openbaar nut FONDS : RUSTPENSIOENEN VAN HET PERSONEEL VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT (pensioenregime ingesteld door de wet van 28.4.1958) (oud 66.09 B)	ngk 138,9	138,9	138,9	100
I Fonds 21-2	I Vastlegging I Ordonnancering I	I begroting I realisatie I begroting I realisatie I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 1.1.1996	I 698,7 I - 275,2 I 275,2 I 275,2 I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I ontvangst	I 5.803,7 I 5.925,5 I 5.803,7 I 5.925,5 I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I beschikbaar	I 6.502,4 I 6.200,7 I 6.078,9 I 6.200,7 I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I uitgaven	I 5.694,1 I 5.483,3 I 5.694,1 I 5.479,0 I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 31.12.1996	I 808,3 I 717,4 I 384,8 I 721,7 I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
Totaal voor afdeling 51 :	ngk 150.329,9 fov 46.917,1 fon 46.917,1	150.206,4 46.400,1 46.213,4	150.101,2 5.479,0 99	100
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE SOCIALE ZEKERHEID (SOCIALE VOORZORG)				
21.52.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk 2.752,3	2.740,0	2.615,2	95
21.52.3 - Kinderbijslagen	ngk 1.475,3 vjr 17,7	1.462,2 17,6	1.462,2 17,6	99 99
21.52.5 - Bestaanszekerheid	ngk 9.319,0	9.319,0	9.319,0	100
Totaal voor afdeling 52 :	ngk 13.546,6 vjr 17,7	13.521,2 17,6	13.396,4 17,6	99 99
AFDELING 54 - BESTUURSAFDELING VOOR DE OORLOGSGETROFFENEN (VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU)				
21.54.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk 2.335,3	2.292,9	2.292,9	98
21.54.2 - Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties	ngk 61,1	54,8	54,8	90
21.54.3 - Kinderbijslagen	ngk 10,2	9,9	9,9	97
Totaal voor afdeling 54 :	ngk 2.406,6	2.357,6	2.357,6	98

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
AFDELING 55 - BESTUURSAFDELING VOOR DE SOCIALE ZAKEN (MIDDENSTAND)				
21.55.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	22.831,0	22.831,0	22.829,0
	Totaal voor afdeling 55 :	ngk	22.831,0	22.829,0
AFDELING 56 - OVERIGE MINISTERIES (SOCIALE HULP AAN DE GEPENСIONEERDE AGENTEN VAN ALLE MINISTERIES)				
21.56.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	26,9	21,5	12,5
	vjr	0,4	0,4	0,3
	Totaal voor afdeling 56 :	ngk	26,9	12,5
		vjr	0,4	0,3
TOTAAL 21 PENSIOENEN				
	ngk	189.141,0	188.937,7	188.696,7
	vjr	18,1	18,0	17,9
	fov	46.917,1	46.400,1	
	fon	46.917,1		46.213,4
				99
				99

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

SECTIE 23 - MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

23.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	71,8	69,2	55,7	78
	vjr	1,6	1,6	1,5	94
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	71,8	69,2	55,7	78
	vjr	1,6	1,6	1,5	94

AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN ALGEMENE ADMINISTRATIEVE DIENSTEN

23.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	643,7	612,1	515,0	80
	vjr	1,3	1,3	1,2	92
23.40.1 - Internationale samenwerking	ngk	121,6	120,0	91,4	75
	vjr	0,7	0,7	0,7	100
23.40.2 - Studies	ngk	0,6	0,6	0,2	33
23.40.5 - Gelijke kansen voor vrouwen en mannen	ngk	112,1	105,9	61,2	55
	vjr	0,7	0,6	0,3	43
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	878,0	838,6	667,8	76
	vjr	2,7	2,6	2,2	81

AFDELING 51 - DIENST VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDS BETREKKINGEN

23.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	175,8	168,9	165,2	94
23.51.1 - Sociaal overleg en sociale bemiddeling	ngk	90,0	87,0	87,0	97
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	265,8	255,9	252,2	95

AFDELING 52 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE BEVORDERING VAN DE ARBEID

23.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	25,4	23,5	22,2	87
----------------------------	-----	------	------	------	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten (1)	Benutting vastlegging (2)	Benutting ordonnancering (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
23.52.1 - Acties ten gunste van de sociale, morele en intellectuele promotie van de werknemers	ngk	106,2	102,0	96,3	91
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	131,6	125,5	118,5	90
AFDELING 53 - STUDIEDIENST					
23.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	66,7	56,6	56,1	84
23.53.1 - Bibliotheek	ngk	11,0	10,5	10,4	95
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	77,7	67,1	66,5	86
AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSVEILIGHEID					
23.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	331,4	320,1	315,0	95
23.54.1 - Controle, reglementering en aanmoediging van de arbeidsveiligheid	ngk	0,9	0,2	0,0	0
23.54.2 - Technische veiligheid van kerninstallaties					
FONDS : TECHNISCHE VEILIGHEID VAN KERNINSTAL- LATIES					
I Fonds 23-1	I Vastlegging	I Ordonnancering	I	I	I
I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I	I
I saldo op 1.1.1996	I 570,6 I	I 570,5 I	I 717,3 I	I 717,4 I	I
I ontvangsten	I 140,0 I	I 143,0 I	I 140,0 I	I 143,0 I	I
I verminderingen vorige jaren	I 1,1 I	I 1,1 I	I 1,1 I	I 1,1 I	I
I beschikbaar	I 710,6 I	I 714,6 I	I 857,3 I	I 860,4 I	I
I uitgaven	I 123,5 I	I 42,8 I	I 194,1 I	I 82,4 I	I
I saldo op 31.12.1996	I 587,1 I	I 671,8 I	I 663,2 I	I 778,0 I	I

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Vastlegging (3)	Benutting vastlegging (4)	Benutting ordonnancering (5)	Benuttingsgraad

23.54.3 - Fonds voor de technische veiligheid van de bedrijven bedoeld door de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten (SEVESO-bedrijven)

FONDS VOOR PREVENTIE VAN ZWARE ONGEVALLEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 23-5				
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I					
I	saldo op 1.1.1996	I 86,4 I	I 86,4 I	I 127,7 I	I 127,7 I
I	ontvangsten	I 60,0 I	I 60,0 I	I 60,0 I	I 60,0 I
I	verminderingen vorige jaren	I 4,7 I	I I	I I	I I
I	beschikbaar	I 146,4 I	I 151,1 I	I 187,7 I	I 187,7 I
I					
I	uitgaven	I 57,0 I	I 42,4 I	I 72,0 I	I 60,5 I
I					
I	saldo op 31.12.1996	I 89,4 I	I 108,7 I	I 115,7 I	I 127,2 I
Totaal voor afdeling 54 :		ngk 332,3	320,3	315,0	95
		fov 180,5	85,2		
		- fon 266,1		142,9	54

AFDELING 55 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSHYGIËNE EN -GENEESKUNDE

23.55.0 - Bestaansmiddelen ngk 167,7 161,2 154,3 92

23.55.1 - Reglementering en controle - Aanmoediging van de hygiëne in de werkplaatsen en van de gezondheid der werknemers ngk 0,2 0,1 0,0 0

Totaal voor afdeling 55 : ngk 167,9 161,3 154,3 92

AFDELING 56 - ADMINISTRATIE VAN DE WERKGELEGENHEID

23.56.0 - Bestaansmiddelen ngk 135,1 129,1 122,9 91

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering
23.56.1 - Sociale promotie van de werknemers		ngk	1.524,0	1.524,0	1.524,0
FONDS : BETAALD EDUCATIEF VERLOF					100
I		I Vastlegging	I	I Ordonnancering	I
I Fonds 23-2		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I begroting		I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I	211,8 I	211,8 I	211,9 I	211,9 I
I ontvangsten	I	1.065,0 I	1.048,6 I	1.065,0 I	1.048,6 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	0,1 I	I	I
I beschikbaar	I	1.276,8 I	1.260,5 I	1.276,9 I	1.260,5 I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I	1.265,0 I	1.260,3 I	1.265,0 I	1.260,3 I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I	11,8 I	0,2 I	11,9 I	0,2 I
23.56.2 - Werkloosheidssuitkeringen		ngk	305,1	304,7	304,7
					100
23.56.3 - Brugpensioenen		ngk	288,5	284,3	284,3
		vjr	1,4	1,3	1,3
					99
					93
23.56.4 - Hertewerkstelling		ngk	3.625,7	2.826,8	2.826,8
		vjr	1,3	1,3	1,3
					78
FONDS : TEWERKSTELLINGSFONDS					100
I		I Vastlegging	I	I Ordonnancering	I
I Fonds 23-3		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I begroting		I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I	1.935,7 I	1.935,7 I	2.543,6 I	2.543,6 I
I ontvangsten	I	1.000,0 I	1.606,8 I	1.000,0 I	1.606,8 I
I verminderingen vorige jaren	I	I	1,6 I	I	I
I beschikbaar	I	2.935,7 I	3.544,1 I	3.543,6 I	4.150,4 I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I	2.277,0 I	550,2 I	2.867,0 I	718,4 I
I -----+-----+		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I	658,7 I	2.993,9 I	676,6 I	3.432,0 I
23.56.6 - Hulp E.G.K.S.		ngk	77,2	77,2	77,2
					100
23.56.8 - Financiële tegemoetkomingen aan de Gewesten		ngk	12.597,4	12.597,4	12.597,4
					100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

23.56.9 - Europees sociaal fonds

FONDS : BELGISCH EUROPEES SOCIAAL FONDZ

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 23-4	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I begroting	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 229,2 I	I 231,3 I	I 240,0 I	I 242,2 I	I-----+-----+
I ontvangsten	I 609,0 I	I 132,5 I	I 609,0 I	I 132,5 I	I-----+-----+
I beschikbaar	I 838,2 I	I 363,8 I	I 849,0 I	I 374,7 I	I-----+-----+
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I 639,0 I	I 236,3 I	I 639,0 I	I 232,4 I	I-----+-----+
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 199,2 I	I 127,5 I	I 210,0 I	I 142,3 I	I-----+-----+
Totaal voor afdeling 56 :	ngk 18.553,0	17.743,5	17.737,3	96	
	vjr 2,7	2,6	2,6	96	
	fov 4.181,0	2.046,8			
	fon 4.771,0		2.211,1	46	

AFDELING 57 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSBETREKKINGEN
EN -REGLEMENTERING

23.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	514,4	504,4	490,6	95
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	514,4	504,4	490,6	95

AFDELING 58 - WETENSCHAPSBELEID

23.58.5 - Studies	ngk	6,0	5,4	3,3	55
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	6,0	5,4	3,3	55

TOTAAL 23 MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID	ngk 20.998,5	20.091,2	19.861,2	95
	vjr 7,0	6,8	6,3	90
	fov 4.361,5	2.132,0		
	fon 5.037,1		2.354,0	47

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering
		(3)	(4)	(5)	
SECTIE 26 - MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID EN PENSIOENEN					
26.01.0 - Werking van het Kabinet		ngk vjr	97,8 1,0	94,5 1,0	82,6 0,9
Totaal voor afdeling 01 :		ngk vjr	97,8 1,0	94,5 1,0	82,6 0,9
AFDELING 02 - KABINET VAN DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN					
26.02.0 - Werking van het Kabinet		ngk vjr	79,0 2,8	75,3 2,8	69,2 2,8
Totaal voor afdeling 02 :		ngk vjr	79,0 2,8	75,3 2,8	69,2 2,8
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID					
26.03.0 - Werking van het Kabinet		vjr	16,6	16,6	15,5
Totaal voor afdeling 03 :		vjr	16,6	16,6	15,5
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE EN LEEFMILIEU					
26.11.0 - Werking van het Kabinet		ngk	65,5	55,6	49,7
Totaal voor afdeling 11 :		ngk	65,5	55,6	49,7
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ALGEMENE DIENSTEN					
26.40.0 - Bestaansmiddelen		ngk vjr	1.258,8 0,2	1.213,9 0,2	956,0 0,2
26.40.1 - Internationale betrekkingen		ngk	150,8	145,6	135,2
Totaal voor afdeling 40 :		ngk vjr	1.409,6 0,2	1.359,5 0,2	1.091,2 0,2

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's Toegestane kredieten Benutting vastlegging Benutting ordonnancering Benuttingsgraad
(1) (2) (3) (4) (5)

AFDELING 51 - BESTUUR VAN DE INFORMATIE EN DE STUDIEN

26.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	83,1	77,1	51,7	62
	vjr	3,3	3,3	2,7	82
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	83,1	77,1	51,7	62
	vjr	3,3	3,3	2,7	82

AFDELING 52 - BESTUUR VAN DE SOCIALE ZEKERHEID

26.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	92,4	90,1	84,4	91
26.52.1 - Ziekte	ngk	9.808,4	9.808,4	8.796,9	90
26.52.2 - Invaliditeit	ngk	2.373,7	2.373,7	2.373,7	100
26.52.3 - Sociale zekerheid werknemers	ngk	192.000,0	192.000,0	192.000,0	100
26.52.4 - Arbeidsongevallen, beroepsziekten FONDS : FINANCIERING VAN DE CONTROLE VAN DE WETSVERZEKERAARS	ngk	1,0	0,9	0,0	0

	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I		
I	Fonds 24-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+		
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie		
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+							
I saldo op 1.1.1996	I	6,5 I	6,5 I	11,6 I	11,6 I		
I ontvangsten	I	28,3 I	28,4 I	28,3 I	28,4 I		
I desaffectatie	I	-4,4 I	-4,4 I	-4,4 I	-4,4 I		
I beschikbaar	I	30,4 I	30,5 I	35,5 I	35,6 I		
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+							
I uitgaven	I	25,6 I	12,9 I	30,9 I	11,6 I		
I-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+-----+							
I saldo op 31.12.1996	I	4,8 I	17,6 I	4,6 I	24,0 I		

26.52.5 - Overzeese sociale zekerheid	ngk	9.110,0	9.110,0	9.110,0	100
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	213.385,5	213.383,1	212.365,0	100
	fov	25,6	12,9		
	fon	30,9		11,6	38

AFDELING 53 - BESTUUR VAN DE GEZONDHEIDSZORGEN

26.53.0 - Bestaansmiddelen 171,1 162,7 143,0 84

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
26.53.1 - Hospitalisaties	ngk vjr vk ok	39.951,1 1,6 14,9 8,1	39.894,1 1,5 8,1 7,9	39.678,5 1,3 99 81
26.53.2 - Dringende geneeskundige hulp	ngk vjr vk ok	288,6 0,5 8,4 8,4	264,9 0,4 8,3 0,3	59,7 0,0 21 0
26.53.3 - Geneeskundepraktijk	ngk	13,8	13,1	8,8 64
26.53.4 - Prophylaxis	ngk ok	20,0 0,2	19,0 0,0	14,7 0,0 74 0
26.53.5 - Stockage en verdeling bloed	vk ok	0,1 0,1	0,0 0,0	0,0 0
26.53.6 - Medisch-sociale voorzorg	ngk	40,6	36,7	9,2 23
26.53.7 - Rode Kruis				
FONDS : RODE KRUIS VAN BELGIE (oud artikel 66.10.A)				

	Vastlegging		Ordonnancering	
I Fonds 25-2	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 1.1.1996	I 38,0 I 38,0 I 65,4 I 65,4 I	I	I	I
I ontvangsten	I 200,0 I 182,5 I 200,0 I 182,5 I	I	I	I
I beschikbaar	I 238,0 I 220,5 I 265,4 I 247,9 I	I	I	I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I uitgaven	I 228,1 I 208,5 I 228,1 I 221,9 I	I	I	I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I saldo op 31.12.1996	I 9,9 I 12,0 I 37,3 I 26,0 I	I	I	I

Totaal voor afdeling 53 :	ngk	40.485,2	40.390,5	39.913,9	99
	vjr	2,1	1,9	1,3	62
	vk	23,4	16,4		
	ok	16,8		8,2	49
	fov	228,1	208,5		
	fon	228,1		221,9	97

AFDELING 54 - BESTUUR VAN DE BESCHERMING VAN DE GEZONDHEID

26.54.0 - Bestaansmiddelen **ngk** **173,2** **171,8** **171,0** **99**

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering
		(3)	(4)	(5)	
26.54.1 - Inspectie voedingsmiddelen		ngk vjr	119,9 0,4	117,1 0,4	101,2 0,4
26.54.2 - Inspectie geneesmiddelen		ngk	11,3	5,9	2,8
FONDS : UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DE TOEPASSING VAN DE WET OP DE GENEESMIDDELEN (oud 66.11.A) (wet van 5 januari 1976, art. 152)					25
	I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering
	I	Fonds 25-1	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
	I		I begroting	I realisatie	I begroting
	I		I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
	I	I saldo op 1.1.1996	I 58,0 I	I 58,0 I	I 120,2 I
	I	I ontvangst	I 155,0 I	I 171,2 I	I 155,0 I
	I	I beschikbaar	I 213,0 I	I 229,2 I	I 275,2 I
	I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
	I	I uitgaven	I 157,4 I	I 110,7 I	I 165,6 I
	I	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
	I	I saldo op 31.12.1996	I 55,6 I	I 118,5 I	I 109,6 I
					161,4 I
26.54.3 - Hoge Gezondheidsraad		ngk vjr	18,6 0,4	14,8 0,3	2,8 0,3
Totaal voor afdeling 54 :		ngk vjr fov fon	323,0 0,8 157,4 165,6	309,6 0,7 110,7	277,8 0,7 130,0
					86 88 79
AFDELING 55 - BESTUUR VAN DE MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE					
26.55.0 - Bestaansmiddelen		ngk	430,5	385,1	375,4
26.55.1 - Bestaanszekerheid		ngk	9.163,1	9.099,1	7.710,0
26.55.2 - Gehandicapten		ngk vjr	36.937,2 6,3	36.937,2 6,3	35.141,2 6,1
26.55.3 - Opvang vluchtelingen		ngk	7.203,7	6.953,3	6.184,2
Totaal voor afdeling 55 :		ngk vjr	53.734,5 6,3	53.374,7 6,3	49.410,8 6,1
					92 97
AFDELING 56 - BESTUUR VAN DE MEDISCHE EXPERTISE					
26.56.0 - Bestaansmiddelen		ngk	265,2	263,9	255,8
					96

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
26.56.1 - Medisch beheer personeel der openbare diensten	ngk vjr	339,4 0,8	337,2 0,8	330,6 0,8
26.56.2 - Gerechtelijk-geneeskundige expertises	ngk	19,3	18,3	7,6
26.56.3 - Arbeidsgeneeskunde	ngk vjr	31,2 1,7	29,5 0,0	23,4 0,0
26.56.4 - Controle ziekteverzuim	ngk	25,2	24,5	22,0
Totaal voor afdeling 56 :	ngk vjr	680,3 2,5	673,4 0,8	639,4 0,8
AFDELING 57 - DIENST VAN DE SOCIALE INSPECTIE				
26.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	383,3	376,4	328,1
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	383,3	376,4	328,1
AFDELING 58 - DIENST VOOR HET LEEFMILIEU				
26.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	33,9	33,2	18,7
26.58.1 - Toezicht Leefmilieu FONDS : BESCHERMING TEGEN DE IONISERENDE STRALINGEN (k.b. van 25 mei 1982)	ngk vjr vk ok	94,0 0,1 35,0 41,8	81,8 0,1 5,0	14,3 0,1 6,3
I Fonds 25-3	I	Vastlegging	I	Ordonnancering
I begroting	I	realisatie	I	realisatie
I saldo op 1.1.1996	I	98,1	I	298,4
I ontvangsten	I	138,0	I	138,0
I beschikbaar	I	236,1	I	436,4
I uitgaven	I	170,5	I	249,5
I saldo op 31.12.1996	I	65,6	I	148,1
Totaal voor afdeling 58 :	ngk vjr vk ok fov fon	127,9 0,1 35,0 41,8 170,5 249,5	115,0 0,1 5,0 6,3 116,7 148,1	33,0 0,1 15 15 116,7 293,3

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
AFDELING 59 - DIENST VOOR DE OORLOGSSLACHTOFFERS				
26.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	58,1	55,4	50,8
26.59.1 - Oorlogsslachtoffers	ngk	3.492,9	3.492,9	3.235,5
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	3.551,0	3.548,3	3.286,3
AFDELING 60 - WETENSCHAPSBELEID				
26.60.1 - Research-development nationaal	ngk	220,9	219,5	9,9
26.60.2 - Research-development internationaal	ngk	26,8	26,8	26,8
26.60.3 - I.H.E.	ngk	304,3	290,0	258,4
	vk	2,2	2,2	
	ok	13,6		13,6
26.60.4 - Pasteur-instituut	ngk	223,7	219,4	208,9
26.60.5 - Noordzee-beleid	ngk	116,4	110,4	74,5
	vjr	4,3	4,3	0,0
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	892,1	866,1	578,5
	vjr	4,3	4,3	0,0
	vk	2,2	2,2	
	ok	13,6		13,6
AFDELING 61 - LASTEN VAN HET VERLEDEN				
26.61.1 - Lasten van het verleden	vk	60,0	0,0	
	ok	290,0		26,2
26.61.2 - Geestelijke gezondheid	ngk	50,0	50,0	1,3
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	50,0	50,0	1,3
	vk	60,0	0,0	
	ok	290,0		26,2
TOTAAL 26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU				
	ngk	315.347,8	314.749,1	308.178,5
	vjr	40,0	38,0	31,1
	vk	120,6	23,6	
	ok	362,2		54,3
	fov	581,6	448,8	
	fon	674,1		511,6
				76

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

SECTIE 31 - MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN LANDBOUW
EN DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN

31.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	80,4	79,8	71,4	89
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	80,4	79,8	71,4	89

AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN BESTUUR DER
ALGEMENE DIENSTEN

31.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	335,4	333,9	318,5	95
31.40.1 - Bestaansmiddelen : Algemene steun aan de verschillende functionele besturen.	ngk	358,3	328,0	254,7	71
	vk	5,5	5,5		
	ok	5,5		5,4	98
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	693,7	661,9	573,2	83
	vk	5,5	5,5		
	ok	5,5		5,4	98

AFDELING 51 - BESTUUR VOOR HET KLEINE EN MIDDELGROTE
ONDERNEMINGSBELEID

31.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	310,8	303,2	291,4	94
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	310,8	303,2	291,4	94

AFDELING 52 - BESTUUR VOOR HET LANDBOUWBELEID

31.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	255,1	245,9	223,4	88
31.52.1 - Financiering van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid	ngk	507,4	504,9	504,9	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
31.52.2 - Acties van het Landbouwfonds FONDS : LANDBOUWFONDS (cfr. art.2.31.9 Algemene uitgavenbegroting)	ngk	1.191,6	1.191,6	1.191,6
				100
I Fonds 31-3	I Vastlegging	I Ordonnancering	I	I
I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I saldo op 1.1.1996	I 162,9 I	I 162,9 I	I 162,9 I	I 162,9 I
I ontvangsten	I 687,1 I	I 669,8 I	I 687,1 I	I 669,8 I
I beschikbaar	I 850,0 I	I 832,7 I	I 850,0 I	I 832,7 I
I uitgaven	I 752,7 I	I 514,6 I	I 684,7 I	I 514,6 I
I saldo op 31.12.1996	I 97,3 I	I 318,1 I	I 165,3 I	I 318,1 I
31.52.3 - Structuurbeleid en zeevisserij.	ngk	463,6	458,3	318,4
	ok	2.749,0	2.749,0	100
31.52.4 - Hulp aan Oosteuropese landen	ngk	9,5	9,5	0,0
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	2.427,2	2.410,2	2.238,3
	ok	2.749,0	2.749,0	100
	fov	752,7	514,6	
	fon	684,7		514,6
				75
AFDELING 53 - BESTUUR VOOR HET LANDBOUWPRODUKTIEBEHEER				
31.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	288,3	285,4	273,4
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	288,3	285,4	273,4
				95
AFDELING 54 - BESTUUR VOOR DE KWALITEIT VAN DE GRONDSTOF- FEN EN DE PLANTAARDIGE SECTOR				
31.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	450,6	447,2	420,8
				93

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
31.54.1 - Controle op de grondstoffen voor de Landbouw en Fonds voor de Grondstoffen	ngk	13,7	13,0	13,0
FONDS : FONDS VOOR DE GRONDSTOFFEN (cfr. 2.31.4 en art. 2.31.12 Algemene uitgavenbegroting)				95
I	I Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 31-2	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 19,1 I	I 19,2 I	I 19,1 I	I 19,2 I
I ontvangststen	I 63,0 I	I 81,6 I	I 63,0 I	I 81,6 I
I beschikbaar	I 82,1 I	I 100,8 I	I 82,1 I	I 100,8 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I 68,8 I	I 68,8 I	I 68,8 I	I 58,8 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 13,3 I	I 32,0 I	I 13,3 I	I 42,0 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
31.54.2 - Acties van het Fonds voor de produktie en de bescherming van Planten en Plantaardige produkten	ngk	32,0	30,4	27,1
FONDS : FONDS VOOR DE PRODUKTIE EN DE BESCHERMING VAN PLANLEN EN PLANTAARDIGE PRODUKTEN (cfr. art.2.31.3 en 2.31.10 Algemene uitgavenbegroting)				85
I	I Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 31-4	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 55,9 I	I 55,8 I	I 55,9 I	I 55,8 I
I ontvangststen	I 71,0 I	I 83,6 I	I 71,0 I	I 83,6 I
I beschikbaar	I 126,9 I	I 139,4 I	I 126,9 I	I 139,4 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I uitgaven	I 90,5 I	I 51,9 I	I 90,5 I	I 50,8 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 36,4 I	I 87,5 I	I 36,4 I	I 88,6 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	496,3	490,6	460,9
	fov	159,3	120,7	
	fon	159,3		109,6
				69

AFDELING 55 - BESTUUR VAN DE DIERENGEZONDHEID EN DE KVALITEIT VAN DE DIERLIJKE PRODUKTEN

31.55.0 - Bestaansmiddelen

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
31.55.1 - Kwaliteit en controle van dieren en dierlijke produkten.	ngk 144,3 vjr 0,1 vk 3,9 ok 3,9	141,6 0,1 0,6	104,6 0,1 0,5	72 100 13
31.55.2 - Acties van het Fonds voor de Gezondheid en de Produktie van de Dieren. FONDS : FONDS VOOR DE GEZONDHEID EN DE PRODUKTIE VAN DE DIEREN (cfr. art.2.31.11 en 2.31.13 van de Algemene Uitgavenbegroting)	ngk 816,5	775,7	481,6	59
	I Vastlegging Fonds 31-1 I I begroting I realisatie I begroting I realisatie I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 1.1.1996 I 1.016,3 I 971,2 I 1.065,7 I 1.020,2 I I ontvangst I 1.336,0 I 1.111,0 I 1.336,0 I 1.111,0 I I beschikbaar I 2.352,3 I 2.082,2 I 2.401,7 I 2.131,2 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I uitgaven I 752,7 I 634,0 I 802,4 I 655,3 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 31.12.1996 I 1.599,6 I 1.448,2 I 1.599,3 I 1.475,9 I	I Vastlegging Fonds 31-1 I I begroting I realisatie I begroting I realisatie I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 1.1.1996 I 1.016,3 I 971,2 I 1.065,7 I 1.020,2 I I ontvangst I 1.336,0 I 1.111,0 I 1.336,0 I 1.111,0 I I beschikbaar I 2.352,3 I 2.082,2 I 2.401,7 I 2.131,2 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I uitgaven I 752,7 I 634,0 I 802,4 I 655,3 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 31.12.1996 I 1.599,6 I 1.448,2 I 1.599,3 I 1.475,9 I	I Vastlegging Fonds 31-1 I I begroting I realisatie I begroting I realisatie I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 1.1.1996 I 1.016,3 I 971,2 I 1.065,7 I 1.020,2 I I ontvangst I 1.336,0 I 1.111,0 I 1.336,0 I 1.111,0 I I beschikbaar I 2.352,3 I 2.082,2 I 2.401,7 I 2.131,2 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I uitgaven I 752,7 I 634,0 I 802,4 I 655,3 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 31.12.1996 I 1.599,6 I 1.448,2 I 1.599,3 I 1.475,9 I	I Vastlegging Fonds 31-1 I I begroting I realisatie I begroting I realisatie I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 1.1.1996 I 1.016,3 I 971,2 I 1.065,7 I 1.020,2 I I ontvangst I 1.336,0 I 1.111,0 I 1.336,0 I 1.111,0 I I beschikbaar I 2.352,3 I 2.082,2 I 2.401,7 I 2.131,2 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I uitgaven I 752,7 I 634,0 I 802,4 I 655,3 I I-----+-----+-----+-----+-----+-----+ I saldo op 31.12.1996 I 1.599,6 I 1.448,2 I 1.599,3 I 1.475,9 I
Totaal voor afdeling 55 :	ngk 1.354,9 vjr 0,1 vk 3,9 ok 3,9 fov 752,7 fon 802,4	1.308,1 0,1 0,6 0,5 634,0 655,3	944,8 0,1 0,5 13 720,1 655,3	70 100 13 100 100 82

AFDELING 56 - BESTUUR VOOR LANDBOUWKUNDIG ONDERZOEK EN ONTWIKKELING (WETENSCHAPSBELEID)

31.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk 180,9	169,1	151,3	84
31.56.1 - R. & D. op nationaal vlak.- Dringende problemen, contractueel onderzoek en vulgarisatie.	ngk 178,4 vk 780,7 ok 720,9	175,1 757,2	168,8 720,1	95 100
31.56.2 - R. & D. op internationaal vlak.- Studievergaderingen en internationale samenwerking.	ngk 8,9	8,8	7,9	89
31.56.3 - Dotaties aan wetenschappelijke rijksinstellingen en gelijkgestelden.	ngk 1.237,3 vk 40,3 ok 60,3	1.217,9 40,3	1.162,8 59,1	94 98

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
31.56.4 - Ontwikkeling	ngk	87,8	67,6	38,0
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	1.693,3	1.638,5	1.528,8
	vk	821,0	797,5	90
	ok	781,2	779,2	100
AFDELING 57 - BESTUUR VAN HET SOCIAAL STATUUT DER ZELF-STANDIGEN				
31.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	131,4	131,5	130,1
31.57.1 - Pensioenen	ngk	920,0	920,0	920,0
31.57.2 - Kinderbijslagen	ngk	4.983,1	4.983,1	4.983,1
31.57.3 - Ziekte - invaliditeit	ngk	1,8	0,9	0,6
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	6.036,3	6.035,5	6.033,8
TOTAAL 31 MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW	ngk	13.381,2	13.213,2	12.416,0
	vjr	0,1	0,1	0,1
	vk	830,4	803,6	100
	ok	3.539,6		3.534,1
	fov	1.664,7	1.269,3	100
	fon	1.646,4		78

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	(1)	Toegestane kredieten	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		(2)	vastlegging	ordonnancering	ordonnancering
		(3)	(4)	(5)	
SECTIE 32 - MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN TELECOMMUNICATIE					
32.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk vjr	79,6 0,5	79,1 0,5	57,4 0,5	72 100
Totaal voor afdeling 02 :	ngk vjr	79,6 0,5	79,1 0,5	57,4 0,5	72 100
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN ECONOMIE					
32.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	66,8	66,3	40,5	61
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	66,8	66,3	40,5	61
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL					
32.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	25,2	24,9	24,2	96
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	25,2	24,9	24,2	96
AFDELING 41 - BESTUUR ALGEMENE DIENSTEN					
32.41.0 - Logistieke steun (Bestaansmiddelen)	ngk vjr	907,7 0,9	858,1 0,8	730,6 0,8	80 89
32.41.1 - Dienstverlening voor alle departementen	ngk	14,1	14,1	13,4	95
32.41.2 - Algemene steun aan de verschillende administraties van het Ministerie van Economische Zaken	ngk	65,5	58,5	32,3	49
32.41.3 - Toelagen aan externe organismen	ngk vjr	164,2 0,1	164,0 0,1	163,4 0,1	100 100
Totaal voor afdeling 41 :	ngk vjr	1.151,5 1,0	1.094,7 0,9	939,7 0,9	82 90
AFDELING 50 - HULP AAN DE NIJVERHEID					
32.50.1 - Kolenmijnen	ngk	346,7	336,7	313,7	90

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)	
32.50.6 - Andere rijverheden	ngk	35,0	35,0	17,9	
32.50.8 - Lasten van het verleden	vk ok	60,4 243,6	60,4	237,7	
Totaal voor afdeling 50 :	ngk vk ok	381,7 60,4 243,6	371,7 60,4	331,6	
				87	
				237,7	
				98	
AFDELING 60 - FEDERAAL PLANBUREAU					
32.60.1 - Dotatie aan het Federaal Planbureau	ngk	250,2	250,2	250,2	
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	250,2	250,2	250,2	
AFDELING 61 - BESTUUR ENERGIE					
32.61.0 - Bestaansmiddelen	ngk	131,9	120,4	116,7	
32.61.1 - Controle van de kwaliteit van aardolieprodukten FONDS : FONDS VOOR DE ANALYSE VAN AARDOLIE- PRODUKTEN (FONAARDO)					
I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 32-7	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I		I begroting I realisatie I begroting I realisatie	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I-----+-----+-----+-----		I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I saldo op 1.1.1996	I 16,3 I	I 17,3 I	I 20,9 I	I 20,9 I	I
I ontvangsten	I 87,0 I	I 82,0 I	I 87,0 I	I 82,0 I	I
I beschikbaar	I 103,3 I	I 99,3 I	I 107,9 I	I 102,9 I	I
I-----+-----+-----+-----		I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I uitgaven	I 87,0 I	I 18,9 I	I 87,0 I	I 18,6 I	I
I-----+-----+-----+-----		I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----	I-----+-----+-----+-----
I saldo op 31.12.1996	I 16,3 I	I 80,4 I	I 20,9 I	I 84,3 I	I
32.61.2 - Verbetering levensomstandigheden en veiligheid bevolking met name door de omzetting van Euro- pese richtlijnen	ngk	23,2	17,5	9,0	39
32.61.3 - Financiering van het nucleair passief	ngk vk ok	25,5 99,5 891,4	25,5 99,5 891,3	0,0	0
					100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordinanciering (5)
32.61.4 - Deelneming in de werkingskosten van bepaalde	ngk	15.4	15.1	10.2

32.61.4 - Deelneming in de werkingskosten van bepaalde comités en instellingen die hun activiteiten uitoefenen in de energiesector

Totaal voor afdeling 61 :	ngk	196,0	178,5	135,9	69
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	vk	99,5	99,5		
	ok	891,4		891,3	100
	fov	87,0	18,9		
	fon	87,0		18,6	21

AFDELING 62 - BESTUUR HANDELSBELEID

32.62.0 - Bestaansmiddelen 318,4 313,5 294,9 93
vjr 0,1 0,0 0,0 0

32.62.2 - Distributie en tentoonstellingen ngk 6,9 6,2 5,4 78
FONDS : FONDS VOOR DE ORGANISATIE VAN INTERNATIONALE TENTOONSTELLINGEN (nieuw)

I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 32-6	I-----+-----+-----+-----I			
I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----I				
I saldo op 1.1.1996	I 40,0 I 39,3 I 40,0 I 39,3 I			
I ontvangsten	I 0,0 I 1,8 I 0,0 I 1,8 I			
I beschikbaar	I 40,0 I 41,1 I 40,0 I 41,1 I			
I-----+-----+-----+-----I				
I uitgaven	I 15,0 I 20,6 I 15,0 I 20,6 I			
I-----+-----+-----+-----I				
I saldo op 31.12.1996	I 25,0 I 20,5 I 25,0 I 20,5 I			

Het saldo op 1 januari 1996 van het "Fonds voor de Organisatie van Internationale Tentoonstellingen" is samengesteld uit het op 31 december 1995 overgedragen saldo van het "Fonds voor de Internationale Tentoonstelling van Sevilla 1992", uitgevoerd op 14 oktober 1996, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2.32.1 van de wet van 18 juli 1996 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996.

Krachtens dezelfde bepalingen zijn de ontvangsten en de uitgaven, respectievelijk ten bedrage van 1,8 en 5,6 miljoen BEF en uitgevoerd in 1996 met betrekking tot het oude Fonds, aangerekend op het nieuwe Fonds.

Totaal voor afdeling 62 :	ngk	399,8	393,0	356,4	89
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	fov	15,0	20,6		
	fon	15,0		20,6	137 *

AEDELING 63 - BESTUUR ECONOMISCHE BETREKKINGEN

32.63.0 - Bestaansmidden
ngk 280,1 272,4 260,2 93
vir 2,1 2,1 2,0 95

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
---	-----------------------------	---------------------------------	------------------------------------	--

AFDELING 64 - BESTUUR ECONOMISCHE INFORMATIE

32.64.0 - Bestaansmiddelen	ngk	247,0	242,5	238,0	96
32.64.1 - Informatieverwerking	ngk	178,1	153,1	121,9	68
FONDS : SPECIAAL FONDS BESTemd TOT DEKKING VAN ALLERHANDE WERKINGSKOSTEN VAN HET CENTRUM VOOR INFORMATIEVERWERKING	vk	93,0	84,8	48,1	55
	ok	88,0			

Totaal voor afdeling 64 :	ngk	425,1	395,6	359,9	85
	vk	93,0	84,8		
	ok	88,0		48,1	55
	fov	32,7	13,8		
	fon	32,7		22,0	67

AFDELING 65 - BESTUUR KWALITEIT EN VEILIGHEID

32.65.0 - Bestaansmiddelen - ngk 461,6 447,6 413,4 90
vjr 1,8 1,7 1,7 94

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten ngk (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

32.65.1 - Toepassing van het federaal accreditatie- en certificatiesysteem
FONDS : FONDS TOT DEKKING VAN DE ACCREDITATIE- EN CERTIFICATIEKOSTEN

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 32-2	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 1.1.1996	I 7,2 I	I 7,2 I	I 8,1 I	I 8,1 I
I	ontvangsten	I 17,0 I	I 14,9 I	I 17,0 I	I 14,9 I
I	beschikbaar	I 24,2 I	I 22,1 I	I 25,1 I	I 23,0 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	uitgaven	I 19,0 I	I 14,3 I	I 19,0 I	I 11,8 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 31.12.1996	I 5,2 I	I 7,8 I	I 6,1 I	I 11,2 I

32.65.2 - Toepassing van de wetgeving aangaande maten en gewichten
FONDS : FONDS TOT DEKKING VAN DE UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DE oprichting van de Belgische Kalibratie Organisatie

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 32-3	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 1.1.1996	I 3,1 I	I 3,1 I	I 3,2 I	I 3,2 I
I	ontvangsten	I 1,5 I	I 0,1 I	I 1,5 I	I 0,1 I
I	beschikbaar	I 4,6 I	I 3,2 I	I 4,7 I	I 3,3 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	uitgaven	I 0,5 I	I 0,5 I	I 0,5 I	I 0,3 I
I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+	I-----+-----+
I	saldo op 31.12.1996	I 4,1 I	I 2,7 I	I 4,2 I	I 3,0 I

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
---	-----------------------------	---------------------------------	------------------------------------	--

32.65.3 - Toepassing van de wetgeving inzake het Continentaal Plat
FONDS VOOR ZANDWINNINGEN - CONTINENTAAL PLAT VAN BELGIË

I	I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 32-5	I	I	I	I	I
I	I begroting	I realisatie	I	I begroting	I realisatie
I	I-----+-----+	I-----+-----+	I	I-----+-----+	I
I saldo op 1.1.1996	I 13,2 I	I 13,2 I	I 25,2 I	I 25,2 I	I
I ontvangsten	I 10,0 I	I 14,0 I	I 10,0 I	I 14,0 I	I
I beschikbaar	I 23,2 I	I 27,2 I	I 35,2 I	I 39,2 I	I
I	I-----+-----+	I-----+-----+	I	I-----+-----+	I
I uitgaven	I 2,5 I	I 0,2 I	I 10,0 I	I 0,2 I	I
I	I-----+-----+	I-----+-----+	I	I-----+-----+	I
I saldo op 31.12.1996	I 20,7 I	I 27,0 I	I 25,2 I	I 39,0 I	I

Totaal voor afdeling 65 :	ngk	462,0	447,8	413,6	90
	vjr	1,8	1,7	1,7	94
	fov	22,0	15,0		
	fon	29,5		12,3	42

AFDELING 66 - BESTUUR ECONOMISCHE INSPECTIE

32.66.0 - Bestaansmidden	ngk	375,8	352,8	339,5	90
Totaal voor afdeling 66 :	ngk	375,8	352,8	339,5	90

AFDELING 67 - NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

32.67.0 - Bestaansmidden	ngk	1.053,8	1.007,4	939,5	89
	vjr	7,3	7,2	7,2	99
32.67.1 - Deelneming in de werking van statistische verenigingen	ngk	1,0	0,9	0,6	60
Totaal voor afdeling 67 :	ngk	1.054,8	1.008,3	940,1	89
	vjr	7,3	7,2	7,2	99

AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID

32.70.1 - R. & D. op nationaal vlak	ngk	182,8	180,6	152,8	84
	vk	429,4	419,6		
	ok	270,9		119,2	44
32.70.2 - R. & D. op internationaal vlak	ngk	857,0	855,9	831,0	97
	vk	41,0	16,7		
	ok	58,1		54,2	93

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
32.70.3 - Dotaties aan wetenschappelijke instellingen van de Staat en gelijkgestelde en verbonden instellingen	ngk 1.625,0 vk 233,3 ok 23,6	1.625,0 233,3 23,6	1.546,2 23,6	95 100
32.70.5 - Studies en onderzoeken over de problemen van diepe geologische structuren	ngk 9,1 vk 35,0 ok 48,6	6,0 34,7	0,0 16,3	0 34
32.70.6 - Toepassing van de wetgeving inzake maten en gewichten	ngk 52,3 vk 20,0 ok 20,2	52,3 14,4	52,2 8,6	100 43
32.70.7 - Bescherming intellectueel eigendomsrecht	ngk 47,1	44,7	22,5	48
Totaal voor afdeling 70 :	ngk 2.773,3 vk 758,7 ok 421,4	2.764,5 718,7	2.604,7 221,9	94 53
TOTAAL 32 MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN	ngk 7.931,0 vjr 12,9 vk 1.011,6 ok 1.644,4 fov 156,7 fon 164,2	7.704,1 12,4 963,4 68,3	7.055,0 12,3 1.399,0 73,5	89 95 85 45

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 33 - MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN VERVOER

33.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	73,0	72,5	67,2	92
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	73,0	72,5	67,2	92

AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT

33.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	54,7	53,6	43,1	79
	vjr	0,1	0,1	0,0	0
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	54,7	53,6	43,1	79
	vjr	0,1	0,1	0,0	0

AFDELING 41 - ALGEMENE DIENSTEN

33.41.0 - Bestaansmiddelen	ngk	604,3	424,9	379,9	63
	vjr	23,0	23,0	22,6	98
	vk	2,0	1,9		
	ok	3,0		2,1	70
33.41.1 - Oorlogsschade	vk	1,0	0,3		
	ok	1,0		0,3	30
33.41.3 - Directie informatisering	ngk	34,1	31,9	20,6	60
33.41.4 - Automobielendienst	ngk	5,3	4,8	4,6	87
	vjr	0,2	0,2	0,2	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
33.41.5 - Overheidsbedrijven	ngk	13.370,0	13.370,0	13.370,0
FONDS : ORIENTATIEFONDS VAN DE OVERHEIDS-BEDRIJVEN BESTemd OM DEEL TE NEMEN AAN DE MODERNISERINGSPOlITIEK VAN DE OVERHEIDS-BEDRIJVEN TEN EINDE BIJ TE DRAGEN AAN DE REALISATIE VAN DE DOELSTELLINGEN VAN DE BEHEERSCONTRACTEN				
I Fonds 33-2	I Vastlegging	I Ordonnancering	I	I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I saldo op 1.1.1996	I 1.655,0 I	I 174,0 I	I 1.655,0 I	I 174,0 I
I ontvangst	I 1.585,0 I	I 0,0 I	I 1.585,0 I	I 0,0 I
I beschikbaar	I 3.240,0 I	I 174,0 I	I 3.240,0 I	I 174,0 I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I uitgaven	I 174,0 I	I 174,0 I	I 174,0 I	I 174,0 I
I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+	I-----+-----+-----+-----+
I saldo op 31.12.1996	I 3.066,0 I	I 0,0 I	I 3.066,0 I	I 0,0 I
 Totaal voor afdeling 41 :				
33.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	14.013,7	13.831,6	13.775,1
	vjr	23,2	23,2	22,8
	vk	3,0	2,2	
	ok	4,0		2,4
	fov	174,0	174,0	
	fon	174,0		174,0
				100
 AFDELING 51 - BESTUUR VAN HET VERVOER TE LAND				
33.51.1 - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen	ngk	82.468,8	82.468,8	82.307,5
33.51.2 - Dienst voor Regeling van de Binnenvaart	ngk	11,0	11,0	11,0
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	82.750,3	82.743,9	82.563,5
 AFDELING 52 - BESTUUR VAN DE LUCHTVAART				
33.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	228,6	225,8	193,2
	vjr	2,4	2,4	2,3
	vk	3,3	0,3	
	ok	2,8		2,1
33.52.1 - Regeling van het luchtverkeer en internationale samenwerking	ngk	23,9	22,4	20,9
				87

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)
33.52.3 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk vk ok	82,3 18,5 12,2	82,3 18,1 11,7	82,0 96
Totaal voor afdeling 52 :	ngk vjr vk ok	334,8 2,4 21,8 15,0	330,5 2,4 18,4 13,8	296,1 2,3 88 96 92
AFDELING 53 - BESTUUR VAN DE MARITIEME ZAKEN EN VAN DE SCHEEPVAART				
33.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	585,0 0,4	572,7 0,4	532,2 0,3 75
33.53.2 - Koopvaardij (internationale verdragen, bevordering en ontwikkeling van de koopvaardij en de vissersvloot)	ngk	2.997,8	2.997,7	2.704,3 90
33.53.5 - R.M.T.	ngk	1.600,0	1.600,0	1.600,0 100
Totaal voor afdeling 53 :	ngk vjr	5.182,8 0,4	5.170,4 0,4	4.836,5 0,3 93 75
AFDELING 56 - BESTUUR VAN DE VERKEERSREGLEMENTERING EN VAN INFRASTRUCTUUR				
33.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	564,2 1,2	544,5 1,2	476,3 0,0 84 0
33.56.1 - Netwerken en informatie	ngk ok	14,1 5,6	11,7	1,6 5,6 11 100
33.56.2 - Werken met Federale financiering	ngk vk ok	51,2 2.504,5 1.948,2	48,3 1.603,8	10,0 1.413,3 73
33.56.3 - Bouwtechnische voorschriften en goedkeuringen	ngk vjr	3,9 1,6	3,7 1,6	0,5 0,0 13 0
33.56.4 - Organisatie en veiligheid van het privé-wegvervoer	ngk	273,9	207,8	98,1 36

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad	
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordinancering (5)	
SECTIE 51 - MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE RIJKSSCHULD					
AFDELING 40 - BINNENLANDSE ZAKEN					
51.40.1 - Gemeenten	ngk	0,3	0,3	0,3 100	
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	0,3	0,3	0,3 100	
AFDELING 41 - VERKEER					
51.41.1 - BELGACOM	ngk	2,7	0,5	0,0 0	
51.41.2 - De Post	ngk	520,0	520,0	413,1 79	
Totaal voor afdeling 41 :	ngk	522,7	520,5	413,1 79	
AFDELING 42 - INFRASTRUCTUUR					
51.42.1 - Sociale huisvesting	ngk	1.385,4	1.338,4	1.338,4 97	
51.42.3 - Gemeentekrediet	ngk	951,8	935,5	935,5 98	
Totaal voor afdeling 42 :	ngk	2.337,2	2.273,9	2.273,9 97	
AFDELING 43 - VOLKSGEZONDHEID					
51.43.1 - Fonds bouw ziekenhuizen - flats	ngk	1.708,7	1.673,7	1.673,7 98	
	vjr	1,2	1,1	1,1 92	
51.43.3 - Lasten van het verleden	ngk	1.595,8	1.553,3	1.553,3 97	
	vjr	3,6	3,5	3,5 97	
51.43.4 - Leningen "aandeel Staat" nationale sector	ngk	291,4	291,3	291,3 100	
Totaal voor afdeling 43 :	ngk	3.595,9	3.518,3	3.518,3 98	
	vjr	4,8	4,6	4,6 96	

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordonnancering (5)

AFDELING 45 - FINANCIËN

51.45.1 - Lasten van leningen	ngk 1.150.757,6	1.016.707,7	967.594,4	84
	vjr 8,0	7,9	7,9	99

Fonds : Afnamen van leningopbrengsten
bestemd tot dekking van :
1° de uitgevoerde uitgaven in het kader van
beheersverrichtingen van de rijksschuld;
2° de vervroegde terugbetalingen;
3° de uitbetalingen van kapitaal ten gevolge
van wisselkoersschommelingen

I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I Fonds 51-1	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----I
I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I
I saldo op 1.1.1996	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I
I ontvangst	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I
I beschikbaar	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I
I uitgaven	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I	I 250.521,0 I	I 373.634,3 I
I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I	I-----+-----+-----+-----+-----I
I saldo op 31.12.1996	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I

51.45.4 - Diversen	ngk 9.145,5	8.481,8	6.814,1	75
	vjr 141,1	141,1	141,1	100

Totaal voor afdeling 45 :	ngk 1.159.903,1	1.025.189,5	974.408,5	84
	vjr 149,1	149,0	149,0	100
	fov 250.521,0	373.634,3		
	fon 250.521,0		373.634,3	149 *

TOTAAL 51 MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE RIJKSSCHULD	ngk 1.166.359,2	1.031.502,5	980.614,1	84
	vjr 153,9	153,6	153,6	100
	fov 250.521,0	373.634,3		
	fon 250.521,0		373.634,3	149 *

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnancieringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnancieringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting	Benutting	Benuttingsgraad
		vastlegging (3)	ordonnancering (4)	ordinancering (5)

SECTIE 52 - MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE

AFDELING 40 - FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE

52.40.1 - Overdracht naar de begroting van de Europese unie	ngk	33.457,9	29.783,4	29.783,4	89
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	33.457,9	29.783,4	29.783,4	89
TOTAAL 52 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE	ngk	33.457,9	29.783,4	29.783,4	89

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1996 (KREDIETEN 1996) OP 31/03/97

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttingsgraad ordonnancering (5)
ALGEMEEN TOTAAL				
ngk	2.124.623,2	1.977.116,6	1.892.127,1	89
vjr	980,4	971,8	791,8	81
vk	34.910,0	28.895,6		
ok	36.714,9		31.796,7	87
fov	307.222,2	426.593,2		
fon	308.071,9		426.192,3	138 *